



# *Gazette officielle du Québec*

## QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 6 mars 1971

### Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le **mercredi**, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

Québec, Saturday, March 6, 1971

### Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

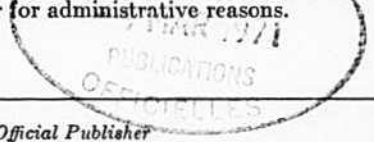
3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than **Wednesday**, noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is **Tuesday** noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.



8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

#### Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 40 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 20 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: \$1 chacun.

Feuilles volantes: \$3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre \$20; du 1<sup>er</sup> avril au 31 décembre, \$15 et du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre, \$10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

*L'Éditeur officiel du Québec,*  
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,  
Québec, 30 avril 1969

37883 — 1-52-o

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

#### Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 40 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 20 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$4 per 100 words.

Single copies: \$1 each.

Slips: \$3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, \$20; April 1st to December 31st, \$15 and July 1st to December 31st, \$10.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,  
*Québec Official Publisher.*

Parliament Buildings,  
Québec, April 30, 1969

37883 — 1-52-o

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre  
*Gazette officielle du Québec*  
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

**l'Éditeur officiel du Québec,**  
**Hôtel du Gouvernement,**  
**Québec 4, P.Q.**

For information concerning the publication of notices, off-prints or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre  
*Québec Official Gazette*  
Telephone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

**Québec Official Publisher,**  
**Parliament Buildings,**  
**Québec 4, P.Q.**

**Lettres patentes**

**Action machineries inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Jean Frappier, Pierre Salvail, tous deux avocats, et Cécile Péloquin, secrétaire, épouse de Gérard Péloquin, tous trois de 70, rue Roi, Sorel, pour les objets suivants:

Exploiter une quincaillerie, sous le nom de « Action machineries inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 150 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Tracy, district judiciaire de Richelieu.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

111-1971

**Aéroclub du Lac St-Jean inc.  
Lake St. John Flying Club Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Benoît Lévesque, 541, boulevard St-Joseph, Lucien Roy, 268, Côté, tous deux négociants, et Jean-Claude Boudreault, pilote, rang St-Dominique, tous trois de Roberval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vaisseaux aériens de toutes sortes, de moteurs, bateaux, instruments de navigation aérienne et de leurs accessoires, sous le nom de « Aéroclub du Lac St-Jean inc. — Lake St. John Flying Club Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Roberval, district judiciaire de Roberval.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

5110-1970

**Agences Désirella inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Guy Bergeron, industriel, 320, St-Pierre, Jonquière, Bernard Fortin, vendeur, 249, Ste-Famille, Kénogami, et Pierre Bergeron, avocat, 1175, Melançon, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exploiter des magasins de bonneterie, sous le nom de « Agences Désirella inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 8,000 actions ordinaires de \$5 chacune.

**Letters Patent**

**Action machineries inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Frappier, Pierre Salvail, both advocates, and Cécile Péloquin, secretary, wife of Gérard Péloquin, all three of 70 Roi Street, Sorel, for the following purposes:

To operate an hardware business, under the name of "Action machineries inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,500 common shares of a nominal value of \$10 each and 150 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Tracy, judicial district of Richelieu.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

111-1971

**Aéroclub du Lac St-Jean inc.  
Lake St. John Flying Club Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Benoît Lévesque, 541 St-Joseph Boulevard, Lucien Roy, 268 Côté, both traders, and Jean-Claude Boudreault, pilot, St-Dominique Range, all three of Roberval, for the following purposes:

To deal in aircrafts of all kinds, motors, ships, aerial navigation instruments and their accessories, under the name of "Aéroclub du Lac St-Jean inc. — Lake St. John Flying Club Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Roberval, judicial district of Roberval.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

5110-1970

**Agences Désirella inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Bergeron, industrialist, 320 St-Pierre Street, Jonquière, Bernard Fortin, salesman, 249 Ste-Famille, Kénogami, and Pierre Bergeron, advocate, 1175 Melançon, Chicoutimi, for the following purposes:

To operate knitted goods stores, under the name of "Agences Désirella inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 8,000 common shares of \$5 each.

Le siège social de la compagnie est 271, rue St-Hubert, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o 5563-1970

**Artisanat Gaspésien inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23<sup>e</sup> jour de décembre 1970, constituant en corporation: Hélène Cimichella, épouse de Michael Walker, 1307, Patrice, Lasalle, Jocelyne Cyr, épouse de Antonio Soares, 304, Montée Sanche, Rosemère, et André De Rome, épouse de Pierre Lacelles, 6302, P.E. Lamarche, Saint-Léonard, toutes trois secrétaires, pour les objets suivants:

Faire le commerce de l'artisanat dans tous les domaines, sous le nom de « Artisanat Gaspésien inc. », avec un capital divisé en 30,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mont-Saint-Pierre, district judiciaire de Gaspé.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o 5682-1970

**Bédard, Fortier et associés inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11<sup>e</sup> jour de janvier 1971, constituant en corporation: Pierre L. Lapointe, 155, Marcotte, Alexander S. Konigsberg, 2378, Frenette, tous deux de Saint-Laurent, Mark Rosenstein, 5003, Lacombe, Montréal, Thomas A. Lavin, Knowlton, tous quatre avocats, et Dean Jodoin, secrétaire, fille majeure, 11000, Laurentides, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « Bédard, Fortier et associés inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 35,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8, rue Bennett, Chambly, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o 132-1971

**Brasserie Québécoise inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18<sup>e</sup> jour de décembre 1970, constituant en corporation: Eugène Mercure, gérant, 605, Fontainebleau, Jean-Claude Mercure, 697, Auteuil, et Claude Ouellette, 956, Fréchette, ces deux

The head office of the company is at 271 St-Hubert Street, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940 5563-1970

**Artisanat Gaspésien inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23<sup>rd</sup> day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Hélène Cimichella, wife of Michael Walker, 1307 Patrice, Lasalle, Jocelyne Cyr, wife of Antonio Soares, 304 Montée Sanche, Rosemère, and André De Rome, wife of Pierre Lacelles, 6302 P.E. Lamarche, Saint-Léonard, all three secretaries, for the following purposes:

To deal in handicraft productions of all kind, under the name of "Artisanat Gaspésien inc.", with a capital stock divided into 30,000 common shares without nominal value and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Mont-Saint-Pierre, judicial district of Gaspé.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940 5682-1970

**Bédard, Fortier et associés inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11<sup>th</sup> day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre L. Lapointe, 155 Marcotte, Alexander S. Konigsberg, 2378 Frenette, both of Saint-Laurent, Mark Rosenstein, 5003 Lacombe, Montreal, Thomas A. Lavin, Knowlton, all four advocates, and Dean Jodoin, secretary, spinster of the full age of majority, 11000 Laurentides, Montreal-North, for the following purposes:

To do business as insurance agents and brokers, under the name of "Bédard, Fortier et associés inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 35,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 8, Bennett Street, Chambly, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940 132-1971

**Brasserie Québécoise inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18<sup>th</sup> day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Eugène Mercure, manager, 605 Fontainebleau, Jean-Claude Mercure, 697 Auteuil, and Claude Ouellette, 956 Fréchette, the latter two advo-

derniers avocats, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Brasserie Québécoise inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

3839-1970

**Centre Équestre La Cavalcade inc.  
La Cavalcade Equestrian Centre Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Marcel Robert, instructeur d'équitation, route rurale numéro 3, Mont-Saint-Hilaire, Roger Robert, entrepreneur en excavation, et Cécile Colin, ménagère, épouse dudit Roger Robert, ces deux derniers de 345, Grand boulevard, Saint-Bruno-de-Montarville, pour les objets suivants:

Administrer un centre d'équitation, sous le nom de « Centre Équestre La Cavalcade inc. — La Cavalcade Equestrian Centre Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Mont-Saint-Hilaire, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

5338-1970

**F. Chapdelaine assurances inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Ferdinand Chapdelaine, courtier d'assurance, Gertrude Chapdelaine, ménagère, épouse dudit Ferdinand Chapdelaine, et Jean-Pierre Chapdelaine, assistant-comptable, tous trois de 1217, Beaugard, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme agents et courtiers en assurance, sous le nom de « F. Chapdelaine assurances inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 105, boulevard de Gentilly ouest, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

5445-1970

cates, all three of Laval, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Brasserie Québécoise inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

3839-1970

**Centre Équestre La Cavalcade inc.  
La Cavalcade Equestrian Centre Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Robert, equestrian instructor, Rural Route number 3, Mont-Saint-Hilaire, Roger Robert, excavation contractor, and Cécile Colin, housewife, wife of said Roger Robert, the latter two of 345 Grand Boulevard, Saint-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To administer an equestrian centre, under the name of "Centre Équestre La Cavalcade inc. — La Cavalcade Equestrian Centre Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Mont-Saint-Hilaire, judicial district of Saint-Hyacinthe.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

5338-1970

**F. Chapdelaine assurances inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ferdinand Chapdelaine, insurance broker, Gertrude Chapdelaine, housewife, wife of said Ferdinand Chapdelaine, and Jean-Pierre Chapdelaine, assistant-accountant, all three of 1217 Beaugard, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "F. Chapdelaine assurances inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 105 Gentilly Boulevard West, Longueuil, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

5445-1970

**Clinique Naturiste Brunet inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7<sup>e</sup> jour de janvier 1971, constituant en corporation: Jean-Marc Brunet, naturopathe, 219, Rive Elgar, Ile-aux-Soeurs, Jean-Luc Lauzon, stagiaire-naturopathe, 8651, de Gaspé, Montréal, et Lise Dauphin, secrétaire, épouse de Gilles Proulx, Verdun, pour les objets suivants:

Exploiter et développer des centres de santé et bien-être par les méthodes naturistes, sous le nom de « Clinique Naturiste Brunet inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7103, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

5939-1969

**Club de Fer Royal de Sorel inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31<sup>e</sup> jour de décembre 1970, constituant en corporation: Fernand Beaulieu, noyauteur, 219, Prince, Gérard Lavallée, rentier, 31, du Roi, et Jean Chevalier, constable, 29, du Prince, tous trois de Sorel, pour les objets suivants:

Exploiter un club de fer, sous le nom de « Club de Fer Royal de Sorel inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$50 chacune et en 300 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

5768-1970

**Club optimiste St-Michel, Montréal**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7<sup>e</sup> jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Tremblay, avocat, 10450, rue Bélair, Pierrefonds, Henri Murray, restaurateur, 654, Val d'Anjou, Anjou, et Laurent Pellegrino, gérant de banque, 675, Marguerite Bourgeoys, Laval, pour les objets suivants:

Développer l'optimisme comme une philosophie de vie, sous le nom de « Club optimiste St-Michel, Montréal ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

**Clinique Naturiste Brunet inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Marc Brunet, naturopath, 219 Elgar Rive, Ile-aux-Soeurs, Jean-Luc Lauzon, naturopath articulated-student, 8651 de Gaspé, Montreal, and Lise Dauphin, secretary, wife of Gilles Proulx, Verdun, for the following purposes:

To operate and develop health and well-being centres by the naturist methods, under the name of "Clinique Naturiste Brunet inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 7103 St-Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

5939-1969

**Club de Fer Royal de Sorel inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Beaulieu, core-maker, 219 Prince, Gérard Lavallée, annuitant, 31 du Roi, and Jean Chevalier, constable, 29 du Prince, all three of Sorel, for the following purposes:

To operate a horse-shoe club, under the name of "Club de Fer Royal de Sorel inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$50 each and 300 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company is at Sorel, judicial district of Richelieu.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

5768-1970

**Club optimiste St-Michel, Montréal**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Pierre Tremblay, advocate, 10450 Bélair Street, Pierrefonds, Henri Murray, restaurant-owner, 654 Val d'Anjou, Anjou, and Laurent Pellegrino, bank manager, 675 Marguerite Bourgeoys, Laval, for the following purposes:

To develop optimism as a philosophy, under the name of "Club optimiste St-Michel, Montréal".

The amount to which the value of immovable property which the corporation may acquire or possess is limited is \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o 5383-1970

**Comité d'aide aux éprouvés de  
Deux-Montagnes inc.  
Two Mountains Community Emergency  
Association Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Ross McCarty, contremaître, 39, 13e Avenue, René Prud'homme, optométriste, 1825, Lakebreeze, et Francis Larivière, surveillant, 706, Rockland, tous trois de Deux-Montagnes, pour les objets suivants:

Aider de toute manière les personnes dans le besoin pour toute cause, sous le nom de « Comité d'aide aux éprouvés de Deux-Montagnes inc. — Two Mountains Community Emergency Association Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est 258, 5e Avenue, Deux-Montagnes, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o 3809-1970

**Le comité des loisirs du boulevard St-Jean inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Marcoux, camionneur, 10655, boulevard St-Jean, René Poirier, papetier, boulevard St-Jean, Jeannot Bourassa, industriel, et Lise Dufresne, ménagère, épouse dudit Jeannot Bourassa, ces deux derniers de 10795, boulevard St-Jean, tous quatre de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Le comité des loisirs du boulevard St-Jean inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o 110-1971

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940 5383-1970

**Comité d'aide aux éprouvés de  
Deux-Montagnes inc.  
Two Mountains Community Emergency  
Association Inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Ross McCarty, foreman, 39, 13th Avenue, René Prud'homme, optometrist, 1825 Lakebreeze, and Francis Larivière, supervisor, 706 Rockland, all three of Deux-Montagnes, for the following purposes:

To help in every way people who find themselves in need for one reason or the other, under the name of "Comité d'aide aux éprouvés de Deux-Montagnes inc. — Two Mountains Community Emergency Association Inc."

The amount to which the value of immovable property which the corporation may acquire or possess is limited is \$40,000.

The head office of the corporation is at 258, 5th Avenue, Deux-Montagnes, judicial district of Terrebonne.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940 3809-1970

**Le comité des loisirs du boulevard St-Jean inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Pierre Marcoux, trucker, 10655 St-Jean Boulevard, René Poirier, stationer, St-Jean Boulevard, Jeannot Bourassa, industrialist, and Lise Dufresne, housewife, wife of said Jeannot Bourassa, the latter two of 10795 St-Jean Boulevard, all four of Trois-Rivières, for the following purposes:

Organization of recreational activities, under the name of "Le comité des loisirs du boulevard St-Jean inc."

The amount to which is limited the value of the immovable properties that the corporation may acquire and hold is \$10,000.

The head office of the corporation is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940 110-1971

**Compagnie de gestion J.N. Tessier inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31<sup>e</sup> jour de décembre 1970, constituant en corporation: Jocelyne Baribeau, secrétaire, fille majeure, 425, rue Arcand, apt. 3, Cap-de-la-Madeleine, Marcel-J. G. Beaumier, 3600, Place d'Auteuil, Trois-Rivières-Ouest, et Robert Huard, 2497, boulevard Normand, Trois-Rivières, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Compagnie de gestion J.N. Tessier inc. », avec un capital total de \$2,000,300, divisé en 100 actions ordinaires de \$1 chacune, 5,000 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune, 200 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune et en 15,000 actions privilégiées classe « C » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 21 rue Mance, Baie-Comeau, district judiciaire de Hauterive.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

71-1971

**Construction Émery Paquette inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9<sup>e</sup> jour de novembre 1970, constituant en corporation: Richard Paquette, Émery Paquette, tous deux entrepreneurs, et Louiselle Isabelle, diététicienne, épouse dudit Émery Paquette, tous trois de 2, rue Marcel, Saint-Timothée, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Construction Émery Paquette inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2, rue Marcel, Saint-Timothée, district judiciaire de Beauharnois.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

4268-1970

**Construction & Pavage Moderne Itée  
Modern Construction & Paving Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 2<sup>e</sup> jour de janvier 1971, autorisant la fusion de « Pavage & Construction Moderne inc. — Modern Paving & Construction Inc. », constituée par lettres patentes en date du 2 janvier 1970, « Sera Inc. », constituée par lettres patentes en date du 14 juin 1966, et « Sorel Asphalte Itée », constituée par lettres patentes en date du 17 juin 1954, toutes les lettres patentes précitées ayant été émises en vertu de

**Compagnie de gestion J.N. Tessier inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jocelyne Baribeau, secretary, spinster of the full age of majority, 425 Arcand Street, Apartment 3, Cap-de-la-Madeleine, Marcel-J. G. Beaumier, 3600 d'Auteuil Place, Trois-Rivières-West, and Robert Huard, 2497 Normand Boulevard, Trois-Rivières, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Compagnie de gestion J.N. Tessier inc.", with a total capital stock of \$2,000,300, divided into 100 common shares of \$1 each, 5,000 class "A" preferred shares of \$100 each, 200 class "B" preferred shares of \$1 each and 15,000 class "C" preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 21 Mance Street, Baie-Comeau, judicial district of Hauterive.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

71-1971

**Construction Émery Paquette inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Paquette, Émery Paquette, both contractors, and Louiselle Isabelle, dietician, wife of the said Émery Paquette, all three of 2 Marcel Street, Saint-Timothée, for the following purposes:

To do business as builders and general contractors in construction and to deal in all kinds of materials, under the name of "Construction Émery Paquette inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2 Marcel Street, Saint-Timothée, judicial district of Beauharnois.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

4268-1970

**Construction & Pavage Moderne Itée  
Modern Construction & Paving Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Pavage & Construction Moderne inc. — Modern Paving & Construction Inc.", incorporated by letters patent dated January 2, 1970, "Sera Inc.", incorporated by letters patent dated June 14, 1966, and "Sorel Asphalte Itée", incorporated by letters patent dated June 17, 1954, all the aforesaid letters patent having been issued under

ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Construction & Pavage Moderne Itée — Modern Construction & Paving Ltd. », avec un capital total de \$1,000,000, divisé en 60,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 400,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Notre-Dame-du-Bon-Conseil, district judiciaire de Drummond.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

5676-70

### Créations Claude Hurtubise Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Claude Hurtubise, gérant, 8820, Girardin, Saint-Léonard, Maurice Martel, avocat, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, et Lucille Roy, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 24, rue Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, graveurs, relieurs, éditeurs, photographes et tous autres commerces semblables, sous le nom de « Créations Claude Hurtubise Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 30 actions ordinaires de \$10 chacune, 3,960 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8820, rue Girardin, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

5604-1970

### Marcel Deaudelin inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Aimé Bellerose, gérant, 10677, Tanguay, Montréal, Marcel Deaudelin, industriel, et Thérèse Bélanger, ménagère, épouse dudit Marcel Deaudelin, ces deux derniers de 177, 7e Avenue, Laval, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce du savon et de ses produits, des détergents, de l'eau de javel, des cires, huiles, parfums, cosmétiques, lotions et autres produits semblables, sous le nom de « Marcel Deaudelin inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 177, 7e Avenue, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopérative,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

5698-1970

said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Construction & Pavage Moderne Itée — Modern Construction & Paving Ltd.", with a total capital stock of \$1,000,000, divided into 60,000 preferred shares of a par value of \$10 each and 400,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Notre-Dame-du-Bon-Conseil, judicial district of Drummond.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

5676-70

### Créations Claude Hurtubise Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Hurtubise, manager, 8820 Girardin, Saint-Léonard, Maurice Martel, advocate, 1301 St-Viateur West, Outremont, and Lucille Roy, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 24 Gilles Street, Sainte-Thérèse-Ouest, for the following purposes:

To do business as printers, engravers, bookbinders, publishers, photographers and all other related businesses, under the name of "Créations Claude Hurtubise Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 30 common shares of \$10 each, 3,960 preferred shares class "A" of \$10 each and 100 preferred shares class "B" of \$1 each.

The head office of the company is at 8820 Girardin Street, Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

5604-1970

### Marcel Deaudelin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Aimé Bellerose, manager, 10677 Tanguay, Montreal, Marcel Deaudelin, industrialist, and Thérèse Bélanger, housewife, wife of the said Marcel Deaudelin, the latter two of 177, 7th Avenue, Laval, for the following purposes:

To manufacture and to deal in soaps and its products, detergents, javel water, waxes, oils, perfumes, cosmetics, lotions and similar products, under the name of "Marcel Deaudelin inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 177, 7th Avenue, Laval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

5698-1970

**Les défrichements Warwick inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 22<sup>e</sup> jour de décembre 1970, constituant en corporation: Bertrand Allard, cultivateur, Diane A. Allard, épouse dudit Bertrand Allard, tous deux de Sainte-Séraphine, et Liliane Perreault, veuve de Albert Carrière, 60, Campagna, Victoriaville, ces deux dernières ménagères, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce d'entrepreneurs en excavation de toutes sortes, déplacement de terre de tous genres, sous le nom de « Les défrichements Warwick inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$10 chacune et en 380 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Warwick, district judiciaire d'Arthabaska.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

5686-1970

**Delson Auto Parts Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14<sup>e</sup> jour de décembre 1970, constituant en corporation: Jean Monette, inspecteur, 503, St-Georges, Drummondville, Jean-Claude Monette, 1, boulevard 9C, et Edmond Cassivi, 155, St-François-Xavier, ces deux derniers mécaniciens, de Delson, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de pièces d'automobiles et véhicules de toutes sortes, sous le nom de « Delson Auto Parts Inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 155, St-François-Xavier, Delson, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

5504-1970

**Déry automobile Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27<sup>e</sup> jour de janvier 1971, constituant en corporation: François Déry, marchand, Louise Trahan, ménagère, épouse dudit François Déry, tous deux de 424, Champlain, et Wilfrid Déry, bourgeois, 10, St-Hubert, tous trois de Saint-Jean, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, camions, motocyclettes, vélocipèdes, tracteurs, aéroplanes ou tout autre genre de véhicules ou engins, sous le nom de « Déry automobile Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

**Les défrichements Warwick inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bertrand Allard, farmer, Diane A. Allard, wife of the said Bertrand Allard, both of Sainte-Séraphine, and Liliane Perreault, widow of Albert Carrière, 60 Campagna, Victoriaville, the latter two housewives, for the following purposes:

To carry on a business as digging contractors, in excavations of all kinds and in earth removal, under the name of "Les défrichements Warwick inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$10 each and 380 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Warwick, judicial district of Arthabaska.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

5686-1970

**Delson Auto Parts Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Monette, inspector, 503 St-Georges, Drummondville, Jean-Claude Monette, 1, 9C Boulevard, and Edmond Cassivi, 155 St-François-Xavier, the latter two mechanics, of Delson, for the following purposes:

To manufacture and deal in automobile and vehicle parts of all kinds, under the name of "Delson Auto Parts Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal value and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 155 St-François-Xavier, Delson, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

5504-1970

**Déry automobile Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: François Déry, merchant, Louise Trahan, housewife, wife of said François Déry, both of 424 Champlain, and Wilfrid Déry, gentleman, 10 St-Hubert, all three of Saint-John's, for the following purposes:

To deal in automobiles, trucks, motorcycles, velocipedes, tractors, airplanes or any other kinds of vehicles or motors, under the name of "Déry automobile Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

385-1971

**Les disques Jacob inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de décembre 1970, constituant en corporation: F.-Michel Gagnon, 5195, Coolbrock, Robert-P. Godin, 4222, Beaconsfield, tous deux de Montréal, et Claude Lachance, 30, Place Côte Vertu, app. 509, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de disquaire en général, sous le nom de « Les disques Jacob inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

5585-1970

**Distribution Yvon Ellyson inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Denis Proteau, huissier, 1493, Lalement, Yvon Ellyson, homme d'affaires, et Janine St-Pierre, ménagère, épouse dudit Yvon Ellyson, ces deux derniers de 83, Brooks sud, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de distribution et de vente connu et désigné comme distributions de billets de loterie pour le compte de la « Société d'exploitation des loteries et courses du Québec », et toutes autres distributions, sous le nom de « Distributions Yvon Ellyson inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

5657-1970

**Les éditions Contemporaines inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Rolland Forget, Richard Martel et Jacques Gilbert, tous trois avocats, de 500, Place d'Armes, suite 1063, Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Saint-John's, judicial district of Iberville.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

385-1971

**Les disques Jacob inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: F.-Michel Gagnon, 5195 Coolbrook, Robert-P. Godin, 4222 Beaconsfield, both of Montreal, and Claude Lachance, 30 Côte Vertu Place, Apt. 509, Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as record dealer is general, under the name of "Les disques Jacob inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

5585-1970

**Distribution Yvon Ellyson inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis Proteau, bailiff, 1493 Lalement, Yvon Ellyson, businessman, and Janine St-Pierre, housewife, wife of the said Yvon Ellyson, the latter two of 83 Brooks South, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To run a business for the distribution and sale of lottery tickets on behalf of the "Société d'exploitation des loteries et courses du Québec", and for other kinds of distribution, under the name of "Distributions Yvon Ellyson inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

5657-1970

**Les éditions Contemporaines inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rolland Forget, Richard Martel and Jacques Gilbert, all three advocates, of 500 Place d'Armes, suite 1063, Montreal, for the following purposes:

Agir comme producteur, réalisateur, imprésario, agent et conseiller de récitals, spectacles de variétés et de music-hall, sous le nom de « Les éditions Contemporaines inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 780 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie est 112, rue St-Paul, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

5695-1970

#### Entreprises Boisclair & Dubois inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12<sup>e</sup> jour de janvier 1971, constituant en corporation: Renald Boisclair, hôtelier, 1007, Boulay, Acton Vale, Madeleine Lafond, caissière, fille majeure, 295, Notre-Dame, Nicolet, et Jean-Marie Dubois, fonctionnaire, 60, Gosselin, Drummondville, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Entreprises Boisclair & Dubois inc. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 650 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Acton Vale, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

167-1971

#### Les entreprises Domil inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8<sup>e</sup> jour de janvier 1971, constituant en corporation: Jean-Charles Latour, 239, Deguire, Saint-Laurent, Marc Valois, 4390, Old Orchard, tous deux avocats, et Jocelyne Dancause, secrétaire, fille majeure, 1646, Galt, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les entreprises Domil inc. », avec un capital divisé en 20,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

105-1971

#### Les entreprises M. Léger inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

To carry on business as producer, director, impresario, agent and adviser for recitals, variety and music-hall shows, under the name of "Les éditions Contemporaines inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of \$10 each and 780 preferred shares of a nominal value of \$50 each.

The head office of the company is at 112 St. Paul Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

5695-1970

#### Entreprises Boisclair & Dubois inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Renald Boisclair, hotelkeeper, 1007 Boulay, Acton Vale, Madeleine Lafond, cashier, spinster of the full age of majority, 295 Notre-Dame, Nicolet, and Jean-Marie Dubois, civil employee, 60 Gosselin, Drummondville, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Entreprises Boisclair & Dubois inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 650 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Acton Vale, judicial district of Saint-Hyacinthe.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

167-1971

#### Les entreprises Domil inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Charles Latour, 239 Deguire, Saint-Laurent, Marc Valois, 4390 Old Orchard, both advocates, and Jocelyne Dancause, secretary, spinster of the full age of majority, 1646 Galt, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, and to deal in all kinds of materials, under the name of "Les entreprises Domil inc.", with a capital stock divided into 20,000 common shares without nominal value and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

105-1971

#### Les entreprises M. Léger inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Marcel Léger, homme d'affaires, Jeanne d'Arc Lamontagne, ménagère, épouse dudit Marcel Léger, tous deux de 6025, Merriam, Anjou, et Gérard Bourbonnière, notaire, 9101, Airlie, Lasalle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de placement, sous le nom de « Les entreprises M. Léger inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune, et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3337, avenue Desmar-teau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

5526-1970

**Fédération du Canotage Long Parcours  
du Québec inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Nadeau, tailleur, 516, du Pont, Raymond St-Germain, chef de bureau, 89, Chapleau, tous deux de Mont-Laurier, Luc Robillard, professeur d'éducation physique, 239, Central, Québec, Gérard Desfossés, culturiste, 6, Augusta, Sorel, et Gilles Labranche, registrateur, Ville-Marie, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif pour promouvoir le sport en général et le canotage de compétition en particulier, sous le nom de « Fédération du Canotage Long Parcours du Québec inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

5453-1970

**Benoit Ferland & fils Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Herman Ferland, étudiant, 8540, boulevard Ste-Anne, Château-Richer, Simon Ferland, vendeur, 26, Brôme, Sainte-Foy, et Claire Maheux, secrétaire, épouse de Gilles Morin, 386, 14e Rue, Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de « Benoit Ferland & fils Itée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 5,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Léger, businessman, Jeanne d'Arc Lamontagne, housewife, wife of the said Marcel Léger, both of 6025 Merriam, Anjou, and Gérard Bourbonnière, notary, 9101 Airlie, Lasalle, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and investment company, under the name of "Les entreprises M. Léger inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 3337 Desmar-teau Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

5526-1970

**Fédération du Canotage Long Parcours  
du Québec inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Marcel Nadeau, tailor, 516 du Pont, Raymond St-Germain, office chief, 89 Chapleau, both of Mont-Laurier, Luc Robillard, physical culture professor, 239 Central, Québec, Gérard Desfossés, culturist, 6 Augusta, Sorel, and Gilles Labranche, registrar, Ville-Marie, for the following purposes:

To form and operate a sport club for promoting sport in general and competition rowing in particular, under the name of "Fédération du Canotage Long Parcours du Québec inc."

The amount to which is limited the annual revenue from the immovable property that the corporation may acquire and hold is \$40,000.

The head office of the corporation is at Mont-Laurier, judicial district of Labelle.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

5453-1970

**Benoit Ferland & fils Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Herman Ferland, student, 8540 Ste-Anne Boulevard, Château-Richer, Simon Ferland, salesman, 26 Brôme, Saint-Foy, and Claire Maheux, secretary, wife of Gilles Morin, 386, 14th Street, Québec, for the following purposes:

To deal in building materials, under the name of "Benoit Ferland & fils Itée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 5,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 5,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est 8540, boulevard Ste-Anne, Château-Richer, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

2131-1970

**André Fortin Auto inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Gérard Rolland, mécanicien, rue St-Pierre, Saint-Luc, André Fortin, 332, rue St-Jacques, et René Fournier, 495, rue Lalemant, ces deux derniers commerçants, de Saint-Jean, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « André Fortin Auto inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 320, rue St-Jacques, Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

5500-1970

**Franconet inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Gérard Tardif, notaire, 20, Bord-du-Lac, Beaconsfield, Horst Wessel, entrepreneur, et Ausilia Maria Franzoni, ménagère, épouse dudit Horst Wessel, ces deux derniers de 256, Strasbourg, Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

Importer, exporter et faire le commerce de produits alimentaires et leurs accessoires, sous le nom de « Franconet inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 256, Strasbourg Drive, Dollard-des-Ormeaux, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

94-1971

**G.S.T. Tire Casings Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Guy Spénard, gérant, Clémence Tessier, administratrice, épouse de Gérard Spénard, tous deux de 7321, 12e Avenue, Montréal, Léo-Paul Tessier, menuisier, 11993, Henrietta, Mont-

The head office of the company is at 8540 Ste-Anne Boulevard, Château-Richer, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

2131-1970

**André Fortin Auto inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Rolland, mechanic, St-Pierre Street, Saint-Luc, André Fortin, 332 St-Jacques Street, and René Fournier, 495 Lalemant Street, the latter two merchants, of Saint-Jean, for the following purposes:

To do business as garage-owners and to deal in cars, motors, machinery and their accessories and parts, under the name of "André Fortin Auto inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 320 St-Jacques Street, Saint-Jean, judicial district of Iberville.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

5500-1970

**Franconet inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Tardif, notary, 20 Bord-du-Lac, Beaconsfield, Horst Wessel, contractor, and Ausilia Maria Franzoni, housewife, wife of said Horst Wessel, the latter two of 256 Strasbourg, Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To import, export and deal in food products and their accessories, under the name of "Franconet inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 256 Strasbourg Drive, Dollard-des-Ormeaux, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

94-1971

**G.S.T. Tire Casings Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Spénard, manager, Clémence Tessier, administrator, wife of Gérard Spénard, both of 7321, 12th Avenue, Montreal, Léo-Paul Tessier, carpenter, 11993 Henrietta, Montreal-North, and

réal-Nord, et Lucien Bourget, commis, 661, Patenaude, Laval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de rechapage et de pneus neufs et usagés, sous le nom de « G.S.T. Tire Casings Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7321, 12e Avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

5617-1970

**Guy Gagnon inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Guy Gagnon, courtier d'assurances, Mariette Brisson, ménagère, épouse dudit Guy Gagnon, tous deux de 1148, Desrochers, et Normand Larouche, médecin, 708, Bon Désir, tous trois de Hauterive, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'assurances générales sous toutes ses formes, sous le nom de « Guy Gagnon inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hauterive, district judiciaire de Hauterive.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

5501-1970

**Gestion V.P.D. inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Lambert Toupin, 194, avenue Melbourne, Mont-Royal, Maurice-A. Forget, 269, avenue les Érables, Laval, Claude Lachance, 30, Place Côte Vertu, app. 509, Saint-Laurent, Robert-P. Godin, 4222, avenue Beaconsfield, et Jean-L.-C. Aubert, 3105, rue Fendall, ces deux derniers de Montréal, tous cinq avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de gestion mobilière et immobilière, de portefeuille et de placement, sous le nom de « Gestion V.P.D. inc. », avec un capital divisé en 5,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

5584-1970

**Habitations de la Côte Nord inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

Lucien Bourget, clerk, 661 Patenaude, Laval, for the following purposes:

To carry on business in retreading and to deal in new and second-hand tires, under the name of "G.S.T. Tire Casings Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 7321, 12th Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

5617-1970

**Guy Gagnon inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Gagnon, insurance broker, Mariette Brisson, housewife, wife of the said Guy Gagnon, both of 1148 Desrochers, and Normand Larouche, physician, 708 Bon Désir, all three of Hauterive, for the following purposes:

To carry on a general insurance business specializing in insurance of all kinds, under the name of "Guy Gagnon inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Hauterive, judicial district of Hauterive.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

5501-1970

**Gestion V.P.D. inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lambert Toupin 194 Melbourne Avenue, Mont-Royal, Maurice-A. Forget, 269 les Érables Avenue, Laval, Claude Lachance 30 Côte Vertu Place, Apt. 509, Saint-Laurent, Robert-P. Godin, 4222 Beaconsfield Avenue, and Jean-L.-C. Aubert, 3105 Fendall Street, the latter two of Montreal, all five advocates, for the following purposes:

To carry on business as a moveable and immoveable management, holding and investment company, under the name of "Gestion V.P.D. inc.", with a capital stock divided into 5,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

5584-1970

**Habitations de la Côte Nord inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January,

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Claude B. Thomas, 12210, Jasmin, Montréal, Normand Bourbonnais, 290, Bleignier, Saint-Laurent, et André B. Thomas, 823, Pratt, Outremont, tous trois industriels, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes s de matériaux, sous le nom de « Habitations de la Côte Nord inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 123, Côte Vertu, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38940-o

5747-1970

#### Les immeubles de l'Amiante inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Laval Turcotte, rentier, 243, rue Turcotte, Maurice Faucher, préposé aux achats, 1183, rue Jeanne Mance, et Jean-R. Gardner, notaire, 179, rue Notre-Dame sud, tous trois de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les immeubles de l'Amiante inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 179, rue Notre-Dame sud, Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38940-o

131-1971

#### Les immeubles Dupernay inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Maurice-D. Godbout, 16, Place Cambrai, Outremont, Pierre Sauvé, 229, des Landes, Saint-Lambert, Claude Nadeau, 1615, Jules-Poitras, app. 101, et Pierre Dozois, 4840, Édouard-Montpetit, app. 2, ces deux derniers de Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Faires affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Les immeubles Dupernay inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude B. Thomas, 12210 Jasmin, Montreal, Normand Bourbonnais, 290 Bleignier, Saint-Laurent, and André B. Thomas, 823 Pratt, Outremont, all three industrialists, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, and to deal in all kinds of materials, under the name of "Habitations de la Côte Nord inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 123 Côte Vertu, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

5747-1970

#### Les immeubles de l'Amiante inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Laval Turcotte, annuitant, 243 Turcotte Street, Maurice Faucher, purchasing agent, 1183 Jeanne Mance Street, and Jean-R. Gardner, notary, 179 Notre-Dame Street South, all three of Thetford Mines, for the following purposes:

To do business as a real estate and construction company, under the name of "Les immeubles de l'Amiante inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 1,500 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 179 Notre-Dame Street South, Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

131-1971

#### Les immeubles Dupernay inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice-D. Godbout, 16 Cambrai Place, Outremont, Pierre Sauvé 229 des Landes, Saint-Lambert, Claude Nadeau, 1615 Jules-Poitras, Apt. 101, and Pierre Dozois, 4840 Édouard-Montpetit, Apt. 2, the latter two of Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, building and investment company, under the name of "Les immeubles Dupernay inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

190-1971

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

190-1971

**Les immeubles Sabrevois inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Maurice-D. Godbout, 16, Place Cambrai, Outremont, Pierre Sauvé, 229, des Landes, Saint-Lambert, Claude Nadeau, 1615, Jules-Poitras, app. 101, et Pierre Dozois, 4840, Édouard-Montpetit, app. 2, ces deux derniers de Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Les immeubles Sabrevois inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

189-1971

**Les immeubles Sabrevois inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice-D. Godbout, 16 Cambrai Place, Outremont, Pierre Sauvé, 229 des Landes, Saint-Lambert, Claude Nadeau, 1615 Jules-Poitras, Apt. 101, and Pierre Dozois, 4840 Édouard-Montpetit, Apt. 2, the latter two of Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Les immeubles Sabrevois inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

189-1971

**Roger Lachambre inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Roger Lachambre, marchand, Françoise Meunier, épouse dudit Roger Lachambre, et Lucille Lachambre, épouse de Marcel Beaulieu, ces deux dernières ménagères, tous trois de Saint-Ours, pour les objets suivants:

Faire le commerce, l'entretien et la réparation des appareils de radio, de télévision, accessoires électriques, instruments de musique, leurs parties et accessoires, et autres marchandises semblables, sous le nom de « Roger Lachambre inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Ours, district judiciaire de Richelieu.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

5490-1970

**Roger Lachambre inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Lachambre, merchant, Françoise Meunier, wife of said Roger Lachambre, and Lucille Lachambre, wife of Marcel Beaulieu, the latter two housewives, all three of Saint-Ours, for the following purposes:

To deal, entertain and repair radio and television sets, electrical accessories and musical instruments, their parts and supplies and other similar goods, under the name of "Roger Lachambre inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Ours, judicial district of Richelieu.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

5490-1970

**Gaétan Lavoie, Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Denyse Labrèche, ouvrière, fille majeure, 71, rue Dufort, Gaétan Lavoie, vendeur, et

**Gaétan Lavoie, Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denyse Labrèche, workwoman, spinster, 71 Dufort Street, Gaétan Lavoie salesman, and Jean-

Jeannette Labrèche, ménagère, épouse dudit Gaétan Lavoie, ces deux derniers de 986, rue Ste-Marie, tous trois de Chambly, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de produits, articles et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Gaétan Lavoie, ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 986, rue Ste-Marie, Chambly, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

125-1971

#### Lemaire & Lemaire inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30<sup>e</sup> jour de décembre 1970, constituant en corporation: Jean-Maurice Lemaire, 673a, boulevard Mercure, Gilles Lemaire, 677, boulevard Mercure, tous deux arpenteurs-géomètres, et Ronald Aubé, commis de bureau, 416, Dumoulin, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Lemaire & Lemaire inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 9,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

149-1971

#### Normand Leroux Stables Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31<sup>e</sup> jour de décembre 1970, constituant en corporation: Normand Leroux, vendeur, 1945, Arvida, Saint-Bruno-de-Montarville, Claude Godmaire, 3425, Papineau, #507, et Claude Gauvin, 3460, Place Decelles, #49, ces deux derniers gérants, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire l'achat, la vente, la location, le transport et l'entretien de chevaux, sous le nom de « Normand Leroux Stables Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1945, rue Arvida, Saint-Bruno-de-Montarville, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

5622-1970

nette Labrèche, housewife, wife of said Gaétan Lavoie, the latter two of 986 Ste-Marie Street, all three of Chambly, for the following purposes:

To manufacture and deal in products, articles and goods of all kinds, under the name of "Gaétan Lavoie, ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,900 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 986 Ste-Marie Street, Chambly, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

125-1971

#### Lemaire & Lemaire inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Maurice Lemaire, 673a Mercure Boulevard, Gilles Lemaire, 677 Mercure Boulevard, both land-surveyors, and Ronald Aubé, office clerk, 416 Dumoulin, all three of Drummondville, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Lemaire & Lemaire inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 9,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

149-1971

#### Normand Leroux Stables Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Normand Leroux, salesman, 1945 Arvida, Saint-Bruno-de-Montarville, Claude Godmaire, 3425 Papineau, #507, and Claude Gauvin, 3460 Decelles Place, #49, the latter two managers, of Montreal, for the following purposes:

To purchase, sell, hire, transport and maintain horses, under the name of "Normand Leroux Stables Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1945 Arvida Street, Saint-Bruno-de-Montarville, judicial district of Montarville.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

5622-1970

**Lévis T.V. service inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Jean-Guy Dumont, soudeur, 34B, Botrel, René Dumont, professeur, 14, Orléans, et Gisèle Dumont, ménagère, épouse de Gilles Dumont, 14, St-Honoré, tous trois de Lauzon, pour les objets suivants:

Fabriquer, acheter, vendre, faire l'entretien et la réparation des appareils de radio, de télévision, accessoires électriques, instruments de musique, leurs parties et accessoires, et autres marchandises semblables, sous le nom de « Lévis T.V. service inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 800 actions ordinaires de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lévis, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

6-1971

**Lévis T.V. service inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Dumont, welder, 34B Botrel, René Dumont, professor, 14 Orléans, and Gisèle Dumont, housewife, wife of Gilles Dumont, 14 St-Honoré, all three of Lauzon, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, keep in good working order and repair radios, television sets, electric appliances, musical instruments, their parts and accessories and similar merchandise, under the name of "Lévis T.V. service inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 800 common shares of \$50 each.

The head office of the company is at Lévis, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

6-1971

**Les liqueurs du Bas St-Laurent Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Armand Trottier, commerçant, Pauline Gendron, ménagère, épouse dudit Armand Trottier, Ghislaine Trottier, et Micheline Trottier, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous quatre de 55, Blanchette, Mont-Joli, pour les objets suivants:

Faire la préparation, l'embouteillage, la mise en marché et la distribution de toutes liqueurs, sous le nom de « Les liqueurs du Bas St-Laurent Itée », avec un capital total de \$200,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 15,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 55, rue Blanchette, Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

5647-1970

**Les liqueurs du Bas St-Laurent Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Armand Trottier, merchant, Pauline Gendron, housewife, wife of the said Armand Trottier, Ghislaine Trottier, and Micheline Trottier, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, all four of 55 Blanchette, Mont-Joli, for the following purposes:

To proceed with the preparation, bottling, marketing and distribution of all kinds of soft drinks, under the name of "Les liqueurs du Bas St-Laurent Itée", with a total capital stock of \$200,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and 15,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 55 Blanchette Street, Mont-Joli, judicial district of Rimouski.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

5647-1970

**Les loisirs Parc Orléans incorporée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de janvier 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Lefebvre, publicitaire, 685, 79e Rue est, Jacques Lachance, représentant, 7205, Place de Verneuil, et Marielle Pinard, infirmière, épouse de Jules Pinard, 700, de Nogent, tous trois de Charlesbourg, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Les loisirs Parc Orléans incorporée ».

**Les loisirs Parc Orléans incorporée**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Paul Lefebvre, publicist, 685, 79th Street east, Jacques Lachance, representative, 7205 Place de Verneuil, and Marielle Pinard, nurse, wife of Jules Pinard, 700 de Nogent, all three of Charlesbourg, for the following purposes:

The organization of leisure-time activities, under the name of "Les loisirs Parc Orléans incorporée".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation est à Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.

38940-o

238-1971

**Léo Mailhot inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12<sup>e</sup> jour de janvier 1971, constituant en corporation: Clément Trudel, 118, 1<sup>ère</sup> Avenue, André Fontaine, 5, des Sapins, tous deux de Notre-Dame-des-Prairies, et André Roy, 1077, Godin, Joliette, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Léo Mailhot inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$10 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et en 3,500 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 11, rue Landry, Saint-Alexis, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.

38940-o

114-1971

**Marché Price inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31<sup>e</sup> jour de décembre 1970, constituant en corporation: Roger Lapointe, gérant, 356, avenue Maltais, Rosaire Girard, commerçant, et Nora St-Pierre, ménagère, épouse dudit Rosaire Girard, ces deux derniers de 254, rue Price est, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Marché Price inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.

38940-o

5722-1970

**Mercerie Lafleur inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15<sup>e</sup> jour de décembre 1970, constituant en corporation: Pierre-C. Fournier, 1880, de Rouville, André Rodrigue, 206, Kennedy sud, et Ronald Dudemaine, 630, Jacques-Cartier nord, tous trois avocats, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de mercerie, sous le nom de « Mercerie Lafleur inc. », avec

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire or possess is limited is \$10,000.

The head office of the corporation is at Charlesbourg, judicial district of Québec.

Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

238-1971

**Léo Mailhot inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Clément Trudel, 118, 1st Avenue, André Fontaine, 5 des Sapins, both of Notre-Dame-des-Prairies, and André Roy, 1077 Godin, Joliette, all three advocates, for the following purposes:

To deal in the lumber trade under the name of "Léo Mailhot inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$10 each, 2,000 preferred shares class "A" of \$1 each and 3,500 preferred shares class "B" of \$10 each.

The head office of the company is at 11 Landry Street, Saint-Alexis, judicial district of Joliette.

Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

114-1971

**Marché Price inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Lapointe, manager, 356 Maltais Avenue, Rosaire Girard, trader, and Nora St-Pierre, housewife, wife of said Rosaire Girard, the latter two of 254 Price Street east, all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Marché Price inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 400 common shares of \$50 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

5722-1970

**Mercerie Lafleur inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre-C. Fournier, 1880 de Rouville, André Rodrigue, 206 Kennedy South, and Ronald Dudemaine 630 Jacques-Cartier North, all three advocates, of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on, in all its specialties, an haberdashery business, under the name of "Mercerie Lafleur inc.",

un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,800 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

5557-1970

with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,800 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

5557-1970

**Meubles Guy Nadeau inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Lionel Picard, comptable, 145, Gravel, Guy Nadeau, 110, Viau, et Gaston Bergeron, 173, Saint-Éphrem, ces deux derniers vendeurs, tous trois de Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles neufs et usagés, ameublements de maison et appareils électriques d'usage domestique, sous le nom de « Meubles Guy Nadeau inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 354, Ste-Anne, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

133-1971

**Meubles Guy Nadeau inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lionel Picard, accountant, 145 Gravel, Guy Nadeau, 110 Viau, and Gaston Bergeron, 173 Saint-Éphrem, the latter two salesmen, all three of Chicoutimi-North, for the following purposes:

To deal in new and second-hand furniture, house furnishings and home electric appliances, under the name of "Meubles Guy Nadeau inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 354 Sainte-Anne, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

133-1971

**Moufflons des montagnes inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1971, constituant en corporation sans capital-actions: Renaud Couture, agent d'assurances, 156, Principale, J.-Hermas Poirier, épicier, Guy Blais, garagiste, Bertrand Fréchette, hôtelier, Richard Gagnon, tous cinq de Lambton, et Ghislain Giroux, Saint-Sébastien, ces deux derniers menuisiers, pour les objets suivants:

Établir, former et exploiter un club de moto-neige, sous le nom de « Moufflons des montagnes inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Lambton, district judiciaire de Beauce.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

100-1971

**Moufflons des montagnes inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Renaud Couture, insurance agent, 156 Principale, J.-Hermas Poirier, grocer, Guy Blais, garage-owner, Bertrand Fréchette, hotel-keeper, Richard Gagnon, all five of Lambton, and Ghislain Giroux, Saint-Sébastien, the latter two carpenters, for the following purposes:

To organize, form and operate a snowmobile club, under the name of "Moufflons des montagnes inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property which may be acquired and owned by the corporation is \$100,000.

The head office of the corporation is at Lambton, judicial district of Beauce.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

100-1971

**Murdock Lumber inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1970,

**Murdock Lumber inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,

autorisant la fusion de « Murdock Lumber Co. », constituée par lettres patentes en date du 7 juin 1949, « Murdock & Fils ltée — Murdock & Son Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 26 novembre 1968, et « Komduroc Construction Limited », constituée par lettres patentes en date du 20 octobre 1948, toutes les lettres patentes précitées ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Murdock Lumber inc. », avec un capital divisé en 60,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 2,000 actions privilégiées de \$100; et la considération totale pour laquelle les 60,000 actions ordinaires sans valeur nominale pourront être émises ne devra pas excéder \$300,000.

Le siège social de la compagnie est 23 est, rue Racine, Chicoutimi, dans le district judiciaire de Chicoutimi.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives.*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38940-o

5551-70

#### Murray Bay Resort Hotels Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19<sup>e</sup> jour de janvier 1971, constituant en corporation: Bernard Léveillé, secrétaire administratif, 14, Parc Marchand, Loretteville, Gilles Giroux, 1057, avenue Royale, Villeneuve, Jacques Taschereau, 315, avenue Laurier, tous deux notaires, et Huguette Fournel, secrétaire, fille majeure, 554, Latourelle, ces deux derniers de Québec, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Murray Bay Resort Hotels Inc. », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Pointe-au-Pic, district judiciaire de Saguenay.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38940-o

259-1971

#### Nadeau Électrix inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7<sup>e</sup> jour de janvier 1971, constituant en corporation: Gérard Nadeau, maître-électricien, 984, Riel, Laval, Ronald Clément, électricien, 6559, 21<sup>e</sup> Avenue, Montréal, et Ninon Joly, ménagère, épouse de Jules Aubin, 6315, Paul-Émile Lamarche, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme maîtres-électriciens; fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de matériaux et appareils électriques, sous le nom de « Nadeau Électrix inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

authorizing the amalgamation of "Murdock Lumber Co.", incorporated by letters patent dated June 7, 1949, "Murdock & Fils ltée — Murdock & Son Ltd.", incorporated by letters patent dated November 26, 1968, and "Komduroc Construction Limited", incorporated by letters patent dated October 20, 1948, all the aforesaid letters patent having been issued under said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

Industry and trade of wood, under the name of "Murdock Lumber inc.", with a capital stock divided into 60,000 common shares without nominal value and 2,000 preferred shares of \$100 each; and the aggregate consideration for which the 60,000 common shares without nominal value may be issued shall not exceed \$300,000.

The head office of the company is at 23 Racine Street East, Chicoutimi, in the judicial district of Chicoutimi.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

5551-70

#### Murray Bay Resort Hotels Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bernard Léveillé, administrative secretary, 14 Marchand Park, Loretteville, Gilles Giroux, 1057 Royale Avenue, Villeneuve, Jacques Taschereau, 315 Laurier Avenue, both notaries, and Huguette Fournel, secretary, spinster of the full age of majority, 554 Latourelle, the latter two of Québec, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns, and restaurants, under the name of "Murray Bay Resort Hotels Inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Pointe-au-Pic, judicial district of Saguenay.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

259-1971

#### Nadeau Électrix inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Nadeau, master electrician, 984 Riel, Laval, Ronald Clément, electrician 6559, 21st Avenue, Montreal, and Ninon Joly, housewife, wife of Jules Aubin, 6315 Paul-Émile Lamarche, Saint-Léonard, for the following purposes:

To carry on business as masters electricians; to manufacture and deal in all kinds of electrical materials and apparatus, under the name of "Nadeau Électrix inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The siège social de la compagnie est 8757, 14e Avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the company is at 8757, 14th Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940-o

85-1971

38940

85-1971

**Omicron Holding Company Ltd.  
La Cie de gestion Omicron Itée**

**Omicron Holding Company Ltd.  
La Cie de gestion Omicron Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Jacques Morand, notaire, 4894, Valéry, Saint-Léonard, Mariette Henry, épouse de Réjean Jobin, 6180, Roi René, Anjou, et Gisèle Desroches, épouse de Jean-Marie Langlois, 624, Taillon, Montréal, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Morand, notary, 4894 Valéry, Saint-Léonard, Mariette Henry, wife of Réjean Jobin, 6180 Roi René, Anjou, and Gisèle Desroches, wife of Jean-Marie Langlois, 624 Taillon, Montreal, the latter two secretaries, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Omicron Holding Company Ltd. — La Cie de gestion Omicron Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,400 actions ordinaires de \$1 chacune, 35,000 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et en 2,600 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

To carry on business as an investment company, under the name of "Omicron Holding Company Ltd. — La Cie de gestion Omicron Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,400 common shares of \$1 each, 35,000 class "A" preferred shares of \$1 each and 2,600 class "B" preferred shares of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est 4001, boulevard Métropolitain est, suite 200, Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the company is at 4001 Metropolitan Boulevard East, suite 200, Montreal, judicial district of Montreal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940-o

12-1971

38940

12-1971

**Organisation des sports et loisirs de  
Ste-Agnès de Belcombe**

**Organisation des sports et loisirs de  
Ste-Agnès de Belcombe**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Luc Roy, Joseph Prévost, tous deux électriciens, Claire Gagnard, ménagère, épouse dudit Joseph Prévost, Marcel Mercier, journalier, Juliette Paquin, ménagère, épouse dudit Marcel Mercier, et Roger Levesque, cultivateur, tous six de Sainte-Agnès de Belcombe, pour les objets suivants:

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, to incorporate a corporation without share capital: Jean-Luc Roy, Joseph Prévost, both electricians, Claire Gagnard, housewife, wife of the said Joseph Prévost, Marcel Mercier, labourer, Juliette Paquin, housewife, wife of the said Marcel Mercier, and Roger Levesque, farmer, all six of Sainte-Agnès de Belcombe, for the following purposes:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Organisation des sports et loisirs de Ste-Agnès de Belcombe ».

To organize leisure-time activities, under the name of "Organisation des sports et loisirs de Ste-Agnès de Belcombe".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$15,000.

The amount to which the annual revenue of the immovable property which the corporation may acquire or possess is limited is \$15,000.

Le siège social de la corporation est à Sainte-Agnès de Belcombe, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

The head office of the company is at Sainte-Agnès de Belcombe, judicial district of Rouyn-Noranda.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940-o

5426-1970

38940

5426-1970

**P.V. Plus, manufacturiers ltée**  
**P.V. Plus Manufacturers Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de janvier 1971, constituant en corporation: G. Harold Pickel, 47, Arlington, Westmount, Claude Boisvert, 1505, Moore, Laval, Guy-E. Boisvert, 4976, Glencairn, tous trois avocats, Denyse Marcoux, secrétaire, 1488, Galt, et Yolande Poliseno, réceptionniste, 7928, Durocher, ces deux dernières filles majeures, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de moteurs, d'appareils et objets de toutes sortes, machines, leurs parties et accessoires et autres instruments, sous le nom de « P.V. Plus, manufacturiers ltée — P.V. Plus Manufacturers Ltd. », avec un capital divisé en 3,000,000 d'actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
 compagnies et coopératives,*  
**Ls-PHILIPPE BOUCHARD.**

38940-o

36-1971

**P.V. station service inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Michel Pineault, mécanicien, Manon Brunelle, secrétaire, épouse dudit Michel Pineault, tous deux de 3256, Firmin, Jacques Viau, vendeur, et Christiane Raymond, secrétaire, épouse dudit Jacques Viau, ces deux derniers de 33, 5e Rue, app. 3, tous quatre de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce de toutes sortes de véhicules et moyens de transport, sous le nom de « P.V. station service inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3480, boulevard Dagenais, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
 compagnies et coopératives,*  
**Ls-PHILIPPE BOUCHARD.**

38940-o

5723-1970

**Les placements Gilles Neveu inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Jean-Yves Neveu, 517, 10e Avenue, Gilles Neveu, tous deux plombiers, et Madeleine Guillemette, ménagère, épouse dudit Gilles Neveu, ces deux derniers de 521, 10e Avenue, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

**P.V. Plus, manufacturiers ltée**  
**P.V. Plus Manufacturers Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, Claude Boisvert, 1505 Moore, Laval, Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, all three advocates, Denyse Marcoux, secretary, 1488 Galt, and Yolande Poliseno, receptionist, 7928 Durocher, the latter two spinsters of the full age of majority, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and to deal in motors, appliances and objects of all kinds, machinery, parts, accessories and other instruments, under the name of "P.V. Plus, manufacturers ltée — P.V. Plus Manufacturers Ltd.", with a capital stock divided into 3,000,000 common shares of no nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

**Ls-PHILIPPE BOUCHARD,**  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
 Companies and Cooperatives.*

38940

36-1971

**P.V. station service inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Pineault, mechanic, Manon Brunelle, secretary, wife of the said Michel Pineault, both of 3256 Firmin, Jacques Viau, salesman, and Christiane Raymond, secretary, wife of the said Jacques Viau, the latter two of 33, 5th Street, Apt. 3, all four of Laval, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in all kinds of vehicles and to provide means of transportation, under the name of "P.V. station service inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 3480 Dagenais Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

**Ls-PHILIPPE BOUCHARD,**  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
 Companies and Cooperatives.*

38940

5723-1970

**Les placements Gilles Neveu inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Yves Neveu, 517, 10th Avenue, Gilles Neveu, both plumbers, and Madeleine Guillemette, housewife, wife of said Gilles Neveu, the latter two of 521, 10th Avenue, all three of Laval, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Les placements Gilles Neveu inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 30 actions ordinaires de \$10 chacune, 3,961 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 9 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 521, 10e Avenue, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38940-o

5786-1970

**Placements Gil-Po inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de décembre 1970, constituant en corporation: Pauline St-Maurice, ménagère, veuve de Gilles Labonté, 1180, d'Auteuil, Jean-Paul Bertrand, gérant de ventes, 3542, Lagarde, tous deux de Laval, Yves Labonté, président de Radio-Québec, 2225, Nicolas Perrot, André Labonté, notaire, 4850, Côte des Meiges, app. 1001, tous deux de Montréal, et Philippe St-Maurice, assistant inspecteur, 12024, Laurier, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Placements Gil-Po inc. », avec un capital divisé en 400 actions ordinaires sans valeur nominale, 2,452 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune et en 1,080 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1050, Côte du Beaver Hall, chambre 1600, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38940-o

5357-1970

**Les placements Jean-Yves Neveu inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Gilles Neveu, 521, 10e Avenue, Jean-Yves Neveu, tous deux plombiers, et Simonne Vaillancourt, ménagère, épouse dudit Jean-Yves Neveu, ces deux derniers de 517, 10e Avenue, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Les placements Jean-Yves Neveu inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 30 actions ordinaires de \$10 chacune, 3,961 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 9 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 517, 10e Avenue, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38940-o

5787-1970

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Les placements Gilles Neveu inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 30 common shares of \$10 each, 3,961 class "A" preferred shares of \$10 each and 9 class "B" preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 521, 10th Avenue, Laval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

5786-1970

**Placements Gil-Po inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pauline St-Maurice, housewife, widow of Gilles Labonté, 1180 d'Auteuil, Jean-Paul Bertrand, sales manager, 3542 Lagarde, both of Laval, Yves Labonté, president of Radio-Québec, 2225 Nicolas Perrot, André Labonté, notary, 4850 Côte des Neiges, Apt. 1001, both of Montreal, and Philippe St-Maurice, assistant inspector, 12024 Laurier, Montreal-North, for the following purposes:

To do business as an investment company, under the name of "Placements Gil-Po inc.", with a capital stock divided into 400 common shares of no nominal value, 2,452 preferred shares class "A" of \$100 each and 1,080 preferred shares class "B" of \$10 each.

The head office of the company is at 1050 Beaver Hill, room 1600, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

5357-1970

**Les placements Jean-Yves Neveu inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Neveu, 521, 10th Avenue, Jean-Yves Neveu, both plumbers, and Simonne Vaillancourt, housewife, wife of the said Jean-Yves Neveu, the latter two of 517, 10th Avenue, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Les placements Jean-Yves Neveu inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 30 common shares of \$10 each, 3,961 class "A" preferred shares of \$10 each and 9 class "B" preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 517, 10th Avenue, Laval, Judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

5787-1970

**Plomberie L. Chalifoux Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12<sup>e</sup> jour de janvier 1971, constituant en corporation: Guy Radermaker, Sainte-Véronique, Léopold Chalifoux, tous deux plombiers, et Huguette Hébert, secrétaire, épouse dudit Léopold Chalifoux, ces deux derniers de Nominingue, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie et chauffage et faire le commerce de toutes sortes d'appareils ou systèmes de chauffage, sous le nom de « Plomberie L. Chalifoux Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à L'Annonciation, district judiciaire de Labelle.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

112-1971

**Plomberie Ray St-Jean inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29<sup>e</sup> jour de décembre 1970, constituant en corporation: Raymond St-Jean, plombier, Lucienne Gagnon, ménagère, épouse dudit Raymond St-Jean, tous deux de 23, Sarto, et Réal Racette, voyageur, 29, Sarto, tous trois de Repentigny, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération et faire le commerce de toutes sortes d'appareils ou systèmes de chauffage, sous le nom de « Plomberie Ray St-Jean inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$5 chacune, 20,000 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et en 10,000 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 23, rue Sarto, Repentigny, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

136-1971

**Prima Maintenance Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4<sup>e</sup> jour de janvier 1971, constituant en corporation: Maurice St-Jean, entrepreneur, Thérèse Lacourse, ménagère, épouse dudit Maurice St-Jean, tous deux de 11760, Dorchester est, Montréal, et Pierre Despatis, avocat, 85, Auguste Lacaille, Boucherville, pour les objets suivants:

Entretenir, nettoyer, laver, décorer, peindre et généralement contracter pour les travaux se rapportant

**Plomberie L. Chalifoux Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Guy Radermaker, Sainte-Véronique, Léopold Chalifoux, both plumbers, and Huguette Hébert, secretary, wife of said Léopold Chalifoux, the latter two of Nominingue, for the following purposes:

To carry on business as plumbing and heating contractors and to deal in all kinds of heating apparatus and systems, under the name of "Plomberie L. Chalifoux Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at L'Annonciation, judicial district of Labelle.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

112-1971

**Plomberie Ray St-Jean inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond St-Jean, plumber, Lucienne Gagnon, housewife, wife of said Raymond St-Jean, both of 23 Sarto, and Réal Racette, traveller, 29 Sarto, all three of Repentigny, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors and to deal in all kinds of heating apparatus and systems, under the name of "Plomberie Ray St-Jean inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$5 each, 20,000 class "A" preferred shares of \$1 each and 10,000 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 23 Sarto Street, Repentigny, judicial district of Joliette.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

136-1971

**Prima Maintenance Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice St-Jean, contractor, Thérèse Lacourse, housewife, wife of said Maurice St-Jean, both of 11760 Dorchester East, Montreal, and Pierre Despatis, advocate, 85 Auguste Lacaille, Boucherville, for the following purposes:

To entertain, clean, wash, decorate, paint and generally act as contractors for the works pertaining to

à la conciergerie et autres travaux semblables, sous le nom de « Prima Maintenance Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38940-o

18-1971

**Produits Sevis inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Demetrius Sevapstidis, Bellefeuille, Gratien Descoteaux, tous deux industriels, et Madeleine Landry, ménagère, épouse dudit Gratien Descoteaux, ces deux derniers de Sainte-Scholastique, pour les objets suivants:

Exploiter une laiterie dans toute ses spécialités, sous le nom de « Produits Sevis inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est rang St-Camille, Bellefeuille, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38940-o

48-1971

**Proulx & Genesse inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Francis Proulx, marchand, Raymond Genesse, gérant, et Jean-Marc Genesse, camionneur, tous trois de Authier, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Proulx & Genesse inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Authier, district judiciaire d'Abitibi.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38940-o

5186-1970

**M. Quintal inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Joseph Rivard, vendeur, 8110, du Cap, Saint-Léonard, Marcel Quintal, 6375, Langelier, et Jean-Jacques Gauthier, 8596, Choquette, ces deux derniers administrateurs, de Montréal, pour les objets suivants:

caretaking and other similar works, under the name of "Prima Maintenance Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

18-1971

**Produits Sevis inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Demetrius Sevapstidis, Bellefeuille, Gratien Descoteaux, both industrialists, and Madeleine Landry, housewife, wife of the said Gratien Descoteaux, the latter two of Sainte-Scholastique, for the following purposes:

To operate a dairy with all its specialties, under the name of "Produits Sevis inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Range St-Camille, Bellefeuille, judicial district of Terrebonne.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

48-1971

**Proulx & Genesse inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Francis Proulx, merchant, Raymond Genesse, manager, and Jean-Marc Genesse, truck-driver, all three of Authier, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "Proulx & Genesse inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Authier, judicial district of Abitibi.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

5186-1970

**M. Quintal inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph Rivard, salesman, 8110 du Cap, Saint-Léonard, Marcel Quintal, 6375 Langelier, and Jean-Jacques Gauthier, 8596 Choquette, the latter two administrators, of Montreal, for the following purposes:

Faire affaires comme buandiers et faire la location et l'entretien de tabliers, serviettes, nappes et lingerie de toutes sortes, sous le nom de « M. Quintal inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2860, boulevard de la Concorde, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

160-1971

#### Rapid Gaz Bar inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7<sup>e</sup> jour de janvier 1971, constituant en corporation: Edward J. Druker, 5763, McMurray, Côte Saint-Luc, Robert G. Wolfe, 2050 De Maisonneuve, app. 115, Montréal, tous deux avocats, et Rachel R. Sands, secrétaire, veuve de Samuel Sands, 8659, Des Rapides Terrace, Lasalle, pour les objets suivants:

Agir comme importateurs, expéditeurs, entrepreneurs, transporteurs, trafiqueurs, fournisseurs, et distributeurs ou/et négociants dans l'essence, pétrole, pétroleum, produits pétroliers, et produits secondaires de toute nature, sous le nom de « Rapid Gaz Bar inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

3889-1970

#### Restaurant Jardin Hochelaga inc. Hochelaga Garden Restaurant Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9<sup>e</sup> jour de novembre 1970, constituant en corporation: Jean-Paul Ménard, commerçant, Lise Malouin, gérante, épouse dudit Jean-Paul Ménard, tous deux de 8794, Hochelaga, Montréal, et Denise Legault, ménagère, épouse de Richard Hébert, 1450, 12<sup>e</sup> Avenue, app. 204, Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Jardin Hochelaga inc. — Hochelaga Garden Restaurant Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8792, rue Hochelaga, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

4907-1970

To carry on business as launderers and to rent and maintain aprons, napkins, table-cloths and lingerie of all kinds, under the name of "M. Quintal inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2860 de la Concorde Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

160-1971

#### Rapid Gaz Bar inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Edward J. Druker, 5763 McMurray, Côte Saint-Luc, Robert G. Wolfe, 2050 De Maisonneuve, Apt. 115, Montreal, both advocates, and Rachel R. Sands, secretary, widow of Samuel Sands, 8659 Des Rapides Terrace, Lasalle, for the following purposes:

To act as importers, shippers, contractors, forwarders, traders, suppliers and distributors or/and merchants in essence, petroleum, petroleum products and by-products of all nature, under the name of "Rapid Gaz Bar inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

3889-1970

#### Restaurant Jardin Hochelaga inc. Hochelaga Garden Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Paul Ménard, merchant, Lise Malouin, manager, wife of the said Jean-Paul Ménard, both of 8794 Hochelaga, Montreal, and Denise Legault, housewife, wife of Richard Hébert, 1450, 12th Avenue, Apt. 204, Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To do business as restaurant-owners, under the name of "Restaurant Jardin Hochelaga inc. — Hochelaga Garden Restaurant Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 8792 Hochelaga Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

4907-1970

**Restaurant Rosaire Deshaies Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de janvier 1971, constituant en corporation: Rosaire Deshaies, Marie-Rose Chartier, épouse dudit Rosaire Deshaies, tous deux restaurateurs, de 160, Brassard, et Roland Chartier, gérant, 576, Monseigneur Courchesne, tous trois de Nicolet, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Rosaire Deshaies Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10 actions ordinaires de \$10 chacune, 90 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 390 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o 4765-1970

**Rioux, Ouellet & Labrie inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1970, autorisant la fusion de « Cyprien Rioux & Associés inc. », constituée par lettres patentes en date du 28 juin 1968, et « Rosaire Labrie inc. », constituée par lettres patentes en date du 15 octobre 1968, toutes les lettres patentes précitées ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies, pour les objets suivants:

Agir comme courtiers en assurance, sous le nom de « Rioux, Ouellet & Labrie inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Pistoles, dans le district judiciaire de Kamouraska.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o 5301-1970

**Hector Robert inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Hector Robert, comptable, Pauline Chrétien, ménagère, épouse dudit Hector Robert, tous deux de 6, Lionel Groulx, et Fernand Larose, notaire, 31, Jean XXIII, tous trois de Pointe-Gatineau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Hector Robert inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

**Restaurant Rosaire Deshaies Itée**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rosaire Deshaies, Marie-Rose Chartier, wife of the said Rosaire Deshaies, both restaurant-owners, of 160 Brassard, and Roland Chartier, manager, 576 Monseigneur Courchesne, all three of Nicolet, for the following purposes:

To do business as restaurant-owners, under the name of "Restaurant Rosaire Deshaies Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10 common shares of \$10 each, 90 preferred shares class "A" of \$10 each and 390 preferred shares class "B" of \$100 each.

The head office of the company is at Nicolet, judicial district of Nicolet.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940 4765-1970

**Rioux, Ouellet & Labrie inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, authorizing the amalgamation of "Cyprien Rioux & Associés inc.", incorporated by letters patent dated June 28, 1968, and "Rosaire Labrie inc.", incorporated by letters patent dated October 15, 1968, all the aforesaid letters patent having been issued under said Part I of the Companies Act, for the following purposes:

To act as insurance brokers, under the name of "Rioux, Ouellet & Labrie inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Trois-Pistoles, in the judicial district of Kamouraska.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940 5301-1970

**Hector Robert inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Hector Robert, accountant, Pauline Chrétien, housewife, wife of said Hector Robert, both of 6 Lionel Groulx, and Fernand Larose, notary, 31 Jean XXIII, all three of Pointe-Gatineau, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Hector Robert inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

5509-1970

#### Jean-Paul Ross inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10<sup>e</sup> jour de décembre 1970, constituant en corporation: Jean-Paul Ross, entrepreneur, Éliane Lepage, ménagère, épouse dudit Jean-Paul Ross, et Gaétane Ross, secrétaire, fille majeure, tous trois de 146, Smith, Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Jean-Paul Ross inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 146, avenue Smith, Sept-Iles, district judiciaire de Hauterive.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

5508-1970

#### St-Bruno Chrysler inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5<sup>e</sup> jour de janvier 1971, constituant en corporation: Denis Durocher, 389, boulevard Seigneurial est, Saint-Bruno-de-Montarville, Jean Legault, 8151, boulevard Yves Prévost, Anjou, et Gilles St-Pierre, 230, Guillermin, Longueuil, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, autos-neige, machines agricoles et autres instruments aratoires, camions, tracteurs, tondeuses à gazon, bateaux, appareils de vol et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « St-Bruno Chrysler inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 8,500 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 635, boulevard Clairevue ouest, Saint-Bruno-de-Montarville, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

124-1971

#### Ste Thérèse Roofing Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

The head office of the company is at Amos, judicial district of Abitibi.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

5509-1970

#### Jean-Paul Ross inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Paul Ross, contractor, Éliane Lepage, housewife, wife of the said Jean-Paul Ross, and Gaétane Ross, secretary, spinster of the full age of majority, all three of 146 Smith, Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Jean-Paul Ross inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of \$100 each and 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 146 Smith Avenue, Sept-Iles, judicial district of Hauterive.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

5508-1970

#### St-Bruno Chrysler inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Denis Durocher, 389 Seigneurial boulevard east, Saint-Bruno-de-Montarville, Jean Legault, 8151 Yves Prévost boulevard, Anjou, and Gilles St-Pierre, 230 Guillermin, Longueuil, all three advocates, for the following purposes:

To do business as garage-owners and to deal in cars, motors, snowmobiles, farm machinery and agricultural implements, trucks, tractors, lawn-mowers, boats, flying apparatus and all related parts and accessories, under the name of "St-Bruno Chrysler inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of a nominal value of \$10 each, 1,000 preferred shares class "A" of a nominal value of \$10 each and 8,500 preferred shares class "B" of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 635 Clairevue boulevard west, Saint-Bruno-de-Montarville, judicial district of Montreal.

*Ls-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

124-1971

#### Ste Thérèse Roofing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of De-

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21<sup>e</sup> jour de décembre 1970, constituant en corporation: Jean-Pierre Durocher, notaire, 35, rue Montsec, Lorraine, Céline Duquette, 36, Leclair, Sainte-Thérèse, et Yvette Fortin, 120, Équerre, Laval, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Ste Thérèse Roofing Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 533, rue Chamberlain, Sainte-Thérèse-Ouest, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o 5429-1970

**La scierie Manicouagan inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23<sup>e</sup> jour de décembre 1970, constituant en corporation: Wilbrod Jacques, entrepreneur, Germaine Jacques, institutrice, épouse dudit Wilbrod Jacques, tous deux de Ragueneau, Léo Lessard, entrepreneur, et Gemma Larouche, maîtresse de maison, épouse dudit Léo Lessard, ces deux derniers de 534, rue Benoît, Hauterive, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « La scierie Manicouagan inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ragueneau, district judiciaire de Hauterive.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o 4834-1970

**Service de chaussures de sûreté de Montréal inc.  
Montreal Safety Shoes Service Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11<sup>e</sup> jour de janvier 1971, constituant en corporation: Bertrand Joyal, marchand, Lise Lemaire, ménagère, épouse dudit Bertrand Joyal, tous deux de 8941, de Louresse, Anjou, et Claude Joyal, notaire, 340, Frontenac, Berthierville, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de chaussures et articles en cuir et leurs accessoires, sous le nom de « Service de chaussures de sûreté de Montréal inc.— Montreal Safety Shoes Service Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et en 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Pierre Durocher, notary, 35 Montsec Street, Lorraine, Céline Duquette, 36 Leclair, Sainte-Thérèse, and Yvette Fortin, 120 Équerre, Laval, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of building materials, under the name of "Ste Thérèse Roofing Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 533 Chamberlain Street, Sainte-Thérèse-West, judicial district of Terrebonne.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940 5429-1970

**La scierie Manicouagan inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Wilbrod Jacques, contractor, Germaine Jacques, teacher, wife of said Wilbrod Jacques, both of Ragueneau, Léo Lessard, contractor, and Gemma Larouche, housewife, wife of said Léo Lessard, the latter two of 534 Benoit Street, Hauterive, for the following purposes:

Industry and trade of wood, under the name of "La scierie Manicouagan inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Ragueneau, judicial district of Hauterive.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940 4834-1970

**Service de chaussures de sûreté de Montréal inc.  
Montreal Safety Shoes Service Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bertrand Joyal, merchant, Lise Lemaire, housewife, wife of the said Bertrand Joyal, both of 8941 de Louresse, Anjou, and Claude Joyal, notary, 340 Frontenac, Berthierville, for the following purposes:

To manufacture and to deal in all kinds of shoes, leather articles and their accessories under the name of "Service de chaussures de sûreté de Montréal inc.— Montreal Safety Shoes Service Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 390 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 10827, Place Moisan, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

79-1971

#### Service des loisirs Notre-Dame-de-la-Salette

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23<sup>e</sup> jour de décembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Joseph Paquette, Raymond Dulac, tous deux de 3535, Park Avenue, Jeanne Prévost, religieuse, 5340, McKenna, tous trois éducateurs, de Montréal, et Yvon Ropers, travailleur en loisirs, 11500, boulevard Pierrefonds, #102, Pierrefonds, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Service des loisirs Notre-Dame-de-la-Salette ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de \$75,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

5506-1970

#### Les Traductions 530 inc. Translations 530 Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 7<sup>e</sup> jour de janvier 1971, constituant en corporation: Michel Coupal, traducteur, 3570, Ridgewood, app. 301, Montréal, Maurice Martel, avocat, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, et Lucille Roy, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 24, rue Gilles, Ste-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires comme traducteurs et conseillers en publicité, sous le nom de « Les Traductions 530 inc.—Translations 530 Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1681, rue Parc Lafontaine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

59-1971

#### Transport Charron Itée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30<sup>e</sup> jour de décembre 1970, constituant en corporation: Lucienne Joly, ménagère, veuve non remariée de Rolland Charron, Lucie Charron, coiffeuse, toutes deux de 146, boulevard Labelle, Sainte-

The head office of the company is at 10827 Place Moisan, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

79-1971

#### Service des loisirs Notre-Dame-de-la-Salette

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Joseph Paquette, Raymond Dulac, both of 3535 Park Avenue, Jeanne Prévost, nun, 5340 McKenna, all three educators, of Montreal, and Yvon Ropers, organizer of leisure-time activities, 11500 Pierrefonds Boulevard, Apt. 102, Pierrefonds, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Service des loisirs Notre-Dame-de-la-Salette".

The amount to which is limited the value of the immovables which may be acquired and owned by the corporation is \$75,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

5506-1970

#### Les Traductions 530 inc. Translations 530 Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Coupal, translator, 3570 Ridgewood, Apt. 301, Montreal, Maurice Martel, advocate, 1301 St-Viateur West, Outremont, and Lucille Roy, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 24 Gilles Street, Ste-Thérèse West, for the following purposes:

To carry on business as publicity translators and advisers, under the name of "Les Traductions 530 inc.—Translations 530 Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1681 Parc Lafontaine Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

59-1971

#### Transport Charron Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Lucienne Joly, housewife, unmarried widow of Rolland Charron, Lucie Charron, hairdresser, both of 146 Labelle Boulevard, Sainte-Thérèse, and

Thérèse, et Françoise Payette, secrétaire, 624, Lachaine, Saint-Jérôme, ces deux dernières filles majeures, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Transport Charron ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 146, boulevard Labelle, Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38940-0

5442-1970

**Video Sonic Motivation Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Léonce-E. Roy, avocat, 3335, de la Monnerie, Claude Sauvageau, étudiant en droit, 3303, l'Heureux, app. 8, tous deux de Sainte-Foy, et Céline Guilbeault, secrétaire, épouse de Raymond Guilbeault, 330, Père Marquette, app. B, Québec, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de matériel audio-visuel et de programmes éducatifs, sous le nom de « Video Sonic Motivation Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$50 chacune et en 5,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie est 198, rue Arago est, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38940-0

4479-1970

**Vigneault & frères inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de décembre 1970, constituant en corporation: Réal Vigneault, Jean-Luc Vigneault et Henri-Paul Vigneault, tous trois camionneurs, de route rurale numéro 1, Plessisville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Vigneault & frères inc. », avec un capital total de \$80,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 600 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est route rurale numéro 1, Plessisville, district judiciaire de Mégantic.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38940-0

78-1971

Françoise Payette, secretary, 624 Lachaine, Saint-Jérôme, the latter two spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Transport Charron ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 146 Labelle Boulevard, Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

5442-1970

**Video Sonic Motivation Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léonce-E. Roy, advocate, 3335 de la Monnerie, Claude Sauvageau, law student, 3303 l'Heureux, Apt. 8, both of St. Foy, and Céline Guilbeault, secretary, wife of Raymond Guilbeault, 330 Père Marquette, Apt. B, Québec, for the following purposes:

To manufacture and to deal in audio-visual material and educational programmes, under the name of "Video Sonic Motivation Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,500 common shares of a nominal value of \$50 each and 5,000 preferred shares of a nominal value of \$5 each.

The head office of the company is at 198 Arago Street East, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

4479-1970

**Vigneault & frères inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réal Vigneault, Jean-Luc Vigneault and Henri-Paul Vigneault, all three truck drivers, Rural Route No. 1, Plessisville, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "Vigneault & frères inc.", with a total capital stock of \$80,000, divided into 200 common shares of a nominal value of \$100 each and 600 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Rural Route No. 1, Plessisville, judicial district of Mégantic.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

78-1971

**Walter Gagnon inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 14<sup>e</sup> jour de décembre 1970, constituant en corporation: Pierre Gagnon, comptable agréé, 11, Providence, Montréal-Est, André Gagnon, pharmacien, 75, Labelle, L'Assomption, et Jérôme Gagnon, comptable, 69, Lemoyne, Repentigny, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, clubs, cabarets, tavernes, commerces, restaurants, cafés, salles à manger, comptoirs-lunch, salles, chalets et kiosques, sous le nom de « Walter Gagnon inc. », avec un capital total de \$150,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 1,250 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal-Est, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o 4878-1970

**Zenirama inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 8<sup>e</sup> jour de janvier 1971, constituant en corporation: Gilles Chevalier, industriel, 9185, Vincent Quiblier, Ruth De Kinder, secrétaire, épouse de Louis De Kinder, 10184, Marquette, tous deux de Montréal, et Jean-Marc Poulin, avocat, 3345, Savard, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce du ciment, stuc, asphalte, pierre, pierre concassée, sable, schiste, roche, bois, brique, tuile, matériaux de pavage, argile, gravier, plâtre, peinture et autres matériaux, sous le nom de « Zenirama inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1884, rue Darling, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o 140-1971

**Walter Gagnon inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Pierre Gagnon, chartered accountant, 11 Providence, Montreal-East, André Gagnon, pharmacist, 75 Labelle, L'Assomption, and Jérôme Gagnon, accountant, 69 Lemoyne, Repentigny, for the following purposes:

To operate hotels, clubs, night-clubs, taverns, businesses, restaurants, cafés, dining-rooms, lunch-counters, halls, cottages and stalls, under the name of "Walter Gagnon inc.", with a total capital stock of \$150,000 divided into 2,500 common shares of a nominal value of \$10 each and 1,250 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal-East, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940 4878-1970

**Zenirama inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of January, 1971, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles Chevalier, industrialist, 9185 Vincent Quiblier, Ruth De Kinder, secretary, wife of Louis De Kinder, 10184 Marquette, both of Montreal, and Jean-Marc Poulin, advocate, 3345 Savard, Saint-Laurent, for the following purposes:

To deal in cement, stucco, asphalt, stone, crushed stone, sand, schist, rock, wood, brick, tile, paving materials, clay, gravel, plaster, paints and other materials, under the name of "Zenirama inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 1884 Darling Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940 140-1971

**Lettres patentes supplémentaires****Atome Kitchen Supply Co. Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 30<sup>e</sup> jour de novembre 1970, à la compagnie « Atome Kitchen Supply Co. Ltd. », augmentant son capital de \$40,000

**Supplementary Letters Patent****Atome Kitchen Supply Co. Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Atome Kitchen Supply Co. Ltd.", increasing its capital from \$40,000 to \$100,000 by the

à \$100,000 par la création de 6,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o 1028-67

**CJMS Radio Montréal limitée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 31e jour d'août 1970, à la compagnie « CJMS Radio Montréal limitée », 1° réduisant son capital de \$250,000 à \$50,000 par l'annulation de 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune; 2° augmentant son capital de \$50,000 à \$550,000 par la création de 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o 1718-53

**J.B.A. Lachance inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour de décembre 1970, à la compagnie « J.B.A. Lachance inc. », 1° réduisant son capital de \$60,000 à \$25,000 par l'annulation de 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune; 2° augmentant son capital de \$25,000 à \$125,000 par la création de 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o 11770-59

creation of 6,000 preferred shares of \$10 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940 1028-67

**CJMS Radio Montréal limitée**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "CJMS Radio Montréal limitée" 1. reducing its capital from \$250,000 to \$50,000 by the cancellation of 2,000 preferred shares of a par value of \$100 each; 2. increasing its capital from \$50,000 to \$550,000 by the creation of 5,000 preferred shares of a par value of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940 1718-53

**J.B.A. Lachance inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of December, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "J.B.A. Lachance inc.", 1. reducing its capital from \$60,000 to \$25,000 by the cancellation of 3,500 preferred shares of \$10 each; 2. increasing its capital from \$25,000 to \$125,000 by the creation of 1,000 preferred shares of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940 11770-59

**Compagnies dissoutes**

**Armitage Tire Ltd.  
Armitage Tire Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Armitage Tire Ltd.—Armitage Tire Itée », constituée en corporation le 5 novembre 1943, à compter du 26 février 1971.

*Le directeur du service des compagnies,  
ROCH RIOUX.*

38940-o 5853-43

**Association St-François inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Association St-François inc. », constituée en corporation le 21 avril 1948, à compter du 26 février 1971.

*Le directeur du service des compagnies,  
ROCH RIOUX.*

38940-o 3366-48

**Companies Dissolved**

**Armitage Tire Ltd.  
Armitage Tire Itée**

Notice is given that under the Companies Act the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, from the 26th day of February, 1971, of the charter of "Armitage Tire Ltd.—Armitage Tire Itée", incorporated on November 5, 1943.

*ROCH RIOUX,  
Director of the Companies Branch.*

38940 5853-43

**Association St-François inc.**

Notice is given that under the Companies Act the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, from the 26th day of February, 1971, of the charter of "Association St-François inc.", incorporated on April 21, 1948.

*ROCH RIOUX,  
Director of the Companies Branch.*

38940 3366-48

**Audet & Bergeron Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Audet & Bergeron Itée », constituée en corporation le 7 décembre 1961, à compter du 26 février 1971.

*Le directeur du service des compagnies,*  
ROCH RIOUX,  
15931-61

38940-o

**BMMS Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « BMMS Inc. », constituée en corporation le 4 avril 1967, à compter du 26 février 1971.

*Le directeur du service des compagnies,*  
ROCH RIOUX,  
1236-67

38940-o

**B.T.R. Cosmétiques inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « B.T.R. Cosmétiques inc. », constituée en corporation le 29 janvier 1969, à compter du 26 février 1971.

*Le directeur du service des compagnies,*  
ROCH RIOUX,  
434-69

38940-o

**Baruch Building Corp.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Baruch Building Corp. », constituée en corporation le 19 décembre 1955, à compter du 26 février 1971.

*Le directeur du service des compagnies,*  
ROCH RIOUX,  
13549-55

38940-o

**Beacon Hill Mall Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Beacon Hill Mall Ltd. », constituée en corporation le 28 mars 1967, à compter du 26 février 1971.

*Le directeur du service des compagnies,*  
ROCH RIOUX,  
1359-67

38940-o

**Belvedere Investment Company**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Belvedere Investment Company », constituée en corporation le 9 novembre 1929, à compter du 15 février 1971.

*Le directeur du service des compagnies,*  
ROCH RIOUX,  
2181-29

38940-o

**Audet & Bergeron Itée**

Notice is given that under the Companies Act the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, from February 26th, 1971, of the charter of "Audet & Bergeron Itée", incorporated on December 7, 1961.

ROCH RIOUX,  
*Director of the Companies Branch.*  
15931-61

38940

**BMMS Inc.**

Notice is given that under the Companies Act the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, from February 26, 1971, of the charter of "BMMS Inc.", incorporated on April 4, 1967.

ROCH RIOUX,  
*Director of the Companies Branch.*  
1236-67

38940

**B.T.R. Cosmétiques inc.**

Notice is given that under the Companies Act the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, from February 26th, 1971, of the charter of "B.T.R. Cosmétiques inc.", incorporated on January 29, 1969.

ROCH RIOUX,  
*Director of the Companies Branch.*  
434-69

38940

**Baruch Building Corp.**

Notice is given that under the Companies Act the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, from the 26th day of February, 1971, of the charter of "Baruch Building Corp.", incorporated on December 19, 1955.

ROCH RIOUX,  
*Director of the Companies Branch.*  
13549-55

38940

**Beacon Hill Mall Ltd.**

Notice is given that under the Companies Act the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, from the 26th day of February, 1971, of the charter of "Beacon Hill Mall Ltd.", incorporated on March 28, 1967.

ROCH RIOUX,  
*Director of the Companies Branch.*  
1359-67

38940

**Belvedere Investment Company**

Notice is given that under the Companies Act the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, from the February 15, 1971, of the charter of "Belvedere Investment Company", incorporated on November 9, 1929.

ROCH RIOUX,  
*Director of the Companies Branch.*  
2181-29

38940

**Butchy Boy Bakery Ltd.  
Boulangerie Butchy Boy Itée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Butchy Boy Bakery Ltd.—Boulangerie Butchy Boy Itée », constituée en corporation le 9 juillet 1963, à compter du 26 février 1971.

*Le directeur du service des compagnies,*  
**ROCH RIOUX.**

38940-o 2861-63

**Candiac Construction Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Candiac Construction Ltd. », constituée en corporation le 28 février 1958, à compter du 26 février 1971.

*Le directeur du service des compagnies,*  
**ROCH RIOUX.**  
10506-58

38940-o

**Butchy Boy Bakery Ltd.  
Boulangerie Butchy Boy Itée**

Notice is given that under the Companies Act the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, from the February 26, 1971, of the charter of "Butchy Boy Bakery Ltd.—Boulangerie Butchy Boy Itée", incorporated on July 9, 1963.

**ROCH RIOUX,**  
*Director of the Companies Branch.*

38940 2861-63

**Candiac Construction Ltd.**

Notice is given that under the Companies Act the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, from the 26th day of February, 1971, of the charter of "Candiac Construction Ltd.", incorporated on February 28, 1958.

**ROCH RIOUX,**  
*Director of the Companies Branch.*

38940 10506-58

**Centre Médico-Chirurgical de Saint-Jean inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Centre Médico-Chirurgical de Saint-Jean inc. », constituée en corporation le 17 janvier 1964, à compter du 26 février 1971.

*Le directeur du service des compagnies,*  
**ROCH RIOUX.**  
224-64

38940-o

**Centre Médico-Chirurgical de Saint-Jean inc.**

Notice is given that under the Companies Act the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, from February 26, 1971, of the charter of "Centre Médico-Chirurgical de Saint-Jean inc.", incorporated on January 17, 1964.

**ROCH RIOUX,**  
*Director of the Companies Branch.*

38940 224-64

**Chuck's Snack Bar Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Chuck's Snack Bar Inc. », constituée en corporation le 12 avril 1966, à compter du 26 février 1971.

*Le directeur du service des compagnies,*  
**ROCH RIOUX.**  
1519-66

38940-o

Notice is given that under the Companies Act the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, from the February 26, 1971, of the charter of "Chuck's Snack Bar Inc.", incorporated on April 12, 1966.

**ROCH RIOUX,**  
*Director of the Companies Branch.*

38940 1519-66

**Club autos-Neige St-Germain inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Club Autos-Neige St-Germain inc. », constituée en corporation le 6 décembre 1967, à compter du 26 février 1971.

*Le directeur du service des compagnies,*  
**ROCH RIOUX.**  
4948-67

38940-o

**Club autos-Neige St-Germain inc.**

Notice is given that under the Companies Act the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, from the February 26, 1971, of the charter of "Club Autos-Neige St-Germain inc.", incorporated on December 6, 1967.

**ROCH RIOUX,**  
*Director of the Companies Branch.*

38940 4948-67

**Coat Front Contractors Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Coat

**Coat Front Contractors Ltd.**

Notice is given that under the Companies Act the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender,

Front Contractors Ltd. », constituée en corporation le 5 septembre 1961, à compter du 26 février 1971.

*Le directeur du service des compagnies,*  
ROCH RIOUX.

38940-o

14199-61

**Davro Industries Ltd.**  
**Les Industries Davro ltée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Davro Industries Ltd.—Les Industries Davro ltée », constituée en corporation le 6 décembre 1966, à compter du 26 février 1971.

*Le directeur du service des compagnies,*  
ROCH RIOUX.

38940-o

5031-66

**Distributeurs Métropolitains inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Distributeurs Métropolitains inc. », constituée en corporation le 8 novembre 1968, à compter du 26 février 1971.

*Le directeur du service des compagnies,*  
ROCH RIOUX.

38940-o

3408-68

**A.R. Duchaine & Cie ltée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « A.R. Duchaine & Cie ltée », constituée en corporation le 29 août 1956, à compter du 26 février 1971.

*Le directeur du service des compagnies,*  
ROCH RIOUX.

38940-o

12623-56

**Faile Automobile inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Faile Automobile inc. », constituée en corporation le 6 juin 1967, à compter du 26 février 1971.

*Le directeur du service des compagnies,*  
ROCH RIOUX.

38940-o

2530-67

**Lake Blue Realty (Québec) Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Lake Blue Realty (Québec) Ltd. », constituée en corporation le 19 décembre 1961, à compter du 26 février 1971.

*Le directeur du service des compagnies,*  
ROCH RIOUX.

38940-o

16114-61

from the February 26, 1971, of the charter of "Coat Front Contractors Ltd.", incorporated on September 5, 1961.

ROCH RIOUX,  
*Director of the Companies Branch.*

38940

14199-61

**Davro Industries Ltd.**  
**Les Industries Davro ltée**

Notice is given that under the Companies Act the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, from the February 26, 1971, of the charter of "Davro Industries Ltd.—Les Industries Davro ltée", incorporated on December 6, 1966.

ROCH RIOUX,  
*Director of the Companies Branch.*

38940

5031-66

**Distributeurs Métropolitains inc.**

Notice is given that under the Companies Act the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, from February 26th, 1971, of the charter of "Distributeurs Métropolitains inc.", incorporated on November 8, 1968.

ROCH RIOUX,  
*Director of the Companies Branch.*

38940

3408-68

**A.R. Duchaine & Cie ltée**

Notice is given that under the Companies Act the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, from February 26, 1971, of the charter of "A.R. Duchaine & Cie ltée", incorporated on August 29, 1956.

ROCH RIOUX,  
*Director of the Companies Branch.*

38940

12623-56

**Faile Automobile inc.**

Notice is given that under the Companies Act the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, from February 26, 1971, of the charter of "Faile Automobile inc.", incorporated on June 6, 1967.

ROCH RIOUX,  
*Director of the Companies Branch.*

38940

2530-67

**Lake Blue Realty (Québec) Ltd.**

Notice is given that under the Companies Act the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, from February 26, 1971, of the charter of "Lake Blue Realty (Québec) Ltd.", incorporated on December 19, 1961.

ROCH RIOUX,  
*Director of the Companies Branch.*

38940

16114-61

**Berthe Lavoie Productions inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Berthe Lavoie Productions inc. », constituée en corporation le 23 juin 1954, à compter du 26 février 1971.

*Le directeur du service des compagnies,*  
**ROCH RIOUX.**  
 38940-o 11576-54

**Marl Incorporated**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Marl Incorporated », constituée en corporation le 12 mai 1956, à compter du 26 février 1971.

*Le directeur du service des compagnies,*  
**ROCH RIOUX.**  
 38940-o 11534-56

**Raymond Matte limitée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Raymond Matte limitée », constituée en corporation le 30 janvier 1950, à compter du 26 février 1971.

*Le directeur du service des compagnies,*  
**ROCH RIOUX.**  
 38940-o 2014-50

**S.T.W. Developments (Québec) Limited**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « S.T.W. Developments (Québec) Limited », constituée en corporation le 14 mars 1962, à compter du 26 février 1971.

*Le directeur du service des compagnies,*  
**ROCH RIOUX.**  
 38940-o 11125-62

**St. Martin Shopping Centre Limited**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « St. Martin Shopping Centre Limited », constituée en corporation le 24 mai 1956, à compter du 26 février 1971.

*Le directeur du service des compagnies,*  
**ROCH RIOUX.**  
 38940-o 11675-56

**Styval Realty Corp.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Styval Realty Corp. », constituée en corporation le 27 juin 1958, à compter du 26 février 1971.

*Le directeur du service des compagnies,*  
**ROCH RIOUX.**  
 38940-o 12086-58

**Berthe Lavoie Productions inc.**

Notice is given that under the Companies Act the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, from February 26, 1971, of the charter of "Berthe Lavoie Productions inc.", incorporated on June 23, 1954.

**ROCH RIOUX,**  
*Director of the Companies Branch.*  
 38940 11576-54

**Marl Incorporated**

Notice is given that under the Companies Act the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, from the February 26, 1971, of the charter of "Marl Incorporated" incorporated on May 12, 1956.

**ROCH RIOUX,**  
*Director of the Companies Branch.*  
 38940 11534-56

**Raymond Matte limitée**

Notice is given that under the Companies Act the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, from the February 26, 1971, of the charter of "Raymond Matte limitée", incorporated on January 30, 1950.

**ROCH RIOUX,**  
*Director of the Companies Branch.*  
 38940 2014-50

**S.T.W. Developments (Québec) Limited**

Notice is given that under the Companies Act the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, from the February 26, 1971, of the charter of "S.T.W. Developments (Québec) Limited", incorporated on March 14, 1962.

**ROCH RIOUX,**  
*Director of the Companies Branch.*  
 38940 11125-62

**St. Martin Shopping Centre Limited**

Notice is given that under the Companies Act the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, from the February 26, 1971, of the charter of "St. Martin Shopping Centre Limited", incorporated on May 24, 1956.

**ROCH RIOUX,**  
*Director of the Companies Branch.*  
 38940 11675-56

**Styval Realty Corp.**

Notice is given that under the Companies Act the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, from the February 26, 1971, of the charter of "Styval Realty Corp.", incorporated on June 27, 1958.

**ROCH RIOUX,**  
*Director of the Companies Branch.*  
 38940 12086-58

**Guy Towers Building Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Guy Towers Building Ltd. », constituée en corporation le 6 juin 1969, à compter du 26 février 1971.

*Le directeur du service des compagnies,*  
ROCH RIOUX.

38940-o 2784-69

**Trans-Nation Realities Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Trans-Nation Realities Inc. », constituée en corporation le 9 mai 1962, à compter du 26 février 1971.

*Le directeur du service des compagnies,*  
ROCH RIOUX.

38940-o 12012-62

**J. P. Vézina incorporée**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « J. P. Vézina incorporée », constituée en corporation le 21 avril 1948, à compter du 26 février 1971.

*Le directeur du service des compagnies,*  
ROCH RIOUX.

38940-o 3299-48

**Guy Towers Building Ltd.**

Notice is given that under the Companies Act the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, from the February 26, 1971, of the charter of "Guy Towers Building Ltd.", incorporated on June 6, 1969.

ROCH RIOUX,  
*Director of the Companies Branch.*

38940 2784-69

**Trans-Nation Realities Inc.**

Notice is given that under the Companies Act the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, from the February 26, 1971, of the charter of "Trans-Nation Realities Inc.", incorporated on May 9, 1962.

ROCH RIOUX,  
*Director of the Companies Branch.*

38940 12012-62

**J. P. Vézina incorporée**

Notice is given that under the Companies Act the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender, from the February 26, 1971, of the charter of "J. P. Vézina incorporée", incorporated on April 21, 1948.

ROCH RIOUX,  
*Director of the Companies Branch.*

38940 3299-48

**Ministère des institutions  
financières, compagnies et  
coopératives  
Assurance**

**United Shoe Machinery Company Mutual Relief  
Association of Canada**

*Avis d'annulation de permis et de certificat  
d'enregistrement*

Attendu que « United Shoe Machinery Company Mutual Relief Association of Canada » a cessé de faire affaires dans la province de Québec;

Attendu que « United Shoe Machinery Company Mutual Relief Association of Canada » a produit au Service des assurances une déclaration à l'effet que le 16 février 1971, elle ne possédait plus aucun actif, ni aucun passif, ayant distribué son surplus à ses membres, après avoir acquitté toutes ses dettes;

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et le certificat d'enregistrement de « United Shoe Machinery Company Mutual Relief Association of Canada » sont annulés à compter du 16 février 1971.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 16 février 1971.

*Pour le ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives de la Province,  
Le surintendant des assurances,*

38921-9-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

**Department of Financial  
Institutions, Companies and  
Cooperatives  
Insurance**

**United Shoe Machinery Company Mutual Relief  
Association of Canada**

*Notice of Cancellation of License and Certificate  
of Registration*

Whereas "United Shoe Machinery Company Mutual Relief Association of Canada" has ceased to do business in the Province of Québec;

Whereas "United Shoe Machinery Company Mutual Relief Association of Canada" has filed with the Insurance Branch a declaration to the effect that on the 16th of February 1971, it had no assets and no liabilities, having distributed its surplus to its members after having discharged all its debts;

Therefore, notice is hereby given that the license and certificate of registration of "United Shoe Machinery Company Mutual Relief Association of Canada" are cancelled as from the 16th of February 1971.

Given at the Office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 16th of February, 1971.

*For the Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives of the Province,  
ROGER-A. CAMARAIRE,  
Superintendent of Insurance.*

38921-9-2-o

**Ventes pour taxes**

**Sales for Taxes**

**Ville de Rigaud**

**Town of Rigaud**

Avis est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, Qué. les immeubles ci-dessous décrits, situés dans la ville de Rigaud, seront vendus à l'enchère publique à la salle du Conseil de l'Hôtel de Ville 102 St-Pierre à Rigaud, JEUDI, le QUINZIÈME jour d'AVRIL, 1971, à ONZE heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêt, plus les frais encourus ou qui pourront être encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the aforesaid municipality, that the immovables described hereunder, situated in the town of Rigaud, will be sold by public auction, in the Council Hall of the Town, 102 St-Pierre in Rigaud, on THURSDAY, the FIFTEENTH day of APRIL 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon, to satisfy with the payment of the municipal and school taxes, with interest, plus cost which have been or may be incurred, unless the said taxes, interests and cost be paid before sale.

Succession Paul-Émile Lefebvre, lot P.-114 (Fonderie).

Estate Paul-Émile Lefebvre, lot P.-114 (Foundry).

Succession Paul-Émile Lefebvre, lot 125 (maison fonderie).

Estate Paul-Émile Lefebvre, lot 125 (House Foundry).

Taxes municipales dues plus intérêts: \$1,470.14; taxes scolaires plus intérêts: \$770.54.

Municipal taxes plus interest: \$1,470.14; school taxes plus interest: \$770.54.

Donné à Rigaud, ce 15e jour de février, 1971.

Given at Rigaud, this 15th day of February, 1971.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier, greffier,  
38859-9-2-o BERNARD LALONDE.

(Seal) BERNARD LALONDE,  
38859-9-2-o Town clerk, Secretary-Treasurer.

**Municipalité du comté de Saguenay**

**Municipality of the County of Saguenay**

Avis est par la présente donné que le soussigné, secrétaire-trésorier de la municipalité du comté de Saguenay, que les propriétés ci-après désignées seront vendues à l'enchère publique à l'Hôtel de Ville de Tadoussac, comté de Saguenay, chef lieu de la corporation du comté de Saguenay, JEUDI, le ONZIÈME jour de MARS 1971 à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêt plus les frais encourus subséquemment à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payés avant cette date.

Notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the Municipality of the County of Saguenay, that the immovables hereinafter designated shall be sold by public auction at the Tadoussac Town Hall, county of Saguenay, county seat of the Corporation of the county of Saguenay, THURSDAY, the ELEVENTH day of MARCH, 1971, at TEN o'clock in the forenoon, for the non-payment of municipal and school taxes with interest and the costs incurred subsequently, unless he said taxes, interest and costs be paid before the date of the sale.

**Sacré-Coeur**

	Taxes munic.	Taxes scolaires	Total
	Munic. taxes	School taxes	
Henri Tremblay, Lot 19, Rg Nord, B.R. est.....	\$ 15.30	\$ 40.24	\$ 55.54
Lucien A. Tremblay, Lot 20, Rg. Nord, B.R. est.....		20.61	20.61

**Escoumains**

Arthur Dubé. 11-A-11, cadastre 168, Rg 1.....	\$ 182.98		\$ 182.98
Edouard Girard Fils. 15-C-3, 231, Rg 1.....	152.27		152.27
Jeannine Lavoie Bouliane. 16-A-16, P.-19, (254-253, Rg 1).....	432.40		432.40
G. Albert Létourneau, P.-A-2-4, 273, Rg A.....	120.89		120.89
Ovila Martel. P.-20, cadastre 303, Rg 1.....	20.83	\$ 118.89	139.72
Rémi Tremblay (Théo). P.-17-A, cadastre 425, Rg 1.....	32.39		32.39
Renald Tremblay, A-27-(7), 435 A.....	52.21	104.57	156.78
Jos Aimé Tremblay. 13-C-1-5, 460, Rg 1.....	33.64	138.53	172.17
Georges Henri Thibeault. P.-35, 424, Rg 1.....	15.56	156.24	171.80
Vincent Brisson. P.-16-A-18, cadastre 41, Rg 1.....	160.60	178.07	338.67
Conrad Therrien. 75 x 100, P.-10, cadastre 407, Rg A.....	203.52	460.34	663.86
Léopold Bergeron. P.-11-A-13, cadastre P.-21, Rg 1.....	26.18	91.10	117.28
Adelard Caron. P.-15-B-3, cadastre 122, Rg 1.....	70.51	221.07	291.58

## Escoumains (suite-continued)

	Taxes munic.	Taxes scolaire	Total
	Munic. taxes	School taxes	
Honoré Caron. 17-9, cadastre 128, Rg 1.	\$ 91.97	\$ 120.30	\$ 212.27
Omer Brisson. 31-A, cadastre 40, Rg 1.	13.72	343.26	356.98
Napold Deschesnes. 11-4, cadastre 156, Rg A.	30.66	180.82	211.48
Marcel Dufour Alphonse. 10-A-2, cadastre 172, Rg 1.	14.44	61.56	76.00
Gérard Guay, Clovis. 14-A-1, cadastre 222, Rg 1.	118.30	907.63	1,025.93
Gérard Gagnon. A-2-5, cadastre 214, Rg A.	75.08	237.87	312.95
Victor Lapointe. P-10-A, Rg A.		104.57	104.57
Raymond Harvey. 14-J-57, cadastre 239, Rg 1.	55.55	414.54	470.09
Raymond Marie Bouchard (Léon). P-34, Rg 1.	11.18	94.25	105.43
Georges Roussel. 11-A-12, cadastre 353, Rg 1.	120.18	152.93	273.11
J. Charles Gagnon, 13-12, cadastre 203, Rg 1.	66.75	132.29	199.04

## Saint-Paul-du-Nord

Georges Couture a/s-c/o Jacques Ostiguy N., 3296, l'Heureux 1, Ste Foy, Québec. Lots 21-22-2/3 du 23 Iberville, Rg 2 & 3.	\$ 47.12	\$ 174.44	\$ 221.56
Gabriel Bouchard. 33 A Partie-Part & 31 Partie-Part, Rg 4.	89.93	264.51	354.44
Mme-Mrs. Léon Poitras. P. 33-B, 34-A, 14 & 15, Rg 4 & 2.	95.39	574.56	669.95
Ls-Philippe Tremblay (Emile). P. 32-B, Rg 4.	72.40	339.50	411.90
Réal Tremblay (Joseph). P. 34-A, Rg 4.	53.87	47.62	101.49
Mme-Mrs. Patrick Bouchard. P. 34-B, Rg 4.	111.52	378.12	489.64
Jacques Hovington. P. 51-A, Rg 4.	74.30	171.67	245.97
Fernand Gagné. Lot 56-C, Rg 4.	73.90	462.05	535.95
Mme-Mrs V.-W. Edgard Gagné. Lot 56-C, Rg 4.	84.96	488.70	573.66
Jacques Mercier, 515 Conseil, Sherbrooke. Lot 57-C, Rg 4.	79.12	261.79	340.91
Jean-Paul Pilotte. Lot 1, Rg A.	65.62	121.98	187.60
Fernand Tremblay (B). Lot 6, Rg A (rés. Forestville).	41.46	347.86	389.32
Henri Tremblay (Berthe). Lot 8, Rg A.	306.38		306.38
Josaphat Tremblay (rés. Forestville). P. 59, Rg A.	121.10	20.00	141.10
Chs-Albert Tremblay. P. 61, Rg A.	73.23	193.14	266.37
Louison Jean. P. 61, Rg A.	102.56	200.88	303.44
Armand Tremblay (F). Lot 93, Rg A.	116.15	140.16	256.31
Henri Tremblay (F). P. 95-94-96, Rg A.	433.60	1,449.38	1,882.98
Mme-Mrs. Vve-Wid. Henri-Paul Laurencelle. Lot 128, Rg A.	23.14	22.69	45.83
Romuald Barette. Lot 133-134, Rg A.	73.98	169.71	243.69

## Sainte-Anne-de-Portneuf

Jeannot Bélanger. Lot 217, Rg B.	\$ 184.50	\$ 184.50
Rodolphe Blouin. Lot 147, Rg B.	139.52	139.52
Mme-Mrs. Gabriel Desbiens. Lot 34, Rg B.	147.40	147.40
Pierre Desmeules. Lot 214, Rg B, (2610, Boul. de la Baie, Port-Alfred Cté Chic.)	169.95	169.95
Raymond Foster. Lot 274, Rg B.	124.54	124.54
Henri Jean. Lot 143-145, Rg B.	57.67	57.67
Marcel Lafontaine. Lot 224-225-226, Rg B (B. Comeau).	1,469.87	1,469.87
Florian Lavoie. Lot 9, Rg B.	258.00	258.00
Loraine Leblanc. Lot 62, Rg B (Petit Rocher N. Bruns).	99.18	99.18
Emélien Morissette. Lot 19, Rg B.	10.12	10.12
Mme-Mrs. Pierre Paul Morneau. Lot 53, Rg B.	264.00	264.00
Jean-Noël Poulin. Lot 39, Rg B.	46.13	46.13
Mme-Mrs. Rock St-Gelais. Lot 17, Rg B.	139.50	139.50
Mme-Mrs. Jos Thomas Savard (décédé-deceased). Lot 78, Rg B.	231.19	231.19
Gérard Savard. Lot 168, Rg B.	409.42	409.42
Léonard Simonneau. Lot 41, Rg B.	83.70	83.70
Jean-Benoit Tremblay. Lot 2-1 & 2-2, Rg B.	37.35	37.35
Rodrigue Tremblay. Lot 267-2, Rg B.	372.38	372.38
Léopold Jolicœur. Lot 288, Rg B.	154.29	154.29
Adolphe Hallé. Lot 5, Rg B (33, Valmond, Repentigny, Mont.)	60.64	60.64
René Tremblay. Lot 29, Rg B (188, avenue Lamontagne, Québec)	210.74	210.74

Bergeronnes

	Taxes munic.	Taxes scolaire	Total
	Munic. taxes	School taxes	
Edouard Brisson. Lot 45-A, Rg 1, Canton Bergeronnes-Township, dimension-Area 60 x 150.....	\$ 30.00	\$ 60.00	\$ 90.00

Donné à Bergeronnes, ce 10e jour de février 1971.

Given at Bergeronnes, this 10th day of February, 1971.

Enregistrée.

Registered.

*Le secrétaire-trésorier,*  
PAUL BOUCHARD.

PAUL BOUCHARD,  
*Secretary-Treasurer.*

38884-9-2-o

38884-9-2-o

**Demandes à la Législature**

**Applications to Legislature**

**La cité de Giffard**

**City of Giffard**

Avis est par les présentes donné que la cité de Giffard, corporation municipale légalement constituée, ayant son siège social en la cité de Giffard, district de Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, au cours de la prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi modifiant ses limites territoriales.

Notice is hereby given that the city of Giffard, municipal corporation legally incorporated and having its head office in the city of Giffard, district of Québec, will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, for a law to be adopted amending its territory.

Québec, ce 18e jour de février 1971.

Québec, this 18th day of February, 1971.

*Le procureur de la requérante,*  
ME ROGER THIBAudeau, C.R.

ME ROGER THIBAudeau, Q.C.,  
*Attorney for the Applicant.*

38949-10-4-o

38949-10-4

**Ville de Montréal**

**City of Montreal**

Avis est par les présentes donné que la ville de Montréal s'adressera à l'Assemblée nationale du Québec, au cours de la deuxième session de la vingt-neuvième législature, pour lui demander l'autorisation de présenter un bill ayant pour objet de modifier les dispositions de sa charte relativement aux matières suivantes:

Notice is hereby given that the City of Montreal will petition the Québec National Assembly, during the course of the Second Session of the 29th Legislature, to be authorized to present a bill to modify the dispositions of its charter in relation to the following subjects:

1° les modifications ou additions au plan général de la ville;

1. the modifications or additions to the general plan of the City;

2° la preuve photographique des documents des archives de la ville;

2. the photographic proof of documents in the archives of the City;

3° l'augmentation de la juridiction du comité exécutif de \$5,000 à \$10,000 pour l'octroi des contrats et la limitation aux dépenses de plus de \$10,000 des appels de soumissions;

3. Increase of the jurisdiction of the Executive Committee from \$5,000 to \$10,000 for the granting of contracts and the limitation of the calling of tenders to expenditures of more than \$10,000;

4° la mise à la retraite des cadres administratifs et lesbénéfices de rentes qui peuvent leur être accordés à l'engagement;

4. The pensioning of administrative cadres and the pension benefit that may be granted to them when they join the service of the City;

5° le pouvoir du conseil d'autoriser certaines institutions à occuper ou construire en dérogation de la réglementation de zonage dans des secteurs résidentiels;

5. the power of council to authorize certain institutions to occupy or build in residential zones, notwithstanding zoning restrictions;

6° le transfert de certaines responsabilités de l'estimateur au Directeur des Finances dans des cas de changements affectant la perception mais ne nécessitant pas de nouvelles évaluations;

6. The transfer of certain responsibilities of the assessor to the Director of Finance concerning certain changes affecting the collection of taxes but not requiring any new evaluation;

7° l'approbation des plans d'ensemble;

7. the approbation of master plans;

8° les recouvrements de la Communauté Urbaine de Montréal et les estimés budgétaires;

8. the recoveries from the Montreal Urban Community and the budgetary estimates;

9° le paiement des taxes;

9. the payment of taxes;

10° la date de production des contestations d'évaluations pour taxes;

10. the date of production of complaints against tax assessments;

11° le bureau de revision;  
 12° les délais pour le dépôt des indemnités d'expropriation;  
 13° l'octroi d'indemnités aux locataires lors d'acquisition d'immeubles par la ville;  
 14° l'administration de la cour municipale et les signatures sur les documents qui en émanent;  
 15° le pouvoir des juges municipaux d'édicter des règles de pratique;  
 16° les avis, le paiement libératoire et les assignations en cour municipale;  
 et toutes autres matières utiles à la bonne administration des affaires de la ville.

Hôtel de Ville, le 19 février 1971.

*Agents et procureurs de la Ville,*

CÔTÉ, PÉLOQUIN, MERCIER, NORMANDIN,  
 38950-10-4-o DUCHARME & BOUCHARD.

#### **La Corporation municipale de St-Donat**

« La Corporation municipale de St-Donat », comté de Montcalm, s'adressera à la législature pour obtenir une Loi lui accordant le pouvoir d'ériger, posséder et opérer des barrages, écluses et canaux pour régler le niveau des lacs situés sur son territoire.

*Le procureur de la municipalité,*

38632-7-4-o JACQUES DUGAS, C.R.

#### **Congregation Avath Scholom Nusoch Haori**

Avis est donné que Joe Gorelik, manufacturier; Israël Kositsky, marchand; Morris Sacharen, marchand; Barney Yanofsky, agent d'assurance; Abraham Goodman, peintre; Nathan Nachfolger, gérant de bureau; Harry Nachfolger, marchand; A. Chizy, opérateur; Joe Freeder, marchand; Nathan Cohen, constructeur; Aaron Cohen, constructeur; Aaron Vogel, marchand; Oscar Singer, entrepreneur plombier; tous des cité et district de Montréal, et Isidore Greenbaum, avocat, de Côte Saint-Luc, dans le district de Montréal, s'adresseront à l'Assemblée nationale de la province de Québec, à sa prochaine session ou prochaine session subséquente afin de demander la passation d'un projet de Loi constituant en corporation « Congregation Avath Scholom Nusoch Haori ».

Daté à Montréal, 15 janvier 1971.

*Le procureur des requérants,*

38681-7-4 ISIDORE GREENBAUM.

#### **Commissaires d'écoles pour la municipalité de Ville d'Anjou**

Avis est par les présentes donné que les Commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de Ville d'Anjou, dans le comté de Lafontaine, s'adresseront à l'Assemblée Nationale de la province de Québec, à sa présente ou à une prochaine Session, dans le but de demander l'abrogation de la loi 6-7 Elizabeth 2, 1957-1958, chapitre 114, ainsi que la loi 7-8 Elizabeth 2, 1958-1959, chapitre 133, afin de revenir aux dispositions générales de la Loi de l'Instruction Publique fixant la date de la prochaine élection générale au deuxième lundi du mois de juin 1971, et abrogeant toute division en quartiers pour fins scolaires et pour toutes autres fins.

Montréal, le 25 janvier 1971.

*Le secrétaire-trésorier,*  
 PIERRE RACINE, C.A.

38700-7-4-o

11. the Board of Revision;  
 12. the date for the deposit of expropriation indemnities;  
 13. the granting of indemnities to tenants when the City acquires immoveables;  
 14. the administration of the Municipal Court and the signatures of documents from said Court;  
 15. the power of municipal judges to adopt practice rules;  
 16. the notices, the discharge payments and the summons in the Municipal Court;  
 and all other matters relevant to the good administration of the affairs of the City.

City Hall, February 19, 1971.

*CÔTÉ, PÉLOQUIN, MERCIER, NORMANDIN,*

38950-10-4-o DUCHARME & BOUCHARD,  
*Agents and attorneys for the City.*

#### **The Municipal Corporation of St-Donat**

«The Municipal Corporation of St-Donat», Montcalm county, will petition the National Assembly to have enacted a law granting power to erect, possess and operate dams, locks and canals to regulate water level on the lakes in its territory.

*JACQUES DUGAS, Q.C.,*

38632-7-4-o *Solicitor for the Municipality.*

#### **Congregation Avath Scholom Nusoch Haori**

Notice is hereby given that Joe Gorelik, manufacturer; Israël Kositsky, merchant; Morris Sacharen, merchant; Barney Yanofsky, insurance agent; Abraham Goodman, painter; Nathan Nachfolger, office manager; Harry Nachfolger, merchant; A. Chizy, operator; Joe Freeder, merchant; Nathan Cohen, builder; Aaron Cohen, builder; Aaron Vogel, merchant; Oscar Singer, plumbing contractor, all of the city and district of Montreal, and Isidore Greenbaum, advocate, of Côte St. Luc, in the district of Montreal, will apply to the National Assembly of the Province of Québec at its next or next succeeding session to request the passing of a bill incorporating "Congregation Avath Scholom Nusoch Haori".

Dated at Montreal, January 15, 1971.

*ISIDORE GREENBAUM,*

38681-7-4-o *Attorney for the petitioners.*

#### **School Commissioners for the municipality of Ville d'Anjou**

Notice is hereby given that the School commissioners for the municipality of Ville d'Anjou, in the county of Lafontaine, will petition the National Assembly of the Province of Québec, at its present or next Session, in order to obtain the abrogation of the Act: 6-7 Elizabeth 2, 1957-1958, chapter 114, and 7-8 Elizabeth 2, 1958-1959, chapter 133, and replacing these special laws by the General Regulations of the Education Act, and fixing the date of the next general election to the second Monday of June 1971, and abrogating any division in wards for school purposes.

Montreal, January 25, 1971.

*PIERRE RACINE, C.A.,*  
*Secretary-Treasurer.*

38700-7-4-o

**Avis divers**

**Miscellaneous Notices**

**Cité de LaSalle**

**City of LaSalle**

Comté de Marguerite-Bourgeoys  
(anciennement Comté Jacques-Cartier)

County of Marguerite-Bourgeoys  
(formerly County of Jacques-Cartier)

*Avis de rachat partiel pour obligations  
à fonds d'amortissement*

*Notice of partial redemption for sinking fund debentures*

Émission de \$1,450,000 à 5¼%, datée du 15 avril 1957.

Issue of \$1,450,000 at 5¼%, dated April 15, 1957.

Avis est, par les présentes, donné aux détenteurs d'obligations à fonds d'amortissement 5¼% de la Cité de LaSalle, dues le 15 avril 1977, que, conformément aux dispositions des règlements et résolutions de la Cité, et tel qu'indiqué sur lesdites obligations, les obligations portant les numéros suivants, à savoir:

Notice is hereby given to the holders of 5¼% sinking fund debentures of the City of LaSalle, due April 15, 1977, that pursuant to the provisions of by-laws and resolutions of the city and as mentioned on said debentures bearing the following numbers namely:

64 x \$1,000 — Nos:

64 x \$1,000 — Nos.:

M-002	M-042	M-064	M-097	M-099	M-102	M-109	M-125	M-158	M-162	M-170
M-174	M-185	M-205	M-240	M-244	M-247	M-254	M-263	M-277	M-278	M-283
M-304	M-307	M-324	M-363	M-418	M-475	M-532	M-534	M-539	M-541	M-569
M-572	M-580	M-593	M-594	M-605	M-612	M-632	M-637	M-639	M-656	M-685
M-696	M-697	M-704	M-708	M-730	M-735	M-772	M-773	M-796	M-810	M-826
M-827	M-841	M-842	M-859	M-862	M-891	M-898	M-948	M-970		

ont été choisies aux fins de rachat le quinzième jour d'avril 1971, pour le compte du fonds d'amortissement, et qu'à ladite date, le capital respectif desdites obligations sera payé avec ensemble l'intérêt accru et impayé sur icelles audit quinzième jour d'avril 1971, sur présentation desdites obligations avec tous les coupons d'intérêt y attachés échéant ledit quinzième jour d'avril 1971, et subséquemment, en monnaie légale des Etats-Unis d'Amérique, à la Compagnie de fiducie de la Banque Royale du Canada, en la Cité de New-York, N.Y., E.U.A.

have been selected for redemption on the fifteenth day of April 1971, for account of the sinking fund and that on the said date, the principal of the said debentures respectively will be paid together with accrued and unpaid interests thereon to the said fifteenth day of April, 1971, upon presentation of said debentures with all appurtenant interest coupons maturing on the said fifteenth day of April, 1971, and subsequently, in lawful money of the United States of America, at the Royal Bank of Canada Trust Company, in the City of New-York, N.Y., U.S.A.

Avis est de plus donné que l'intérêt sur les obligations, ainsi choisies, cessera d'accroître à compter du quinzième jour d'avril 1971.

Notice is also given that interest upon the debentures so selected will cease to accrue from and after the fifteenth day of April, 1971.

Donné en la Cité de LaSalle, Comté de Marguerite-Bourgeoys (anciennement Comté Jacques-Cartier), ce dixième jour de février mil neuf cent soixante et onze (1971).

Given in the City of LaSalle, County of Marguerite-Bourgeoys (formerly County of Jacques-Cartier), this 10th day of February, one thousand nine hundred and seventy-one (1971).

(Sceau)  
38982-o

*Le greffier,*  
JACQUELINE GIGUÈRE.

(Seal)  
38982-o

JACQUELINE GIGUÈRE,  
*City Clerk.*

**Paroisse Holy Name of Jesus**

**Parish Holy Name of Jesus**

Avis est donné conformément à l'article 2 de la Loi des fabriques (chap. 76 des lois de 1965, Sess. 1) que Son Excellence Monseigneur Paul Grégoire, archevêque catholique romain de Montréal, a, par un décret daté du 10 février 1971, changé les limites de la paroisse Holy Name of Jesus de l'archidiocèse de Montréal.

Notice is given that, in accordance with section 2 of the Fabrique Act (chapter 76 of the Statutes of 1965, Session 1), His Excellency Monseigneur Paul Grégoire, Roman Catholic Archbishop of Montreal, decreed on February 10, 1971, a change in the territorial limits of the parish of the Holy Name of Jesus of the archdiocese of Montreal.

*L'Archevêque catholique romain  
de Montréal,*  
PAUL GRÉGOIRE.

PAUL GRÉGOIRE,  
*Roman Catholic Archbishop  
of Montreal.*

38944-o

2-71 38944

2-71

## Cité de Giffard

Avis public est, par les présentes, donné que la cité de Giffard, par résolution en date du 16 février 1971 (numéro 2231-8465) régulièrement adoptée par son conseil, a approuvé la description des rues ou ruelles ci-après mentionnées, lesquelles descriptions ont été préparées par Monsieur Étienne Blouin, arpenteur-géomètre, d'après le plan cadastral et le livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de Beauport:

- 1° Partie de l'avenue Lortie — lot 698-A-1
- 2° Boulevard Mgr Gauthier — lot 698-B
- 3° Avenue du Monument — lot 698-37
- 4° Avenue Lortie — lot 698-179 (partie)
- 5° Avenue Lortie — lot 698-180 (partie)
- 6° Avenue Saint-Édouard — lot 698-226
- 7° Avenue Saint-Clément — lot 698-270
- 8° Avenue Saint-Édouard — lot 698-271
- 9° Avenue Saint-Clément — lot 698-273
- 10° Rue Saint-Adrien — lot 698-311
- 11° Partie de la rue Chabanel — lot 596 (partie)
- 12° Partie de la rue Chabanel — lot 621 (partie)

La cité de Giffard entend se prévaloir à l'égard desdites rues ou ruelles ci-haut décrites, des dispositions de l'article 430 de la Loi des cités et villes dont le texte est reproduit au présent avis et être déclarée propriétaire desdites rues ou ruelles, en tout ou en partie, selon les descriptions techniques dont l'original est déposé au bureau du soussigné, greffier de la cité de Giffard, et une copie certifiée par Monsieur Étienne Blouin, arpenteur-géomètre, a été déposée au bureau d'enregistrement du district de Québec, le 2 février 1971, sous les numéros 684, 681 et 684, 682.

La cité de Giffard déclare que lesdites rues ou ruelles, en tout ou en partie, sont ouvertes au public depuis plus de dix ans et qu'elle n'a prélevé aucune taxe au cours des dix années précédant le présent avis sur lesdites rues ou ruelles, en tout ou en partie.

Avis est, en conséquence, donné que la cité de Giffard deviendra propriétaire absolue desdites rues ou ruelles, en tout ou en partie, à l'expiration du délai d'un an à compter de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*, conformément aux dispositions de l'article 430 de la Loi des cités et villes, dont le texte suit:

430. « Les rues ou ruelles ouvertes au public, depuis au moins dix ans, deviennent propriété de la municipalité dès que sont accomplies les formalités suivantes:

1. Le conseil approuve par résolution une description de toutes rues ou ruelles ou de toute partie de celles-ci, pour lesquelles la municipalité entend se prévaloir du présent article;
2. Cette description doit être faite d'après un plan cadastral et un livre de renvoi faits et déposés conformément à la Loi du cadastre (chapitre 320);
3. L'original de cette description doit être déposé au bureau du greffier de la municipalité et une copie certifiée par un arpenteur-géomètre doit être déposée

## City of Giffard

Public notice is hereby given that the City of Giffard, by a resolution dated February 16, 1971 (number 2231-8465) regularly adopted by its council, has approved the description of the streets or lanes hereafter mentioned, the descriptions of which were prepared by Mr. Étienne Blouin, land-surveyor, according to the cadastral plan and the book of reference of the official cadastre of the parish of Beauport:

- 1. Part of Lortie Avenue — Lot 698-A-1
- 2. Mgr. Gauthier Boulevard — Lot 698-B
- 3. Monument Avenue — Lot 698-37
- 4. Lortie Avenue — Lot 698-179 (part)
- 5. Lortie Avenue — Lot 698-180 (part)
- 6. Saint-Édouard Avenue — Lot 698-226
- 7. Saint-Clément Avenue — Lot 698-270
- 8. Saint-Édouard Avenue — Lot 698-271
- 9. Saint-Clément Avenue — Lot 698-273
- 10. Saint-Adrien Avenue — Lot 698-311
- 11. Part of Chabanel Street — Lot 596 (part)
- 12. Part of Chabanel Street — Lot 621 (part)

The City of Giffard wishes to avail itself, with regard to the said streets or lanes hereabove described, of the provisions of Section 430 of the Cities and Towns Act, the text of which is reproduced in this notice and wishes to be acknowledged proprietor of the said streets or lanes, in whole or in part, according to the technical descriptions, the original of which is deposited at the office of the undersigned, Clerk of the City of Giffard, and a copy certified by Mr. Étienne Blouin, land-surveyor, was deposited at the Registry Office of the district of Québec, on February 2, 1971, under numbers 684,681 and 684,682.

The City of Giffard states that the said streets or lanes, in whole or in part, have been opened to the public for more than ten years and that taxes were never assessed during the ten years preceding this notice on the said streets or lanes, in whole or in part.

Notice is, therefore, given that the City of Giffard shall become absolute proprietor of the said streets or lanes, in whole or in part, at the expiry of a one year delay beginning from and after the last publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, in conformity with the provisions of Section 430 of the Cities and Towns Act, the text of which follows:

430. "The streets or lanes open to the public for ten years or more shall become the property of the municipality upon the observance of the following formalities:

1. The council shall approve by resolution a description of all streets or lanes or parts thereof with respect to which the municipality proposes to avail itself of this section;
2. Such description shall be made according to an official plan and book of reference made and deposited in conformity with the Cadastre Act (Chap. 320);
3. The original of such description must be deposited in the office of the clerk of the municipality and a copy certified by a land-surveyor shall be deposited

au bureau du registraire de la division d'enregistrement où se trouvent les terrains visés;

4. Le greffier de la municipalité fait publier deux fois dans la *Gazette officielle du Québec* et dans un journal quotidien circulant dans la municipalité, avec un intervalle d'au moins trois mois et d'au plus quatre mois entre chaque publication, un avis contenant:

- a) le texte intégral du présent article;
- b) une description sommaire des rues ou ruelles concernées;
- c) une déclaration à l'effet que les formalités prévues aux paragraphes 1 et 2 ont été accomplies.

Tout droit auquel des tiers pourraient prétendre à la propriété du fonds desdites rues ou ruelles est prescrit s'il n'est pas exercé par action devant le tribunal compétent dans l'année suivant la dernière publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

La municipalité ne peut se prévaloir du présent article à l'égard des rues ou ruelles sur lesquelles elle a prélevé une taxe au cours des dix années précédentes, S.R. 1964, c. 193, a. 430. »

Le 17 février 1971.

*Le greffier,*

JACQUES SIMONEAU, C.M.A.

38925-9-2-o

**Paroisse Saint Aloysius**

Avis est donné conformément à l'article 2 de la Loi des fabriques (chap. 76 des lois de 1965, Sess. 1) que Son Excellence Monseigneur Paul Grégoire, archevêque catholique romain de Montréal, a, par un décret daté du 10 février 1971, changé les limites de la paroisse Saint Aloysius de l'archidiocèse de Montréal.

*L'Archevêque catholique romain  
de Montréal,  
PAUL GRÉGOIRE.*

38945-o

1-71

**Paroisse Notre-Dame-de-Beaupré,  
Sainte-Anne-de-Beaupré et St-Féréol**

Avis est donné conformément à l'article 2 de la Loi des fabriques (chap. 76 des lois de 1965, Sess. 1) que Son Éminence le Cardinal Maurice Roy, archevêque catholique romain de Québec, a, par un décret daté du 12 mai 1966, démembré les paroisses de Notre-Dame-de-Beaupré et de Saint-Féréol de l'archidiocèse de Québec et annexé les parties ainsi démembrées à la paroisse de Notre-Dame-de-Beaupré du même archidiocèse.

*L'Archevêque catholique romain  
de Québec,  
MAURICE CARDINAL ROY.*

38946-o

3-71

**Ministère de l'Éducation**

**Roberval**

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Chambord, Lac-Bouchette

in the office of the registrar of the registration division where the lands concerned are situated;

4. The clerk of the municipality shall cause to be published twice in the *Québec Official Gazette* and in a daily newspaper circulating in the municipality, with an interval of not less than three months nor more than four months between publications, a notice containing:

- (a) the full text of this section;
- (b) a summary description of the streets or lanes concerned;
- (c) a declaration to the effect that the formalities prescribed by paragraphs 1 and 2 have been observed.

Any right that third parties might claim to the ownership of the site of the said streets or lanes shall be prescribed unless exercised by suit before the competent court within one year after the last publication in the *Québec Official Gazette*.

The municipality cannot avail itself of this section with respect to streets or lanes on which it has levied any tax within the preceding ten years. R.S. 1964, c. 193, S. 430." February 17, 1971.

February 17, 1971.

JACQUES SIMONEAU, O.M.A.,  
*Clerk.*

38925-9-2

**Parish of Saint Aloysius**

Notice is given that, in accordance with section 2 of the Fabrique Act (chapter 76 of the Statutes of 1965, Sess. 1), His Excellency Monseigneur Paul Grégoire, Roman Catholic Archbishop of Montreal, decree on February 10, 1971, a change in the territorial limits of the parish of Saint Aloysius of the archdiocese of Montreal.

*PAUL GRÉGOIRE,  
Roman Catholic Archbishop  
of Montreal.*

38945

1-71

**Parishes of Notre-Dame-de-Beaupré,  
Sainte-Anne-de-Beaupré and St-Féréol**

Notice is given that, in accordance with section 2 of the Fabrique Act (chapter 76 of the Statutes of 1965, Session 1), His Eminence Maurice Cardinal Roy, Roman Catholic Archbishop of Québec, has, on May 12, 1966, dismembered by decree the parishes of Notre-Dame-de-Beaupré and of Saint-Féréol in the Archdiocese of Québec and annexed the parts thus dismembered to the parish of Notre-Dame-de-Beaupré of the same archdiocese.

*MAURICE CARDINAL ROY,  
Roman Catholic Archbishop  
of Québec.*

38946

3-71

**Department of Education**

**Roberval**

Application is made to amalgamate the existing territory of the school municipalities of Chambord,

(cath.), Roberval et Sainte-Hedwidge, dans le comté de Roberval, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de Roberval, dans le comté de Roberval.

Québec, le 23 février 1971.

*Le ministre de l'Éducation,*  
GUY SAINT-PIERRE.

38998-10-2-o

495-01

Lac-Bouchette (Catholic), Roberval and Sainte-Hedwige in the county of Roberval to form a new school municipality under the name of Roberval in the county of Roberval.

Québec, February 23, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,  
*Minister of Education.*

38998-10-2

495-01

### Les-Deux-Rives

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de la cité de Kénogami, dans le comté de Jonquière, Saint-Ambroise et Saint-Jean-l'Évangéliste, dans le comté de Dubuc, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de Les-Deux-Rives, dans les comtés de Dubuc et Jonquière.

Québec, le 25 février 1971.

*Le ministre de l'Éducation,*  
GUY SAINT-PIERRE.

38999-10-2-o

370-02

### Les-Deux-Rives

Application is made to amalgamate the existing territory of the school municipalities of the city of Kénogami in the county of Jonquière with that of Saint-Ambroise and Saint-Jean-l'Évangéliste in the county of Dubuc to form a new school municipality under the name of Les-Deux-Rives in the counties of Dubuc and Jonquière.

Québec, February 25, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,  
*Minister of Education.*

38999-10-2

370-02

### Val-Monts

Demande est faite de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Saint-Dominique, Village de Sainte-Hélène, Saint-Liboire, Saint-Nazaire-d'Acton, Saint-Pie, Saint-Simon et Upton, dans le comté de Bagot et La Providence et Saint-Joseph, Village de, dans le comté de Saint-Hyacinthe, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de Val-Monts, dans les comtés de Bagot et Saint-Hyacinthe.

Québec, le 23 février 1971.

*Le ministre de l'Éducation,*  
GUY SAINT-PIERRE.

39000-10-2-o

780-02

### Val-Monts

Application is made to amalgamate the existing territory of the school municipalities of Saint-Dominique, Village of Sainte-Hélène, Saint-Liboire, Saint-Nazaire-d'Acton, Saint-Pie, Saint-Simon and Upton in the county of Bagot with that of La Providence and the Village of Saint-Joseph in the county of Saint-Hyacinthe to form a new school municipality under the name of Val-Monts in the counties of Bagot and Saint-Hyacinthe.

Québec, February 23, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,  
*Minister of Education.*

39000-10-2

780-02

### Barachois

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Barachois, dans le comté de Gaspé-sud à la municipalité scolaire de Grande-Hermine, dans le comté de Gaspé-sud.

Québec, le 12 janvier 1970.

*Le ministre de l'Éducation,*  
GUY SAINT-PIERRE.

38909-9-2-o

645-04

### Barachois

A petition is made to annex the present territory of the school municipality of Barachois, in the county of Gaspé-South to the school municipality of Grande-Hermine, in the county of Gaspé-South.

Québec, January 12, 1970.

GUY SAINT-PIERRE,  
*Minister of Education.*

38909-9-2

645-04

### Saint-Émile

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité de Saint-Émile, dans le comté de Chauveau à la municipalité scolaire de Neufchatel, dans le comté de Chauveau.

*Le ministre de l'Éducation,*  
GUY SAINT-PIERRE.

38909-9-2-o

130-01

### Saint-Émile

A petition is made to annex the present territory of the municipality of Saint-Émile, in the county of Chauveau to the school municipality of Neufchatel, in the county of Chauveau.

Québec, January 13, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,  
*Minister of Education.*

38909-9-2

130-01

**Saint-Gabriel-de-Gaspé**

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Gabriel-de-Gaspé dans le comté de Gaspé-Sud à la municipalité scolaire de Rocher-Percé, dans le comté de Gaspé-Sud.

Québec, le 12 janvier 1971.

*Le ministre de l'Éducation,*  
GUY SAINT-PIERRE.

38909-9-2-o

645-06

**Saint-Gabriel-de-Gaspé**

A petition is made to annex the present territory of the school municipality of Saint-Gabriel-de-Gaspé, in the county of Gaspé-South, to the school municipality of Rocher-Percé, in the county of Gaspé-South.

Québec, January 12, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,  
*Minister of Education.*

38909-9-2

645-06

**Caisses d'épargne et de crédit**

**Savings and Credit Unions**

**Caisse d'économie des enseignants d'Yamaska**

**Caisse d'économie des enseignants d'Yamaska**

*(Loi des caisses d'épargne et de crédit)*

*(Savings and Credit Unions Act)*

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit: « Caisse d'économie des enseignants d'Yamaska ».

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the formation of a savings and credit union: "Caisse d'économie des enseignants d'Yamaska".

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera « Les enseignants et les employés de la Commission scolaire régionale Yamaska ainsi que les enseignants et les employés des commissions scolaires locales sous la juridiction territoriale de la Commission scolaire régionale Yamaska ».

The group in which the union will recruit its members will be "The teachers and employees of the Yamaska Regional School Board, as well as the teachers and employees of the local school commissions under the territorial jurisdiction of the Yamaska Regional School Board".

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé dans la cité de Saint-Hyacinthe, Québec, dans le district électoral de Saint-Hyacinthe.

The head office of this savings and credit union is in the city of Saint-Hyacinthe, Québec, in the electoral district of St. Hyacinthe.

Québec, le 22 février 1971.

Québec, February 22, 1971.

*Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
J.-ALBERT GAGNON.

J.-ALBERT GAGNON,  
*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

38953-o

38953

**Caisse d'entraide économique de Granby**

**Caisse d'entraide économique de Granby**

*(Loi des caisses d'épargne et de crédit)*

*(Savings and Credit Unions Act)*

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé le règlement, adopté le 20 janvier 1971 par la « Caisse d'épargne et d'entraide économique de Granby », changeant son nom en celui de « Caisse d'entraide économique de Granby ».

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the by-law adopted on January 20, 1971 by "Caisse d'épargne et d'entraide économique de Granby", changing its name to that of "Caisse d'entraide économique de Granby".

Québec, le 22 février 1971.

Québec, February 22, 1971.

*Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
J.-ALBERT GAGNON.

J.-ALBERT GAGNON,  
*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

38954-o

38954

**Caisse d'entraide économique de Richelieu**

**Caisse d'entraide économique de Richelieu**

*(Loi des caisses d'épargne et de crédit)*

*(Savings and Credit Unions Act)*

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé le règlement, adopté le 3 février 1971 par la « Caisse d'épargne et d'entraide économique du Richelieu », changeant son nom en celui de « Caisse d'entraide économique de Richelieu ».

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the by-law adopted on February 3, 1971 by "Caisse d'épargne et d'entraide économique du Richelieu", changing its name to that of "Caisse d'entraide économique de Richelieu".

Québec, le 22 février 1971.

Québec, February 22, 1971.

*Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
J.-ALBERT GAGNON.

J.-ALBERT GAGNON,  
*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

38955-o

38955

**La caisse populaire de Notre-Dame du Foyer***(Loi des caisses d'épargne et de crédit)*

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé le règlement, adopté le 24 janvier 1971 par « La caisse populaire de la Cité-Jardin du Tricentenaire — Paroisse Notre-Dame du Foyer », changeant son nom en celui de « La caisse populaire de Notre-Dame du Foyer ».

Québec, le 22 février 1971.

*Le sous-ministre associé des institutions  
financières, compagnies et coopératives,*

38956-o

J.-ALBERT GAGNON.

**La caisse populaire Marie Reine des Coeurs de Montréal***(Loi des caisses d'épargne et de crédit)*

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a approuvé le règlement adopté le 10 février 1971 par « La caisse populaire Marie Reine des Coeurs de Montréal », modifiant son territoire qui était: est: Centre rue des Ormeaux; ouest: Centre Boulevard Pie IX; nord: Limite cité de Montréal; sud: Centre rue Hochelaga — en celui de la ville de Montréal.

Québec, le 22 février 1971.

*Le sous-ministre associé des institutions  
financières, compagnies et coopératives,*

38957-o

J.-ALBERT GAGNON.

**La caisse populaire de Notre-Dame du Foyer***(Savings and Credit Unions Act)*

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the by-law, adopted on January 24, 1971 by « La caisse populaire de la Cité-Jardin du Tricentenaire — Paroisse Notre-Dame du Foyer », changing its name to that of « La caisse populaire de Notre-Dame du Foyer ».

Québec, February 22, 1971.

*J.-ALBERT GAGNON,  
Associate Deputy Minister of Financial  
Institutions, Companies and Cooperatives.*

38956

**La caisse populaire Marie Reine des Coeurs de Montréal***(Savings and Credit Unions Act)*

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the by-law adopted on February 10, 1971 by « La caisse populaire Marie Reine des Coeurs de Montréal », amending its territory — which was: East: centre of des Ormeaux Street; West: centre of Pie IX Boulevard; North: limit City of Montreal; South: centre of Hochelaga Street — to that of the city of Montreal.

Québec, February 22, 1971.

*J.-ALBERT GAGNON,  
Associate Deputy Minister of Financial  
Institutions, Companies and Cooperatives.*

38957

**Syndicats professionnels****L'Association des Employés de Salaison Fleur de Lys ltée***(Loi des syndicats professionnels)*

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 17 février 1971, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des Employés de Salaison Fleur de Lys ltée », avec siège social situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le directeur du service des compagnies,  
ROCH RIOUX.*

38996-o

1-71

**Syndicat Professionnel des Producteurs d'Oeufs des Cantons de l'Est***(Loi des syndicats professionnels)*

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 17 février 1971, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat Professionnel des Producteurs d'Oeufs des Cantons de l'Est. », avec siège social situé à St-Félix de Kingsey, district judiciaire de Drummond.

*Le directeur du service des compagnies,  
ROCH RIOUX.*

38997-o

7-71

**Professional Syndicates****L'Association des Employés de Salaison Fleur de Lys ltée***(Professional Syndicates Act)*

Notice is given that, on February 17, 1971, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives authorized the formation of a professional syndicate under the name of « L'Association des Employés de Salaison Fleur de Lys ltée », with head office situated at Montreal, judicial district of Montreal.

*ROCH RIOUX,  
Director of the Companies Branch.*

38996

1-71

**Syndicat Professionnel des Producteurs d'Oeufs des Cantons de l'Est***(Professional Syndicates Act)*

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on February 17, 1971 he authorized the formation of a professional syndicate under the name of « Syndicat Professionnel des Producteurs d'Oeufs des Cantons de l'Est », the head office of which is situated at St-Félix de Kingsey, judicial district of Drummond.

*ROCH RIOUX,  
Director of the Companies Branch.*

38997

7-71

**Régie des Marchés  
Agricoles du Québec**

**Québec Agricultural  
Marketing Board**

**Modification au plan conjoint des producteurs-  
fournisseurs de lait de J.J. Joubert Ltée de Nicolet**

**Amendments to the J.J. Joubert (Nicolet)  
Milk Producers' Plan**

*Avis*

*Notice*

Prenez avis que les producteurs visés par le plan conjoint des producteurs-fournisseurs de lait de J.J. Joubert Ltée de Nicolet ont accepté des modifications à leur plan et que, suite à l'ordonnance de publication rendue par la Régie des marchés agricoles, le texte de ce plan conjoint modifié doit se lire comme suit:

Take notice that the producers bound by the J.J. Joubert (Nicolet) Milk Producers' Plan have accepted modifications to the marketing plan and that, following the publication order rendered by the Québec Agricultural Marketing Board, the text of the modified joint plan reads as follows:

**I.— Définitions:**

Dans le présent plan conjoint, l'expression « mise en marché » signifie l'offre de vente, la vente, l'expédition pour fin de vente, le transport et l'achat, ainsi que la publicité et le financement des opérations ayant trait à l'écoulement du produit visé; l'expression « fabrique » a la même signification que dans la Loi des produits laitiers et de leurs succédanés; l'expression « syndicat » signifie le syndicat des producteurs-fournisseurs de lait de J.J. Joubert Ltée de Nicolet, et l'expression « Régie » signifie la Régie des marchés agricoles du Québec.

**I.— Definitions:**

In the present Joint Plan, the word "marketing" means the offer to sell, the sale, the transportation and the purchase, together with the advertising and the financing of the operations related to the disposal of the contemplated product; the word "factory" has the same meaning as the one indicated in the Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act; the word "syndicate" means the "syndicat des producteurs-fournisseurs de lait de J.J. Joubert Ltée de Nicolet"; the word "Régie" means the Québec Agricultural Marketing Board.

**II.— Désignation:**

Le plan conjoint est désigné sous le nom de « Plan conjoint des producteurs-fournisseurs de lait de J.J. Joubert Ltée de Nicolet ».

**II.— Designation:**

The Joint Plan shall be designated as the J.J. Joubert (Nicolet) Milk Producers' Plan.

**III.— Produit visé:**

Le produit visé est le lait provenant du troupeau d'un producteur intéressé, livré à l'usine de Nicolet de la compagnie J.J. Joubert Ltée ou à l'un des postes de réception de cette usine, situé au Québec.

**III.— Contemplated product:**

The contemplated product is the milk issuing from the herd of an interested producer, delivered at the Nicolet factory of J.J. Joubert, or at one of its receiving station situated in the Province of Québec.

**IV.— Conditions à remplir pour être un producteur intéressé:**

Le producteur intéressé au sens du présent plan est toute personne qui met en marché le produit visé.

**IV.— Conditions required to be an interested producer:**

For the purpose of the present Joint Plan, the interested producer is any person who markets the contemplated product.

**V.— Extension juridique:**

À compter de la publication dans la *Gazette officielle du Québec*, le plan est exécutoire. Tous les producteurs intéressés et, postérieurement au vote, tous les producteurs qui, au cours de la durée de l'application du plan continuent à remplir ou répondent aux conditions qui confèrent la qualité de producteur intéressé, sont assujettis au plan.

**V.— Legal extension:**

From the date of its publication in the *Québec Official Gazette*, the Joint Plan is executory. It binds all interested producers and, subsequent to the votation all producers who, during the course of its carrying out, continue to fulfil or meet the conditions required to be qualified as interested producers.

**VI.— Réalisation du plan:**

L'exécution et l'administration du plan sont confiées au « Syndicat des producteurs-fournisseurs de lait de J.J. Joubert Ltée de Nicolet ».

**VI.— Carrying out of the plan:**

The "Syndicat des producteurs-fournisseurs de lait de J.J. Joubert Ltée de Nicolet" is entrusted with the carrying out and administration of the Joint Plan.

**VII.— Agent de négociation et de vente:**

Le Syndicat est l'agent de négociation et l'agent de vente pour l'exécution du plan.

**VII.— Negotiating and sales agent:**

The negotiating and sales agent designated for the carrying out of the plan shall be the Syndicate.

**VIII.— Devoirs, obligations et engagements du producteur:**

Le producteur doit:

1. Se conformer aux décisions et règlements adoptés par le Syndicat dans l'exercice des pouvoirs dont il est investi en vertu de la Loi des marchés agricoles;
2. Honorer toute convention faite par le Syndicat ou son délégué dans l'exercice de ses pouvoirs et attributions;
3. Si le Syndicat adopte un règlement à cette fin, se procurer un quota de production et de vente auprès du Syndicat et le respecter;
4. Se conformer aux normes de qualité établies par l'autorité compétente et le Syndicat, et se soumettre à toute inspection visant à vérifier la qualité du produit visé;
5. Payer les frais d'administration du plan conjoint et ceux relatifs à la mise en marché du produit visé, ainsi que toute autre contribution spéciale édictée en vertu du plan ou d'une loi, selon le montant et les modalités déterminées par le Syndicat;
6. Payer sa quote-part de toute somme due à un voiturier;
7. Contribuer, selon les modalités établies par le Syndicat, au coût de l'écoulement des surplus de lait et de produits laitiers attribuables aux producteurs visés;
8. Fournir au Syndicat tout renseignement jugé utile à l'exécution du plan.

**IX.— Devoirs du Syndicat:**

Les devoirs du Syndicat sont:

1. Accomplir tout devoir et remplir toute obligation que la loi des marchés agricoles du Québec impose à un Syndicat de producteurs;
2. Viser à assurer la mise en marché d'un produit de qualité conforme aux règlements et aux normes d'inspection décrétés par l'autorité compétente, et
3. Maintenir une comptabilité selon les standards minima que peut exiger la Régie.

**X.— Pouvoirs et attributions du Syndicat:**

Le Syndicat peut:

1. Coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché hors de la province du produit visé et exercer à cette fin, les pouvoirs et accomplir les devoirs qui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération;
2. Exercer tout pouvoir et accomplir les devoirs qui résultent d'une délégation de l'un quelconque des pouvoirs remis par la Régie;
3. Émettre un quota de production et de vente aux producteurs assujettis au plan conjoint, et réglementer le transfert de ce quota;
4. Arrêter la participation financière de chaque producteur à l'administration du plan conjoint;
5. Affecter une partie de la contribution des producteurs pour l'administration du plan conjoint, à des fins de publicité du produit visé;
6. Pour réaliser l'un quelconque des aspects de la mise en marché du produit visé, dont la disposition des surplus de lait et de produits laitiers, décréter, avec

**VIII.— Duties, obligations and commitments of producers:**

The producer must:

1. Conform with all decisions and regulations adopted by the Syndicate, using the powers granted to the latter under the Québec Agricultural Marketing Act;
2. Honour any agreement and any contract made by the Syndicate or its delegate, in the exercise of its powers and attributions;
3. If the Syndicate has adopted a regulation to that effect, obtain from the same a production and marketing quota and abide by it;
4. Conform with the standards of quality established by the competent authority and the Syndicate, and submit to any inspection intended to verify the quality of the contemplated product;
5. Defray the administration cost of the plan and those relative to the marketing of the designated product, as well as any other special contribution ordered in accordance with the plan or an Act, to the amount and conditions that the Syndicate shall establish;
6. Pay its share of any sum due to a carrier;
7. Share the cost of the disposal of milk and milk products surpluses due to the producers bound by the plan, according to the modalities established by the Syndicate's regulations;
8. Provide the Syndicate with any information deemed useful to the carrying out of the Plan.

**IX.— Duties of the Syndicate:**

The duties of the Syndicate are:

1. To perform all duties and obligations imposed on a Producers' Syndicate under the Québec Agricultural Marketing Act;
2. To assure the marketing of a quality product in conformity with regulations and inspection standards decreed by the competent authority, and
3. To keep its books in conformity with the Régie's requirements.

**X.— Powers and attributions of the Syndicate:**

The Syndicate may:

1. Co-operate with similar bodies in Canada for the marketing outside the Province of Québec of the contemplated product and, for this purpose, exercise the powers and perform the duties resulting from any law from another jurisdiction providing for such a co-operation;
2. Exercise any power and perform duties resulting from the delegation of any one of the Régie's powers;
3. Issue a production and sale quota to producers bound by the Joint Plan, and regulate the transfer of such quota;
4. Determine the financial contribution of each producer for the administration of the Joint Plan;
5. Utilize a part of the producers' contribution to the administration of the Joint Plan for advertising purposes of the contemplated product;
6. For the carrying out of any aspect of the marketing of the contemplated product and, among other things, for the disposal of milk and milk products

l'approbation de la Régie, une contribution spéciale de tous les producteurs ou d'un groupe déterminé de producteurs;

7. Déterminer les montants, ainsi que les modalités de paiements et de perception des diverses contributions que les producteurs doivent payer;

8. Rationaliser le transport du produit visé;

9. Statuer sur les conditions de production, de manutention ou de déplacement du produit visé, ainsi que sur sa qualité;

10. Contingenter la production et la vente du produit visé, fixer le temps et le lieu de sa mise en marché, prohiber la mise en marché hors du temps ou du lieu fixé ou en violation des quotas établis ou d'une norme imposée;

11. Signer tout contrat relatif à la mise en marché du produit visé et, par là, lier chaque producteur assujéti au plan, en déterminer la durée et les conditions de renouvellement;

12. Établir un Comité de bonne entente pour étudier et solutionner les griefs des producteurs relativement à l'exécution du plan, en déterminer les règlements et la portée de ses décisions;

13. Obtenir des producteurs tout renseignement jugé utile à l'exécution du plan;

14. Faire toute enquête requise par les objectifs du plan;

15. Négocier avec toute personne tenue de le faire en vertu de la Loi des marchés agricoles, toute condition de mise en marché, et spécialement:

- a) le prix de vente du produit visé;
- b) les conditions et modalités de paiement du prix du produit visé;
- c) la rationalisation des circuits, les conditions, modalités et prix du transport, ou de tout autre service relatif à la mise en marché du produit visé;
- d) les conditions de livraison;
- e) la qualité et la quantité du produit visé;

f) la surveillance par un représentant du Syndicat du paiement, du poids, de la qualité et de la teneur en gras ou autre constituant du produit visé;

g) le mode de retenue par le marchand de lait et la remise au Syndicat, de la contribution nécessaire au financement du plan, à la mise en marché ou à la disposition des surplus des produits visés;

h) la durée des contrats et les conditions de leur renouvellement, ainsi que celles permettant la réouverture des négociations;

i) tant à l'occasion de la signature d'une convention qu'au cours de son exécution, une procédure de règlement des griefs.

#### XI.— Administration du plan conjoint:

1. Le plan conjoint est administré par le Syndicat des producteurs-fournisseurs de lait de J.J. Joubert Ltée de Nicolet, qui est composé de neuf administrateurs.

surpluses, order with the approval of the Régie, a special contribution for all producers or for a specified group of producers;

7. Determine the amounts and the methods of payment and mode of collection of the various contributions that the producers must pay;

8. Rationalize the transportation of the contemplated product;

9. Determine the conditions of production, handling or transportation of the contemplated product, and of its quality;

10. Establish a quota for the production and sale of the contemplated product, fix the time and place of its marketing, prohibit marketing outside the fixed time or place or in violation of the established quota or of a prescribed rule;

11. Sign any contract relative to the marketing conditions of the contemplated product and, thereby, bind each producer subjected to the Joint plan, and determine the duration and conditions for its renewal;

12. Establish a Good Will Committee to study and find solution to the producers' grievances with respect to the carrying out of the Joint Plan, determine the regulation of the Committee and the full implication of its decisions;

13. Obtain from the producers all information judged useful to carry out the Joint Plan effectively;

14. Make all inquiries of such a nature as to attain the ends set down in the Joint Plan;

15. Negotiate with any person bound to do so by the Québec Agricultural Marketing Act all the marketing conditions, and more specifically:

- (a) The selling price of the contemplated product;
- (b) The conditions and the methods of payment of the price of the contemplated product;
- (c) The rationalization of the routes, the conditions, means and cost of transportation or of any service related to the marketing of the contemplated product;
- (d) The delivery conditions;
- (e) The quality and the quantity of the contemplated product;

(f) The supervision by a representative of the Syndicate of the payment, the weight, the quality, the percentage of butterfat or any other constituent of the contemplated product;

(g) The method of withholding by the purchaser and its remittance to the Syndicate, of the necessary contribution to finance the Joint Plan, of a special contribution for the marketing or for the disposal of surpluses of the contemplated product;

(h) The duration of agreement as well as the conditions for their renewal and those permitting the re-opening of negotiations;

(i) The settlement procedure relating to grievances both at the time of signing and during the course of an agreement.

#### XI.— Administration of the Joint Plan:

1. The Joint Plan shall be administered by the Syndicate composed of nine administrators.

Les administrateurs du Syndicat sont présentement:

M. Romuald Lemire, La Baie du Febvre, comté de Yamaska,

M. Hervé Lemire, Nicolet-Sud, comté de Nicolet,

M. Clément Mailette, St-Zéphirin, comté de Yamaska,

M. André Lemire, La Visitation, comté de Yamaska.

M. Gérard Rousseau, Nicolet, comté de Nicolet.

M. Clément Lefebvre, La Baie du Febvre, comté de Yamaska,

M. Rolland Lemay, St-Grégoire, comté de Nicolet.

M. Benoit Rousseau, Ste-Monique, comté de Nicolet.

M. Marcel Béliveau, La Baie du Febvre, comté de Yamaska.

2. Les administrateurs du Syndicat doivent être des producteurs intéressés, au sens du présent plan conjoint.

3. Le Syndicat doit convoquer et tenir, au moins une fois tous les ans, une assemblée générale de tous les producteurs assujettis au plan conjoint pour rendre compte de ses activités, procéder à la nomination d'un vérificateur et à l'élection des administrateurs.

4. Tout administrateur dudit Syndicat de producteurs, qui cesse d'être un producteur intéressé ou qui devient autrement inapte à remplir ses fonctions, doit être remplacé par les autres administrateurs en fonction.

5. Sauf les cas où la Loi des marchés agricoles assujettit l'application d'un règlement à sa publication dans la *Gazette Officielle du Québec*, la publication des règlements ayant rapport aux modalités d'exécution du plan conjoint et à l'exercice des pouvoirs du Syndicat sera faite dans les langues française et anglaise, par parution dans le journal « La Terre de Chez-Nous ».

Tout règlement ainsi publié entre en vigueur le quinzième jour suivant sa publication ou à la date ultérieure qui y est fixée.

## XII.— Mode de financement:

L'administration et la mise en oeuvre du plan sont financées par une contribution qui doit être payée par tous les producteurs liés par le plan, selon le mode déterminé par le Syndicat.

Le montant de cette contribution est déterminé par le Syndicat au moyen d'un règlement qui doit être approuvé par l'assemblée générale des producteurs et par la Régie avant d'entrer en vigueur. Jusqu'à ce qu'elle soit modifiée par un tel règlement, la contribution est de deux cents et demi (0.02½) le cent (100) livres de lait livré au marchand de lait.

Les contributions versées au Syndicat en vertu de la Loi des marchés agricoles du Québec, doivent servir à défrayer les dépenses de l'administration et de la mise en oeuvre du plan.

39001-o

The administrators of the Syndicate are presently:

Mr. Romuald Lemire, La Baie du Febvre, county of Yamaska,

Mr. Hervé Lemire, Nicolet-Sud, county of Nicolet,

Mr. Clément Mailette, St-Zéphirin, county of Yamaska,

Mr. André Lemire, La Visitation, county of Yamaska,

Mr. Gérard Rousseau, Nicolet, county of Nicolet,

Mr. Clément Lefebvre, La Baie du Febvre, county of Yamaska,

Mr. Rolland Lemay, St-Grégoire, county of Nicolet,

Mr. Benoit Rousseau, Ste-Monique, county of Nicolet,

Mr. Marcel Béliveau, La Baie du Febvre, county of Yamaska.

2. The administrators of the Syndicate must be interested producers within the meaning of the present Joint Plan.

3. The Syndicate must convene and hold, at least once a year, a general meeting of all producers bound by the Joint Plan to render an account of its activities, submit financial reports for approval and proceed to the nomination of an auditor and the election of the administrators.

4. Any administrator of the Syndicate, who ceases to be an interested producer or who is otherwise unable to hold its function, must be replaced by the other administrators of the Syndicate.

5. Save the cases where the application of a Syndicate's regulation is subjected to its publication in the *Québec Official Gazette*, the regulations related to the modalities of the carrying out of the Joint Plan and the exercise of the Syndicate's powers shall be published in French and English in "La Terre de Chez-Nous".

Every regulation thus published in "La Terre de Chez-Nous" shall come into force on the fifteenth day after publication or on such later date as may be fixed therein.

## XII.— Financing:

The administration and carrying out of the Joint Plan shall be financed through a contribution which must be paid by all producers bound by the Joint Plan, according to the method selected by the Board.

The amount of this contribution shall be determined by the Syndicate by means of a regulation which must be approved by the general meeting of the producers and by the Régie before coming into force. Until it is amended by such a regulation, the contribution is of two and a half cents (0.02½) per one hundred (100) pounds of milk delivered to the milk dealer.

Contributions paid to the Syndicate under the Québec Agricultural Marketing Act must serve to defray the expenses incurred in the administration and implementation of the Joint Plan.

39001-o

**Modification au plan conjoint des producteurs de lait fournisseurs à la Crémèrie Révélation Inc.**

**Avis**

Prenez avis que les producteurs visés par le plan conjoint des producteurs de lait fournisseurs à la Crémèrie Révélation Inc. ont accepté des modifications à leur plan et que, suite à l'ordonnance de publication rendue par la Régie des marchés agricoles, le texte de ce plan conjoint modifié doit se lire comme suit:

**I. Définitions**

Dans le présent plan conjoint, l'expression « mise en marché » signifie l'offre de vente, la vente, l'expédition pour fin de vente, le transport et l'achat, ainsi que la publicité et le financement des opérations ayant trait à l'écoulement du produit visé; l'expression « fabrique » a la même signification que dans la loi des produits laitiers et de leurs succédanés; l'expression « office » signifie l'office des producteurs de lait fournisseurs à la Crémèrie Révélation Inc., et l'expression « Régie » signifie la Régie des marchés agricoles du Québec.

**II. Désignation**

Le plan conjoint est désigné sous le nom de « Plan conjoint des producteurs de lait fournisseurs à la Crémèrie Révélation Inc. ».

**III. Produit visé**

Le produit visé est le lait provenant du troupeau d'un producteur intéressé, livré à la fabrique de la Crémèrie Révélation Inc. située à Huntingdon, province de Québec.

**IV. Conditions à remplir pour être un producteur intéressé**

Le producteur intéressé au sens du présent plan est toute personne qui met en marché le produit visé.

**V. Extension juridique**

À compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*, le plan est exécutoire. Tous les producteurs intéressés et, postérieurement au vote, tous les producteurs qui, au cours de la durée de l'application du plan continuent à remplir ou répondent aux conditions qui confèrent la qualité de producteur intéressé, sont assujettis au plan.

**VI. Réalisation du plan**

L'exécution et l'administration du plan sont confiées à l'Office des producteurs de lait fournisseurs à la Crémèrie Révélation Inc.

**VII. Agent de négociation et de vente**

L'Office est l'agent de négociation et l'agent de vente pour l'exécution du plan.

**VIII. Devoirs, obligations et engagements du producteur**  
Le producteur doit:

1. Se conformer aux décisions et règlements adoptés par l'Office dans l'exercice des pouvoirs dont il est investi en vertu de la Loi des marchés agricoles du Québec;

**Amendments to the Crémèrie Révélation Inc. Milk Producers-Suppliers Joint Plan**

**Notice**

Take notice that the producers bound by the Crémèrie Révélation Inc. Milk Producers-Suppliers Joint plan have accepted modifications to the marketing plan and that, following the publication order rendered by the Québec Agricultural Marketing Board, the text of the modified joint plan reads as follows:

**I. Definitions**

In the present Joint Plan, the word "marketing" means the offer to sell, the sale, the transportation and the purchase, together with the advertising and the financing of the operations related to the disposal of the contemplated product; the word "factory" has the same meaning as the one indicated in the Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act; the word "Board" means the Crémèrie Révélation Inc. Milk Producers-Suppliers Board; the word "Régie" means the Québec Agricultural Marketing Board.

**II. Designation**

The Joint Plan shall be designated as the "Crémèrie Révélation Inc. Milk Producers-Suppliers Joint Plan".

**III. Contemplated product**

The contemplated product is the milk issuing from the herd of an interested producer, delivered to the Crémèrie Révélation's factory, situated in Huntingdon, Province of Québec.

**IV. Conditions required to be an interested producer**

For the purpose of the present joint plan, the interested producer is any person who markets the contemplated product.

**V. Legal extension**

From the date of its publication in the *Québec Official Gazette*, the joint plan is executory. It binds all interested producers and, subsequent to the votation, all producers who, during the course of its carrying out, continue to fulfil or meet the conditions required to be qualified as interested producers.

**VI. Carrying out of the plan**

The Crémèrie Révélation Inc. Milk Producers-Suppliers Board is entrusted with the carrying out and administration of the Joint Plan.

**VII. Negotiating and sales agent**

The negotiating and sales agent designated for the carrying out of the plan shall be the Board.

**VIII. Duties, obligations and commitments of producers**  
The producer must:

1. Conform with all decisions and regulations adopted by the Board, using the powers granted to the latter under the Québec Agricultural Marketing Act;

2. Honorer toute convention et tout contrat faits par l'Office ou son délégué dans l'exercice de ses pouvoirs et attributions;

3. Si l'Office adopte un règlement à cette fin, se procurer un quota de production et de vente auprès de l'Office et le respecter;

4. Se conformer aux normes de qualité établies par l'autorité compétente et l'Office, et se soumettre à toute inspection visant à vérifier la qualité du produit visé;

5. Payer les frais d'administration du plan conjoint et ceux relatifs à la mise en marché du produit visé, ainsi que toute autre contribution spéciale édictée en vertu du plan ou d'une loi, selon le montant et les modalités déterminées par l'Office;

6. Payer sa quote-part de toute somme due à un voiturier;

7. Contribuer, selon les modalités établies par l'Office, au coût de l'écoulement des surplus de lait et de produits laitiers attribuables aux producteurs visés;

8. Fournir à l'Office tout renseignement jugé utile à l'exécution du plan.

#### IX. Devoirs de l'Office

Les devoirs de l'Office sont:

1. Accomplir tout devoir et remplir toute obligation que la Loi des marchés agricoles du Québec impose à un Office de producteurs;

2. Viser à assurer la mise en marché d'un produit de qualité conforme aux règlements et aux normes d'inspection décrétés par l'autorité compétente, et

3. Maintenir une comptabilité selon les standards minima que peut exiger la Régie.

#### X. Pouvoirs et attributions de l'Office

L'Office peut:

1. Coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché hors de la province du produit visé et exercer à cette fin, les pouvoirs et accomplir les devoirs qui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération;

2. Exercer tout pouvoir et accomplir les devoirs qui résultent d'une délégation de l'un quelconque des pouvoirs remis par la Régie;

3. Émettre un quota de production et de vente aux producteurs assujettis au plan conjoint, et régler le transfert de ce quota;

4. Arrêter la participation financière de chaque producteur à l'administration du plan conjoint;

5. Affecter une partie de la contribution des producteurs pour l'administration du plan conjoint, à des fins de publicité du produit visé;

6. Pour réaliser l'un quelconque des aspects de la mise en marché du produit visé, dont la disposition des surplus de lait et de produits laitiers, décréter, avec l'approbation de la Régie, une contribution spéciale de tous les producteurs ou d'un groupe déterminé de producteurs;

7. Déterminer les montants, ainsi que les modalités de paiements et de perception des diverses contributions que les producteurs doivent payer;

2. Honour any agreement and any contract made by the Board or its delegate, in the exercise of its powers and attributions;

3. If the Board has adopted a regulation to that effect, obtain from the same a production and marketing quota and abide by it;

4. Conform with the standards of quality established by the competent authority and the Board, and submit to any inspection intended to verify the quality of the contemplated product;

5. Defray the administration cost of the plan and those relative to the marketing of the designated product, as well as any other special contribution ordered in accordance with the plan or an Act, to the amount and conditions that the Board shall establish;

6. Pay its share of any sum due to a carrier;

7. Share the cost of the disposal of milk and milk products surpluses due to the producers bound by the plan, according to the modalities established by the Board's regulations;

8. Provide the Board with any information deemed useful to the carrying out of the Plan.

#### IX. Duties of the Board

The duties of the Board are:

1. To perform all duties and obligations imposed on a Producers' Board under the Québec Agricultural Marketing Act;

2. To assure the marketing of a quality product in conformity with regulations and inspection standards decreed by the competent authority, and

3. To keep its books in conformity with the Régie's requirements.

#### X. Powers and attributions of the Board

The Board may:

1. Co-operate with similar bodies in Canada for the marketing outside the Province of Québec of the contemplated product and, for this purpose, exercise the powers and perform the duties resulting from any law from another jurisdiction providing for such a co-operation;

2. Exercise any power and perform duties resulting from the delegation of any one of the Régie's powers;

3. Issue a production and sale quota to producers bound by the Joint Plan, and regulate the transfer of such quota;

4. Determine the financial contribution of each producer for the administration of the Joint Plan;

5. Utilize a part of the producers' contribution to the administration of the Joint Plan for advertising purposes of the contemplated product;

6. For the carrying out of any aspect of the marketing of the contemplated product and, among other things, for the disposal of milk and milk products surpluses, order with the approval of the Régie, a special contribution for all producers or for a specified group of producers;

7. Determine the amounts and the methods of payment and mode of collection of the various contributions that the producers must pay;

8. Rationaliser le transport du produit visé;

9. Statuer sur les conditions de production, de manutention ou de déplacement du produit visé, ainsi que sur sa qualité;

10. Contingenter la production et la vente du produit visé, fixer le temps et le lieu de sa mise en marché, prohiber la mise en marché hors du temps ou du lieu fixé ou en violation des quotas établis ou d'une norme imposée;

11. Signer tout contrat relatif à la mise en marché du produit visé et, par là, lier chaque producteur assujéti au plan, en déterminer la durée et les conditions de renouvellement;

12. Établir un Comité de bonne entente pour étudier et solutionner les griefs des producteurs relativement à l'exécution du plan, en déterminer les règlements et la portée de ses décisions;

13. Obtenir des producteurs tout renseignement jugé utile à l'exécution du plan;

14. Faire toute enquête requise par les objectifs du plan;

15. Négocier avec toute personne tenue de le faire en vertu de la Loi des marchés agricoles, toute condition de mise en marché, et spécialement:

- a) le prix de vente du produit visé;
- b) les conditions et modalités de paiement du prix du produit visé;
- c) la rationalisation des circuits, les conditions, modalités et prix du transport, ou de tout autre service relatif à la mise en marché du produit visé;
- d) les conditions de livraison;
- e) la qualité et la quantité du produit visé;

f) la surveillance par un représentant de l'office du paiement, du poids, de la qualité et de la teneur en gras ou autre constituant du produit visé;

g) le mode de retenue par le marchand de lait et la remise à l'office, de la contribution nécessaire au financement du plan, à la mise en marché ou à la disposition des surplus des produits visés;

h) la durée des contrats et les conditions de leur renouvellement, ainsi que celles permettant la réouverture des négociations;

i) tant à l'occasion de la signature d'une convention qu'au cours de son exécution, une procédure de règlement des griefs.

XI. Administration du plan conjoint

1. Le plan conjoint est administré par l'office des producteurs de lait fournisseurs à la Crèmerie Révélation Inc., qui est composé de sept (7) administrateurs.

Les administrateurs de l'office sont présentement:  
M. Maurice Caza, St-Anicet, comté de Huntingdon,  
M. Robert Castagnier, Dundee, comté de Huntingdon,

M. André Billette, R.R. 3, Huntingdon, comté de Huntingdon,

M. Fernand Leduc, R.R. 2, Beauharnois, comté de Beauharnois,

8. Rationalize the transportation of the contemplated product;

9. Determine the conditions of production, handling or transportation of the contemplated product, and of its quality;

10. Establish a quota for the production and sale of the contemplated product, fix the time and place of its marketing, prohibit marketing outside the fixed time or place or in violation of the established quota or of a prescribed rule;

11. Sign any contract relative to the marketing conditions of the contemplated product and, thereby, bind each producer subjected to the Joint Plan, and determine the duration and conditions for its renewal;

12. Establish a Good Will Committee to study and find solution to the producers' grievances with respect to the carrying out of the Joint Plan, determine the regulation of the Committee and the full implication of its decisions;

13. Obtain from the producers all information judged useful to carry out the Joint Plan effectively;

14. Make all inquiries of such a nature as to attain the ends set down in the Joint Plan;

15. Negotiate with any person bound to do so by the Québec Agricultural Marketing Act all the marketing conditions, and more specifically:

- (a) The selling price of the contemplated product;
- (b) The conditions and the methods of payment of the price of the contemplated product;
- (c) The rationalization of the routes, the conditions, means and cost of transportation or of any service related to the marketing of the contemplated product;
- (d) The delivery conditions;
- (e) The quality and the quantity of the contemplated product;

(f) The supervision by a representative of the Board of the payment, the weight, the quality, the percentage of butterfat or any other constituent of the contemplated product;

(g) The method of withholding by the purchaser and its remittance to the Board, of the necessary contribution to finance the Joint plan, of a special contribution for the marketing or for the disposal of surpluses of the contemplated product;

(h) The duration of agreements as well as the conditions for their renewal and those permitting the reopening of negotiations;

(i) The settlement procedure relating to grievances both at the time of signing and during the course of an agreement.

XI. Administration of the Joint Plan

1. The Joint Plan shall be administered by the Board composed of seven (7) administrators.

The administrators of the Board are presently:  
Mr. Maurice Caza, St-Anicet, county of Huntingdon;  
Mr. Robert Castagnier, Dundee, county of Huntingdon;

Mr. André Billette, R.R. 3, Huntingdon, county of Huntingdon;

Mr. Fernand Leduc, R.R. 2, Beauharnois, county of Beauharnois;

M. Fernand Théoret, Rang 2, St-Timothée, comté de Beauharnois,

M. Roch Deschamps, St-Stanislas de Kostka, comté de Beauharnois,

M. Marcel Martineau, St-Clet, comté de Soulanges.

2. Les administrateurs de l'Office doivent être des producteurs intéressés, au sens du présent plan conjoint.

3. L'Office doit convoquer et tenir, au moins une fois tous les ans, une assemblée générale de tous les producteurs assujettis au plan conjoint pour rendre compte de ses activités, procéder à la nomination d'un vérificateur et à l'élection des administrateurs.

4. Tout administrateur dudit Office de producteurs, qui cesse d'être un producteur intéressé ou qui devient autrement inapte à remplir ses fonctions, doit être remplacé par les autres administrateurs en fonction.

5. Sauf les cas où la Loi des marchés agricoles assujettit l'application d'un règlement à sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*, la publication des règlements ayant rapport aux modalités d'exécution du plan conjoint et à l'exercice des pouvoirs de l'Office sera faite dans les langues française et anglaise, par parution dans le journal « La Terre de Chez-Nous ».

Tout règlement ainsi publié entre en vigueur le quinzième jour suivant sa publication ou à la date ultérieure qui y est fixée.

## XII. Mode de financement

L'administration et la mise en oeuvre du plan sont financées par une contribution qui doit être payée par tous les producteurs liés par le plan, selon le mode déterminé par l'Office.

Le montant de cette contribution est déterminé par l'Office au moyen d'un règlement qui doit être approuvé par l'assemblée générale des producteurs et par la Régie avant d'entrer en vigueur. Jusqu'à ce qu'elle soit modifiée par un tel règlement, la contribution est de un cent (0.01) le cent (100) livres de lait livré au marchand de lait.

Les contributions versées à l'Office en vertu de la Loi des marchés agricoles du Québec, doivent servir à défrayer les dépenses de l'administration et de la mise en oeuvre du plan.

39001-o

## Modification au plan conjoint des producteurs de lait du Québec à la Cie Carnation

### Avis

Prenez avis que les producteurs visés par le plan conjoint des producteurs de lait du Québec à la Cie Carnation ont accepté des modifications à leur plan et que, suite à l'ordonnance de publication rendue par la Régie des marchés agricoles, le texte de ce plan conjoint modifié doit se lire comme suit:

### I. Définitions

Dans le présent plan conjoint, l'expression « mise en marché » signifie l'offre de vente, la vente, l'expédition

Mr. Fernand Théoret, Rang 2, St-Timothée, county of Beauharnois;

Mr. Roch Deschamps, St-Stanislas de Kostka, county of Beauharnois;

Mr. Marcel Martineau, St-Clet, county of Soulanges.

2. The administrators of the Board must be interested producers within the meaning of the present Joint Plan.

3. The Board must convene and hold, at least once a year, a general meeting of all producers bound by the Joint Plan to render an account of its activities, submit financial reports for approval and proceed to the nomination of an auditor and the election of the administrators.

4. Any administrator of the Board, who ceases to be an interested producer or who is otherwise unable to hold its function, must be replaced by the other administrators of the Board.

5. Save the cases where the application of a Board's regulation is subjected to its publication in the *Québec Official Gazette*, the regulations related to the modalities of the carrying out of the Joint Plan and the exercise of the Board's powers shall be published in French and English in "La Terre de Chez-Nous".

Every regulation thus published in "La Terre de Chez-Nous" shall come into force on the fifteenth day after publication or on such later date as may be fixed therein.

## XII. Financing

The administration and carrying out of the Joint Plan shall be financed through a contribution which must be paid by all producers bound by the Joint Plan, according to the method selected by the Board.

The amount of this contribution shall be determined by the Board by means of a regulation which must be approved by the general meeting of the producers and by the Régie before coming into force. Until it is amended by such a regulation, the contribution is of one cent (0.01) per one hundred (100) pounds of milk delivered to the milk dealer.

Contributions paid to the Board under the Québec Agricultural Marketing Act must serve to defray the expenses incurred in the administration and implementation of the Joint Plan.

39001-o

## Amendments to the Québec Carnation Company Milk Producers' Plan

### Notice

Take notice that the producers bound by the Québec Carnation Company Milk Producers' Plan have accepted modifications to the marketing plan and that, following the publication order rendered by the Québec Agricultural Marketing Board, the text of the modified joint plan reads as follows:

### I. Definitions

In the present joint plan, the word "marketing" means the offer to sell, the sale, the transportation and

pour fin de vente, le transport et l'achat, ainsi que la publicité et le financement des opérations ayant trait à l'écoulement du produit visé; l'expression « fabrique » a la même signification que dans la loi des produits laitiers et de leurs succédanés; l'expression « office » signifie l'office des producteurs de lait du Québec à la Cie Carnation, et l'expression « Régie » signifie la Régie des marchés agricoles du Québec.

**II. Désignation**

Le plan conjoint est désigné sous le nom de « Plan conjoint des producteurs de lait du Québec à la Cie Carnation ».

**III. Produit visé**

Le produit visé est le lait provenant du troupeau d'un producteur intéressé, livré à une fabrique de la Compagnie Carnation située au Québec.

**IV. Conditions à remplir pour être un producteur intéressé**

Le producteur intéressé au sens du présent plan est toute personne qui met en marché le produit visé.

**V. Extension juridique**

À compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*, le plan est exécutoire. Tous les producteurs intéressés et, postérieurement au vote, tous les producteurs qui, au cours de la durée de l'application du plan continuent à remplir ou répondent aux conditions qui confèrent la qualité de producteur intéressé, sont assujettis au plan.

**VI. Réalisation du plan**

L'exécution et l'administration du plan sont confiées à l'Office des producteurs de lait du Québec à la Cie Carnation.

**VII. Agent de négociation et de vente**

L'Office est l'agent de négociation et l'agent de vente pour l'exécution du plan.

**VIII. Devoirs, obligations et engagements du producteur**

Le producteur doit:

1. Se conformer aux décisions et règlements adoptés par l'Office dans l'exercice des pouvoirs dont il est investi en vertu de la Loi des marchés agricoles du Québec;

2. Honorer toute convention et tout contrat faits par l'Office ou son délégué dans l'exercice de ses pouvoirs et attributions;

3. Si l'Office adopte un règlement à cette fin, se procurer un quota de production et de vente auprès de l'Office et le respecter;

4. Se conformer aux normes de qualité établies par l'autorité compétente et l'Office, et se soumettre à toute inspection visant à vérifier la qualité du produit visé;

5. Payer les frais d'administration du plan conjoint et ceux relatifs à la mise en marché du produit visé, ainsi que toute autre contribution spéciale édictée en vertu du plan ou d'une loi, selon le montant et les modalités déterminées par l'Office;

the purchase, together with the advertising and the financing of the operations related to the disposal of the contemplated product; the word "factory" has the same meaning as the one indicated in the Dairy Products and Dairy Products Substitutes Act; the word "Board" means the Québec Carnation Company Milk Producers' Board; the word "Régie" means the Québec Agricultural Marketing Board.

**II. Designation**

The joint shall be designated as the "Québec Carnation Company Milk Producers' Joint Plan".

**III. Contemplated product**

The contemplated product is the milk issuing from the herd of an interested producer, delivered to a Carnation Company's factory situated in the Province of Québec.

**IV. Conditions required to be an interested producer**

For the purpose of the present joint plan, the interested producer is any person who markets the contemplated product.

**V. Legal extension**

From the date of its publication in the *Québec Official Gazette*, the joint plan is executory. It binds all interested producers and, subsequent to the votation, all producers who, during the course of its carrying out, continue to fulfill or meet the conditions required to be qualified as interested producers.

**VI. Carrying out of the plan**

"The Québec Carnation Company Milk Producers' Board" is entrusted with the carrying out and administration of the joint plan.

**VII. Negotiating and sales agent**

The negotiating and sales agent designated for the carrying out of the plan shall be the Board.

**VIII. Duties, obligations and commitments of producers**

The producer must:

1. Conform with all decisions and regulations adopted by the Board, using the powers granted to the latter under the Québec Agricultural Marketing Act;

2. Honour any agreement and any contract made by the Board or its delegate, in the exercise of its powers and attributions;

3. If the Board has adopted a regulation to that effect, obtain from the same a production and marketing quota and abide by it;

4. Conform with the standards of quality established by the competent authority and the Board, and submit to any inspection intended to verify the quality of the contemplated product;

5. Defray the administration cost of the plan and those relative to the marketing of the designated product, as well as any other special contribution ordered in accordance with the plan or an Act, to the amount and conditions that the Board shall establish;

6. Payer sa quote-part de toute somme due à un voiturier;

7. Contribuer, selon les modalités établies par l'Office, au coût de l'écoulement des surplus de lait et de produits laitiers attribuables aux producteurs visés;

8. Fournir à l'Office tout renseignement jugé utile à l'exécution du plan.

#### IX. Devoirs de l'Office

Les devoirs de l'Office sont:

1. Accomplir tout devoir et remplir toute obligation que la Loi des marchés agricoles du Québec impose à un Office de producteurs;

2. Viser à assurer la mise en marché d'un produit de qualité conforme aux règlements et aux normes d'inspection décrétés par l'autorité compétente, et

3. Maintenir une comptabilité selon les standards minima que peut exiger la Régie.

#### X. Pouvoirs et attributions de l'Office

L'Office peut:

1. Coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché hors de la province du produit visé et exercer à cette fin, les pouvoirs et accomplir les devoirs qui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération;

2. Exercer tout pouvoir et accomplir les devoirs qui résultent d'une délégation de l'un quelconque des pouvoirs remis par la Régie;

3. Émettre un quota de production et de vente aux producteurs assujettis au plan conjoint, et régler le transfert de ce quota;

4. Arrêter la participation financière de chaque producteur à l'administration du plan conjoint;

5. Affecter une partie de la contribution des producteurs pour l'administration du plan conjoint, à des fins de publicité du produit visé;

6. Pour réaliser l'un quelconque des aspects de la mise en marché du produit visé, dont la disposition des surplus de lait et de produits laitiers, décréter, avec l'approbation de la Régie, une contribution spéciale de tous les producteurs ou d'un groupe déterminé de producteurs;

7. Déterminer les montants, ainsi que les modalités de paiements et de perception des diverses contributions que les producteurs doivent payer;

8. Rationaliser le transport du produit visé;

9. Statuer sur les conditions de production, de manutention ou de déplacement du produit visé, ainsi que sur sa qualité;

10. Contingenter la production et la vente du produit visé, fixer le temps et le lieu de sa mise en marché, prohiber la mise en marché hors du temps ou du lieu fixé ou en violation des quotas établis ou d'une norme imposée;

11. Signer tout contrat relatif à la mise en marché du produit visé et, par là, lier chaque producteur assujetti au plan, en déterminer la durée et les conditions de renouvellement;

6. Pay its share of any sum due to a carrier;

7. Share the cost of the disposal of milk and milk products surpluses due to the producers bound by the plan, according to the modalities established by the Board's regulations;

8. Provide the Board with any information deemed useful to the carrying out of the Plan.

#### IX. Duties of the Board

The duties of the Board are:

1. To perform all duties and obligations imposed on a Producers' Board under the Québec Agricultural Marketing Act;

2. To assure the marketing of a quality product in conformity with regulations and inspection standards decreed by the competent authority, and

3. To keep its books in conformity with the Régie's requirements.

#### X. Powers and attributions of the Board

The Board may:

1. Co-operate with similar bodies in Canada for the marketing outside the Province of Québec of the contemplated product and, for this purpose, exercise the powers and perform the duties resulting from any law from another jurisdiction providing for such a co-operation;

2. Exercise any power and perform duties resulting from the delegation of any one of the Régie's powers;

3. Issue a production and sale quota to producers bound by the Joint Plan, and regulate the transfer of such quota;

4. Determine the financial contribution of each producer for the administration of the Joint Plan;

5. Utilize a part of the producers' contribution to the administration of the Joint Plan for advertising purposes of the contemplated product;

6. For the carrying out of any aspect of the marketing of the contemplated product and, among other things, for the disposal of milk and milk products surpluses, order with the approval of the Régie, a special contribution for all producers or for a specified group of producers;

7. Determine the amounts and the methods of payment and mode of collection of the various contributions that the producers must pay;

8. Rationalize the transportation of the contemplated product;

9. Determine the conditions of production, handling or transportation of the contemplated product, and of its quality;

10. Establish a quota for the production and sale of the contemplated product, fix the time and place of its marketing, prohibit marketing outside the fixed time or place or in violation of the established quota or of of prescribed rule;

11. Sign any contract relative to the marketing conditions of the contemplated product and, thereby, bind each producer subjected to the Joint Plan, and determine the duration and conditions for its renewal;

12. Établir un Comité de bonne entente pour étudier et solutionner les griefs des producteurs relativement à l'exécution du plan, en déterminer les règlements et la portée de ses décisions;

13. Obtenir des producteurs tout renseignement jugé utile à l'exécution du plan;

14. Faire toute enquête requise par les objectifs du plan;

15. Négocier avec toute personne tenue de le faire en vertu de la Loi des marchés agricoles, toute condition de mise en marché, et spécialement:

a) le prix de vente du produit visé;

b) les conditions et modalités de paiement du prix du produit visé;

c) la rationalisation des circuits, les conditions, modalités et prix du transport, ou de tout autre service relatif à la mise en marché du produit visé;

d) les conditions livraison;

e) la qualité et la quantité du produit visé;

f) la surveillance par un représentant de l'office du paiement, du poids, de la qualité et de la teneur en gras ou autre constituant du produit visé;

g) le mode de retenue par le marchand de lait et la remise à l'office, de la contribution nécessaire au financement du plan, à la mise en marché ou à la disposition des surplus des produits visés;

h) la durée des contrats et les conditions de leur renouvellement, ainsi que celles permettant la réouverture des négociations;

i) tant à l'occasion de la signature d'une convention qu'au cours de son exécution, une procédure de règlement des griefs.

XI. *Administration du plan conjoint*

1. Le plan conjoint est administré par l'Office des producteurs de lait du Québec à la Cie Carnation, qui est composé de sept administrateurs. Les producteurs de langue anglaise sont représentés par deux membres et les producteurs de langue française, par cinq membres.

À l'avenir, la représentation pour chaque groupement de producteurs à l'Office sera proportionnelle au pourcentage de la production totale livrée à l'acheteur par les membres de chacun des deux groupements de producteurs.

Les administrateurs de l'Office sont présentement:

M. Danias Messier, R.R. 2, Bromptonville, comté de Richmond. Tél.: 846-4597.

M. Dennis Keenan, R.R. 1, Greenlay, comté de Richmond. Tél.: 845-2934.

M. Denis Tétreault, R.R. 2, Stanstead, comté de Stanstead. Tél.: 838-4853;

M. Gaston Pouliot, R.R. 2, Tingwick, comté d'Arthabaska. Tél.: 82S.4;

M. Gilles Giroux, Côté est de la Rivière, Ste-Brigide. Tél.: 293-6267;

M. Yvan Gaudreau, La Patrie, comté de Compton. Tél.: 888-2480;

M. Murray Powell, Waterville, comté de Compton. Tél.: 837-2675.

12. Establish a Good Will Committee to study and find solution to the producers' grievances with respect to the carrying out of the Joint Plan, determine the regulation of the Committee and the full implication of its decisions;

13. Obtain from the producers all information judged useful to carry out the Joint Plan effectively;

14. Make all inquiries of such a nature as to attain the ends set down in the Joint Plan;

15. Negotiate with any person bound to do so by the Québec Agricultural Marketing Act all the marketing conditions, and more specifically:

(a) The selling price of the contemplated product;

(b) The conditions and the methods of payment of the price of the contemplated product;

(c) The rationalization of the routes, the conditions, means and cost of transportation or of any service related to the marketing of the contemplated product;

(d) The delivery conditions;

(e) The quality and the quantity of the contemplated product;

(f) The supervision by a representative of the Board of the payment, the weight, the quality, the percentage of butterfat or any other constituent of the contemplated product;

(g) The method of withholding by the purchaser and its remittance to the Board, of the necessary contribution to finance the Joint plan, of a special contribution for the marketing or for the disposal of surpluses of the contemplated product;

(h) The duration of agreements as well as the conditions for their renewal and those permitting the reopening of negotiations;

(i) The settlement procedure relating to grievances both at the time of signing and during the course of an agreement.

XI. *Administration of the Joint Plan*

1. The Joint Plan shall be administered by the Board composed of seven (7) administrators. The English language producers shall be represented by two (2) members and the French language producers shall be represented by five (5) members.

In the future, the representation of each group of producers at the Board shall be proportional to the percentage of the total milk production delivered to the purchaser by the members of each of these two groups of producers.

The administrators of the Board are presently:

Mr. Danias Messier, R.R. 2, Bromptonville, county of Richmond. Tel.: 846-4597;

Mr. Dennis Keenan, R.R. 1, Greenlay, county of Richmond. Tel.: 845-2934;

Mr. Denis Tétreault, R.R. 2, Stanstead, county of Stanstead. Tel.: 838-4853;

Mr. Gaston Pouliot, R.R. 2, Tingwick, county of Arthabaska. Tel.: 82S.4;

Mr. Gilles Giroux, Côté est de la Rivière, Ste-Brigide, Tel.: 293-6267;

Mr. Yvan Gaudreau, La Patrie, county of Compton. Tel.: 888-2480;

Mr. Murray Powell, Waterville, county of Compton. Tel.: 837-2675.

2. Les administrateurs de l'Office doivent être des producteurs intéressés, au sens du présent plan conjoint.

3. L'Office doit convoquer et tenir, au moins une fois tous les ans, une assemblée générale de tous les producteurs assujettis au plan conjoint pour rendre compte de ses activités, procéder à la nomination d'un vérificateur et à l'élection des administrateurs.

4. Tout administrateur dudit Office de producteurs, qui cesse d'être un producteur intéressé ou qui devient autrement inapte à remplir ses fonctions, doit être remplacé par les autres administrateurs en fonction.

5. Sauf les cas où la Loi des marchés agricoles assujettit l'application d'un règlement à sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*, la publication des règlements ayant rapport aux modalités d'exécution du plan conjoint et à l'exercice des pouvoirs de l'Office sera faite dans les langues française et anglaise, par parution dans le journal « La Terre de Chez-Nous ».

Tout règlement ainsi publié entre en vigueur le quinzième jour suivant sa publication ou à la date ultérieure qui y est fixée.

## XII. Mode de financement

L'administration et la mise en oeuvre du plan sont financées par une contribution qui doit être payée par tous les producteurs liés par le plan, selon le mode déterminé par l'Office.

Le montant de cette contribution est déterminé par l'Office au moyen d'un règlement qui doit être approuvé par l'assemblée générale des producteurs et par la Régie avant d'entrer en vigueur. Jusqu'à ce qu'elle soit modifiée par un tel règlement, la contribution est de un cent et un quart (0.01¼) le cent (100) livres de lait livré au marchand de lait.

Les contributions versées à l'Office en vertu de la Loi des marchés agricoles du Québec, doivent servir à défrayer les dépenses de l'administration et de la mise en oeuvre du plan.

39001-o

### L'Office des producteurs-fournisseurs de lait nature sur le marché de Montréal

#### Avis

Vu la décision rendue par la Régie mettant fin au plan conjoint des producteurs-fournisseurs de lait nature sur le marché de Montréal, prenez avis que les producteurs intéressés réunis en assemblée générale spéciale le 8 février 1971 ont désigné les personnes suivantes comme liquidateurs, tel qu'il est stipulé à la section VI-A de la Loi des marchés agricoles:

Monsieur Fernand Benoit, Marieville,  
Monsieur Jean-Marie Moreau, Verchères,  
Monsieur Maurice Tremblay, Danville.

Régie des Marchés agricoles du Québec,

Par le secrétaire,

ME GILLES LE BLANC.

30001-o

2. The administrators of the Board must be interested producers within the meaning of the present Joint Plan.

3. The Board must convene and hold, at least once a year, a general meeting of all producers bound by the Joint Plan to render an account of its activities, submit financial reports for approval and proceed to the nomination of an auditor and the election of the administrators.

4. Any administrator of the Board, who ceases to be an interested producer or who is otherwise unable to hold its function, must be replaced by the other administrators of the Board.

5. Save the cases where the application of a Board's regulation is subjected to its publication in the *Québec Official Gazette*, the regulations related to the modalities of the carrying out of the Joint Plan and the exercise of the Board's powers shall be published in French and English in "La Terre de Chez-Nous".

Every regulation thus published in "La Terre de Chez-Nous" shall come into force on the fifteen day after publication or on such later date as may be fixed therein.

## XII. Financing

The administration and carrying out of the Joint Plan shall be financed through a contribution which must be paid by all producers bound by the Joint Plan, according to the method selected by the Board.

The amount of this contribution shall be determined by the Board by means of a regulation which must be approved by the general meeting of the producers and by the Régie before coming into force. Until it is amended by such a regulation, the contribution is of one and a quarter cents (0.01¼) per one hundred (100) pounds of milk delivered to the milk dealer.

Contributions paid to the Board under the Québec Agricultural Marketing Act must serve to defray the expenses incurred in the administration and implementation of the Joint Plan.

39001-o

### The Raw Milk Producers-Suppliers Board on the Montreal Market

#### Notice

In view of the decision rendered by the Board putting an end to the Joint Plan of Raw Milk Producers-Suppliers on the Montreal Market, take notice that the interested producers convening on February 8, 1971, at a special general meeting, appointed the following persons as liquidators, as stipulated in Section VI-A of the Agricultural Marketing Act.

Mr. Fernand Benoit, Marieville,  
Mr. Jean-Marie Moreau, Verchères,  
Mr. Maurice Tremblay, Danville.

Québec Agricultural Marketing Board,

By: ME GILLES LE BLANC,

Secretary.

39001

**Arrêtés en Conseil**

**Orders in Council**

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Numéro 315

Number 315

Québec, le 20 janvier 1971.

Québec, January 20, 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT la modification des règlements généraux relatifs à la sécurité dans les édifices publics.

CONCERNING the amendment of the General Regulations Respecting Safety in Public Buildings.

ATTENDU QUE l'article 39 de la Loi de la sécurité dans les édifices publics, S.R.Q. 1964, chapitre 149, amendé par 15-16 Eliz. II, 1966/67, donne au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir d'édicter tous les règlements nécessaires à sa mise à exécution;

WHEREAS section 39 of the Public Buildings Safety Act, R.S.Q. 1964, chapter 149, amended by 15-16 Eliz. II, 1966/67, empowers the Lieutenant-Governor in Council to make all regulations necessary for the carrying out of the said Act;

ATTENDU QUE les règlements généraux sanctionnés par l'arrêté en conseil No 535 du 5 mai 1914 et modifiés par les arrêtés en conseil Nos 1896 et 2760 des 16 et 23 septembre 1938, 356 du 25 février 1939, 984 et 2396 des 24 avril et 16 septembre 1942, 3212 du 17 août 1945, 3576 du 6 septembre 1946 et 1295 du 26 novembre 1953 sont devenus désuets;

WHEREAS the general regulations sanctioned by Order in Council No. 535 of May 5, 1914 and amended by Orders in Council Nos. 1896 and 2760 of September 16 and 23, 1938, 356 of February 25, 1939, 984 and 2396 of April 24 and September 16, 1942, 3212 of August 17, 1945, 3576 of September 6, 1946, and 1295 of November 26, 1953, have become obsolete;

ATTENDU QU'il est impérieux d'établir des nouveaux règlements de sécurité qui tiennent compte des besoins modernes et technologiques actuels;

WHEREAS it has become imperative to establish new safety regulations which take present-day modern and technological needs into account;

ATTENDU QU'aucune étude approfondie n'a été faite par la Direction Générale des Services techniques du ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre, en collaboration avec le Service d'Inspection du Travail et que les principaux organismes intéressés ont été consultés lors de cette étude;

WHEREAS an exhaustive study has been carried out by the Technical Services Branch of the Department of Labour and Manpower, in collaboration with the Labour Inspection Service, and whereas the principal bodies concerned have been consulted during the course of the said study;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'Honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

QUE le projet de règlements, dont copie est annexée, soit approuvé et entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*;

THAT the draft of the said Regulations, a copy of which is attached hereto, be approved and become effective on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*;

QUE les règlements généraux sanctionnés par l'arrêté en conseil No 535 du 5 mai 1914 et modifiés par les arrêtés en conseil Nos 1896 et 2760 des 16 et 23 septembre 1938, 356 du 25 février 1939, 984 et 2396 des 24 avril et 16 septembre 1942, 3212 du 17 août 1945, 3576 du 6 septembre 1946 et 1295 du 26 novembre 1953 soient abrogés.

THAT the general regulations sanctioned by Order in Council No. 535 of May 5, 1914 and amended by Orders in Council Nos. 1896 and 2760 of September 16 and 23, 1938, 356 of February 25, 1939, 984 and 2396 of April 24 and September 16, 1942, 3212 of August 17, 1945, 3576 of September 6, 1946 and 1295 of November 26, 1953, be abrogated.

Le greffier du Conseil exécutif,  
JULIEN CHOUINARD.

JULIEN CHOUINARD,  
Clerk of the Executive Council.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE OF CONTENTS

TITRE I — Définitions:	Pages
Acnor .....	2100
Aire de plancher .....	2100
Approuvé .....	2100
Bain public .....	2100
Construction incombustible .....	2100
Distance à franchir .....	2100
Édifice pour personnes malades ou âgées .....	2100
Inspecteur .....	2100
Issue .....	2100

TITLE I — Definitions:	Pages
Accommodation building .....	2100
Approved .....	2100
Area, floor .....	2100
Bath, public swimming .....	2100
CSA .....	2100
Distance, travel .....	2100
Egress, means of (means of escape) .....	2100
Exit .....	2100
Exit, horizontal .....	2100

	<i>Pages</i>		<i>Pages</i>
Issue horizontale.....	2100	Flame spread rating.....	2100
Lieu de rassemblement public.....	2100	Firewall.....	2100
Lieux d'hébergement.....	2100	Floor, ground or first storey.....	2100
Matériau incombustible.....	2100	Hazardous substances.....	2100
Moyens de sortie (moyen d'évacuation).....	2100	Inspection Service.....	2100
Mur ignifuge (mur coupe-feu).....	2100	Inspector.....	2100
NFPA.....	2100	NFPA.....	2100
Occupation concentrée.....	2100	Noncombustible construction.....	2100
Organisme reconnu.....	2100	Noncombustible material.....	2100
Plenum.....	2100	Occupancy, assembly.....	2100
Rez-de-chaussée ou premier étage.....	2100	Occupant load, high.....	2100
Séparation ignifuge (séparation coupe-feu).....	2100	Old or sick people, building for.....	2100
Service d'Inspection.....	2100	Organization, recognized.....	2100
Sièges permanents.....	2100	Plenum chamber.....	2100
Substance dangereuse.....	2100	Seats, fixed.....	2100
Taux de propagation des flammes.....	2100	Separation, fire.....	2100
<b>TITRE II — Prescriptions générales:</b>		<b>TITLE II — General regulations:</b>	
2. Prescription de base.....	2100	2. Basic regulations.....	2100
3. Devoirs des propriétaires.....	2100	3. Duties of owners.....	2100
4. Certification et attestation.....	2100	4. Certification and attestation.....	2100
5. Collaboration.....	2100	5. Collaboration.....	2100
6. Champ d'application.....	2100	6. Scope.....	2100
7. Avis de recommandations.....	2100	7. Recommendations.....	2100
<b>TITRE III — Moyens de sortie:</b>		<b>TITLE III — Means of egress:</b>	
8. Prescription de base.....	2100	8. Basic regulations.....	2100
9. Principes de calcul.....	2100	9. Basis for calculation.....	2100
10. Largeur.....	2100	10. Width.....	2100
11. Nombre.....	2100	11. Number.....	2100
12. Emplacement.....	2100	12. Location.....	2100
13. Hauteur.....	2100	13. Height.....	2100
14. Restrictions dans la largeur.....	2100	14. Decrease in width.....	2100
15. Issues traversant des aires occupées.....	2100	15. Exits leading through occupied space.....	2100
16. Portes.....	2100	16. Doors.....	2100
17. Résistance au feu.....	2100	17. Fire resistance.....	2100
18. Propagation des flammes.....	2100	18. Flame spread.....	2100
19. Puits d'escaliers.....	2100	19. Stair shaft.....	2100
20. Escaliers et rampes.....	2100	20. Stairs and ramps.....	2100
21. Lieux intérieurs de rassemblement avec sièges permanents.....	2100	21. Indoor places of assembly with fixed seats.....	2100
22. Lieux intérieurs de rassemblement avec bancs permanents sans bras.....	2100	22. Indoor places of assembly with fixed bench-type seats without arms.....	2100
23. Lieux extérieurs de rassemblement.....	2100	23. Outdoor places of assembly.....	2100
24. Escaliers roulants.....	2100	24. Escalators.....	2100
25. Escaliers de secours.....	2100	25. Fire escapes.....	2100
26. Issues horizontales.....	2100	26. Horizontal exits.....	2100
27. Issues tubulaires.....	2100	27. Enclosed slide escapes.....	2100
<b>TITRE IV — Protection contre l'incendie et surveillance:</b>		<b>TITLE IV — Fire protection and supervision:</b>	
28. Extincteurs automatiques.....	2100	28. Automatic fire extinguishers.....	2100
29. Colonne d'eau et boyaux.....	2100	29. Standpipe and hose systems.....	2100
30. Extincteurs portatifs.....	2100	30. Portable fire extinguishers.....	2100
31. Systèmes d'alarme.....	2100	31. Fire alarm systems.....	2100
32. Surveillance.....	2100	32. Supervision.....	2100
33. Éclairage d'urgence.....	2100	33. Emergency lighting.....	2100
34. Panneaux d'accès.....	2100	34. Access panels.....	2100
35. Défense de fumer.....	2100	35. No smoking.....	2100
<b>TITRE V — Prescriptions particulières:</b>		<b>TITLE V — Special regulations:</b>	
36. Installations sanitaires.....	2100	36. Sanitary facilities.....	2100
37. Ventilation.....	2100	37. Ventilation.....	2100

	<i>Pages</i>
38. Scènes.....	2100
39. Cabines de projection.....	2100
40. Théâtres d'été.....	2100
41. Bains publics.....	2100
42. Chambres de fournaies.....	2100
43. Incinérateurs.....	2100
44. Réservoirs d'huile à chauffage.....	2100
45. Substances dangereuses.....	2100
46. Cuisines.....	2100
47. Chutes à déchets.....	2100
48. Chutes à lingerie.....	2100
49. Garages.....	2100
50. Nettoyage de fenêtres.....	2100
51. Ascenseurs.....	2100
52. Pistes de courses.....	2100
53. Monte-pente.....	2100

	<i>Pages</i>
38. Stages.....	2100
39. Motion picture machine booths.....	2100
40. Summer theatres.....	2100
41. Public swimming baths.....	2100
42. Furnace rooms.....	2100
43. Incinerators.....	2100
44. Heating oil tanks.....	2100
45. Hazardous substances.....	2100
46. Kitchens.....	2100
47. Refuse chutes.....	2100
48. Linen chutes.....	2100
49. Garages.....	2100
50. Cleaning of windows.....	2100
51. Elevators.....	2100
52. Race-tracks.....	2100
53. Ski-lifts.....	2100

**TITRE I**  
*Définitions*

1. Pour les fins des présents règlements ou à moins que le contexte s'y oppose ou qu'il soit mentionné autrement, les mots ou expressions suivants ont le sens ci-après indiqués.

a) *Acnor*: Association Canadienne de Normalisation (CSA).

b) *Aire de plancher*: l'aire totale de tout plancher ou étage d'un bâtiment entre les murs extérieurs et les murs ignifuges, mesurés à partir du fini intérieur des murs qui forment ses limites, moins l'aire des issues et des puits qui traversent l'étage.

c) *Approuvé*: approuvé par le Service d'Inspection ou par tout organisme que désigne le lieutenant-gouverneur en conseil.

d) *Bain public*: toute nappe d'eau assez profonde pour l'immersion du corps des baigneurs et dans laquelle plusieurs personnes peuvent s'y immerger ensemble pour y nager ou s'y baigner de façon récréative; ils comprennent en plus des plages et des grèves, les bâtiments, l'équipement, les accessoires et les dépendances propres à ces endroits.

e) *Construction incombustible*: type de construction permettant d'obtenir un certain degré de protection contre les dangers du feu grâce à l'emploi de matériaux incombustibles pour les membres de la charpente et les assemblages.

f) *Distance à franchir*: la distance, sans obstruction, entre un point quelconque d'une aire de plancher et l'issue la plus rapprochée. Si l'aire de plancher est subdivisée en pièces ou en suites et desservies par des corridors, la distance à franchir est mesurée à partir des moyens de sortie de ces pièces ou de ces suites jusqu'à l'issue la plus rapprochée.

g) *Édifice pour personnes malades ou âgées*: édifice utilisé par des personnes recueillies ou gardées pour recevoir des soins médicaux, ou autres sortes de traitement, ou pour des fins charitables. Les possibilités de ces personnes sont ordinairement restreintes par leur âge ou leurs incapacités physiques.

h) *Inspecteur*: les inspecteurs nommés en conformité de la Loi des établissements industriels et commerciaux.

**TITLE I**  
*Definitions*

1. For the purposes of the present regulations, unless the context otherwise indicates or unless otherwise mentioned, the following words and expressions have the meaning hereinafter given to them.

(a) *CSA*: Canadian Standards Association.

(b) *Floor area*: the total area on any floor or storey of a building between exterior walls and firewalls, measured from the inside finish of the walls which form its boundaries, less the area of exits and vertical shafts which pierce the storey.

(c) *Approved*: approved by the Inspection Service or by any agency designated by the Lieutenant-Governor in Council.

(d) *Public swimming bath*: any stretch of water deep enough for the immersion of bathers and where several persons may bathe together for the purposes of recreative swimming or bathing; it also includes beaches, strands, buildings, equipment, accessories and out-buildings in connection therewith.

(e) *Noncombustible construction*: type of construction in which a degree of safety from hazards of fire is obtained by the use of noncombustible materials for structural members or assemblies.

(f) *Travel distance to an exit*: the distance, without obstruction, from any point of a floor area to the closest exit. Should the floor area be subdivided into rooms or suites connected by hallways, the travel distance is then calculated from the means of egress of such rooms or suites to the closest exit.

(g) *Building for old or sick people*: a building used by persons harboured or detained to receive medical care or other treatment or for charitable purposes. The actions of these persons are usually restrained because of age or physical limitations.

(h) *Inspector*: inspectors appointed in pursuance of the Industrial and Commercial Establishments Act.

i) *Issue*: le chemin ou la partie d'un moyen de sortie qui conduit directement d'une aire de plancher à une autre aire de plancher, à une voie ou passage public, ou un espace ouvert approuvé.

j) *Issue horizontale*: la partie d'un moyen de sortie qui conduit, à l'aide d'une passerelle, d'un balcon, vestibule ou d'une porte, d'une aire de plancher à une autre relativement au même niveau. Ces deux aires de plancher peuvent être situées soit dans des bâtiments différents, soit dans le même bâtiment et séparées l'une de l'autre par un mur ignifuge d'au moins deux heures.

k) *Lieu de rassemblement public*: lieu utilisé par un ensemble de personnes à des fins civiques, politiques, touristiques, religieuses, sociales, éducationnelles ou récréatives.

l) *Lieux d'hébergement*: cette expression comprend les hôtels, les orphelinats, les couvents, les collèges, les colonies de vacances, et tous autres lieux du même type qui sont utilisés comme lieux de sommeil, mais ne comprennent pas les édifices pour personnes malades ou âgées.

m) *Matériau incombustible*: un matériau de construction élémentaire jugé conforme à des normes reconnues sur ce sujet, notamment le Code C.S.A. B54.1, dernière édition.

n) *Moyens de sortie* (Moyens d'évacuation): une ouverture de porte, un corridor, un hall, un escalier, une rampe ou autre moyen ou combinaison, de moyens incluant un espace ouvert permettant l'évacuation des personnes d'un édifice, d'une aire de plancher ou d'une pièce, à une voie ou un passage public ou à un espace ouvert approuvé.

o) *Mur ignifuge* (Mur coupe-feu): une séparation verticale construite de matériaux incombustibles divisant l'édifice et se terminant:

- a) au sol,
- b) à un mur extérieur,
- c) à la surface extérieure du toit,
- d) à une séparation ignifuge d'un taux de résistance au feu au moins égal.

p) *NFPA*: National Fire Protection Association.

q) *Occupation concentrée*: une occupation où le nombre des personnes occupant une pièce ou une aire de plancher est tel que l'aire de plancher par personne (aire de plancher divisée par le nombre de personnes) est de 12 pieds carrés ou moins.

r) *Organisme reconnu*: organisme reconnu par le Service d'inspection des établissements industriels et commerciaux et des Édifices publics.

s) *Plenum*: un compartiment ou une chambre d'air auxquels un ou plusieurs conduits d'un système de circulation d'air sont raccordés.

t) *Rez-de-chaussée ou premier étage*: l'étage dont le plancher est le plus rapproché du sol adjacent à l'entrée principale et dont le plafond est à plus de six pieds de ce sol.

u) *Séparation ignifuge* (Séparation coupe-feu): assemblage de matériaux formant un élément de construction servant de barrière contre la propagation du feu et de la fumée.

(i) *Exit*: a means of egress or a part of a means of egress leading directly from a floor area to another floor area, to a public thoroughfare or an approved open space.

(j) *Horizontal exit*: that part of a means of egress leading from a floor area to another floor area, at substantially the same level, by means of a bridge, a balcony, a vestibule or a doorway. Such floor areas may either be located in different buildings or located in the same building and separated from each other by a wall with a minimum fire resistance of two (2) hours.

(k) *Assembly occupancy*: a place used by a gathering of persons for civic, political, travel, religious, social, educational or recreational purposes.

(l) *Accommodation buildings*: this term comprises hotels, orphanages, convents, college buildings, holiday camps and all other similar buildings used for sleeping accommodation, but excluding buildings for old or sick people.

(m) *Noncombustible material*: an elementary building material tested and found to comply with recognized standards relating thereto, to wit, the CSA Code, B54.1, last edition.

(n) *Means of egress* (Means of escape): a doorway, a hallway, a lobby, a stair, a ramp or other facility or combination thereof including an open space for the escape of persons from a building, a floor area or a room to a public thoroughfare or an approved open space.

(o) *Firewall*: a vertical noncombustible fire separation dividing the building and terminating on:

- (a) the ground,
- (b) an exterior wall,
- (c) an exterior roof surface,
- (d) a fire separation of at least equal fire resistance rating.

(p) *NFPA*: National Fire Protection Association.

(q) *High occupant load*: an occupancy where the number of persons occupying a room or a floor area is such that the floor area per person (floor area divided by the number of persons) is twelve (12) or less sq. ft.

(r) *Recognized organization*: organization recognized by the Industrial and Commercial Establishments and Public Buildings Inspection Service.

(s) *Plenum chamber*: a fire area or air chamber with which are connected several ducts of a system to provide air circulation.

(t) *Ground floor or first storey*: the storey whose floor is the closest to the ground contiguous to the main entrance and whose ceiling is at least six feet above such ground.

(u) *Fire separation*: assembly of materials forming a building element which is used as a barrier against the spread of fire and smoke.

v) *Service d'inspection*: l'ensemble des fonctionnaires désignés par le Gouvernement du Québec pour veiller, sous l'autorité du Directeur et de ses représentants, à l'application des présents règlements.

w) *Sièges permanents*: sièges fixés au plancher ou à la plate-forme et munis de bras et dossiers.

x) *Substance dangereuse*: une substance qui par sa nature physique ou chimique ou par la forme sous laquelle elle existe peut exploser ou facilement s'enflammer.

y) *Taux de propagation des flammes*: valeur donnée à un matériau de finition intérieure ou autre matériau telle que déterminée par les organismes ASTM, NFPA et tout autre organisme reconnu.

(v) *Inspection service*: the body of officers appointed by the Québec Government to enforce the present regulations under the authority of the Director or his delegates.

(w) *Fixed seats*: seats attached to the floor or platform and provided with backs and arm-rests.

(x) *Hazardous substance*: a substance which, because of its physical or chemical nature or because of the form in which it exists, may explode or become ignited easily.

(y) *Flame spread rating*: the rating given to an interior finish material or other material such as determined by the ASTM, NFPA and other recognized organization.

## TITRE II

### Prescriptions générales

#### 2. Prescription de base.

Les édifices publics doivent être pourvus de tous les moyens nécessaires permettant aux occupants et au public d'en sortir promptement et facilement en cas de feu, de panique ou de tout autre danger et d'y séjourner et circuler en toute sécurité.

#### 3. Devoirs des propriétaires.

Les propriétaires d'édifices publics doivent:

a) construire, aménager et entretenir les édifices publics de façon à assurer la sécurité de ceux qui les habitent ou les fréquentent;

b) voir à ce que les moyens de sortie, les systèmes d'alarme et de lutte contre l'incendie, et tout autre appareil, système ou installation, relié à un édifice public soient conformes aux présents règlements et à la satisfaction du Service d'inspection;

c) fournir et installer les dispositifs de sécurité requis et de caractère permanent pour les ouvriers d'entretien. Ces dispositifs, tels que: ancrages pour échafauds volants, boulons d'ancrage . . . , doivent être conformes aux règlements et normes établis par le Service;

d) informer le Service d'inspection de l'ouverture, de la réouverture ou d'un changement de destination d'un édifice public au moins 30 jours à l'avance;

e) établir un plan et une procédure d'évacuation;

f) renseigner les occupants et le personnel des moyens de sécurité, de sauvetage et d'évacuation mis à leur disposition;

g) faire exécuter périodiquement et au moins une fois l'an les exercices de sauvetage et d'évacuation appropriés. Toutefois, dans les édifices où une condition de panique peut survenir et qui sont désignés par le Service d'inspection, seul le personnel participe.

#### 4. Certification et attestation.

a) Le propriétaire d'un édifice public à occupation concentrée ou pour personnes malades ou âgées ou lieux d'hébergement, doit détenir un certificat de conformité émis par le Service d'inspection. Ce certificat:

1) est spécifique à une destination et population;

## TITLE II

### General Regulations

#### 2. Basic regulations.

Public buildings shall be provided with all means necessary to permit a prompt and easy exit therefrom in case of fire, panic or any other hazard and to protect all persons residing therein or having access thereto against exposures.

#### 3. Duties of owners.

Public buildings' owners shall:

(a) build, arrange and keep up public buildings so that people residing therein or having access thereto be protected against exposures;

(b) see that means of egress, fire-alarms and fire-fighting systems and all other apparatus, systems or installations in connection with any public building be in conformity with the present regulations and meet the requirements of the Inspection Service;

(c) supply and install permanently all necessary safety devices for maintenance employees. These devices, such as anchors for flying-scaffolds, anchor-bolts . . . , shall be in conformity with the present regulations and with the standards determined by the Inspection Service;

(d) give notice to the Inspection Service of the opening, re-opening or change of destination of a public building at least thirty (30) days in advance;

(e) draw up an evacuation plan or procedure;

(f) inform the personnel and the occupants about means of safety, of escape and of evacuation at their disposal;

(g) see that fire and exit drills be held at regular intervals and at least once a year. However, in buildings designated by the Inspection Service and where panic may arise, the personnel only shall take part in such drills.

#### 4. Certification and attestation.

(a) The owner of a high occupant load public building, or of a building for old or sick people or of an accommodation building shall hold a certificate issued by the Inspection Service attesting that the present regulations are complied with. Such certificate:

(1) applies to one particular destination and to one particular type of occupancy;

- 2) ne peut être transféré de propriétaire et de lieu;
- 3) doit être renouvelé à la date d'échéance qui y est indiquée;
- 4) doit être affiché bien en vue, dans un endroit approprié.
- b) le propriétaire doit démontrer qu'il détient les certificats requis par les autres services techniques du ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre avant que le Service d'inspection émette le certificat requis.
- c) Les certificats peuvent, pour des raisons suffisantes, être suspendus ou révoqués par le Service d'inspection. Les fausses déclarations ou les dérogations aux règlements sont des raisons suffisantes.
- d) Toute certification n'affecte en rien les devoirs des propriétaires.
- e) Le Service d'inspection peut exiger du propriétaire une attestation de solidité de l'édifice public, émise par un ingénieur, un architecte ou un organisme reconnu, lorsqu'il le juge à propos.

#### 5. Collaboration.

- a) Le Service d'inspection peut collaborer avec les autres services et d'autres ministères, de même que d'autres organismes gouvernementaux pour l'application des présents ou autres règlements.
- b) Tout propriétaire peut demander une inspection de son édifice public et obtenir un rapport du Service d'inspection.

#### 6. Champ d'application.

- a) Les présents règlements s'appliquent à toute construction nouvelle et existante, et à toute modification, de même qu'à tout changement de destination aux édifices existants.
- b) Pour les édifices existants, le Service d'inspection peut, toutefois, y déroger exceptionnellement lorsqu'il est jugé que la sécurité et le bien-être offerts sont acceptables.
- c) Tout bâtiment nouveau occupé en partie comme édifice public, est considéré comme édifice public dans son entier.
- d) Les foyers, les garderies, les lieux de convalescence, d'éducation et de réadaptation qui n'hébergent ou n'acceptent pas plus de cinq personnes ne sont pas considérés comme édifices publics.

#### 7. Avis de recommandations.

- a) Le Service d'inspection émet à la suite d'une inspection un avis de recommandations si des déficiences sont détectées.
- b) Le propriétaire qui a reçu un avis de recommandations doit le retourner au Service d'inspection en y indiquant la date à laquelle les réparations seront complétées, ou faire parvenir un avis écrit au Service.
- c) Le propriétaire qui ne peut corriger les déficiences dans le délai imparti, doit aviser par écrit, le Service d'inspection de cette impossibilité. Ce dernier, sur la preuve du bien fondé de cette requête, peut changer le délai imparti.

(2) is not transferable from one owner to another or from one place to another;

(3) must be renewed at the date of expiry mentioned thereon;

(4) must be posted in a prominent and conspicuous place.

(b) The owner shall demonstrate that he holds the certificates required by the other technical services of the Department of Labour and Manpower before the Inspection Service deliver the prescribed certificate.

(c) Such certificates may be revoked or suspended, upon sufficient grounds, by the Inspection Service. Misrepresentations or derogation to regulations shall be considered as sufficient grounds.

(d) The certification shall have no effect on the owners' duties.

(e) When deemed necessary by the Inspection Service, the latter may require from the owner a certificate issued by an engineer, an architect or a recognized organization attesting the solidity of the public building.

#### 5. Collaboration.

(a) The Inspection Service may collaborate with other services and other departments as well as with other government organizations for the enforcement of the present or other regulations.

(b) Any owner may request the Inspection Service to inspect his public building and to report thereon.

#### 6. Scope.

(a) The present regulations apply to any new or existing construction and to any alteration or change in the destination of existing buildings.

(b) However, in the case of existing buildings, the Inspection Service may exceptionally depart from such regulations when safety and welfare conditions are deemed acceptable.

(c) Any new building whose part thereof is used as a public building shall be considered as a public building in its entirety.

(d) Old people's homes, day-nurseries, convalescent homes, educational establishments and rehabilitation centres harbouring or receiving no more than five (5) persons shall not be considered as public buildings.

#### 7. Recommendations.

(a) Should defects be detected following an inspection, the Inspection Service shall express its recommendations thereupon.

(b) The owner to whom such recommendations have been forwarded must return them to the Inspection Service and mention thereon the date by which repairs will be completed or give the Inspection Service written notice thereof.

(c) The owner who cannot repair the defects within the time prescribed must send written notice thereof to the Inspection Service. Should the owner be able to substantiate his request, the Inspection Service may change the prescribed delay.

TITRE III

Moyens de sortie

8. Prescriptions de base.

Il doit être possible à toute personne, à partir d'une aire de plancher ou d'une partie d'aire de plancher d'aller dans des directions différentes vers une des issues séparées desservant cette aire de plancher.

9. Principes de calcul.

La largeur, le nombre et l'emplacement des moyens de sortie d'un édifice donné, sont en fonction de sa population, de sa destination et du genre de ses moyens de sortie.

Il faut donc:

- i) déterminer la population;
- ii) déterminer la largeur totale des moyens de sortie requise;
- iii) répartir cette largeur totale selon la destination de l'édifice et du type de moyens de sorties employés.

10. Largeur.

Aucun moyen de sortie ne doit être diminué dans la direction de son parcours, sauf dans les cas prévus à l'article 14.

a) La charge d'occupation d'une pièce, d'une aire de plancher, d'un édifice, est calculée à l'aide du tableau No 1 à l'annexe « A » des présents règlements.

b) La largeur libre des moyens de sortie doit être exprimée en unité de 22 pouces.

Le nombre total d'unités requis est obtenu en divisant la population totale de la pièce, de l'aire de plancher ou de l'édifice, par les facteurs suivants:

- i) 30 où il y a des personnes malades ou âgées;
- ii) 30 pour les endroits servant de lieux de sommeil;
- iii) 100 pour les lieux de rassemblement public en plein air; et
- iv) 300 pour les mêmes lieux si le public peut se réfugier dans un lieu ouvert;
- v) 90 pour les issues du rez-de-chaussée à partir du point de convergence de plusieurs issues;
- vi) 60 pour les autres destinations.

c) La largeur totale des issues n'est pas cumulative d'un étage à l'autre, sauf:

- i) lorsque des issues desservant des étages supérieurs ou inférieurs convergent vers un étage intermédiaire, la largeur à partir de ce point de convergence doit être cumulative;
- ii) lorsque des issues desservant une aire de plancher à occupation concentrée rejoignent d'autres issues, l'issue à partir de ce point de convergence doit être de largeur telle qu'elle puisse satisfaire la charge concentrée d'occupation.

d) La largeur totale des moyens de sortie est cumulative pour une même aire de plancher.

e) Nonobstant les résultats obtenus en b et c de cet article, la largeur minimale libre doit être de:

- i) 44 pouces pour toute issue et tout corridor y conduisant directement;

TITLE III

Means of egress

8. Basic regulations.

It must be possible for any person to take different ways from a floor area or part thereof to one of the separate exits serving such floor area.

9. Basis for calculation.

The width, number and location of the means of egress of any particular building is calculated according to its occupant load, its destination and the type of its means of egress.

Therefore, it is necessary:

- (i) to determine the occupant load;
- (ii) to determine the required aggregate width of its means of egress;
- (iii) to assess such aggregate width according to the destination of the building and to the type of the means of egress of such building.

10. Width of means of egress.

No means of egress shall decrease in width in the direction of exit travel except in cases provided for in Section 14.

(a) The occupant load of any room, floor area or building is calculated according to Table No. 1 of Appendix "A" of the present regulations.

(b) The clear width of means of egress shall be expressed in units of 22 in..

The total number of such units required from any room, floor area or building shall be determined by dividing the total population of the floor area by the following figures:

- (i) 30 for floor areas occupied by old or sick people;
- (ii) 30 for places in which people sleep;
- (iii) 100 for places of outdoor assembly; and
- (iv) 300 for the same places if there is access to an open place of refuge;
- (v) 90 for ground exits from the converging point of several exits;
- (vi) 60 for all other destinations.

(c) The aggregate width of means of egress need not be cumulative from floor to floor; however,

- (i) width shall be cumulative from the converging point of exits serving upper or lower floors when such exits converge towards a middle floor;
- (ii) when exists serving a high occupant load floor area join other exit facilities, the exit which starts from the converging point of such exits shall be wide enough to meet the high occupant load.

(d) The aggregate width of means of egress shall be cumulative on a same floor area.

(e) Notwithstanding the results obtained in Subsections b and c of this section, the minimum clear width shall be:

- (i) 44 in. for any exit or hallway leading directly thereto;

ii) 30 pouces pour toute ouverture de porte simple; cette ouverture peut être réduite à 24 pouces si des portes sont installées en un agencement multiple et adjacent;

iii) 96 pouces pour tout corridor où il faut tourner des lits;

iv) 88 pouces pour tout corridor desservant des lieux de rassemblement public du type aréna;

v) 36 pouces pour tout autre moyen de sortie.

f) Dans les lieux intérieurs de rassemblement public avec sièges permanents:

i) l'entrée principale de l'auditorium ne peut être considérée, en aucun cas, pour plus de la moitié de la largeur totale des moyens de sortie requis;

ii) au moins la moitié de la largeur totale des moyens de sortie requis doit être répartie, si possible, de chaque côté de l'auditorium.

#### 11. Nombre.

a) Au moins deux (2) issues doivent être prévues pour toute aire de plancher d'un édifice public.

b) Toute aire de plancher ou partie d'aire de plancher, à occupation concentrée, doit avoir la quantité minimale de moyens de sortie tel que spécifié au tableau ci-dessous.

(ii) 30 in. for any single door opening; such opening may be reduced to 24 in. if several adjacent doors are installed;

(iii) 96 in. for any hallway where beds must be turned;

(iv) 88 in. for any hallway serving places of assembly occupancy such as arenas;

(v) 36 in. for any other means of egress.

(f) In indoor places of assembly with fixed seats,

(i) the main entrance of the auditorium shall, in no case, stand for more than one-half of the aggregate width of required means of egress;

(ii) if possible, at least half of the aggregate width of means of egress must be located on either side of the auditorium.

#### 11. Number of means of egress.

(a) Any floor area of a public building must be served by at least two (2) exits.

(b) Any high occupant load floor area or part thereof shall have not less than the number of exits prescribed in the following table.

<i>Nombre minimal de moyens de sortie Minimum number of exits</i>	<i>Lieux intérieurs de rassemblement public avec sièges permanents Indoor places of assembly with fixed seats</i>	<i>Autres destinations Other destinations</i>
2	61 à-to 200 personnes-persons	61 à-to 600 personnes-persons
3	201 à-to 600 personnes-persons	601 à-to 1000 personnes-persons
4	601 à-to 1000 personnes-persons	

Au dessus de 1000 personnes, le Service d'inspection évaluera le nombre de moyens de sortie additionnels.

c) Le nombre total d'unités de largeur ne doit pas être réduit de plus de 50% si l'une des issues devient inaccessible en cas d'urgence.

d) Au moins deux (2) moyens de sortie doivent être prévus pour:

i) toute partie d'aire de plancher et toute mezzanine destinée à recevoir plus de 60 personnes;

ii) toute partie d'aire de plancher supérieur à 1200 pieds carrés dans un édifice de construction incombustible et supérieure à 1000 pieds carrés dans les autres cas;

iii) toute scène de théâtre;

iv) toute cabine cinématographique où des films à base de nitrocellulose sont projetés;

v) toute chambre abritant des machines fixes où une surveillance constante est requise; une échelle ou un escalier de métal conduisant directement à un passage public ou un espace ouvert accédant à un passage public ou un espace ouvert approuvé, et ce, par l'intermédiaire d'une trappe, peut être considérée comme l'équivalent d'un moyen de sortie.

The Inspection Service will determine the number of additional exits for assemblies of more than 1000 persons.

(c) In case of emergency, should one of the exit become inaccessible, the total number of units of exit width shall not be reduced by more than fifty (50%) per cent.

(d) There shall be at least two (2) means of egress for:

(i) any part of floor area or mezzanine intended for an occupancy of more than sixty (60) persons;

(ii) any part of floor area exceeding 1200 sq. ft. in any building of noncombustible construction or for any part of floor area exceeding 1000 sq. ft. in other buildings;

(iii) any theatre stage;

(iv) any motion picture machine booth where flammable films (nitrocellulose) are used;

(v) any room containing stationary machinery requiring close supervision; a ladder or a metal stairway leading directly to a public thoroughfare or an open space leading to a public thoroughfare or an approved open space by means of a flap-door may be considered as the equivalent of a means of egress.

vi) toute partie d'aire de plancher abritant des substances dangereuses, explosives, inflammables ou toxiques, à cause des risques provenant de la nature, de la quantité, de l'aménagement et de la protection de ces substances.

e) Tout balcon d'un lieu de rassemblement public doit avoir: deux (2) moyens de sortie additionnels si la population dépasse 750 personnes, et quatre (4) moyens de sortie additionnels si la population dépasse 1500 personnes.

Les escaliers desservant ces balcons sont exempts de l'enceinte ignifuge, s'ils aboutissent dans l'auditorium ou le hall d'entrée. Cependant, tout escalier desservant un balcon au-dessus du premier balcon doit être indépendant des autres escaliers et situé dans une enceinte ignifuge.

### 12. Emplacement.

a) Les issues d'une aire de plancher doivent être:

- i) situées aussi loin que possible l'une de l'autre;
- ii) facilement accessibles et visibles;
- iii) maintenues en bon état et sans obstruction;
- iv) indiquées clairement par des affiches facilement visibles et de couleur contrastante avec l'environnement (le blanc sur fond rouge est préférable).

b) Durant l'occupation de l'édifice, un éclairage continu, naturel ou artificiel, doit être pourvu:

i) pour les issues et les corridors y conduisant directement, à un taux d'éclairage au plancher de 1.0 bougie-pied au minimum;

ii) pour les affiches, à un taux d'éclairage minimum de 5.0 bougies-pieds sur leurs surfaces.

c) La distance à franchir ne doit pas dépasser:

- i) 50 pieds où des matières dangereuses sont entreposées, manipulées ou utilisées;
- ii) 100 pieds dans les autres destinations.

Ces distances peuvent être majorées de 50% si les aires de plancher sont protégées par un système approuvé d'extincteurs automatiques.

d) Dans les immeubles séparés en pièces ou suites, les portes de sortie de ces pièces ou de ces suites peuvent être situées dans un corridor aboutissant à un cul-de-sac, si:

i) dans les lieux servant de lieux de sommeil:

1. ces portes ne sont pas à plus de 20 pieds d'un autre corridor conduisant directement à deux issues opposées.

2. il n'y a aucune porte de placard ou de chute dans ce corridor;

3. une personne utilisant ce corridor n'ait pas à dépasser plus de 2 autres portes semblables. Ces portes ne donnant pas accès à un endroit où des matières dangereuses sont entreposées, manipulées ou utilisées.

ii) dans les autres destinations, ces portes ne sont pas à plus de 40 pieds d'un autre corridor conduisant directement à deux issues opposées.

Tout corridor aboutissant à un cul-de-sac doit être maintenu, éclairé durant l'occupation à un taux de 5.0 bougies-pied au plancher.

### 13. Hauteur.

Tous les moyens de sortie, à l'exception des portes, doivent avoir au moins sept (7) pieds de hauteur.

(vi) any portion of floor area occupied by hazardous, explosive, flammable or poisonous substances, because of the risks arising from the nature, the quantity, the storage and the protection of such substances.

(e) In public places of assembly, balconies shall have: two (2) additional means or egress if the number of occupants exceed 750 persons and four (4) additional means of egress if the number of occupants exceed 1500 persons.

Stairways serving such balconies need not be in fire resistant enclosure if they lead into the auditorium or the lobby. However, any stairway serving a balcony above the first balcony shall be independent of any other stairway and in a fire retardant enclosure.

### 12. Location of means of egress.

(a) Exists of a floor area shall be:

- (i) as remote from each other as is practicable;
- (ii) readily accessible and visible;
- (iii) kept in working order and without obstruction;
- (iv) clearly indicated by means of easily visible signs with colours that contrast with the field (preferably white in a red field).

(b) While the building is occupied, continuous lighting (artificial or natural) shall be provided:

(i) for exits and hallways leading directly thereto, to levels of not less than 1.0 foot-candle at the floor of exits;

(ii) for signs, to levels of not less than 5.0 foot-candles on their surfaces.

(c) Travel distance shall not exceed:

(i) fifty (50) feet where hazardous substances are stored, handled or used;

(ii) a hundred (100) feet in all other destinations.

Such travel distances may be increased by fifty (50%) per cent if floor areas are provided with an approved automatic extinguisher system.

(d) In buildings subdivided into rooms or suites, the exit doors of the aforesaid rooms or suites may be located in dead-end hallways, provided that,

(i) in places where people sleep,

1. such doors be no more than twenty (20) feet from another hallway leading directly to two (2) opposite exits;

2. there be no wardrobe's or chute's door in this hallway;

3. a person taking this hallway be not obliged to pass more than two (2) similar doors, provided that the latter doors lead not to a place where hazardous substances are stored, handled or used.

(ii) in other destinations, such doors be no more than forty (40) feet from another hallway leading directly to two (2) opposite exits.

While the building is occupied, any dead-end hallway shall be illuminated continuously to levels of not less than 5.0 foot-candles at the floor.

### 13. Height of means of egress.

Every means of egress, except a doorway, shall have a headroom clearance of not less than seven (7) feet.

Dans les escaliers, cette hauteur doit être mesurée verticalement au-dessus de tout palier ou du nez de toute marche.

#### 14. Restrictions dans la largeur.

À l'exception des dispositions suivantes, aucun moyen de sortie ne doit être diminué dans la direction de son parcours (art. 10).

a) La largeur minimale libre des portes où aboutissent des escaliers ou des rampes, doit correspondre au nombre d'unités de largeur requis, mais ne doit pas être inférieure aux  $\frac{3}{4}$  de la largeur de l'escalier ou de la rampe.

b) Aucune quincaillerie, aucun tourniquet, aucune charpente ne doit faire saillie ou restreindre la largeur requise de toute issue sauf:

1. les portes doivent être suspendues et installées de façon « lorsqu'en position ouverte », à ne pas restreindre la largeur requise des issues dessevies de plus de 2 pouces par unité entière de largeur;

2. les mains courantes ne doivent pas faire saillie de plus de  $3\frac{1}{2}$  pouces sur les murs.

#### 15. Issues traversant des aires occupées.

La moitié des issues, desservant tout étage au-dessus du rez-de-chaussée, peut traverser l'entrée y compris le foyer ou le hall, ou une autre aire de plancher, en autant que:

i) le plancher de l'entrée ne soit à plus de 15 pieds au-dessus du sol; et

ii) la longueur du déplacement au rez-de-chaussée vers la sortie extérieure ne dépasse pas 50 pieds; et

iii) les pièces adjacentes au foyer ou au hall soient enceintes d'une séparation ignifuge d'au moins une heure ou protégées par un système approuvé de gicleurs ou extincteurs automatiques.

#### 16. Portes.

On ne doit pas confondre issue et porte. Une porte ne possède pas nécessairement les caractéristiques requises pour constituer une issue.

a) Toute porte d'un moyen de sortie doit:

i) avoir une hauteur minimale de 6'-8"; un dispositif de fermeture ou tout autre dispositifs doit être installé de façon que la hauteur libre ne soit pas réduite à moins de 6'-6";

ii) être suspendue par le côté, sauf pour certaines portes coupe-feu;

iii) s'ouvrir dans la direction de l'issue, si:

1. elle est installée dans une issue;

2. elle donne sur un corridor depuis une pièce destinée à recevoir plus de 20 personnes ou si cette pièce contient des substances dangereuses. Elle doit être installée de façon à ne pas restreindre la largeur minimale de corridor et ne pas faire obstruction. Toutefois, cette exigence ne s'applique pas aux édifices existants. Cet article n'exclut pas l'utilisation de portes battantes.

iv) comporter des carreaux de verre armé si elle ouvre sur ou dans une issue (maximum 100 po. car. pour une résistance au feu de deux heures et 1296 po. car. pour une résistance au feu d'une heure),

In the case of stairs, this distance shall be measured vertically above any landing or the nosing of any stair tread.

#### 14. Decrease in width of means of egress.

Except for the following, no means of egress shall decrease in width in the direction of exit travel (Sec.10).

(a) The minimum clear width of doorways into which stairs or ramps are leading shall correspond to the number of units of exit width required but shall not be less than three quarters ( $\frac{3}{4}$ ) of the width of the stair or ramp.

(b) No fixture, turnstile or construction shall project into or reduce the required width of any exit:

1. Doors shall be so hung and installed that when open they shall not diminish the required width of the served exits by more than two (2) inches for each full unit of width;

2. Handrails on walls shall project not more than three and one-half ( $3\frac{1}{2}$ ) inches into such width.

#### 15. Exits leading through occupied spaces.

Half the exits serving any floor above ground floor may lead through the lobby including the foyer or hall or another floor area when:

(i) the entrance floor is not more than fifteen (15) feet above ground; when

(ii) the travel distance to an outside exit on the ground floor does not exceed fifty (50) feet; and when

(iii) rooms adjacent to the foyer or hall are separated from it by fire retardant enclosures of at least one (1) hour or protected by an approved system of sprinklers or extinguishers.

#### 16. Doors.

Exits must not be confused with doors. A door does not necessarily meet the requirements of an exit.

(a) Any door of a means of egress shall:

(i) have a minimum headroom clearance of 6 ft. 8 in.; no door closer or other device shall be installed in such a way as to reduce the headroom clearance of a doorway to less than 6 ft. 6 in.;

(ii) swing on its vertical axis, except for certain fire doors;

(iii) open in the direction of exit, if:

1. it is installed in an exit;

2. it leads to a hallway from a room intended for more than thirty (30) persons or if this room contains hazardous substances. Such door shall be so installed that it shall not diminish or obstruct the minimum width of the hallway. However, such requirement does not apply to existing buildings.

This section does not prohibit the use of swinging doors.

(iv) have wired glass window panes if it opens on or in an exit (maximum dimension: 100 sq. in. for a fire resistance rating of two (2) hours and 1296 sq. in. for a fire resistance rating of one (1) hour);

v) être munie d'une identification adéquate, si elle est en verre clair (cloison adjacente en verre, incluse), afin d'éviter toute collision;

vi) ne pas donner immédiatement sur une volée d'escalier mais sur un palier et dans son déplacement ne pas réduire la largeur utile du palier à moins de 22 pouces;

vii) ne pas s'ouvrir directement d'une volée ascendante, mais d'un palier d'au moins 18 pouces de largeur.

b) Toute porte d'issue:

i) doit être facilement identifiée; aucune draperie, tenture, miroir, décoration ne doit en restreindre l'identification;

ii) desservant le rez-de-chaussée, ne doit se déployer sur la voie publique;

iii) ne doit s'ouvrir directement sur une marche. S'il y a danger d'obstruction par la glace ou la neige, elle peut s'ouvrir sur une seule marche de hauteur maximale de 6 pouces;

iv) devant normalement être maintenue fermée, doit être munie d'un mécanisme sûr d'auto-fermeture; elle ne doit jamais être maintenue en position ouverte;

v) quand verrouillée, sauf dans les lieux de détention, être munie d'un mécanisme tel qu'elle puisse s'ouvrir sous pression sans l'aide de clef; ce mécanisme doit pouvoir être opéré facilement, même dans le noir;

vi) dans les lieux de rassemblement public, les lieux d'hébergement et les lieux pour personnes malades ou âgées:

1. ne doit être fermée à clef durant leur occupation; mais

2. quand verrouillée, le mécanisme mentionné à l'item v, doit de plus se déclencher sous une pression de 20 livres appliquée dans la direction de l'issue et permettre l'ouverture complète de la porte.

c) Les portes tournantes doivent:

i) être d'un type démontable approuvé;

ii) avoir des portes montées sur charnières adjacentes et non installées entr'elles, et équivalentes en unités de largeur;

iii) être utilisées comme issues qu'au rez-de-chaussée;

iv) ne pas être utilisées au pied d'un escalier;

v) ne pas servir d'issues aux aires de plancher à occupation concentrée ou destinées à recevoir des personnes malades ou âgées;

vi) ne pas compter pour plus d'une demi-unité de largeur.

17. Résistance au feu.

Lorsqu'un édifice est divisé par un mur ignifuge d'au moins 2 heures, chaque partie de cet édifice est considérée comme un édifice séparé.

Aucun élément de charpente devant avoir un taux de résistance au feu, ne doit être appuyé par tout autre élément de charpente ayant un taux de résistance au feu moindre que celui de l'élément concerné.

(v) be clearly identifiable if it is made out of transparent glass (adjacent glass partition included), in order to avoid collision;

(vi) not open immediately on a flight of stairs but shall open on a landing of which the width shall not be reduced to less than 22 in. by the opening of the door;

(vii) not open directly from a rising flight but from a landing of at least 18 in. wide.

(b) Exit doors:

(i) shall be clearly identifiable; no hangings, draperies, mirrors or ornaments shall conceal or obscure such exit doors;

(ii) serving the ground floor shall not open on a public thoroughfare;

(iii) shall not open directly onto a step. Should there be danger of blockage from ice or snow, an exit door may open onto not more than one step which shall not exceed 6 in. in height;

(iv) normally required to be kept closed, shall be provided with a reliable self-closing mechanism; exit doors shall not, at any time, be secured in an open position;

(v) when fastened, except in places where persons are under legal restraint, shall be provided with a mechanism such that they may be readily opened by pressure, without the use of keys; such mechanism shall be easy to operate, even in the dark;

(vi) in places of public assembly, accomodation buildings and places for old or sick people,

1. shall not be fastened while the building is occupied; however,

2. when fastened, the mechanism referred to in paragraph v shall be such that a pressure of 20 lb. in the direction of egress will release such mechanism and allow the door to swing wide open.

(c) Revolving doors shall:

(i) be approved collapsible revolving doors;

(ii) have hinged doors providing equivalent units of exit width located adjacent to them but not between them;

(iii) be used only as an exit from the ground floor level;

(iv) not be used at the foot of any stairway;

(v) not be used as an exit for floor areas containing a high occupant load or intended for old or sick people;

(vi) not receive credit as more than one-half (1/2) unit of exit width.

17. Fire resistance.

Where a building is divided by a firewall with a fire resistance rating of at least two (2) hours, each portion of this building may be considered as a separate building.

No structural element required to have a fire resistance rating shall be supported by any other structural element which has a fire resistance rating lower than that required for the supported elements.

a) Les murs ignifuges, les puits et les fermetures doivent avoir une résistance au feu conforme au tableau No 2 de l'annexe « B » des présents règlements.

b) Tous les corridors (à l'exception des corridors à l'intérieur d'une unité de logement) et tous les moyens de sortie doivent être encadrés d'une séparation ignifuge d'au moins  $\frac{3}{4}$  d'heure.

c) Toute aire de plancher servant d'auditorium, pouvant recevoir plus de 200 personnes doit être séparée des ateliers, des loges d'artistes et des remises par une séparation ignifuge d'au moins une heure.

d) Dans un édifice public, à moins d'être muni d'un système d'extincteurs automatiques, tout espace utilisable sous des gradins doit être isolé des sièges par une séparation ignifuge d'au moins 1 heure.

#### 18. Propagation des flammes.

a) Tout matériau, lorsqu'exposé à la chaleur ou aux flammes, susceptible de dégager une concentration de fumée ou de gaz toxique plus dense que du bois ou du papier non traité exposé aux mêmes conditions, ne doit pas être utilisé comme matériau de finition intérieure ou de décoration, dans les lieux à occupation concentrée et dans tout autre endroit spécifié par le Service d'Inspection.

b) Aucun matériau de finition intérieure, dont le taux de propagation des flammes est supérieur à 150, ne doit être utilisé dans les issues et les corridors y conduisant.

c) Au moins 90% de tout mur ou plafond d'une issue ou d'un corridor y conduisant doit avoir un taux de propagation des flammes de 25 ou moins, sauf

d) que dans tout édifice, pas plus de 25% de la surface des murs et du plafond d'un hall d'entrée servant d'issue peut avoir un taux de propagation des flammes de 150 ou moins.

Ces prescriptions pourront être modifiées lorsque l'édifice est pourvu d'extincteurs automatiques.

#### 19. Puits d'escaliers.

Les puits d'escaliers doivent:

- i) être conformes aux normes a) de l'article 17;
- ii) avoir une résistance au feu d'au moins une heure;
- iii) ne pas servir de plenum;
- iv) être munis de portes continuellement fermées à tous les étages;
- v) être étanches au feu et à la fumée. Si l'édifice a plus de 7 étages, une pression positive doit être maintenue dans les puits d'escaliers par un mécanisme situé à un niveau supérieur de l'édifice et relié à une source de pouvoir d'urgence;
- vi) si adjacents, pour être considérés comme deux issues séparées, avoir leurs portes d'accès éloignées suffisamment l'une de l'autre pour ne pas être rendues inaccessibles par une même concentration de fumée ou de flammes, à moins que les parties d'aire de plancher desservies par ces issues soient séparées l'une de l'autre par une cloison à l'épreuve de la fumée et ayant un taux de résistance au feu d'au moins  $\frac{3}{4}$  d'heure.

(a) Firewalls, shafts and enclosures shall have a fire resistance rating such as stipulated in Table No. 2 of Appendix "B" of the present regulations.

(b) All hallways (except hallways located inside housing units) and all means of egress shall be in enclosures having a fire resistance rating of at least  $\frac{3}{4}$ -hr.

(c) Any floor area intended for more than two hundred (200) persons and being used as an auditorium shall be separated from work, dressing and store rooms by at least a one (1) hour fire separation.

(d) In a public building, unless provided with an automatic system of extinguishers, any usable space under tiers of seats shall be separated from the seats by a fire separation of at least one (1) hour.

#### 18. Flame spread.

(a) Any material which, when exposed to heat or flames, may emit fumes or toxic gases at a concentration higher than wood or non-treated paper under the same conditions, shall not be used as an interior finish or ornament material in places of high occupancy or any other place determined by the Inspection Service.

(b) No interior finish material whose flame spread rating is greater than 150 shall be used in exits or hallways leading thereto.

(c) At least ninety (90%) per cent of the surface of any wall or ceiling of an exit shall be clad with an interior finish material whose flame spread rating is 25 or less, except that

(d) in any building, no more than twenty-five (25%) per cent of the surface of the walls and ceiling of a lobby which is used as an exit may have a flame spread rating of 150 or less.

The above provisions may be amended when the building is sprinklered.

#### 19. Stair shaft.

Stair shafts shall:

- (i) be in conformity with standards provided for in paragraph (a) of section 17;
- (ii) have a fire resistance rating of at least one (1) hour;
- (iii) not be used as plenum chamber;
- (iv) be provided with doors to be kept continuously closed on every floors;
- (v) be fireproof and smokeproof. If the building has more than seven (7) storeys, a positive pressure shall be maintained in stair shafts by means of a mechanism installed at a higher level in the building and connected to an emergency power supply;
- (vi) when contiguous, have their openings sufficiently wide apart to prevent from becoming inaccessible by a same concentration of smoke or flames, unless the portions of floor area served by such exits be separated from each other by a smokeproof partition having a fire resistance rating of at least  $\frac{3}{4}$  hr.

20. Escaliers et rampes.

a) Les escaliers et les rampes doivent:

- i) être munis de bandes ou de finis antidérapants;
- ii) avoir une élévation verticale maximale de douze (12) pieds entre les paliers ou les planchers; huit (8) pieds pour les édifices pour personnes malades ou âgées.

iii) avoir un mur ou une balustrade sécuritaire de 42" de hauteur de chaque côté;

iv) avoir une main-courante libre de toute obstruction s'ils ont 44" de largeur ou moins;

v) avoir deux mains-courantes s'ils ont plus de 44" de largeur;

b) Les escaliers doivent avoir:

i) des marches et des contremarches uniformes dans une même volée; aucune variante dépassant 1/4" n'est permise entre chaque volée;

ii) des contremarches de hauteur maximale de 7 3/4" et de hauteur minimale de 5";

iii) des marches de profondeur minimale de 9" (nez exclus);

Le produit de la hauteur (po.) par la profondeur (po.) doit être supérieur à 70 et inférieur à 75.

iv) avoir des paliers dont la largeur et la longueur ne sont pas inférieures à la largeur de l'escalier desservi. Toutefois, dans une section droite, une longueur de 44" pouces est suffisante;

v) avoir des volées d'au moins trois contre-marches;

vi) être exempts de marches d'angle ou tournantes, sauf dans un escalier ornemental, en autant:

1. que la partie étroite de la marche ait une profondeur minimale de 9 pouces lorsque mesurée à 9" de la balustrade, et

2. qu'il y ait une main-courante de chaque côté.

L'article vi ne s'applique pas à l'intérieur d'une unité de logement.

c) Les rampes doivent avoir une pente maximale de:

i) 1 dans 10 si elles sont extérieures;

ii) 1 dans 10 si elles servent à des personnes malades ou âgées;

iii) 1 dans 8 pour les autres destinations.

d) Lorsqu'utilisés comme issues, avoir une résistance au feu d'au moins une heure.

e) Les ouvertures dans les balustrades des escaliers et balcons ne doivent pas excéder 6" lorsqu'une personne peut tomber sur une distance verticale de plus de 10 pieds.

21. Lieux intérieurs de rassemblement avec sièges permanents.

a) Les sièges doivent être disposés en rangées permettant, lorsqu'inoccupés, un passage libre de 18 pouces mesuré horizontalement au fil à plomb, entre les dossiers d'une rangée de sièges et la saillie la plus rapprochée des sièges arrière.

b) Les allées doivent:

i) répondre aux exigences des articles 10, 11 et 12;

ii) être perpendiculaires, autant que possible, aux rangées de sièges et disposées de façon à ce qu'aucun siège ne soit séparé d'une allée par plus de 7 sièges;

20. Stairs and ramps.

(a) Stairs and ramps shall:

(i) be provided with non-skid finishes or strips;

(ii) have a maximum vertical rise of twelve (12) feet between floors or landings; eight (8) feet for buildings occupied by old or sick people;

(iii) have a 42 in. high wall or well-secured balustrade on each side;

(iv) have one(1) handrail without any obstruction if such stairs and ramps are 44 in. or less in width;

(v) have two (2) handrails if such stairs and ramps are more than 44 in. in width;

(b) Stairs shall have:

(i) uniform treads and risers in a same flight of stairs; no change in dimension exceeding 1/4 in. shall be allowed between each flight of stairs;

(ii) risers with a respective maximum and minimum height of 7 3/4 in. and 5 in.;

(iii) treads whose width shall not be less than 9 in. (nosing excluded); the product of the rise and width in inches shall be not less than 70 nor more than 75.

(iv) landings whose length and width shall not be less than the width of stairways in which they occur; however, in a straight run, a length of 44 inc. shall be enough;

(v) flight of stairs of a least three (3) risers;

(vi) no winders, except in the case of ornamental stairs, provided

1. that the minimum tread width, measured 9 in. away from the balustrade be no less than 9 in., and

2. that there be a handrail on each side.

Paragraph (vi) shall not apply to stairs inside housing units.

(c) The maximum gradient of ramps shall be:

(i) 1 in 10 in the cases of exterior ramps;

(ii) 1 in 10 when they are used by old or sick people;

(iii) 1 in 8 or other destinations.

(d) When stairs and ramps are used as exits, they shall have a fire resistance rating of at least one (1) hour.

(e) Openings in stairs' balustrades and in balconies shall not exceed 6 in. where a person may fall on a vertical distance of more than 10 feet.

21. Indoor places of assembly with fixed seats.

(a) The seats shall be arranged in rows having unobstructed passage of not less than 18 inches measured horizontally between plumb lines from the back of the seats in one row and the edge of the furthest forward projection of the seats in the succeeding row.

(b) Aisles shall:

(i) comply with the requirements of sections 10, 11 and 12;

(ii) be perpendicular, as far as possible, to rows of seats and located so that there be no more than seven (7) seats between any seat and an aisle; the foregoing

cette prescription ne s'applique pas si les trois conditions suivantes sont remplies:

1. une porte conduisant directement à une issue doit être prévue aux extrémités de chaque groupe de trois rangées, et

2. toutes les trois rangées doivent aboutir aux murs latéraux, et

3. le nombre de sièges de chaque rangée ne doit pas dépasser 100.

iii) avoir une largeur minimale de 36 pouces à leur point d'origine et progresser uniformément d'au moins un pouce et demi par cinq pieds de parcours; elles peuvent avoir une largeur uniforme si elles sont dégagées aux deux extrémités;

iv) lorsque transversales, elles doivent avoir une largeur libre minimale de 44 pouces et ne doivent pas s'approcher à plus de 12 pieds d'une aire de scène où se trouvent des décors;

v) offrir une pente maximale de 1 dans 8 sans marche:

si la pente est plus prononcée, des marches peuvent être autorisées en autant qu'elles soient:

1. conforme aux clauses i et ii du paragraphe b de l'article 20, sauf pour la profondeur de la marche;

2. de pleine largeur de l'allée.

vi) être éclairées continuellement durant l'occupation.

22. *Lieux intérieurs de rassemblement avec bancs permanents sans bras.*

a) les bancs doivent:

i) offrir une largeur minimale de 18 pouces par personne, qu'ils soient numérotés ou non;

ii) être distancés l'un de l'autre, centre à centre de:

1. 22 pouces minimum s'ils n'ont pas de dossier; et

2. 30 pouces minimum s'ils ont un dossier.

b) les allées doivent:

i) répondre aux exigences des articles 10, 11 et 12;

ii) être disposées de façon à ce qu'aucun siège ne soit séparé d'une allée par plus de 7 sièges avec dossiers ou 20 sièges sans dossier;

iii) avoir une largeur minimale de 36 pouces à leur point d'origine et progresser uniformément d'au moins un pouce et demi par cinq pieds de parcours; elles peuvent avoir une largeur uniforme si elles sont dégagées aux deux extrémités;

iv) répondre aux exigences de l'article 21-b-v et 21-b-vi.

23. *Lieux extérieurs de rassemblement.*

a) Tout lieu, où le public se rassemble à l'extérieur dans des estrades ou bancs en gradins, en plus de satisfaire à l'article 10, doit avoir au moins:

i) deux issues;

ii) trois issues si la capacité est de 1,000 personnes et plus.

b) Les issues de ces lieux doivent être localisées tel que spécifié à l'article 12 et de plus elles doivent être

provision shall not apply if the three (3) following conditions are complied with:

1. a door leading directly to an exit shall be provided at the ends of every three (3) rows of seats,

2. every third row of seats shall terminate at the side walls and

3. the number of seats in a row shall not exceed one hundred (100).

(iii) be at least thirty-six (36) inches wide at the point of origin and shall increase uniformly by one and one-half ( $1\frac{1}{2}$ ) inches every five (5) feet in the direction of exit; the width of aisles may be uniform if both ends thereof are clear;

(iv) be not less than forty-four (44) inches in width and shall not be closer than twelve (12) feet to a stage area using scenery or scenic elements when such aisles cross other aisles;

(v) have a gradient of not more than 1 in 8 without steps; should the gradient be greater, steps may be used, provided that

1. they comply with the provisions of paragraphs (i) and (ii) of subsection (b) of section 20, except for the width of the tread;

2. they be as wide as the aisle.

(vi) be continuously illuminated while the building is occupied.

22. *Indoor places of assembly with fixed bench-type without arms.*

(a) bench-type seats shall:

(i) be not less than eighteen (18) inches in width per person, whether seats are marked off or not;

(ii) be spaced

1. not less than twenty-two (22) inches, without backs, and

2. not less than thirty (30) inches, with backs, measured from center-to-center.

(b) aisles shall:

(i) comply with the requirements of sections 10, 11 and 12;

(ii) be so arranged that there be not more than seven (7) seats with backs or twenty (20) seats without backs between any seat and an aisle;

(iii) be at least thirty-six (36) inches wide at the point of origin and shall increase uniformly by one and one-half ( $1\frac{1}{2}$ ) inches every five (5) feet in the direction of exit; the width of aisles may be uniform if both ends thereof are clear;

(iv) comply with the requirements of paragraphs 21 (b) (v) and 21 (b) (vi).

23. *Outdoor places of assembly.*

(a) Any outdoor place intended for gatherings of people (platforms or stepped rows of seats) shall comply with the requirements of section 10. and shall have at least:

(i) two (2) exits;

(ii) three (3) exits if such place is intended for 1000 persons or more.

(b) Exits of such places of assembly shall be located as specified in section 12 and such exits shall be located

situées l'une de l'autre à une distance maximale de 75 pieds.

c) Tout banc doit répondre aux exigences de l'article 22.a, et être localisé de façon que la distance à franchir de ce banc ne dépasse pas 150 pieds pour atteindre:

- i) le terrain de jeu ou d'exhibition, ou
- ii) une issue, ou
- iii. une ouverture conduisant à une issue.

d) Les allées doivent:

- i) répondre aux exigences des articles 10, 11 et 12;
- ii) être disposées de façon à ce qu'aucun banc ne soit séparé d'une allée par plus de 20 bancs;
- iii) avoir une largeur minimale de 44 pouces à moins qu'elles ne servent que 60 personnes où elles peuvent avoir 30 pouces;

iv) offrir une pente maximale de 1 dans 8 sans marche; si la pente est plus prononcée, des marches peuvent être autorisées en autant qu'elles soient:

- de pleine largeur de l'allée;
- de hauteur maximale de 9 pouces; et
- de profondeur minimale de 10 pouces;

v) être éclairées continuellement durant l'occupation.

e) Tout espace sous les gradins:

i) inutilisé doit être rendu inaccessible au public de façon approuvée par le Service d'Inspection;

ii) ne doit être utilisé à l'entreposage de substances dangereuses, explosives, toxiques ou inflammables;

iii) utilisé à l'usage et à la manipulation de substances dangereuses, explosives, toxiques ou inflammables doit être isolé des estrades par une séparation ignifuge d'une heure.

#### 24. Escaliers roulants.

Les escaliers roulants doivent rencontrer les normes du Code de sécurité des ascenseurs, monte-charge, petits monte-charge et escaliers roulants du Québec.

Pour être considérés comme issues requises, les escaliers roulants doivent, en plus rencontrer les normes suivantes:

- i) être enfermés d'une séparation ignifuge comme les escaliers;
- ii) les marches doivent avoir une largeur minimale de 35 pouces;
- iii) avoir une largeur minimale libre entre les mains-courantes de 44 pouces;
- iv) avoir un déplacement vertical de pas plus d'un étage;
- v) avoir des paliers au bas et au haut tels que pour les escaliers.

Dans un tel cas, l'escalier roulant peut être considéré comme équivalent à deux (2) unités de largeur.

Les escaliers roulants ne peuvent pas compter pour plus de la moitié des issues.

#### 25. Escaliers de secours.

a) Aucun escalier de secours ne doit être permis, comme issue requise, dans un nouveau bâtiment.

no more than seventy-five (75) feet apart from each other.

(c) Any bench-type seat shall comply with the requirements of subsection 22 (a) and shall be so located that the travel distance to

- (i) the playground or exhibition ground,
- (ii) an exit or
- (iii) an opening leading to an exit

shall not exceed one hundred and fifty (150) feet.

(d) Aisles shall:

(i) comply with the requirements of sections 10, 11 and 12;

(ii) be so arranged that there be no more than twenty (20) bench-type seats between any bench-type seat and an aisle;

(iii) be not less than forty-four (44) inches wide unless such aisles are intended for no more than sixty (60) persons, in which case aisles may be thirty (30) inches wide;

(iv) have a gradient of not more than 1 in 8 without steps; should the gradient be greater, steps may be used, provided that such steps

- be as wide as the aisle;
- be no more than nine (9) inches high; and
- be not less than ten (10) inches wide;

(v) be continuously illuminated while the building is occupied.

(e) Any space under tiers of seats:

(i) any unutilised space under tiers of seats shall be made inaccessible to the public by means approved by the Inspection Service;

(ii) such space shall not be used for the storing of hazardous, explosive, toxic or flammable substance;

(iii) when such space is used for the handling and using of hazardous, explosive, toxic or flammable substances, it shall be separated from the tiers of seats by a one (1) hour fire separation.

#### 24. Escalators.

Escalators shall conform to the standards of the Québec Safety Code for elevators, hoists, dumbwaiters and escalators.

To be considered as required exits, escalators shall also conform to the following standards:

(i) escalators shall be enclosed like stairs and provided with a fire separation;

(ii) the width of tread shall be not less than thirty-five (35) inches;

(iii) there shall be a clear width of not less than forty-four (44) inches between handrails;

(iv) no escalator shall have a vertical travel of more than one (1) storey;

(v) escalators shall have top and bottom landings such as provided for stairs.

In such a case, escalators may be deemed to have two (2) units of exit width.

Escalators may not be considered as more than one half of the required number of exits.

#### 25. Fire escapes.

(a) No fire escape shall be permitted as a required exit in any new building.

b) Les escaliers de secours doivent être:

- i) de largeur minimale de 22 pouces;
- ii) construits en fer ou équivalent;
- iii) ancrés solidement au bâtiment;
- iv) de résistance suffisante à la charge desservie;

v) prolongés jusqu'au sol;

vi) inclinés à un angle maximum de 45 degrés avec l'horizontal;

vii) munis de garde-fous de hauteur minimale de 36 pouces;

viii) munis d'une main-courante au mur, s'ils ont plus de 22 pouces de largeur;

ix) pourvus de paliers de 12 pi. car. minimum aux sorties; les paliers intermédiaires doivent avoir une longueur minimale de 30 pouces;

x) munis d'un dispositif de contrepoids glissant dans une gaine facile, rapide et approuvée, si la volée conduisant au sol est mobile;

xi) prolongés d'une échelle de 22 pouces de largeur entre le dernier balcon et le toit plat. Cette échelle dépassera le toit de 24 pouces;

xii) libres de toute ouverture à une distance minimale de 8 pieds tout le long de leur parcours à moins que ces ouvertures soient closes par des matériaux offrant une résistance au feu d'au moins une heure.

#### 26. Issues horizontales.

a) Une issue horizontale ne doit pas faire partie des issues requises pour desservir une aire de plancher ayant une occupation concentrée.

b) Les issues horizontales ne doivent pas compter pour plus de la moitié des issues requises.

c) Les aires de plancher adjacentes aux issues horizontales doivent être assez grandes pour recevoir la population des aires de plancher desservies.

d) Les passerelles, balcons, vestibules constituant les issues horizontales doivent:

- i) ne contenir aucune marche;
- ii) respecter les degrés de pente spécifiés à 20-c;

iii) être construits de matériaux d'une résistance au feu d'au moins une heure;

iv) avoir une largeur libre au moins égale à celle des portes y donnant accès mais jamais inférieure à 44 pouces;

v) être pourvus d'un garde-corps sécuritaire d'au moins 42 pouces de hauteur;

vi) situés de façon que les ouvertures adjacentes aux sorties soient à plus de 8 pieds ou closes par des matériaux offrant une résistance au feu d'au moins une heure.

vii) être fermés aux extrémités, s'il y a lieu.

#### 27. Issues tubulaires.

a) Aucune issue tubulaire ne doit être permise, comme issue requise, dans un nouveau bâtiment.

b) Les issues de secours tubulaires doivent avoir:

i) une pente comprise entre 24° et 42° avec l'horizontal;

(b) Fire escapes shall be:

- (i) not less than twenty-two (22) inches in width;
- (ii) made out of metal or any equivalent material;
- (iii) securely fixed to the building;
- (iv) strong enough to support the load for which they are intended;

(v) extended to ground level;

(vi) inclined at an angle of not more than 45 degrees with the horizontal;

(vii) provided with substantial guards of not less than thirty-six (36) inches in height;

(viii) provided with a handrail installed on wall if such fire escapes are more than twenty-two (22) inches in width;

(ix) provided with landings of not less than twelve (12) sq. ft. when such landings give access to exits;

(x) fitted with an approved counter-balancing device that will cause fire escapes to be easily and quickly brought into position for use if the flight of stairs leading to the ground is not permanently fixed;

(xi) extended by means of a ladder of not less than twenty-two (22) inches in width between the last balcony and the roof area. Such ladder shall be not less than twenty-four (24) inches higher than the roof;

(xii) clear of openings within eight (8) feet of their limits in the path of escape unless such openings be protected with materials having a fire resistance rating of at least one (1) hour.

#### 26. Horizontal exits.

(a) Horizontal exits shall not be considered as parts of the required number of exits serving a high occupant load floor area.

(b) Horizontal exits may not be considered as more than one half of the required number of exits.

(c) The floor area on each side of a horizontal exit shall be sufficient to hold the occupants of both floor areas served by such horizontal exit.

(d) Bridges, balconies and vestibules which constitute horizontal exits shall:

- (i) have no steps;
- (ii) comply with the requirements of subsection 20 (c) respecting gradients;

(iii) be made out of materials having a fire resistance rating of at least one (1) hour;

(iv) have a clear width at least as great as that of the exits doorways opening into them but in no case shall such width be less than forty-four (44) inches;

(v) be provided with well-secured guards of not less than forty-two (42) inches in height;

(vi) be so located that openings adjacent to exits be not less than eight (8) feet from such exits or closed with materials having a fire resistance rating of at least one (1) hour.

(vii) have their ends closed when required.

#### 27. Enclosed slide escapes.

(a) No enclosed slide escape shall be permitted as a required exit in any new building.

(b) Enclosed slide escapes shall:

(i) have a slope not less than 24 degrees and not more than 42 degrees to the horizontal;

ii) à la partie inférieure une section d'au moins 10 pieds de la longueur inclinée d'au plus 15° avec l'horizontale et raccordée à la partie supérieure par une courbe de transition;

iii) une largeur comprise entre 24 et 42 pouces;

iv) des portes d'accès au niveau du plancher ou des fenêtres d'accès à pas plus de 30 pouces du plancher; ces accès s'ouvriront vers les tubes et auront au minimum 30 pouces de largeur et 6 pieds et demi de hauteur. Si l'entrée dans le tube se fait directement, la hauteur de l'accès peut être réduite à 42 pouces;

v) aucune porte à la sortie du tube; cette sortie ne doit pas être à moins de 12 pouces et à plus de 20 pouces du sol;

vi) une table de décharge de longueur minimale de 15 pieds et accessible des deux côtés pour recevoir des malades alités;

vii) une toiture en matériaux incombustibles ayant une hauteur libre d'au moins sept pieds, une largeur minimale de 8 pieds, et raccordée au tube par un solin métallique; la longueur devra avoir au minimum 8 pieds ou dépasser la table de décharge de 4 pieds;

viii) une surface intérieure lisse et protégée contre la corrosion.

#### TITRE IV

##### *Protection contre l'incendie et Surveillance*

#### 28. Extincteurs automatiques.

Un système d'extincteurs automatiques doit être:

a) conçu, construit, installé et essayé conformément aux prescriptions de la NFPA (brochure No 13 — règles techniques concernant l'exécution des installations d'extincteurs automatiques et autres brochures pertinentes, telles que les numéros 11, 12, 15 et 17).

b) installé dans l'ensemble d'un bâtiment de construction autre qu'une construction incombustible dont la destination est un lieu:

- i) à occupation concentrée;
- ii) occupé par des personnes malades ou âgées;
- iii) de détention;
- iv) d'hébergement;

à l'exception: « des bâtiments de deux (2) étages ou moins ayant des accès directs avec l'extérieur, à partir de chaque étage, par des portes au niveau du sol ou donnant directement accès au niveau du sol par un balcon. Il doit y avoir un accès direct à l'extérieur à partir de chaque unité de logement et d'une chambre à coucher occupée individuellement et non comme suite ».

Cette prescription ne s'applique pas aux bâtiments existants, à l'exception des lieux occupés par des personnes malades ou âgées, où elle s'applique intégralement. Dans ce dernier cas, un délai de deux ans pourra être accordé.

c) installé dans les parties énumérées ci-après, d'un bâtiment de construction même incombustible:

(ii) have a section at the lower end, at least ten (10) feet long, set at an angle not to exceed 15 degrees to the horizontal and connected to the upper section by a transition curve;

(iii) be not less than twenty-four (24) inches not more than forty-two (42) inches wide;

(iv) be accessible through doorways at floor level or through windows whose sill height shall not exceed thirty (30) inches; such openings shall swing in the direction of exit travel and shall be at least thirty (30) inches wide and six (6) feet six (6) inches high. Where entrance is directly accessible, the height of access openings may be reduced to forty-two (42) inches;

(v) have a door at their discharge point; such discharge point shall be not less than twelve (12) inches and not more than twenty (20) inches above ground;

(vi) have a discharge table not less than fifteen (15) feet long and so arranged as to allow access to both sides to receive bedridden patients;

(vii) have a roof, whose clear height shall be not less than seven (7) feet and whose width shall be not less than eight (8) feet, made of noncombustible materials and connected with the slide by metal flashing; the length of such roof shall be at least eight (8) feet or extend at least four (4) feet beyond the end of the table;

(viii) have a smooth and non-corrosive interior surface.

#### TITRE IV

##### *Fire protection and Supervision*

#### 28. Automatic fire extinguishers.

An automatic fire extinguishing system shall:

(a) be made, installed and tested in conformity with the provisions of NFPA (Booklet No. 13 — Standard for the Installation of Sprinkler Systems and other relevant booklets such as booklets No. 11, 12, 15 and 17).

(b) be installed throughout any building made out of materials other than noncombustible and whose destination is a place:

- (i) of high occupancy;
- (ii) occupied by old or sick people;
- (iii) where people are under legal restraint;
- (iv) intended for the sheltering of people;

with the exception of "buildings of two (2) storeys or less, having direct access to outdoors from each storey, by doors at ground level or doors providing direct access via a balcony to ground level. There shall be direct access to out-doors from each dwelling unit and sleeping room occupied individually and not as suites."

This provision does not apply to existing buildings, with the exception of places occupied by old or sick people in which case such provision shall be complied entirely. In the latter case, a delay of two (2) years may be granted.

(c) be installed in the following portions of a building even if such building is made of noncombustible materials:

i) les scènes visées par l'article 38, sauf pour les bâtiments existants;

ii) les pièces où des substances dangereuses ou inflammables sont entreposées, manipulées ou utilisées, conformément aux normes du bulletin No 30 de l'Association Nationale de la Prévention des incendies (NFPA), dernière édition, ou toute autre norme équivalente reconnue par le Service d'Inspection;

iii) l'espace utilisé sous les estrades d'un bâtiment si la résistance au feu est moindre d'une heure;

iv) les garages souterrains, sauf pour les bâtiments existants;

d) pour les garages souterrains de plus de deux étages, le projet de système d'extinction d'incendie devra être soumis pour approbation, au Service d'Inspection.

#### 29. Colonne d'eau et boyaux.

Un système de colonne d'eau et boyaux doit être:

a) installé dans tous les bâtiments, sauf les garages de remisage couverts et non chauffés, non équipés d'un système d'extincteurs automatiques;

i) ayant une superficie totale d'aire de plancher supérieure à celle mentionnée au tableau ci-dessous, à moins d'être divisés par des murs coupe-feu approuvés.

(i) stages such as contemplated in Section 38, with the exception of existing buildings;

(ii) rooms where hazardous or flammable substances are stored, handled or used, in conformity with standards provided for in the last issue of booklet No. 30 of the NFPA or with any other equivalent standard recognized by the Inspection Service;

(iii) space under tiers of seats in any building where fire resistance rating is less than one (1) hour;

(iv) underground garages, with the exception of existing buildings;

(d) In the case of underground garages of more than two (2) storeys, the plan for a sprinkler system must be submitted to the approval of the Inspection Service.

#### 29. Standpipe and hose systems.

Standpipe and hose systems shall be:

(a) installed in all buildings except covered but non-heated garages intended for storage use and which are not provided with an automatic extinguishing system;

(i) having a total floor area greater than that mentioned in the following table unless such floor area be subdivided by approved fire resistant walls.

Destination	Superficie totale d'aire de plancher (pi. car.)		
	1 étage 1 storey	2 étages 2 storeys	3 étages 3 storeys
Rassemblements publics — Public occupancy	25,000	20,000	15,000
Personnes âgées ou malades refuges pour enfants — Old or sick people Children's shelters	5,000	5,000	5,000
Lieux de sommeil — Sleeping accomodation	20,000	15,000	10,000
Services professionnels ou personnels — Professional or personal services	40,000	30,000	20,000

Toutefois, ces superficies peuvent être augmentées en tenant compte de la résistance au feu de la construction, de la disposition des issues, de l'emplacement des bornes-fontaines extérieures ainsi que de l'organisation locale pour la prévention des incendies.

ii) plus de trois (3) étages; ou

iii) plus de quarante-cinq (45) pieds de hauteur au-dessus du niveau du sol.

b) calculé de façon à rencontrer les exigences de débit et de pression requises par le Département local des incendies;

c) pourvu de raccordements pour le Département des incendies, placés du côté de la rue et bien indiqués de façon à permettre un raccordement facile et rapide;

d) réparti en stations de boyaux qui sont:

i) faciles d'accès, bien visibles et identifiés;

ii) situées de façon que tout point du bâtiment soit en-deçà de 20 pieds de la lance lorsque le boyau est étendu;

However, such floor areas may be increased according to the fire resistance rating of the construction, the location of exits, the location of exterior hydrants and the local organization for fire protection.

(ii) of more than three (3) storeys; or

(iii) more than forty-five (45) feet high (above ground level).

(b) calculated in order to meet the requirements of the local fire Department concerning water discharge rate and hydrostatic pressure;

(c) provided with connections for the fire Department; such connections shall be located on the street side of the building and clearly indicated so as to permit prompt and easy attachment thereto;

(d) divided into hose stations which shall be:

(i) clearly identified and located in a conspicuous and easily accessible place;

(ii) located so that all portions of the building be within twenty (20) feet of a hose nozzle when the hose is extended;

iii) installées dans un placard et contenant le boyau et son support les raccords nécessaires pour le Service d'incendie local, un robinet pour boyau, un extincteur approuvé. Le boyau, d'un diamètre minimal de 1½" et d'une longueur maximale de soixante-quinze (75) pieds, doit être raccordé et prêt à fonctionner en tout temps.

e) être vérifié périodiquement.

### 30. Extincteurs portatifs.

Des extincteurs portatifs doivent être installés dans tout bâtiment non muni d'extincteurs automatiques ou de boyaux à incendie.

Nonobstant les articles 28 et 29, le Service d'inspection peut exiger l'installation d'extincteurs portatifs qui doivent:

i) être installés à des endroits comportant des risques localisés d'incendie ou non suffisamment protégés, notamment les cuisines, les laboratoires, les cabines de projection, les scènes, les buanderies, etc.;

ii) offrir une protection spéciale à la nature du danger présent;

iii) être remplis après usage;

iv) subir un entretien périodique approprié pour s'assurer qu'ils sont constamment en état de fonctionner; et

v) porter le nom du préposé à ces charges et la date.

Le choix, l'installation, l'utilisation et l'entretien de ces appareils doivent être conformes aux recommandations du bulletin No. 10 de l'Association Nationale de la Prévention des incendies. (NFPA)

### 31. Systèmes d'alarme.

Les systèmes d'alarme doivent être utilisés exclusivement pour alerter la population de l'édifice en cas d'incendie ou tout autre désastre.

a) Des systèmes d'alarme en cas d'incendie doivent être installés;

i) dans les édifices occupés par des personnes malades ou âgées ou retenues pour correction;

ii) dans les édifices employés comme lieux de sommeil.

iii) dans les écoles d'un étage ou plus, qui ont plus de 4 classes ou 125 élèves;

iv) dans tout autre édifice public, sauf ceux d'un seul étage lorsque chaque partie d'aire de plancher a des accès directs à l'extérieur par des portes au niveau du sol.

Le système d'alarme peut être restreint de façon à n'alerter que les employés si le Service d'inspection décide que la destination de l'édifice se prête à des conditions de panique ou s'il n'est pas possible d'effectuer des exercices de sortie en cas d'incendie.

Des tableaux indicateurs de zone doivent être installés pour les systèmes d'alarme, dans tous les bâtiments de 4 étages ou plus de hauteur ou dans tout bâtiment où il y a plus de 12 déclencheurs manuels d'alarme.

b) Les gongs d'alarme employés comme dispositifs d'avertissement doivent être situés de manière à ce qu'il y ait au moins:

(iii) located in a hose cabinet equipped with a hose, a hose rack, all necessary connections for the local fire Department, a hose valve and an approved extinguisher. The hose whose diameter shall be not less than one and one-half (1½) inches and whose length shall not exceed seventy-five (75) feet shall be attached and ready for use at all times.

(e) inspected at regular intervals.

### 30. Portable fire extinguishers.

Portable extinguishers shall be installed in all buildings that are not provided with automatic fire extinguishing systems or fire hoses.

Notwithstanding Sections 28 and 29, the Inspection Service may require that portable fire extinguishers be installed in a building; such portable fire extinguishers shall:

(i) be installed in places which involve special fire hazards or which are not sufficiently protected such as: kitchens, laboratories, motion picture machine booths, laundries, etc.;

(ii) provide special protection according to the nature of the present hazard;

(iii) be filled after usage;

(iv) be carefully inspected at regular intervals to make sure that such portable extinguishers are always in working order; and

(v) bear the name of the person entrusted therewith and the date thereof.

The choice, installation, utilization and maintenance of such equipment shall comply with the recommendations provided for in NFPA booklet No. 10.

### 31. Fire alarm systems.

Fire alarm systems shall be restricted to alert the occupants of a building in case of fire or any other disaster.

(a) Fire alarm systems shall be installed

(i) in buildings occupied by old or sick people or by people under legal restraint;

(ii) in buildings used for sleeping accommodation;

(iii) in schools of one storey or more intended for more than 125 pupils or 4 classrooms;

(iv) in any other public building except one-storey buildings when each portion of floor area provides direct access to the outside through doors at ground level.

The fire alarm system may be restricted to alert only employees if it is determined by the Inspection Service that the destination of the building lends itself to panic conditions or if the carrying out of fire exit drills is not feasible.

Annunciators shall be provided for fire alarm systems in all buildings of four (4) storeys or more in height in which there are more than twelve (12) manually operated fire alarm boxes.

(b) Alarm gongs used as warning devices shall be located so as to provide at least

i) un gong de 4 pouces de diamètre pour chaque 1,000 pi. car. d'aire de plancher ou

ii) un gong de 6 pouces de diamètre pour chaque 5,500 pi. car. d'aire de plancher ou

iii) un gong de 10 pouces de diamètre pour chaque 12,000 pi. car. d'aire de plancher.

c) Les déclencheurs manuels d'alarme faisant partie d'un système d'alarme électrique doivent être installés de manière à ce que:

i) de toute partie d'une aire de plancher, il ne soit pas nécessaire de parcourir plus de 200 pieds pour atteindre un déclencheur manuel d'alarme sur le même étage et

ii) il y ait un déclencheur manuel d'alarme en deçà de 25 pieds de chaque issue de l'aire de plancher.

d) Sauf lorsque munis d'extincteurs automatiques, tout édifice où un système d'alarme d'incendie doit être installé, doit être protégé par des détecteurs de chaleur approuvés dans toutes les parties de l'édifice employées pour l'entreposage, les salles d'armoires, les chambres de machinerie, de fournaies et d'incinérateurs, les puits d'ascenseurs, de monte-plats, de chutes, les placards de concierge, tout endroit où des substances dangereuses ou inflammables sont manipulées, entreposées ou utilisées, et tout autre endroit exigé par le Service d'Inspection.

e) Le Service d'inspection peut, s'il le juge nécessaire, exiger des détecteurs de fumée raccordés au système d'alarme, à certains endroits stratégiques, notamment dans les principaux conduits de retour et d'échappement des systèmes de ventilation, d'air conditionné ou de chauffage qui font recirculer l'air dans l'édifice, installés de façon à arrêter automatiquement ces systèmes.

Tous ces systèmes doivent être approuvés par l'ACNOR ou tout autre organisme reconnu par le Service d'inspection et ce dernier peut assister aux épreuves ou en vérifier les résultats.

f) Reliés à la source d'énergie électrique d'urgence.

### 32. Surveillance.

a) Pour assurer la surveillance et l'évacuation, du personnel est requis. Le nombre sera fonction de l'évaluation des moyens locaux offerts pour combattre les incendies, de la population, de la destination et de la résistance au feu des édifices:

b) Dans les édifices occupés par des personnes âgées ou malades, et refuges pour enfants, le nombre minimum des surveillants sera tel que mentionné au tableau 3 de l'annexe B.

c) Dans les endroits de rassemblement public, les employés au maintien de l'ordre doivent être constamment présents depuis l'arrivée jusqu'au départ de l'assistance.

d) Dans tous les cas où des surveillants ou des employés au maintien de l'ordre sont requis, ces derniers doivent avoir reçu les instructions nécessaires concernant les appareils d'extinction d'incendie, les systèmes d'alarme et les moyens d'évacuation de la population. Ils sont en charge de l'évacuation en cas de sinistre et appliquent les procédés convenus lors des exercices de sauvetage mentionnés à l'article 3g.

(i) one 4 in. diameter gong for each 1,000 sq. ft. of floor area or

(ii) one 6 in. diameter gong for each 5,500 sq. ft. of floor area or

(iii) one 10 in. diameter gong for each 12,000 sq. ft. of floor area.

(c) Manual fire alarm boxes forming part of an electrical fire alarm system shall be installed where required so that

(i) from any part of a floor area, not more than 200 ft. will have to be traversed to reach a fire alarm box on the same floor, and

(ii) there is a fire alarm box provided within 25 ft. of each exit from the floor area.

(d) In any building, with the exception of buildings provided with automatic sprinkler systems, where a fire alarm system is required, approved heat detectors shall be installed in all portions of the building used for storage, storage locker rooms, machinery rooms, heating rooms, incinerator rooms, elevator shafts, dumbwaiter shafts, chutes, janitors' closets or other rooms where hazardous or flammable substances are used or stored and in any other room as required by the Inspection Service.

(e) When deemed necessary, smoke detectors connected with the fire alarm system may be required by the Inspection Service for certain strategical parts of a building such as heating, ventilating or air conditioning systems which re-circulate air in buildings; such detectors shall be so installed that they will automatically stop the aforesaid systems. These systems shall be approved by the CSA or by any other organization recognized by the Inspection Service which may be present during tests or check the results thereof.

(f) Connected with the emergency power supply.

### 32. Supervision.

(a) It is necessary to secure the services of a skeleton staff to act as supervisors and to see to the evacuation of occupants. The number of such supervisors will be determined according to the evaluation of the fire fighting equipment, the occupancy, the destination and the fire resistance rating of a building:

(b) In buildings occupied by old or sick people and in children's shelters, the number of supervisors shall be not less than that provided for in Table 3 of Appendix B.

(c) In places of public occupancy, employees entrusted with the maintenance of order shall be on duties from the arrival until the departure of attendants.

(d) In all cases where supervisors or employees entrusted with the maintenance of order are required, they must be acquainted with all necessary informations concerning fire extinguishing devices, alarm systems and means of evacuation of persons. They shall take over the evacuation of persons in case of fire and apply all rules enforced during fire exit drills such as mentioned in Section 3 (g).

e) Comme mesure transitoire, lorsque les modifications demandées ne peuvent être exécutées immédiatement, le Service d'Inspection pourra exiger plus de surveillants.

33. *Éclairage d'urgence.*

En cas d'une rupture de la source primaire du courant électrique, un système d'éclairage d'urgence approuvé, avec relais automatique, doit:

i) être prévu pour les issues, les affiches indiquant les issues, et les allées des lieux de rassemblement public, tel que prévu aux articles (21, b, vi), (22, b, iv) et (23, d, v);

ii) continuer et maintenir, lors de l'occupation de l'édifice, aux endroits requis en (i) un niveau d'éclairage d'une bougie-pied durant au moins:

a) une heure où il y a des personnes malades ou âgées;

b) une demi-heure pour les autres destinations.

iii) être vérifié mensuellement.

iv) la source d'énergie sera de préférence placée au dessus du sol.

L'installation de ces systèmes d'éclairage d'urgence doit être conforme à la Loi des électriciens et installations électriques et à toute autre norme publiée à cette fin par le Ministère.

34. *Panneaux d'accès.*

Dans tout bâtiment à murs pleins, à chaque étage sous le 6e étage ou en-deçà de 90 pieds du sol, des panneaux d'accès, s'ouvrant à l'extérieur, doivent être prévus dans au moins deux (2) murs extérieurs accessibles d'une voie publique. Ces panneaux mesureront au moins vingt-deux (22) pouces par quarante-deux (42) pouces. Ces panneaux seront espacés de pas plus de 50 pieds à chaque étage et leur hauteur à partir du plancher ne doit pas dépasser 36 pouces.

35. *Défense de fumer.*

Dans les lieux intérieurs de rassemblement public avec sièges permanents, il est défendu d'y fumer à moins que l'édifice soit construit et aménagé en conséquence à la satisfaction du Service d'inspection.

TITRE V

*Prescriptions particulières*

36. *Installations sanitaires.*

Le Service d'Inspection a le pouvoir de condamner toute installation sanitaire qui ne répond pas aux normes ci-après.

a) Les salles de toilettes doivent:

i) être restreintes aux personnes d'un même sexe, sauf s'il n'y a qu'un cabinet d'aisances de requis;

ii) avoir un écriteau affiché sur la porte et indiquant le sexe auquel la pièce est réservée;

iii) avoir des accès séparés si elles sont contiguës;

iv) être conçues de façon que les cabinets d'aisances et/ou urinoirs ne soient visibles de tout endroit où des personnes de l'autre sexe peuvent travailler ou circuler;

(e) When required alterations cannot be carried out immediately, the Inspection Service require a larger number of supervisors as temporary measure.

33. *Emergency lighting.*

In the event of failure of the primary source of current, an approved emergency lighting system with an automatic switch shall:

(i) be provided for exits, signs indicating exits and access to places of public occupancy such as provided for in paragraphs 21 (b) (vi), 22 (b) (iv) and 23 (d) (v);

(ii) maintain lighting where required while the building is occupied to levels not less than 1.0 foot candle for a period of not less than:

(a) one (1) hour in places occupied by old or sick people;

(b) one-half (1/2) hour for all other destinations.

(iii) be inspected every month.

(iv) It would be preferable to install such power source above ground.

The installation of such emergency lighting systems shall comply with the Electricians and Electrical Installations Act and with any other standard published therefor by the Department.

34. *Access panels.*

In any building with solid walls, access panels shall be provided in every storey below the sixth (6th) floor or 90 ft. above ground in at least two (2) exterior walls accessible from a public right-of-way. Such access panels shall be not less than 22 in. by 42 in. in size, nor shall they be spaced more than 50 ft. apart in each storey, with a sill height of not more than 36 in.

35. *No smoking.*

In indoor places of public assembly with fixed seats, it shall be forbidden to smoke unless the building has been constructed and prepared for this purpose, to the satisfaction of the Inspection Service.

TITLE V

*Special regulations*

36. *Sanitary facilities.*

The Inspection Service has full powers to condemn any sanitary facility which does not meet the following requirements.

(a) Toilet-rooms shall:

(i) be restricted to persons of the same sex, except when only one water-closet is required;

(ii) have, conspicuously posted on the door thereof, a sign indicating the sex to which they are restricted;

(iii) have separate approaches, when they adjoin;

(iv) be designed in such a way that the water-closets and/or urinals shall not be visible from any place where persons of the opposite sex may work or pass;

v) être chauffées convenablement, ventilées, éclairées, propres, équipées des accessoires nécessaires à la toilette des usagers;

vi) avoir des murs et des planchers en matériaux imperméables.

b) Le nombre d'appareils requis sera établi sur les données suivantes:

i) toute unité de logement doit être munie d'un évier ou lavabo, d'un cabinet d'aisances, d'une baignoire ou d'une douche;

ii) toute salle de toilette doit être munie d'un lavabo; un lavabo sera requis par groupe de deux (2) unités sanitaires;

iii) les urinoirs peuvent remplacer les cabinets d'aisances dans la proportion des 2/3 au maximum;

iv) le nombre d'appareils requis, pour toute destination, est de:

1 cabinet d'aisances où il y a 1 à 9 personnes

2 cabinets d'aisances où il y a 10 à 24 personnes

3 cabinets d'aisances où il y a 25 à 49 personnes

4 cabinets d'aisances où il y a 50 à 74 personnes

5 cabinets d'aisances où il y a 75 à 100 personnes

une unité sera ajoutée par groupe supplémentaire de 30 personnes.

S'il est impossible d'établir la population de chaque sexe, on assumera une proportion égale pour chaque sexe.

c) Le tableau b) iv) ne s'applique pas pour les destinations suivantes:

i) institutions pénales et psychiatriques ainsi que les lieux de culte; le nombre est déterminé par les autorités provinciales ou fédérales;

ii) écoles:

1 cabinet d'aisances requis par 30 garçons,

1 cabinet d'aisances requis par 26 filles;

iii) hôtels et motels: 1 cabinet d'aisance pour chaque sexe, par 10 chambres, à chaque étage;

iv) lieux de rassemblement public avec sièges permanents:

1 cabinet d'aisances requis par 150 hommes,

1 cabinet d'aisances requis par 75 femmes;

v) lieux de rassemblement public où les sièges ne sont pas permanents:

1 cabinet d'aisances requis par 300 hommes,

1 cabinet d'aisances requis par 150 femmes;

vi) salles de danse, centres récréatifs, universités:

1 cabinet d'aisances requis par 100 hommes,

1 cabinet d'aisances requis par 75 femmes;

vii) lieux ayant un permis conforme à la Loi de la Régie des Alcools:

1 cabinet d'aisances pour 40 hommes,

1 cabinet d'aisances pour 30 femmes;

viii) piscines publiques:

1. *Hommes*

1 cabinet d'aisances par 60,

1 urinoir par 60,

1 lavabo par 100,

1 douche par 40;

*Femmes*

1 cabinet d'aisances par 40,

1 lavabo par 100,

1 douche par 40;

(v) be properly heated, ventilated, lighted, clean and equipped with the accessories necessary for the use for which such rooms are intended;

(vi) have walls and floors made of waterproof materials.

(b) The number of fixtures required shall be established as follows:

(i) every dwelling unit must be supplied with a sink or wash basin, a water-closet, a bath-tub or a shower-bath;

(ii) every toilet-room must be supplied with a wash basin; there must be one (1) wash basin for every group of two (2) sanitary units;

(iii) urinals may be substituted for water-closets, but only in a proportion not exceeding 2/3;

(iv) the number of fixtures required, for any occupancy, is as follows:

1 water-closet for 1 to 9 persons

2 water-closets for 10 to 24 persons

3 water-closets for 25 to 49 persons

4 water-closets for 50 to 74 persons

5 water-closets for 75 to 100 persons

one unit shall be added for each additional group of 30 persons.

If it is impossible to establish the population of each sex, it may be assumed that the total occupancy is equally divided between the sexes.

(c) Table (b) (iv) does not apply to the following occupancies:

(i) penal and psychiatric institutions and places of worship; the number is determined by the provincial or federal authorities;

(ii) schools:

1 water-closet per 30 boys,

1 water-closet per 26 girls;

(iii) hotels and motels: 1 water-closet for each sex, per 10 bedrooms, per floor;

(iv) places of public assembly with permanently fixed seats:

1 water-closet per 150 men,

1 water-closet per 75 women;

(v) places of public assembly where seats are not permanently fixed:

1 water-closet per 300 men,

1 water-closet per 150 women;

(vi) dance halls, recreational centres, universities:

1 water-closet per 100 men,

1 water-closet per 75 women;

(vii) premises that are licensed in conformity with the Québec Liquor Board Act:

1 water-closet per 40 men,

1 water-closet per 30 women;

(viii) public swimming pools:

1. *Men*

1 water-closet per 60,

1 urinal per 60,

1 wash basin per 100,

1 shower per 40;

*Women*

1 water-closet per 40,

1 wash basin per 100,

1 shower per 40;

2. Lorsqu'utilisées par classes ou rafales de 1 heure:  
1 toilette par 10 baigneurs,  
1 douche par 4 baigneurs;

d) Les patrons doivent fournir à leurs employés les moyens de se désaltérer adéquatement et hygiéniquement.

e) Les appareils sanitaires et leur installation doivent être conformes aux prescriptions du Code de Plomberie du Québec.

### 37. Ventilation

À l'intérieur de l'édifice, les propriétaires doivent éliminer, dans toute la mesure du possible à leur point d'origine, les impuretés de l'air et éviter qu'elles atteignent des concentrations dangereuses, malsaines ou inconfortables.

a) Lorsque la ventilation est naturelle:

i) Les salles de toilettes doivent avoir:

1. une fenêtre dont au moins 50% peut être ouvert et l'air de ventilation doit être d'un pied carré pour chaque cabinet d'aisances ou urinoir; et

2. un système de ventilation par gravité. S'il n'y a pas plus de 6 cabinets d'aisances et urinoirs dans une salle, une seule ouverture suffit et l'aire de ventilation doit être de 7 pouces carrés par unité sanitaire; cette exigence sert de base pour toute unité additionnelle.

ii) les autres pièces doivent avoir une aire de ventilation au moins à 5% de l'aire du plancher.

b) Lorsque la ventilation est mécanique, le système doit:

i) être conçu, construit et installé conformément aux règles de l'art;

ii) comporter des conduits servant au transport de l'air contaminé qui ne servent à aucune autre fin tout en n'étant pas nuisible au voisinage;

iii) prévoir des prises d'air placées de façon à ne pas introduire dans l'édifice de l'air préalablement contaminé ou malsain;

iv) être pourvu de dispositifs de déclenchement reliés aux systèmes d'alarme en cas d'incendie, ou

v) d'interrupteurs de courant localisés de façon appropriée et indiqués clairement: ces dispositifs de déclenchement et ces interrupteurs de courant permettent d'arrêter le système en cas d'incendie.

Les propriétaires doivent se conformer à toute norme publiée à cette fin par le Ministère.

### 38. Scènes.

Le présent article s'applique à tout lieu intérieur de rassemblement public avec sièges permanents dont la scène est permanente et munie d'ateliers, de loges d'artistes ou de salles de rangement.

i) le plancher de la scène peut être en bois sur une charpente ouverte incombustible pourvu qu'il soit protégé par un système d'extincteurs automatiques;

ii) toute ouverture dans le plancher de la scène doit être protégée et éclairée à la satisfaction du Service d'inspection;

iii) tout contrepoids employé sur la scène doit être de matière solide et glisser dans des gaines de bois ou de métal;

2. When used by classes or in one-hour gusts:  
1 water-closet per 10 bathers,  
1 shower per 4 bathers;

(d) Employers must provide their employees with adequate and hygienic drinking facilities.

(e) Sanitary facilities and the installation thereof must comply with the provisions of the Québec Plumbing Code.

### 37. Ventilation.

Inside any building, the owners must eliminate impurities from the air, as much as possible at the point where they originate, and prevent their degree of concentration from becoming dangerous, unhealthy or uncomfortable.

(a) When natural ventilation is provided:

(i) Toilet rooms shall contain:

1. a window of which not less than 50% can be opened and having a venting area of at least one (1) square foot for each water-closet or urinal; and

2. a gravity ventilating system. Where not more than six (6) water-closets and urinals are installed in one room, one (1) opening only need be installed and the venting area thereof shall be equal to seven (7) square inches for each sanitary unit; additional openings shall be provided on the same basis.

(ii) all other rooms shall have venting area at least equal to 5% of their floor area.

(b) When mechanical ventilation is provided, the system must:

(i) be designed, constructed and installed in accordance with good practice;

(ii) contain ventilating pipes or ducts whose exclusive purpose is the elimination of the contaminated air while not constituting a nuisance to the surroundings;

(iii) be provided with air intakes placed in such a manner as not to admit into the building air which is already contaminated or unwholesome;

(iv) be provided with automatic release devices connected to the fire-alarm systems, or

(v) be provided with properly located and clearly marked cutoff switches; the said release devices and the said cutoff switches shall enable the system to be shut down in case of fire.

Owners must comply with any requirement published for that purpose by the Department.

### 38. Stages.

The present section applies to any indoor place of assembly with fixed seats provided with a permanent stage, work, dressing and store rooms.

(i) a wood floor on open noncombustible framing is permitted provided that such floor be protected with a fire extinguishing system;

(ii) any opening in the stage floor shall be protected and lighted to the satisfaction of the Inspection Service;

(iii) any counter-weight used on the stage shall be made of solid material and shall travel up and down in metal or wooden guide frames;

iv) tout l'appareillage du jeu de scène et les cloisons construits de matériaux combustibles doivent être traités de façon à ne pas s'enflammer spontanément ni maintenir la combustion;

v) les échelles doivent être munies de crinolines;

vi) les escaliers ou échelles pour atteindre les passerelles surélevées doivent être en matériaux incombustibles;

vii) un mur d'avant-scène ayant une résistance au feu de deux (2) heures est considéré comme équivalent à la prescription de l'article 21 de la présente loi;

viii) une personne qualifiée doit être affectée aux appareillages électriques, tels que les tableaux de commutation, les dégradateurs et autres;

ix) la scène doit être munie de moyens de ventilation conformes aux prescriptions de l'article 37;

x) si des acrobaties aériennes se produisent jusqu'au dessus de l'assistance, un filet de sécurité approuvé doit être installé;

xi) un extincteur portatif sera installé sur chaque passerelle et dans toute pièce de plus de 1000 pieds carrés; deux extincteurs portatifs seront installés de chaque côté de la scène et en dessous de la scène.

### 39. Cabines de projection.

a) Une cabine de projection est requise où des films à base de nitrocellulose sont projetés. Cette cabine de projection doit:

i) être localisée dans une pièce séparée de l'auditoire;

ii) avoir une résistance au feu d'au moins une heure;

iii) située de façon telle qu'un opérateur, s'il est seul en fonction, n'ait pas à franchir plus de 50 pieds sur le même étage, pour atteindre une installation sanitaire comprenant au moins une toilette et un lavabo;

iv) avoir deux issues fermées par des portes à l'épreuve du feu. Ces portes doivent être closes durant la représentation et s'ouvrir sans clef vers l'extérieur;

v) être ventilée adéquatement, au moins six (6) changements d'air par heure;

vi) avoir des ouvertures réduites au strict minimum pour l'observation et la projection des films et des faisceaux lumineux;

vii) être munie de volets à gravité approuvés pour la fermeture des ouvertures permises en (vi); ces hublots auront une résistance au feu d'au moins deux (2) heures;

viii) contenir que des meubles ou équipements en matériaux incombustibles;

ix) être équipée de coffrets spéciaux et approuvés pour le remisage des films inflammables;

x) contenir le matériel combustible nécessaire en quantité limitée seulement;

xi) être pourvue des mises à la terre appropriées;

xii) avoir une affiche indiquant clairement qu'il y est défendu de fumer;

b) Si une cabine est utilisée pour la projection de films ininflammables, elle doit répondre aux prescriptions du paragraphe (a) à l'exception des sous-paragraphes (iv), (vi), (vii), (viii), (ix), (xii).

(iv) all stage accessories and partitions made of combustible materials shall be treated to prevent spontaneous ignition and combustion;

(v) ladders shall be provided with crinolines;

(vi) stairs or ladders leading to elevated catwalks shall be made of noncombustible materials;

(vii) a proscenium wall with a fire resistance rating of two (2) hours shall be considered as being consistent with the provisions of Section 21 of the present regulation;

(viii) a qualified person shall be in charge of electrical apparatuses such as switchboards, dimmers, etc.;

(ix) the stage must be provided with ventilating appliances such as provided for in Section 37;

(x) should acrobatic performances be held above spectators, an approved safety net shall be installed;

(xi) a portable extinguisher shall be installed on every catwalk and in any room whose floor area is greater than 1,000 sq. ft.; two (2) portable extinguishers shall be installed on either side of the stage and under the stage.

### 39. Motion picture machine booths.

(a) Motion picture machine booths are required where nitrocelluloid films are shown. Such motion picture machine booths shall:

(i) be located in a room separated from the audience;

(ii) have a fire resistance rating of at least one (1) hour;

(iii) be so located that the operator, if he is alone on duties, will not have to cover a distance exceeding fifty (50) feet, on the same floor, to reach a sanitary facility provided with at least a sink and a water closet;

(iv) have two (2) exits closed by fireproof doors. Such doors shall be kept closed during the performance and shall open outwards without key

(v) be properly ventilated: 6 air changes per hour;

(vi) have openings only large enough to permit observation and projection of films and beams of light;

(vii) be equipped with approved gravity shutters to close openings contemplated in paragraph (vi); such port-holes shall have a fire resistance rating of at least two (2) hours;

(viii) be provided with furniture and apparatuses made of noncombustible material only;

(ix) be equipped with approved special boxes for the storing of flammable films;

(x) be stocked with restricted quantities of required combustible substances;

(xi) be provided with appropriate groundings;

(xii) be provided with a sign indicating that smoking is expressly forbidden in such booth;

(b) Should non-flammable films be shown from a motion picture machine booth, such motion picture machine booth shall comply with the provisions of subsection (a) with the exception of paragraphs (iv), (vi), (vii), (viii), (ix) and (xii).

c) Les prescriptions de cet article ne s'appliquent pas à la projection de films à l'aide de projecteurs portatifs.

40. *Théâtres d'été.*

Le présent article s'applique aux théâtres qui sont en opération durant la période de mai à octobre inclusivement, dont la capacité n'est pas supérieure à 600 personnes et qui sont situés au rez-de-chaussée.

i) ils ne sont pas permis dans un édifice dont une partie est utilisée comme garage, atelier de nettoyage, ou à toute autre fin jugée dangereuse par le Service d'inspection;

ii) les articles du titre III régissent les issues de ces édifices à l'exception qu'il est toujours requis au moins deux issues de cinq (5) pieds de largeur si la capacité excède 60 personnes;

iii) les prescriptions du titre IV, à l'exclusion des articles 29, 31, régissent les moyens de protection contre l'incendie dans ces édifices;

41. *Bains publics.*

La protection des baigneurs et du personnel doit être assurée par le propriétaire.

a) Dans tous les cas, il est requis:

i) un certificat du Service d'hygiène;  
ii) une surveillance qualifiée, suffisante et constante;

iii) des ceintures de sauvetage en nombre suffisant;  
iv) un matériel antidérapant aux tremplins, marches, trottoirs, etc.

v) des bouées délimitant la zone permise aux enfants;

vi) un équipement adéquat aux premiers soins, une civière et des couvertures;

vii) de ne pas se baigner seul ou dans l'obscurité.

Pour les piscines dans les conciergeries, des mesures équivalentes pourront être acceptées par le Service d'Inspection pour les item ii et vii.

b) Pour les grèves, en plus de a), il est requis:

i) une deuxième ligne de bouées que tout baigneur ne doit pas dépasser;

ii) des chaloupes motorisées ou non selon la dimension de la grève.

c) Pour les piscines, en plus de a), il est requis:

i) une échelle à chaque extrémité;  
ii) un éclairage adéquat et sans éblouissement permettant de voir le fond de la piscine;

iii) une perche avec crochet, d'une longueur d'au moins 12 pieds pour porter secours des bords de la piscine, par 50 pieds de longueur de piscine;

iv) un système d'éclairage d'urgence;

v) la fermeture des piscines en-dehors des heures de fréquentation déterminées par le propriétaire;

vi) lorsqu'extérieure une clôture d'au moins quatre (4) pieds, doit entourer la piscine.

d) Toute l'installation électrique doit être conforme aux lois et règlements des installations électriques du Québec.

(c) The present section shall not be interpreted as regulating portable motion picture projectors.

40. *Summer theatres.*

The present section applies to ground floor theatres intended for not more than 600 persons in operation from May till October inclusively.

(i) such theatres are not permitted in buildings where part thereof is being used as a garage, a dry cleaning plant or for any other purpose deemed hazardous by the Inspection Service;

(ii) the exits of such buildings shall comply with the requirements of all sections of Title III except that two exits whose width shall be not less than five (5) feet must be provided if the occupant load exceeds sixty (60) persons;

(iii) means of fire protection of such buildings shall comply with the requirements of Title IV with the exception of sections 29 and 31.

41. *Public swimming baths.*

The protection of swimmers and staff shall be ensured by the owner.

(a) The following shall be required in all cases:

(i) a certificate issued by the Health Service;  
(ii) permanent and sufficient supervision by authorized persons;

(iii) an adequate number of life-belts;

(iv) diving-boards, stairs, sidewalks, etc., covered with non-skidding material;

(v) buoys marking the area where children are allowed;

(vi) adequate first-aid equipment, stretcher, blankets;

(vii) not to swim alone or in the dark.

In the case of swimming pools located in apartment buildings, equivalent provisions concerning items (ii) and (vii) may be accepted by the Inspection Service.

(b) In addition to the provisions of subsection (a), the following shall be required in the case of beaches:

(i) a second row of buoys beyond which no swimmer shall be allowed;

(ii) boats or motor boats, according to the size of the beach.

(c) In addition to the provision of subsection (a), the following shall be required in the case of swimming pools:

(i) a ladder at both ends;

(ii) adequate undazzling lighting showing the bottom of the pool;

(iii) a pole equipped with a hook to come to someone's aid from either side of the pool; such pole shall be not less than 12 feet for every 50 feet of pool length;

(iv) an emergency lighting system;

(v) the pool shall be kept closed outside hours prescribed by the owner;

(vi) if such pool is located outside the building, it shall be enclosed with a fence whose height shall be not less than four (4) feet.

(d) Any electrical installation shall comply with the Québec Acts and Regulations respecting electrical installations.

e) Tout propriétaire doit se conformer à ces prescriptions et à toute autre norme publiée à cette fin par le Ministère.

#### 42. *Chambres de fournaïses.*

À l'exception des âtres et des petites unités munies d'isolation thermique, tout appareil de chauffage à combustible doit être installé dans une pièce approuvée qui doit:

- i) être enceinte d'une séparation ignifuge d'au moins deux (2) heures;
- ii) ne pas être utilisée pour l'emmagasinage de matières combustibles et/ou de matières dangereuses;
- iii) être munie de portes s'ouvrant vers l'extérieur et ayant une résistance au feu d'au moins deux (2) heures; sauf lorsqu'elles donnent sur un corridor ou sur une pièce occupée par le public.
- iv) être équipée d'extincteurs portatifs si non protégée par un système d'extincteurs automatiques;
- v) être munie d'une amenée d'air frais.

#### 43. *Incinérateurs.*

Tout incinérateur doit être installé dans une pièce conforme aux prescriptions de l'article 42, cependant, un incinérateur peut être installé dans une chambre à fournaïses.

En outre de ces prescriptions, le conduit de cheminée desservant un incinérateur ne doit servir à aucun autre appareil de chauffage ou de ventilation.

#### 44. *Réservoirs d'huile à chauffage.*

Aucun réservoir d'huile à chauffage ne peut être utilisé sous pression à l'approvisionnement d'un appareil de chauffage.

- A) Les réservoirs d'huile à chauffage sont permis:
- a) à l'intérieur du bâtiment:
    - i) sans enceinte, si:
      1. il n'y a pas plus de 50 gallons impériaux entreposés au-dessus du sous-sol ou de l'étage le plus bas;
      2. le réservoir est au sous-sol et que sa capacité est de 500 gallons impériaux ou moins. La capacité totale permise, dans ce cas, est de 1000 gallons impériaux.

ii) avec enceinte, si:  
la capacité du réservoir est supérieure à 500 gallons impériaux. La capacité totale permise, dans ce cas, est de 12,000 gallons impériaux.

iii) avec enceinte et situés dans une chambre isolée, verticalement et horizontalement, du reste de l'édifice par une séparation ignifuge d'au moins deux heures, si:  
la capacité du réservoir est de 20,000 gallons impériaux ou moins. La capacité totale permise, dans ce cas, est de 40,000 gallons impériaux.

b) à l'extérieur dans une région populeuse, au-dessus du sol, si:

- i) le réservoir n'obstrue aucune issue;
- ii) la capacité totale des réservoirs ne dépasse pas 500 gallons impériaux, s'ils sont au niveau du sol, ou si

iii) la capacité totale des réservoirs ne dépasse pas 50 gallons impériaux pour une unité de chauffage, s'ils sont installés au-dessus du sous-sol;

(e) Any owner shall comply with these requirements and with any other regulation published therefor by the Department.

#### 42. *Furnace rooms.*

With the exception of fireplaces and small units provided with thermal insulation, every fuel-fired heating appliance shall be installed in an approved room which shall:

- (i) be separated from the remainder of the building by a fire separation of at least two (2) hours;
- (ii) not be used for the storing of combustible and/or hazardous substances;
- (iii) be provided with doors opening outwards and having a fire resistance rating of at least two (2) except when they lead into a corridor or an occupied room;
- (iv) be equipped with portable extinguishers when there is no fire extinguishing system;
- (v) be supplied with fresh air.

#### 43. *Incinerators.*

Incinerators shall be installed in rooms complying with the requirements of Section 42; however, incinerators may be installed in furnace rooms.

In addition to the above requirements, chimney flues serving incinerators shall not serve any other heating or ventilating appliance.

#### 44. *Heating oil tanks.*

No heating oil pressure tank may be used to feed heating appliances.

A) Heating oil tanks are permitted:

- (a) inside buildings:
  - (i) without enclosure, when:
    1. no more than 50 imperial gallons are stored above basement or above the lowest floor;
    2. the tank is located in the basement and the gallonage of such tank is 500 imperial gallons or less; in such a case, the total gallonage permitted shall be 1000 imperial gallons.

(ii) with enclosure, when:  
the capacity of the tank is greater than 500 imperial gallons. In such a case, the total gallonage permitted shall be 12,000 imperial gallons.

(iii) with enclosure and vertically and horizontally separated from the remainder of the building by a fire separation of at least two (2) hours, when:

the gallonage of the tank does not exceed 20,000 imperial gallons. In such a case, the total gallonage permitted shall be 40,000 imperial gallons.

(b) outside buildings and above ground level, in populous areas, when:

- (i) the tank does not obstruct any exit;
- (ii) the total gallonage of tanks does not exceed 500 imperial gallons when such tanks are located at ground level, or if;

(iii) the total gallonage of tanks does not exceed 50 imperial gallons per heating units when such tanks are located above basement level;

iv) les supports sont rigides et de matériaux non combustibles.

c) dans le sol, s'ils:

i) reposent sur une fondation solide;

ii) sont enterrés avec un matériel meuble et non du mâchefer;

iii) sont protégés contre les dommages pouvant être causés par la circulation;

iv) sont bien ancrés à la fondation;

v) sont situés de façon à ne pas être soumis à des pressions provenant des fondations.

B) L'enceinte requise à a) ii) et a) iii) du paragraphe « A », doit:

a) être construite en maçonnerie ou béton coulé;

b) avoir une résistance au feu d'au moins trois heures;

c) être ancrée au plancher qui doit être en béton ou de construction résistant au feu;

d) comporter un plafond en béton armé d'au moins 5" d'épaisseur ou de construction équivalente;

e) être de dimensions telles qu'un espace libre d'au moins 15 pouces serve à la circulation autour du ou des réservoirs;

f) munie d'une porte résistant au feu et se fermant automatiquement;

g) être ventilée et éclairée adéquatement.

C) La tuyauterie servant à l'événement doit:

a) communiquer avec l'extérieur;

b) se terminer à pas moins de 2 pieds en toute direction de toute ouverture de l'édifice;

c) être munie d'un protecteur contre les intempéries;

d) être à une distance du sol telle qu'elle ne sera pas obstruée par la neige ou la glace.

D) Un réservoir non cloisonné doit être distancé de toute source de chaleur, d'au moins:

a) 2 pieds si sa capacité n'est pas supérieure à 10 gallons;

b) 5 pieds si sa capacité est supérieure à 10 gallons.

Il ne faut pas, dans tous les cas, que la température de l'huile puisse monter à plus de 25°F de celle de la pièce.

#### 45. Substances dangereuses.

a) Dans tout bâtiment, les quantités entreposées de substances dangereuses, explosives, inflammables ou toxiques, doivent être limitées;

i) à celles requises pour l'entretien du bâtiment et l'opération de son équipement;

ii) aux besoins requis en fonction de sa destination.

b) Toute pièce où des substances explosives, inflammables, toxiques, sont entreposées, doit être:

i) située, de préférence, dans un bâtiment séparé; ou

ii) enceinte d'une séparation ignifuge d'au moins (2) heures et que sa superficie ne dépasse pas 3,000 pieds carrés;

iii) munie de porte(s) s'ouvrant vers l'extérieur, et ayant une résistance au feu d'au moins deux (2) heures; sauf qu'elles ne doivent pas s'ouvrir sur un corridor ou une pièce occupée par le public.

(iv) such tanks are fastened by means of fixed anchors made of noncombustible materials.

(c) underground, when:

(i) such tanks are laid upon solid foundations;

(ii) embedded in running soil and not in dross;

(iii) protected against damages that may result from the passing of vehicles;

(iv) securely fixed to the foundations;

(v) located so that no pressure be exerted by the foundations on such tanks.

B) The enclosure required in items (ii) and (iii) of paragraph (a) of subsection "A" shall:

(a) be made of bricks or concrete;

(b) have a fire resistance rating of at least three (3) hours;

(c) be fastened to the floor which shall be made of concrete or fire resistant material;

(d) have a ceiling of reinforced concrete not less than 5 in. thick or of equivalent material;

(e) be of such dimensions as to provide a free space of at least 15 inches to allow people to circulate around such tank(s);

(f) be provided with a fire resistant door equipped with a self-closing mechanism;

(g) be properly lighted and ventilated.

C) Ventilating pipes shall:

(a) lead outside;

(b) discharge not less than two (2) feet, measured in any direction, from any opening of the building;

(c) be provided with a protector against bad weather;

(d) be located high enough above ground level not to be obstructed with snow or ice.

D) The distance between a heat source and a non-enclosed tank shall be at least:

(a) two (2) feet if the gallonage of such tank does not exceed ten (10) gallons;

(b) five (5) feet if the gallonage of such tank exceeds ten (10) gallons.

In no case shall the oil temperature be more than twenty-five (25) degrees higher than the temperature of the room.

#### 45. Hazardous substances.

(a) Quantities of hazardous, explosive, flammable or toxic substances stored in any building shall be limited to:

(i) quantities required for the maintenance of the building and the operation of its equipment;

(ii) the specific needs of the building, taken into account the destination of such building.

(b) Any room where hazardous, explosive, flammable or toxic substances are stored shall:

(i) be located, as far as possible, in a separate building; or

(ii) be separated from other rooms by a 2hr. fire separation and the floor area thereof shall not exceed 3,000 sq. ft.;

(iii) be provided with doors opening outwards and having a fire resistance rating of at least two (2) hours; such doors, however, shall not lead into hallways or rooms occupied by an assembly of persons.

- iv) équipée d'extincteur(s) approprié(s);
- v) ventilée adéquatement, par un système indépendant;
- vi) approuvée;
- vii) conforme à toute autre exigence du Service d'inspection et toute autre norme publiée à cette fin par le ministère.

Il est défendu d'y fumer.

#### 46. Cuisines.

À l'exception des unités de logement, les cuisines doivent être:

- i) enceintes d'une séparation ignifuge d'au moins 1 heure;
- ii) pourvues de hottes aspirantes reliées à un conduit d'échappement.

Ces hottes doivent être:

- 1. à pas plus de 7 pieds du plancher;
- 2. munies d'un filtre;
- 3. équipées d'un système d'extincteurs approprié.

Sur les friteuses, le système d'extincteur approprié sera automatique. Le conduit d'échappement, s'il traverse des pièces occupées, doit:

- 1. être isolé; ou
- 2. équipé d'un système d'extincteurs automatiques approprié.

#### 47. Chutes à déchets.

Toute chute à déchets doit:

- i) être enceinte d'une séparation ignifuge ayant une résistance au feu d'au moins deux (2) heures;
- ii) être desservie par des bouches se fermant automatiquement et hermétiquement, approuvées et situées dans des espaces séparés et ne servant à aucune autre fin et ayant une résistance au feu d'au moins  $\frac{3}{4}$  heure;
- iii) se décharger dans des coffres incombustibles ou des pièces séparées dont la résistance au feu est d'au moins deux (2) heures;

iv) être munie d'extincteurs automatiques à:

- 1. en partie supérieure;
- 2. chaque deuxième niveau d'étage;
- 3. dans le coffre ou pièce de décharge;
- v) être aérée et munie d'un dispositif facilitant le nettoyage;
- vi) être tenue fermée à son point d'arrivée.

#### 48. Chutes à lingerie.

Toute chute à lingerie, en plus d'être conforme aux prescriptions (i), (ii), (iv), (v) et (vi) de l'article 47 doit se décharger dans une pièce dont la résistance au feu est d'au moins une heure.

#### 49. Garages.

Dans tout bâtiment, les installations de fourniture d'essence sont interdites.

- (iv) be equipped with appropriate extinguishers;
  - (v) be properly ventilated by means of an independent system;
  - (vi) be approved;
  - (vii) meet all other requirements of the Inspection Service and shall come up to other standards published therefor by the Department.
- It is forbidden to smoke in such rooms.

#### 46. Kitchens.

With the exception of dwelling units, kitchens shall:

- (i) be separated from other rooms by a fire separation of at least one (1) hour;
- (ii) be provided with air-exhauster range hoods connected with an exhaust duct. Such range hoods shall:

- 1. be installed at a height not to exceed seven (7) feet above floor level;
- 2. be provided with a filter;
- 3. equipped with an appropriate fire extinguishing system.

Over deep fat fryers, the fire extinguishing system shall be automatic. Should an exhaust duct lead through occupied rooms, it shall be:

- 1. insulated; or
- 2. equipped with an appropriate automatic fire extinguishing system.

#### 47. Refuse chutes.

Refuse chutes shall:

- (i) be enclosed having a fire resistance rating of not less than two (2) hours;
- (ii) be equipped with approved self-closing closures and located in rooms separated from other rooms having a fire resistance rating of not less than  $\frac{3}{4}$  hr. and used for no other purpose;
- (iii) discharge in noncombustible bins or rooms separated from the remainder of the building and having a fire resistance rating of not less than two (2) hours;

- (iv) be equipped with automatic sprinklers:
  - 1. at the top;
  - 2. at alternate floor levels;
  - 3. in the bin or room into which the chute discharges;
- (v) be ventilated and equipped with spray equipment for cleaning purposes;
- (vi) be kept closed at the point of discharge.

#### 48. Linen chutes.

Every linen chute shall comply with the requirements of Section 47, paragraphs (i), (ii), (iv), (v) and (vi) and shall discharge into a room having a fire resistance rating of not less than one (1) hour.

#### 49. Garages.

Facilities for dispensing gasoline shall not be installed in any building.

a) Un garage d'entretien ou de réparation de voitures automobiles doit être séparé du reste du bâtiment par une séparation ignifuge d'au moins 1½ heures et sans ouverture.

b) Un garage de remisage doit être séparé du reste du bâtiment par une séparation ignifuge d'au moins 1½ heures.

c) L'accès permis à travers une séparation ignifuge, doit se faire à l'aide d'un corridor ou puits:

- i) qui a au moins 6 pieds de largeur;
- ii) muni de portes ayant une résistance au feu de ¾ d'heure;
- iii) ventilé au même taux que le garage;
- iv) étanche à la fumée.

d) Tout garage doit être ventilé adéquatement, naturellement ou mécaniquement, de façon à prévenir toute concentration dangereuse d'oxyde de carbone ou de toute autre gaz toxique. Un système de détection automatique d'oxyde de carbone est requis pour tous les garages fermés.

e) Un garde-roues d'au moins 6" de hauteur doit être pourvu à chaque entrée ou sortie et à tous les étages.

f) Un garde-feu de résistance suffisante doit être installé à tout endroit où il n'y a pas de mur extérieur.

g) Le plancher et la finition de plancher doivent être en matériaux incombustibles.

h) La hauteur nette de tout garage de remisage doit être d'au moins 78 pouces.

i) Les escaliers conduisant au toit d'un garage de remisage doivent être protégés contre la neige et la glace.

#### 50. *Nettoyage de fenêtres.*

Tout système de nettoyage de fenêtres doit être approuvé par le Service d'inspection et être en tout conforme aux normes publiées à cette fin par le ministère.

Leur fonctionnement et leur usage peut en être interdit si les conditions de sécurité n'existent pas, l'Inspecteur y appose alors des scellés.

#### 51. *Ascenseurs.*

Tout ascenseur, monte-charge, petits monte-charge, escalier roulant, doit être conforme au Code des ascenseurs, monte-charge, petits monte-charge et escalier roulant du Québec.

Leur fonctionnement et leur usage peut en être interdit si les conditions de sécurité nécessaires n'existent pas, l'Inspecteur y appose alors des scellés.

#### 52. *Pistes de courses.*

Toute piste de course, autodrome, piste de compétition, doit être conforme aux exigences du Service d'inspection et normes publiées à cette fin par le ministère.

#### 53. *Monte-pente.*

Tout monte-pente doit être conforme aux normes publiées à cette fin par le Ministère.

(a) Any inspection or repair garage for vehicles shall be separated from the remainder of the building in which it is situated by at least a 1½ hr. fire separation which shall have no openings.

(b) Any storage garage shall be separated from the remainder of the building in which it is situated by at least a 1½ hr. fire separation.

(c) Openings in fire separation shall be accessible from a corridor or a shaft which shall be:

- (i) not less than six (6) feet long;
- (ii) provided with doors having a fire resistance rating of at least ¾ hr.;
- (iii) ventilated as the garage itself;
- (iv) smokeproof.

(d) Garages shall be properly ventilated, either naturally or mechanically, in order to prevent any hazardous concentration of carbon monoxide or of any other toxic gas. Automatic carbon monoxide detector systems shall be installed in all enclosed garages.

(e) Entrances or exits on every floor shall be provided with bumpers whose height shall not be less than six (6) inches.

(f) Well-secured balustrades shall be installed in places where there is no exterior walls.

(g) The floor and floor finishing of any garage shall be of noncombustible material.

(h) The clear height of any storage garage shall be at least seventy-eight (78) inches.

(i) Stairs leading to the roof of any storage garage shall be protected against snow or ice.

#### 50. *Cleaning of windows.*

Any window cleaning system shall be approved by the Inspection Service and shall comply entirely with the regulations published therefor by the Department.

The operating or use thereof may be forbidden if safety conditions required are not met with; in such cases, the Inspector shall affix seals thereto.

#### 51. *Elevators.*

Elevators, hoists, dumbwaiters and escalators shall comply with the Québec Safety Code for elevators, hoists, dumbwaiters and escalators.

The operating or use thereof may be forbidden if safety conditions required are not met with; in such cases, the Inspector shall affix seals thereto.

#### 52. *Race-tracks.*

Race-tracks, motor-racing tracks, speedways shall meet the requirements of the Inspection Service and shall comply with the regulations published therefor by the Department.

#### 53. *Ski-lifts.*

Ski-lifts must comply with the regulations published therefor by the Department.

Leur fonctionnement et leur usage peut en être interdit si les conditions de sécurité nécessaires n'existent pas, l'Inspecteur y appose alors des scellés.

#### 54. Normes additionnelles.

Les inspecteurs du Service d'inspection voient également à l'application des règlements et des normes de sécurité des établissements de santé et de bien-être relevant du ministère des Affaires sociales.

### ANNEXE A

Tableau 1

*Aire de plancher à admettre par personne pour déterminer la charge d'occupants de toute aire*

<i>Destination de l'aire de plancher ou de la pièce</i>	<i>Aire-personnes, pi.-car.</i>
Lieux de rassemblement avec sièges fixés comme les auditoriums, les théâtres ou les salles de concert.	6
Autres lieux de rassemblement	
(1) où des sièges non fixés peuvent être employés.	8
(2) où des sièges non fixés et des tables peuvent être employés.	10
Salles de réunion, salles d'attente dans les bâtiments publics, les rotondes, les halls d'entrée.	15
Stades et grandes estrades.	6
Salles de quilles, de billard et lieux semblables.	100
Salles de classe.	20
Ateliers d'apprentissage.	100
Salles d'opération et cliniques dans les hôpitaux.	125
Lieux de détention.	125
Salles de lecture ou d'écriture, ou foyers*.	20
Salles à manger* et bars.	12
Cuisines*.	100
Chambres	
— pour une personne*.	100
— dortoirs.	50
Étages destinés à la vente au détail	
— rez-de-chaussée et sous-sol.	30
— tous les autres étages.	60
Locaux de fabrication ou de préparation.	50
Bureaux.	100
Nettoyage et réparation des marchandises.	50
Boutiques fournissant des services aux particuliers, salons de coiffure par exemple.	50
Entrepôts.	300

\*Ailleurs que dans des unités de logement.

The operating or use thereof may be forbidden if safety conditions required are not met with; in such cases, the Inspector shall affix seals thereto.

#### 54. Supplementary regulations.

The Inspectors of the Inspection Service are also entrusted with the enforcement of safety standards and regulations in health and welfare establishments under the jurisdiction of the Department of Social Affairs.

### APPENDIX A

Table 1

*Area of floor per person to be assumed in determining the occupant load of any area*

<i>Type of use of floor area or room</i>	<i>Area-person sq. ft.</i>
Assembly rooms with fixed seats such as auditoriums, theatres or concert halls	6
Other assembly rooms	
(1) where nonfixed seats may be used	8
(2) where nonfixed seats with tables may be used	10
Meeting rooms, waiting rooms in public buildings, rotundas, entrance halls	15
Stadia and grandstands	6
Bowling alleys, pool and billiard rooms and similar areas	100
Classrooms	20
Vocational shops	100
Operating and clinical rooms in hospitals	125
Detention quarters	125
Reading or writing rooms or lounges*	20
Dining rooms* and beverage rooms	12
Kitchens*	100
Rooms	
— single rooms*	100
— dormitories	50
Retail sales floors	
— ground floor and basement	30
— all other floors	60
Manufacturing or process rooms	50
Offices	100
Cleaning and repair of goods	50
Shops providing services to the person such as hairdressing parlors	50
Storage	300

\*In other than dwelling units.

ANNEXE — APPENDIX B  
TABLEAU — TABLE 2

<i>Catégorie de séparation ignifuge (heures)</i> <i>Grade of fire separation (hr.)</i>	<i>Taux minimal de résistance au feu de la construction (heures)</i> <i>Minimum fire resistance rating of construction (hr.)</i>	<i>Taux minimal de résistance au feu des fermetures (heures)</i> <i>Minimum fire resistance rating of closures (hr.)</i>	<i>Taux minimal de résistance au feu des puits (heures)</i> <i>Minimum fire resistance rating of shafts (hr.)</i>	<i>Résistance minimale au feu des fermetures dans les puits (heures)</i> <i>Minimum fire resistance of closures in shafts (hr.)</i>
3/4	3/4	3/4	3/4	3/4
1	1	3/4	3/4	3/4
1 1/2	1 1/2	1	1	3/4
2	2	1 1/2	1	3/4
3	3	2	2	1
4	4	3	2	1 1/2

TABLEAU — TABLE 3

*Surveillance minimum le soir et la nuit — Evening and night minimum supervision*

*Institution où les personnes peuvent sortir seules*

*Institutions où les personnes ont besoin d'assistance pour sortir*

*Buildings out of which occupants are able to escape by themselves*

*Buildings where occupants must be helped out*

(1) (2)  
6 à-to 15 -1  
16 à-to 40 -2  
41 à-to - (3)

(1) (2)  
6 à-to 15 -2  
16 à-to 30 -3  
31 à-to - (4)

(1) nombre de personnes — number of persons

(2) nombre de surveillants — number of supervisors.

(3) un surveillant de plus par 30 personnes — one (1) additional supervisor per 30 persons.

(4) un surveillant de plus par 15 personnes. — one (1) additional supervisor per 15 persons.

38942-o

38942-o

**Arrêté en conseil**  
**Chambre du Conseil Exécutif**

**Order in Council**  
**Executive Council Chamber**

Numéro 548

Number 548

Québec, le 10 février 1971.

Québec, February 10, 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT la constitution en réserve de chasse du territoire impliqué dans le projet du Parc National Forillon.

CONCERNING the establishment of the territory implicated in the Forillon National Park plan as a game reserve.

ATTENDU QUE par l'arrêté en conseil numéro 2132, en date du 27 mai 1970, l'administration et le contrôle du territoire ci-après décrit ont été transférés au Gouvernement du Canada, aux conditions et pour les termes devant être stipulés dans l'entente à être signée entre le Gouvernement du Québec et le Gouvernement du Canada;

WHEREAS pursuant to Order in Council number 2132 of May 17, 1970, the administration and control of the territory hereinafter described was transferred to the Canadian Government, on the conditions and terms to be stipulated in the agreement signed between the Québec government and that of Canada;

ATTENDU QUE l'entente ci-dessus mentionnée a été signée le 8e jour du mois de juin 1970;

WHEREAS the above-mentioned agreement was signed on the 8th day of June, 1970;

ATTENDU QU'à la clause 3 de ladite entente, il est stipulé que « le Canada prendra, conformément au chapitre 189 des Statuts révisés du Canada de 1952, dans sa forme modifiée, les mesures nécessaires pour que les terrains soient érigés en parc dédié au peuple canadien, pour son bénéfice, son instruction et sa jouissance »;

ATTENDU QU'il peut s'écouler une période plus ou moins longue avant que ledit territoire soit officiellement érigé en parc national, en vertu de la Loi des Parcs Nationaux (1952, Statuts révisés du Canada, chapitre 189);

ATTENDU QU'il est opportun, pendant cette période, de protéger le gibier fréquentant ce territoire en constituant en réserve de chasse le futur parc;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe r) de l'article 77 de la Loi de la Conservation de la Faune (S.R.Q. 1969, chapitre 58), le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir des réserves de chasse et y prohiber complètement ou partiellement la chasse ainsi que le port d'armes et déterminer les conditions auxquelles la chasse est permise dans ces réserves;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche:

QUE le territoire, dont copie conforme de la description technique signée par Monsieur Gilles Legault, arpenteur-géomètre, en date du 8 décembre 1969 et révisée le 7 juillet 1970, est annexée aux présentes, accompagnée d'une copie conforme du plan signé par Monsieur René Jobin, arpenteur-géomètre, le 8 décembre 1969, le tout certifié par Monsieur Gilles Legault, le 11 novembre 1970, soit constitué en réserve de chasse, sous le nom de « Réserve de Forillon ».

QUE la chasse et le port d'armes y soient prohibés.

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
JULIEN CHOUINARD.

#### *Description technique*

##### PARC FORILLON

Commençant à un point sur l'emprise sud-est de la route No 6A, situé à 40 chaînes du point d'intersection de l'emprise nord-est de la route No 6 avec le prolongement de l'emprise sud-est de la route No 6A; de là, en droite ligne, vers le sud-est jusqu'à un point sur la limite entre les lots 29A et 28G du 1er rang, canton de Baie-de-Gaspé-Nord situé à 77 chaînes de la limite entre le 1er rang et le 2ième rang, canton de Baie-de-Gaspé-Nord, distance mesurée le long de la limite entre les lots 28G et 29A; de là, vers le sud-ouest, longeant la limite entre les lots 29A et 28G et son prolongement jusqu'à l'emprise sud-ouest de la route No 6; de là, longeant l'emprise sud-ouest de la route No 6 vers le nord-ouest, jusqu'à la limite entre les lots 34B et 34C du 1er rang, canton de Baie-de-Gaspé-Nord; de là, longeant la limite entre les lots 34B et 34C, vers le sud-ouest, jusqu'à la laisse moyenne des basses mers; de là, dans la baie de Gaspé, une ligne suivant parallèlement

WHEREAS in Clause 3 of the said agreement, stipulation is made that "Canada will take, in conformity with Chapter 189 of the Revised Statutes of Canada of 1952, in its amended form, the necessary measures for the erection of the land into a park dedicated to the Canadian people, for their benefit, education and enjoyment";

WHEREAS an indefinite period of time might elapse before the said territory is officially erected as a national park, under the National Parks Act (1952, Revised Statutes of Canada, Chapter 189);

WHEREAS it is expedient to protect the game frequenting this territory, during such period, by constituting the future park a game reserve;

WHEREAS pursuant to Paragraph r of Section 77 of the Wild-life Conservation Act (R.S.Q. 1969, Chapter 58), the Lieutenant-Governor in Council may establish game reserves and totally or partially prohibit hunting and the carrying of arms therein and determine the conditions upon which hunting is permitted in such reserves;

THEREFORE, IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the territory, a true copy of the technical description of which, signed by Mr. Gilles Legault, land-surveyor, dated December 8, 1969 and revised on July, 1970, is hereto annexed, together with a true copy of the plan signed by Mr. René Jobin, land-surveyor, on December 8, 1969, the whole certified by Mr. Gilles Legault on November 11, 1970, be constituted a game reserve, under the name of "Forillon Reserve".

THAT hunting and the carrying of arms be prohibited therein.

THAT publication be made in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,  
*Clerk of the Executive Council.*

#### *Technical Description*

##### FORILLON PARK

Beginning at a point on the southeastern right of way of Route No. 6A, situated at 40 chains from the intersection point of the northeastern right of way of Route No. 6 with the prolongation of the southeastern right of way of Route No. 6A; thence, in a straight line, to the southeast to a point on the limit between lots 29A and 28G of the 1st range, Township of Baie-de-Gaspé-North situated at 77 chains from the limit between the 1st range and the 2nd range, township of Baie-de-Gaspé-North, the distance measured along the limit between lots 28G and 29A; thence, to the southwest, running along the limit between lots 29A and 28G and its prolongation to the southwestern right of way of Route No. 6; thence, running along the southwestern right of way of Route No. 6 to the northwest, to the limit between lots 34B and 34C of the 1st range, Township of Baie-de-Gaspé-North; thence, running along the limit between lots 34B and 34C, to the

à 500.0 pieds la baisse moyenne des basses mers les côtés ouest et sud de la péninsule de Penouil ainsi que la rive de ladite baie jusqu'au point où elle rencontre le prolongement de la limite entre les lots 15A et 14B du 1er rang, canton de Baie-de-Gaspé-Nord; de là, longeant ledit prolongement et la limite entre les lots 15A et 14B, jusqu'à l'emprise nord-est de la route No 6; (entre la ligne séparative des lots 29A et 28G et la ligne séparative des lots 15A et 14B du 1er rang, canton de Baie-de-Gaspé-Nord, la limite suit les emprises nord-est et sud-ouest de la route No 6); de là, le long de la limite entre les lots 15A et 14B, vers le nord-est, jusqu'à un point situé à 67 chaînes de la limite entre le 1er rang et le 2ième rang, canton de Baie-de-Gaspé-Nord, distance mesurée le long de la limite entre les lots 15A et 14B; de là, en droite ligne, vers le sud-est, jusqu'à un point sur la limite entre les lots 9 et 8A du 1er rang, canton de Baie-de-Gaspé-Nord situé à 72 chaînes de la limite entre le 1er rang et le 2ième rang du canton de Baie-de-Gaspé-Nord, distance mesurée le long de la limite entre les lots 9 et 8A; de là, en droite ligne, vers le sud-est, jusqu'à un point sur la limite entre les lots 3A et 2A du 1er rang, canton de Baie-de-Gaspé-Nord, situé à 90 chaînes de la limite entre le 1er rang et le 2ième rang, canton de Baie-de-Gaspé-Nord, distance mesurée le long de la limite entre les lots 3A et 2A; de là, en droite ligne, vers le sud-est, jusqu'à un point sur la limite entre les cantons de Baie-de-Gaspé-Nord et de Cap-des-Rosiers, situé à 20 chaînes de l'emprise nord-est de la route No 6, distance mesurée le long de la limite entre les cantons de Baie-de-Gaspé-Nord et de Cap-des-Rosiers; de là, en droite ligne, vers le sud-est, jusqu'à un point sur la limite entre les lots 3C et 4A du 1er rang sud, canton de Cap-des-Rosiers, situé à 58 chaînes de la limite du 1er rang sud et du 2ième rang sud, canton de Cap-des-Rosiers, distance mesurée le long de la limite entre les lots 3C et 4A; de là, en ligne droite, vers le sud-est, jusqu'à un point de la limite des lots 8B et 9A du 1er rang sud, canton de Cap-des-Rosiers, situé à 77 chaînes entre la limite du 1er rang sud et du 2ième rang sud, du canton de Cap-des-Rosiers, distance mesurée le long de la limite entre les lots 10I et 11A du 1er rang sud, canton de Cap-des-Rosiers, situé à 79 chaînes de la limite entre le 1er rang sud et le 2ième rang sud, du canton de Cap-des-Rosiers, distance mesurée le long de la limite entre les lots 10I et 11A; de là, en droite ligne, vers le sud-est, jusqu'à un point sur la limite est du lot 19B du 1er rang sud, canton de Cap-des-Rosiers, situé à 20 chaînes de l'emprise nord-est de la route No 6, distance mesurée le long de la limite est du lot 19B; de là, vers le sud, longeant la limite est du lot 19B et son prolongement jusqu'à une ligne parallèle distante de 500.0 pieds de la laisse moyenne des basses mers; de là, dans la baie de Gaspé et le golfe St-Laurent, en suivant une ligne parallèle distante de 500.0 pieds de la laisse moyenne des basses mers, jusqu'au prolongement de la limite entre les lots B-56 et B-13 du 1er rang est du canton de Cap-des-Rosiers; de là, vers le nord-ouest, longeant ledit prolongement et la limite entre les lots B-56 et B-13 jusqu'à l'emprise sud-est de la route No 6; de là, longeant

southwest, to the average ebb of the low water marks; thence, in Gaspé Bay, a line following parallelly at 500.0 feet the average ebb of the low water marks, the western and southern sides of Penouil Peninsula as well as the shore of the said Bay to its meeting point with the limit between lots 15A and 14B of the 1st range, Township of Baie-de-Gaspé-North; thence, running along the said prolongation and the limit between lots 15A and 14B, to the northeastern right of way of Route No. 6; (between the separate line of lots 29A and 28G and the separate line of lots 15A and 14B of the 1st range, Township of Baie-de-Gaspé-North, the limit following the northeastern and southwestern rights of way of Route No. 6); thence, running along the limit between lots 15A and 14B, to the northeast, to a point situated at 67 chains from the limit between the 1st range and the 2nd range, Township of Baie-de-Gaspé-North, the distance measured along the limit between lots 15A and 14B; thence, in a straight line, to the southeast, to a point on the limit between lots 9 and 8A of the 1st range, Township of Baie-de-Gaspé-North, situated at 72 chains from the limit between the 1st range and the 2nd range of the Township of Baie-de-Gaspé-North, the distance measured along the limit between lots 9 and 8A; thence, in a straight line, to the southeast, to a point on the limit between lots 3A and 2A of the 1st range, Township of Baie-de-Gaspé-North, situated at 90 chains from the limit between the 1st range and the 2nd range, Township of Baie-de-Gaspé-North, the distance measured along the limit between lots 3A and 2A; thence, in a straight line, to the southeast, to a point on the limit between the 1st range and the 2nd range, Township of Baie-de-Gaspé-North, the distance measured along the limit between lots 3A and 2A; thence, in a straight line, to the southeast, to a point on the limit between the Townships of Baie-de-Gaspé-North and Cap-des-Rosiers, situated at 20 chains from the northeastern right of way of Route No 6, the distance measured along the limit between the Townships of Baie-de-Gaspé-North and Cap-des-Rosiers; thence, in a straight line, to the southeast, to a point on the limit between lots 3C and 4A of the 1st south range, Township of Cap-des-Rosiers, situated at 58 chains from the limit of the 1st south range and the 2nd south range, Township of Cap-des-Rosiers, the distance measured along the limit between lots 3C and 4A; thence, in a straight line, to the southeast, to a point from the limit of lots 8B and 9A of the 1st south range, Township of Cap-des-Rosiers, situated at 77 chains between the limit of the 1st south range and the 2nd south range of the township of Cap-des-Rosiers, the distance measured along the limit between lots 8B and 9A; thence, in a straight line, to the southeast, to a point on the limit between lots 10 I and 11A of the 1st south range, Township of Cap-des-Rosiers, situated at 79 chains from the limit between the 1st south range and the 2nd south range of the Township of Cap-des-Rosiers, the distance measured along the limit between lots 10 I and 11A; thence, in a straight line, to the southeast, to a point on the eastern limit of lot 19B of the 1st south range, Township of Cap-des-Rosiers, situated at 20 chains from the northeastern right of way of Route No. 6, the distance measured along the eastern limit of lot 19B; thence, to the south, running along the eastern limit of lot 19B and its prolongation to a parallel line at a distance of 500.0

l'emprise sud-est de la route No 6, vers le sud-ouest jusqu'au prolongement de la limite entre les lots B-18 et B-55 du 1er rang est du canton de Cap-des-Rosiers, ledit prolongement et la limite sud du lot B-18 jusqu'à un point situé à 60 chaînes de l'emprise nord-ouest de la route No 6, distance mesurée le long de la limite sud du lot B-18; de là, en droite ligne, vers le nord-ouest, jusqu'à un point sur la limite entre les lots 28-4 et 29-1 du 1er rang nord du canton de Cap-des-Rosiers situé à 63 chaînes de la limite entre le 1er rang nord et le 2ième rang nord, canton de Cap-des-Rosiers, distance mesurée le long de la limite entre les lots 28-4 et 29-1; de là, en droite ligne, vers le nord-ouest jusqu'au point d'intersection de la limite entre les lots 60-5 et 61-1 du 1er rang sud de l'Anse-au-Griffon du canton de Cap-des-Rosiers avec la limite nord du lot 57-4 du 1er rang nord, du canton de Cap-des-Rosiers; de là, en droite ligne, vers le nord-ouest jusqu'à un point sur la limite entre les lots 65-5 et 66-1 du 1er rang sud de l'Anse-au-Griffon, canton de Cap-des-Rosiers, situé à 45 chaînes de la limite entre le 1er rang sud de l'Anse-au-Griffon et du 1er rang nord canton de Cap-des-Rosiers, distance mesurée le long de la limite entre les lots 65-5 et 66-1; de là, en droite ligne, vers l'ouest jusqu'à un point sur la limite entre les lots 73-2 et 74-1 du 1er rang sud de l'Anse-au-Griffon, canton de Cap-des-Rosiers, situé à 95 chaînes de la limite entre le 1er rang sud de l'Anse-au-Griffon et le 2ième rang nord, canton de Cap-des-Rosiers, distance mesurée le long de la limite entre les lots 73-2 et 74-1; de là, en droite ligne, vers le nord longeant la limite entre les lots 73-2 et 74-1 et son prolongement jusqu'à la rive nord de la rivière de l'Anse-au-Griffon; de là, vers le nord-est, longeant la rive nord de ladite rivière jusqu'à la limite entre les lots 11-4 et 12-1 du 1er rang nord de l'Anse-au-Griffon, canton de Cap-des-Rosiers; de là, vers le nord-ouest longeant la limite entre les lots 12-1 et 11-4 jusqu'à un point situé à 82 chaînes de la limite du 1er rang nord de l'Anse-au-Griffon et le 2ième rang nord de l'Anse-au-Griffon, canton de Cap-des-Rosiers, distance mesurée le long de la limite entre les lots 11-4 et 12-1; de là, en droite ligne, vers le nord-est, jusqu'à un point sur la limite entre les lots 4-2 et 5-1 du 1er rang nord de l'Anse-au-Griffon, canton de Cap-des-Rosiers, situé à 69 chaînes de la limite entre le 1er rang nord de l'Anse-au-Griffon et le 2ième rang nord de l'Anse-au-Griffon, canton de Cap-des-Rosiers, distance mesurée le long de la limite entre les 5-1 et 4-2; de là, vers le nord-ouest longeant la limite entre les lots 5-1 et 4-2 jusqu'à la limite nord-ouest du 1er rang nord de l'Anse-au-Griffon, canton de Cap-des-Rosiers; de là, vers le nord-est longeant la limite nord-ouest du 1er rang nord de l'Anse-au-Griffon, canton de Cap-des-Rosiers, jusqu'à l'emprise sud-ouest de la route No 6; de là, longeant l'emprise sud-ouest de la route No 6 jusqu'à la limite entre les lots 4-2 et 5-1 du 1er rang est, du canton de Fox; de là, vers le sud longeant la limite entre les lots 4-2 et 5-1 jusqu'à la limite entre le 1er rang est et le 2ième rang est canton de Fox; de là, vers le nord-ouest longeant la limite entre le 1er rang est et le 2ième rang est, canton de Fox, jusqu'au point d'intersection de la limite entre les lots 520-3 et 520-4 du 2ième rang est, canton de Fox, de là, en droite ligne, vers le nord-ouest

feet from the average ebb of the low water marks; thence, in Gaspé Bay and the Gulf of St. Lawrence, following a parallel line at a distance of 500.0 feet from the average ebb of the low water marks, to the prolongation of the limit between lots B-56 and B-13 of the 1st east range of the Township of Cap-des-Rosiers; thence, to the northwest, running along the said prolongation and the limit between lots B-56 and B-13 to the said southeastern right of way of Route No. 6, thence, running along the southeastern right of way of Route No. 6, to the southwest to the prolongation of the limit between lots B-18 and B-55 of the 1st east range of the Township of Cap-des-Rosiers, the said prolongation and the southern limit of lot B-18 to a point situated at 60 chains from the northwestern right of way of Route No. 6, the distance measured along the southern limit of lot B-18; thence, in a straight line, to the northwest, to a point on the limit between lots 28-4 and 29-1 of the 1st north range of the Township of Cap-des-Rosiers situated at 63 chains from the limit between the 1st north range and the 2nd north range, Township of Cap-des-Rosiers, the distance measured along the limit between lots 28-4 and 29-1; thence, in a straight line, to the northwest to the intersection point of the limit between lots 60-5 and 61-1 of the 1st south range of Griffon Cove in the Township of Cap-des-Rosiers with the northern limit of lot 57-4 of the 1st north range of the Township of Cap-des-Rosiers; thence, in a straight line, to the northwest to a point on the limit between lots 65-5 and 66-1 of the 1st south range of Griffon Cove, Township of Cap-des-Rosiers, situated at 45 chains from the limit between the 1st south range of Griffon Cove and the 1st north range of the Township of Cap-des-Rosiers, the distance measured along the limit between lots 65-5 and 66-1; thence, in a straight line, to the west to a point on the limit between lots 73-2 and 74-1 of the 1st south range of Griffon Cove, Township of Cap-des-Rosiers, situated at 95 chains from the limit between the 1st south range of Griffon Cove and the 2nd north range, Township of Cap-des-Rosiers, the distance measured along the limit between lots 73-2 and 74-1; thence, in a straight line, to the north running along the limit between lots 73-2 and 74-1 and its prolongation to the north shore of Griffon Cove River; thence, to the northeast, running along the north shore of the said river to the limit between lots 11-4 and 12-1 of the 1st north range of Griffon Cove, Township of Cap-des-Rosiers; thence, to the northwest running along the limit between lots 12-1 and 11-4 to a point situated at 82 chains from the limit of the 1st north range of Griffon Cove and the 2nd north range of Griffon Cove, Township of Cap-des-Rosiers, the distance measured along the limit between lots 11-4 and 12-1; thence, in a straight line, to the northeast, to a point on the limit between lots 4-2 and 5-1 of the 1st north range of Griffon Cove, Township of Cap-des-Rosiers, situated at 69 chains from the limit between the 1st north range of Griffon Cove and the 2nd north range of Griffon Cove, Township of Cap-des-Rosiers, the distance measured along the limit between 5-1 and 4-2; thence, to the northwest running along the limit between lots 5-1 and 4-2 to

jusqu'au point d'intersection de la limite entre les lots 510 et 509-1 du 2ième rang est du canton de Fox avec la limite entre le rang sud de la rivière et le 2ième rang est du canton de Fox; de là, vers l'ouest longeant la limite entre le rang sud de la rivière et le 2ième rang est, canton de Fox, jusqu'à la limite entre les lots 127-1 et 129-1 du rang sud de la rivière du canton de Fox; de là, vers le nord-ouest longeant la limite entre les lots 127-1 et 129-1 jusqu'à un point situé à 64 chaînes de la limite entre le rang sud de la rivière et le 2ième rang est, canton de Fox, distance mesurée le long de la limite entre les lots 127-1 et 129-1; de là, en droite ligne, vers l'ouest jusqu'à un point sur la limite entre les lots 151-1 et 152 du rang sud de la rivière, canton de Fox, situé à 64 chaînes de la limite entre le rang sud de la rivière et le 2ième rang est du canton de Fox, distance mesurée le long de la limite nord-est du lot 152; de là, vers le nord-ouest longeant la limite entre les lots 151-1 et 152 jusqu'à la rive sud de la rivière aux Renards; de là vers le nord-ouest, longeant la rive sud-ouest de la rivière jusqu'à l'emprise sud-est de la route No 6A; de là, vers le sud-ouest longeant l'emprise sud-est de la route No 6A, jusqu'à la rive nord-est de la rivière aux Renards; de là, vers le sud-ouest longeant la rive de ladite rivière jusqu'à la limite nord-est du lot 547-1 du rang sud du chemin du canton de Fox; de là, vers le nord-ouest longeant la limite nord-est du lot 547-1 jusqu'à l'emprise sud-est de la route No 6A; de là, vers le sud-ouest longeant l'emprise de la route No 6A jusqu'à la limite sud-ouest du lot 562 du rang nord du chemin, canton de Fox; de là, vers le sud-est longeant la limite sud-ouest des lots 562 du rang nord du chemin et 559-1 du rang sud du chemin, jusqu'à un point situé à 49 chaînes de la limite entre le rang sud du chemin et le 5ième rang est du canton de Fox, distance mesurée le long de la limite nord-est du lot 560-1 du rang sud du chemin du canton de Fox; de là, en droite ligne, vers le sud-ouest jusqu'à un point sur la limite sud-ouest du lot 560-2 du rang sud du chemin du canton de Fox, situé à 41 chaînes de la limite entre le rang sud du chemin et le 5ième rang est du canton de Fox, distance mesurée le long de la limite sud-ouest du lot 560-2; de là, vers le nord-ouest longeant la limite nord-est du lot 19 du rang est du chemin du canton de Baie-de-Gaspé-Nord, jusqu'à l'emprise sud-est de la route No 6A; de là, vers le sud-ouest longeant l'emprise de la route No 6A jusqu'à la limite entre les lots 11 et 12 du rang est du chemin canton de Baie-de-Gaspé-Nord; de là, vers le sud-est, longeant la limite entre les lots 11 et 12 jusqu'à la limite sud-est du rang est du chemin du canton de Baie-de-Gaspé-Nord; de là, vers le sud-ouest, longeant la limite sud-est du rang est du chemin du canton de Baie-de-Gaspé-Nord jusqu'à la limite sud-ouest du lot 1 du rang est du chemin, canton de Baie-de-Gaspé-Nord; de là, vers le nord-ouest, longeant la limite sud-ouest du lot 1 jusqu'à l'emprise sud-est de la route No 6A; de là, vers le sud-ouest longeant l'emprise de la route No 6A jusqu'au point de départ.

the northwest limit of the 1st north range of Griffon Cove, township of Cap-des-Rosiers; thence, to the northeast running along the northwest limit of the 1st north range of Griffon Cove, Township of Cap-des-Rosiers, to the southwest right of way of Route No. 6; thence, running along the southwest right of way of Route No. 6 to the limit between lots 4-2 and 5-1 of the 1st east range of the Township of Fox; thence, to the south running along the limit between lots 4-2 and 5-1 to the limit between the 1st east range and 2nd east range of the Township of Fox; thence, to the northwest running along the limit between the 1st east range and the 2nd east range, Township of Fox, to the intersection point of the limit between lots 520-3 and 520-4 of the 2nd east range, Township of Fox, thence, in a straight line, to the northwest to the intersection point of the limit between lots 510 and 509-1 of the 2nd east range of the Township of Fox with the limit between the south range of the river and the 2nd east range of the Township of Fox; thence, to the west running along the limit between the south range of the river and the 2nd east range, Township of Fox, to the limit between lots 127-1 and 129-1 of the south range of the river of the Township of Fox; thence, to the northwest running along the limit between lots 127-1 and 129-1 to a point situated at 64 chains from the limit between the south range of the river and the 2nd east range, Township of Fox, the distance measured along the limit between lots 127-1 and 129-1; thence, in a straight line, to the west to a point on the limit between lots 151-1 and 152 of the south range of the river, Township of Fox, situated at 64 chains from the limit between the south range of the river and the 2nd east range of the Township of Fox, the distance measured along the northeast limit of lot 152; thence, to the northwest running along the limit between lots 151-1 and 152 to the south shore of Renards River; thence, to the northwest, running along the southwest shore of the river to the southeast right of way of Route No. 6A; thence, to the southwest running along the southeast right of way of Route No. 6A, to the northeast shore of Renards River; thence, to the southwest running along the shore of the said river to the northeast limit of lot 547-1 of the south range of the road of the Township of Fox; thence, to the northwest running along the northeast limit of lot 547-1 to the southeast right of way of Route No. 6A; thence, to the southwest running along the right of way of Route No. 6A to the southwest limit of lot 562 of the north range of the road, Township of Fox; thence, to the southeast running along the southwest limit of lots 562 of the north range of the road and 559-1 of the south range of the road, to a point situated at 49 chains from the limit between the south range of the road and the 5th east range of the Township of Fox, the distance measured along the northeast limit of lot 560-1 of the south range of the road of the Township of Fox; thence, in a straight line, to the southwest to a point on the southwest limit of lot 560-2 of the south range of the road of the Township of Fox, situated at 41 chains from the limit between the south range of the road and the 5th east range of the Township of Fox, the distance measured along the southwest limit

La superficie de terrain comprise à l'intérieur des limites ci-haut décrites est de deux milliards cinq cent quatre-vingt-sept millions deux cent cinquante-trois mille six cent cinq pieds carrés (2,587,253,605.0), mesure anglaise, soit cinquante-neuf mille trois cent quatre-vingt-quinze acres et dix-sept centièmes d'acre (59,395.17), soit quatre-vingt-douze milles carrés et huit cent cinq millièmes de mille carré (92.805), mesure anglaise.

Laval, le 8 décembre 1969.  
Revisé le 7 juillet 1970.

GENDRON & LEFEBVRE.  
Copie certifiée conforme, ce 11 novembre 1970.

39002-o

Arpenteur-Géomètre,  
GILLES LEGAULT.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 682

Québec, le 24 février 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un règlement modifiant les Règlements de l'Hôtellerie.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 12 de la Loi de l'Hôtellerie, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements sur les matières mentionnées dans cet article;

ATTENDU QUE des règlements intitulés Règlements de l'Hôtellerie ont été adoptés par l'arrêté en conseil numéro 480 du 11 mars 1965 et subséquemment modifiés par les arrêtés en conseil numéros 1665 du 25 août 1965, 474 du 22 mars 1966, 1628 du 14 juin 1967 et 3485 du 17 septembre 1970;

ATTENDU QUE ces règlements ont été publiés, tel qu'il est prescrit par l'article 12 de ladite loi, dans la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU qu'il est opportun de modifier ces règlements.

of lot 560-2; thence, to the northwest running along the northeast limit of lot 19 of the east range of the road of the Township of Baie-de-Gaspé-North, to the southeast right of way of Route No. 6A; thence, to the southwest running along the right of way of Route No. 6A to the limit between lots 11 and 12 of the east range of the road of the Township of Baie-de-Gaspé-North; thence, to the southeast, running along the limit between lots 11 and 12 to the southeast limit of the east range of the road of the Township of Baie-de-Gaspé-North; thence, to the southwest, running along the southeast limit of the east range of the road of the Township of Baie-de-Gaspé-North to the southwest limit of lot 1 of the east range of the road, Township of Baie-de-Gaspé-North; thence, to the northwest, running along the southwest limit of lot 1 to the southeast right of way of Route No. 6A; thence, to the southwest running along the right of way of Route No. 6A to the starting point.

The area of the land included within the limits hereabove described is of two billion, five hundred and eighty-seven million, two hundred and fifty-three thousand, six hundred and five square feet (2,587,253,605.0), English measure, that is to say, fifty-nine thousand three hundred and ninety-five acres and seventeen hundredths of an acre (59,395.17), that is to say, ninety-two square miles and eight hundred and five thousandths of a square mile (92.805), English measure.

Laval, 8-12-69.  
Revised 7-7-70.

GENDRON & LEFEBVRE,  
Certified true copy, November 11, 1970.

39002

GILLES LEGAULT, L.S.,  
Land Surveyor.

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 682

Québec, February 24, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a regulation amending the Regulations of the Hotel Trade.

WHEREAS under section 12 of the Hotels Act, the Lieutenant-Governor in Council may make regulations on the matters mentioned in this section;

WHEREAS regulations entitled Regulations of the Hotel Trade were adopted on March 11, 1965, by Order in Council number 480 and were subsequently amended on August 25, 1965, March 22, 1966, June 14, 1967 and September 17, 1970 by Orders in Council numbers 1665, 474, 1628 and 3485;

WHEREAS these regulations were published in the *Québec Official Gazette*, as prescribed by section 12 of the said Act.

WHEREAS it is expedient to amend these regulations.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence sur la proposition du ministre du Tourisme, de la chasse et de la pêche, que ce qui suit soit adopté comme

« Règlement modifiant les Règlements de l'Hôtellerie.

1° Le troisième paragraphe de l'article 10 des Règlements de l'Hôtellerie est abrogé;

2° Le paragraphe d) de l'article 23 desdits règlements est abrogé;

3° L'article 24 desdits règlements est abrogé;

4° L'article 25 desdits règlements est remplacé par le suivant:

« 25. Dans le cas du transfert d'un permis en vigueur, le cessionnaire doit acquitter les droits prescrits à l'article 23 des présents règlements. »;

Le présent règlement a force de loi à compter du 1er mai 1971. »

Et il est de plus ordonné que le présent règlement soit publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Le greffier du Conseil exécutif,  
JULIEN CHOUINARD.

39002-o

THEREFORE, IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game, that the following be adopted as

“Regulation amending the Regulations of the Hotel Trade.

1. The third paragraph of section 10 of the Regulations of the Hotel Trade is repealed;

2. Paragraph d) of section 23 of the said regulations is repealed;

3. Section 24 of the said regulations is repealed;

4. Section 25 of the said regulations is replaced by the following:

“25. In the case of the transfer of a permit in force, the transferee must fulfil the duties prescribed in section 23 of these regulations.”;

This regulation comes into force from and after May 1, 1971.

And it is moreover ordered that this regulation be published in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,  
Clerk of the Executive Council.

39002

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 657

Québec, le 17 février 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'immatriculation à prix réduit d'autobus, propriété de Colonial Coach Lines Limited et de Eastern Greyhound Lines Limited.

ATTENDU QU'il y a lieu de faciliter le plus possible le mouvement touristique entre différentes parties des États-Unis, de l'Ontario et de la province de Québec;

ATTENDU QUE Colonial Coach Lines Limited de même que Eastern Greyhound Lines Limited, toutes deux détentrices d'un permis de la Régie des Transports, doivent être en mesure de faire face, à certaines périodes de l'année, à un accroissement considérable dans le nombre de passagers, et pour ceci, avoir toujours disponibles des véhicules dûment immatriculés au Québec;

ATTENDU QU'un très grand nombre de véhicules, propriété de ces compagnies, ne circuleront en définitive sur les routes du Québec qu'en de très rares occasions, soit comme remplacement du matériel en réparation ou pour les seules périodes de pointe;

ATTENDU QUE par le passé, ces compagnies de transport ont obtenu l'autorisation d'immatriculer, à prix réduit, un certain nombre de véhicules et que cette décision a permis au Trésor provincial de percevoir des sommes appréciables, tenant compte du milage limité parcouru sur les routes de la Province par lesdits véhicules;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre des Transports:

QU'en vertu des dispositions de l'article 82, paragraphe 1, sous-paragraphe a) du Code de la route (S.R.Q. 1964, ch. 231), il soit accordé à la Compagnie Colonial Coach Lines Limited et à Eastern Greyhound Lines

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 657

Québec, February 17, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the registration at reduced rates of the buses of the Colonial Coach Lines Limited and Eastern Greyhound Lines Limited.

WHEREAS it is advisable to encourage tourist traffic in different parts of the United States, Ontario and the Province of Québec;

WHEREAS Colonial Coach Lines Limited, as well as Eastern Greyhound Lines Limited, both holders of permits of the Transportation Board, must be in a position to cope with a considerable increase in the number of passengers at certain times of the year and, in such cases, should always have at their disposal vehicles duly registered in the Province of Québec;

WHEREAS a very large number of vehicles belonging to these companies will, in actual fact, only operate on Québec highways on rare occasions, to replace vehicles under repair or during rush periods only;

WHEREAS, in the past, these transportation companies received the authorization to register, at reduced rates, a certain number of vehicles, and that such a decision yielded substantial sums of money for the Provincial Treasury, taking into account the small mileage covered on the roads of the Province by the said vehicles;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Transport:

THAT, under section 82, paragraph 1, sub-paragraph (a) of the Highway Code (R.S.Q., 1964, chapter 231), Colonial Coach Lines Limited and Eastern Greyhound Lines Limited be granted the special privileges hereun-

Limited, les conditions spéciales ci-après indiquées relativement à l'immatriculation de certains véhicules leur appartenant:

*Colonial Coach Lines Limited*

20 unités à plein prix;  
93 unités à 50% du prix régulier;

*Eastern Greyhound Lines Limited*

20 unités à plein prix;  
\*92 unités à 50% du prix régulier;  
\* (Incluant 12 véhicules en provenance de Chicago mais qui sont sous le contrôle exclusif de Colonial Coach Lines Ltd. dès leur entrée au Canada et jusqu'à Montréal.)

QUE lesdits avantages soient accordés à la condition expresse que tous les droits payables à la Régie des Transports soient acquittés intégralement sur chaque unité; les présents avantages sont pour la durée de la validité des plaques d'immatriculation 1971.

39040-o *Le greffier du Conseil exécutif,*  
JULIEN CHOUINARD.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 772

Québec, le 24 février 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'adoption du règlement numéro 44 de la Commission des accidents du travail de Québec, relatif aux industries de la cédule II qui, sur requête peuvent être transférées à la cédule I.

ATTENDU QUE la Loi des accidents du travail (Statuts du Québec 1964, chapitre 159 et amendements) et plus spécialement le paragraphe « c » de l'article 77, permet à la Commission « d'ajouter à l'une quelconque des classes de la cédule I toute industrie qui n'y est pas mentionnée ou qui est mentionnée à la cédule II »;

ATTENDU QU'il y a lieu d'accorder à des employeurs de la cédule II tenus personnellement au paiement des compensations, la possibilité d'opter pour être transférés à la cédule I de la Loi, dans une classe appropriée.

ATTENDU QUE le règlement No 44 dont copie est annexée aux présentes, adopté par la Commission à sa séance du 3 février 1971, a pour objet de permettre à des industries de la cédule II qui en font la demande d'être transférées à la cédule I et de modifier des classes de cette cédule en conséquence afin d'y ajouter de nouvelles industries;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du travail et de la main-d'oeuvre:

QUE le règlement numéro 44 de la Commission des accidents du travail de Québec concernant les indus-

der specified respecting the registration of a certain number of their vehicles:

*Colonial Coach Lines Limited*

20 units at full rate;  
93 units at 50% of the regular rate;

*Eastern Greyhound Lines Limited*

20 units at full rate;  
\*92 units at 50% of the regular price;  
\* (including 12 vehicles from Chicago but which come under the exclusive control of Colonial Coach Lines Ltd. upon entry into Canada and as far as Montreal.)

THAT the said privileges be granted under the strict condition that all the rights payable to the Transportation Board be paid in full on each unit; the present privileges shall cover the period for which the 1971 license plates are valid.

39040 *JULIEN CHOUINARD,*  
*Clerk of the Executive Council.*

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 772

Québec, February 24, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the adoption of Regulation number 44 (1971) of the Québec Workmen's Compensation Commission respecting those industries of Schedule II which, upon request, may be transferred to Schedule I.

WHEREAS the Québec Workmen's Compensation Act (Statutes of Québec, 1964, Chapter 159 and amendments), and more particularly section 77, paragraph « c », thereof, empowers the Commission "to add to any of the classes of Schedule I any industry that is not mentioned or that is mentioned in Schedule II";

WHEREAS it is advisable to grant employers in Schedule II, being held personally liable to pay compensations, the possibility to decide in favour of being transferred to Schedule I of the Act, in an appropriate class;

WHEREAS the purpose of Regulation number 44, a copy of which is attached hereto, adopted by the Commission at its sitting of February 3rd, 1971, is to permit to those industries of Schedule II who make the demand to be transferred to Schedule I and to modify certain classes of said Schedule I accordingly so as to add new industries;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT Regulation number 44 of the Québec Workmen's Compensation Commission respecting the indus-

tries de la cédule II qui, sur requête, peuvent être transférées à la cédule I soit accepté.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
JULIEN CHOUINARD.

COMMISSION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL  
DE QUÉBEC

Règlement No 44 (1971)

CONCERNANT les industries de la Cédule II qui, sur requête, peuvent être transférées à la Cédule I.

La Commission des accidents du travail de Québec, en exécution de la Loi des accidents du travail (Lois du Québec 1964, c. 159 et amendements) par son règlement numéro 44 (1971) statue et décrète ainsi qu'il suit, savoir:

1. Il est opportun d'accorder aux employeurs de la Cédule II tenus personnellement au paiement des compensations, la possibilité d'être transférés à la Cédule I de la Loi des accidents du travail, dans la classe appropriée.

Les industries qui en font demande à la Commission peuvent être transférées à la Cédule I de la Loi.

2. La nomenclature des industries de la Cédule I est modifiée en ajoutant:

a) dans la classe 20: l'exploitation de bateaux, le touage de bateaux ou tout autre genre de navigation;

b) dans la classe 21: l'exploitation d'une compagnie de wagons-lits, wagons-salons ou wagons-restaurants, et le renflouage de bateaux;

c) dans la classe 23: toute la Commission, office, régie, agent ou organisme de la Couronne sauf ceux qui exploitent des industries déjà mentionnées ou transférées dans d'autres classes de la Cédule I, et les Commissions de formation professionnelle de la main-d'oeuvre.

3. Le présent règlement numéro 44 (1971) entre en vigueur conformément aux dispositions de l'article 81 de la Loi.

Fait et passé en la cité de Québec, ce troisième jour du mois de février mil neuf cent soixante et onze.

Commission des accidents du travail de Québec

MAURICE BELLEMARE,  
*Président.*

ST-GEO. WHITE,  
*Vice-président.*

BERTRAND BELLEMARE, M.D.,  
*Commissaire.*

H.-C. LEBRUN,  
*Commissaire.*

Copie conforme.  
C. BÉLANGER,  
*Secrétaire.*

38942-o

tries of Schedule II, which upon request, may be transferred to Schedule I, be accepted.

JULIEN CHOUINARD,  
*Clerk of the Executive Council.*

QUÉBEC WORKMEN'S COMPENSATION  
COMMISSION

Regulation No. 44 (1971)

CONCERNING the industries of Schedule II which, upon request, may be transferred to Schedule I.

The Québec Workmen's Compensation Commission in pursuance of the Workmen's Compensation Act (Québec Statutes, 1964, chapter 159 and amendments) by its by-law number 44 (1971) orders and decrees as follows:

1. It is advisable to confer to the employers of Schedule II who are held individually liable to pay the compensations, the possibility to be transferred to Schedule I of the Workmen's Compensation Act in the appropriate class:

An industry that so makes application to the Commission may be transferred to Schedule I of the Act.

2. The list of the industries of Schedule I is amended by adding:

(a) in Class 20: the operation of boats, the towage of boats or any other type of navigation;

(b) in Class 21: the operation of a company of sleeping-cars, parlor-cars or restaurant-cars, and marine salvage;

(c) in Class 23: every Commission, office administration, Crown body or agency except those exploiting industries already mentioned or transferred in other classes of Schedule I, and the Manpower vocational training Commissions.

3. The present Regulation number 44 (1971) shall come into force in accordance with Section 81 of the Act.

Signed and dated in the city of Québec, this third day of the month of February of the year one thousand nine hundred and seventy-one.

Québec Workmen's Compensation Commission

MAURICE BELLEMARE,  
*President.*

ST.-GEO. WHITE,  
*Vice-president.*

BERTRAND BELLEMARE, M.D.,  
*Commissioner.*

H.-C. LEBRUN,  
*Commissioner.*

Certified copy.  
C. BÉLANGER,  
*Secretary-General.*

38942-o

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 683

Québec, le 24 février 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les droits payables lors de la délivrance d'un permis.

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe A de l'article 12 de la Loi de l'Hôtellerie, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour déterminer les droits payables à l'occasion de la délivrance d'un permis;

ATTENDU QUE les droits payables pour un permis délivré en vertu de la Loi de l'Hôtellerie sont fixés par l'arrêté en conseil numéro 480 du 11 mars 1965;

ATTENDU QU'il est opportun de modifier ces droits;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche:

QUE le troisième (3e) paragraphe de l'article 10 des règlements relatifs à l'hôtellerie, adoptés par l'arrêté en conseil 480 du 11 mars 1965, soit abrogé;

QUE le paragraphe D de l'article 23 desdits règlements soit abrogé;

QUE l'article 24 desdits règlements, modifié par l'arrêté en conseil 1628 du 14 juin 1967, soit abrogé;

QUE l'article 25 desdits règlements soit remplacé par le suivant:

25. « Dans le cas du transfert d'un permis en vigueur, le cessionnaire doit acquitter les droits prescrits à l'article 23 des présents règlements. »

QUE le présent arrêté en conseil entre en vigueur à compter du 1er mai 1971.

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
JULIEN CHOUINARD.

39002-o

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 606

Québec, le 17 février 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les serments et affirmations solennelles.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier ministre:

QUE l'arrêté en conseil numéro 4242 du 23 décembre 1969, modifié par l'arrêté en conseil numéro 925 du 4 mars 1970 et par l'arrêté en conseil numéro 4716 du 16 décembre 1970, soit de nouveau modifié en ajoutant dans la onzième ligne après le mot « adjoint » les mots « ainsi que le greffier suppléant ».

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
JULIEN CHOUINARD.

39039-o

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 683

Québec, February 24, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the duties payable on the issue of a permit.

WHEREAS under paragraph A of Section 12 of the Hotels Act, the Lieutenant-Governor in Council may make regulations to fix the duties payable on the issue of a permit;

WHEREAS the duties payable for a permit issued under the Hotels Act are fixed by Order in Council number 480 of March 11, 1965;

WHEREAS it is expedient to amend such rights;

THEREFORE, IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT the third (3rd) paragraph of Section 10 of the regulations respecting hotels, adopted on March 11, 1965, by Order in Council 480, be repealed;

THAT paragraph D of Section 23 of the said regulations be repealed;

THAT Order in Council 24 of the said regulations, amended on June 14, 1967, by Order in Council 1628, be repealed;

THAT Section 25 of the said regulations be replaced by the following:

25. "In the case of the transfer of a permit in force, the transferee must fulfil the duties prescribed in Section 23 of these regulations."

THAT this Order in Council become effective from and after May 1, 1971.

THAT publication be made in the *Québec Official Gazette*.

JULIEN CHOUINARD,  
*Clerk of the Executive Council.*

39002

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 606

Québec, February 17, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING oaths and solemn affirmations.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Prime Minister:

THAT Order in Council number 4242 of December 23, 1969, amended by Order in Council number 925 of March 4, 1970 and by Order in Council number 4716 of December 16, 1970, be amended again by adding after the word "assistant" in the eleventh line the words "as well as the acting clerk".

JULIEN CHOUINARD,  
*Clerk of the Executive Council.*

39039-o

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 601

Québec, le 11 février 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'honorable Oswald Parent ministre d'État aux Affaires intergouvernementales.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier ministre:

QUE sous l'autorité de l'article 7 de la Loi de l'exécutif (S.R.Q. 1964, chapitre 9 et amendements) l'honorable Oswald Parent, membre du Conseil exécutif et ministre d'État aux Affaires intergouvernementales, soit autorisé à exercer les fonctions décrites ci-dessous, à l'égard dudit ministère, tout comme le titulaire du ministère:

Signer les demandes au Conseil exécutif et au Conseil de la trésorerie relativement à l'administration de ce ministère;

Approuver ou signer les demandes relatives à la nomination et à la gestion du personnel, ainsi que tout document ayant trait à l'administration de ce ministère.

Approuver ou signer relativement à ce ministère toute demande ou tout document se rapportant à un item pour lequel un crédit est prévu au budget des dépenses, à voter ou autorisé par statuts, pour l'année financière en cours et pour l'année subséquente.

*Le greffier du Conseil exécutif,*

39039-0

JULIEN CHOUINARD.

**Arrêté en conseil  
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 602

Québec, le 11 février 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réglementation relative aux poids maxima des véhicules automobiles circulant sur les chemins publics du Québec.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 49 du Code de la route (S.R.Q. 1964, chapitre 231 et ses amendements), le lieutenant-gouverneur en conseil peut par règlement:

a) classer les chemins publics de la Province pour les fins de la circulation des véhicules de toutes sortes;

b) déterminer les dimensions et la pesanture maxima des autobus, véhicules de commerce et véhicules de livraison qui peuvent y circuler;

c) fixer la limite du poids, charge comprise, et de la vitesse des véhicules autorisés à y circuler en période de dégel ou de pluie;

d) réglementer l'emploi et la circulation de convois automobiles dans les chemins publics;

ATTENDU qu'en vertu de ses pouvoirs, le lieutenant-gouverneur en conseil a, en date du 27 mai 1964, adopté

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 601

Québec, February 11, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING The Honourable Oswald Parent, Minister without Portfolio in the Department of Intergovernmental Affairs.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Prime Minister:

THAT, under section 7 of the Executive Power Act (R.S.Q., 1964, chapter 9 and amendments), the Honourable Oswald Parent, member of the Executive Council and Minister without Portfolio in the Department of Intergovernmental Affairs, be authorized to carry out the duties described below with respect to the said Department, in the same capacity as the Minister;

To sign applications to the Executive Council and the Treasurer Board respecting the administration of such Department.

To approve and sign any applications respecting the appointment and management of personnel, and any document respecting the administration of such Department.

To approve and sign any departmental request or document respecting an item for which a credit has been set aside in the estimates, to be voted or authorized by law, for the current fiscal year and the subsequent fiscal year.

JULIEN CHOUINARD,

39039-0

*Clerk of the Executive Council.*

**Order in Council  
Executive Council Chamber**

Number 602

Québec, February 11, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the regulation respecting the maximum weight of motor vehicles operating on the Québec public highways.

WHEREAS, under section 49 of the Highway Code (R.S.Q. 1964, chapter 231 and amendments), the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation:

(a) classify the public highways of the Province for the purposes of the operation of any kind of motor vehicles;

(b) determine the maximum dimensions and weight of autobuses, commercial vehicles and delivery cars which may operate thereon;

(c) fix the limit of weight, load included, and the speed limit of motor vehicles operating thereon in periods of thaw or in rainy periods;

(d) regulate the use and operation of motor trains on public highways;

WHEREAS, in accordance with the powers conferred upon him, the Lieutenant-Governor in Council adopted

l'arrêté en conseil 1045 concernant la réglementation relative à la pesantur et aux dimensions des véhicules automobiles circulant sur les chemins publics de la Province de Québec;

ATTENDU qu'il y a lieu de modifier cette réglementation quant aux poids maxima des véhicules automobiles circulant sur les chemins publics du Québec;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre des Transports:

QUE la réglementation ci-annexée, relative aux poids maxima, soit adoptée;

QUE la réglementation annexée à l'arrêté en conseil 1045 du 27 mai 1964 soit modifiée en conséquence:

QUE le présent arrêté en conseil entre en vigueur le premier jour de mars 1972.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
JULIEN CHOUINARD.

Réglementation relative aux poids maxima des véhicules automobiles circulant sur les chemins public de Québec.

Sujet aux restrictions imposées par l'autorité compétente quant à la résistance des ponts et aux restrictions imposées par le sous-paragraphe intitulé « Bandage de roues » de la réglementation annexée à l'arrêté en conseil 1045 du 27 mai 1964; les charges et poids maxima suivants seront permis sur les chemins publics du Québec.

La charge totale maximum transmise au sol par un essieu simple est de vingt-deux mille (22,000) livres.

La charge totale maximum transmise au sol par un essieu tandem est de trente-huit mille (38,000) livres.

La charge maximum totale transmise au sol par l'essieu avant d'un camion faisant partie d'un ensemble de véhicules est dix mille (10,000) livres.

Le poids total maximum possible d'un ensemble particulier de véhicules en charge est fixé à cent dix-huit mille (118,000) livres.  
39040-o

**Arrêté en conseil**  
**Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 549

Québec, le 10 février 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'interdiction de chasser certains oiseaux.

ATTENDU QUE l'article 10 de la Loi de la chasse (Statuts refondus 1964, chapitre 202) protégeait certaines espèces d'oiseaux utiles à l'agriculture et que cette loi est abrogée depuis l'entrée en vigueur de la Loi de la Conservation de la Faune (Lois du Québec, 1969, c. 58);

ATTENDU QUE la Loi de la Conservation de la Faune ne protège pas lesdits oiseaux;

on May 27, 1964 Order in Council 1045 concerning the ruling relative to the weight and dimensions of motor vehicles operating on public roads in the Province of Québec;

WHEREAS it is deemed advisable to amend the said ruling respecting the maximum weight of motor vehicles operating on the Québec public highways;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Transport:

THAT the regulation hereto annexed respecting maximum weights be adopted;

THAT the regulation annexed to Order in Council 1045 of May 27, 1964 be amended accordingly;

THAT this Order in Council become effective on the first day of March, 1972.

JULIEN CHOUINARD,  
*Clerk of the Executive Council.*

Regulation respecting the maximum weight of motor vehicles operating on the Québec public highways.

Subject to the restrictions imposed by the competent authorities as regards the strength of bridges and to the restrictions coming under sub-paragraph entitled "Tires" in the regulation annexed to Order in Council 1045 of May 27, 1964, the following maximum loads and weight will be allowed on the Québec public highways.

The total maximum load transmitted to the ground by a simple axle-tree shall not exceed twenty-two thousand (22,000) pounds.

The total maximum load transmitted to the ground by a tandem-axle shall not exceed thirty-eight thousand (38,000) pounds.

The total maximum load transmitted to the ground by the front axle of a truck which is part of a group of vehicles shall not exceed ten thousand (10,000) pounds.

The total maximum weight which is permitted a given group of loaded vehicles shall not exceed one hundred and eighteen thousand (118,000) pounds.  
39040

**Order in Council**  
**Executive Council Chamber**

Number 549

Québec, February 10, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the prohibition to hunt certain birds.

WHEREAS Section 10 of the Game Act (Revised Statutes, 1964, chapter 202) protected certain species of birds beneficial to agriculture, and such Act has been repealed since the coming into force of the Wild-life Conservation Act (Statutes of Québec, 1969, c. 58);

WHEREAS the Wild-life Conservation Act does not protect the said birds;

ATTENDU QUE l'arrêté en conseil numéro 908 du 29 mars 1968, concernant certains oiseaux, ne protégeait pas non plus les espèces mentionnées à l'article 10 de la Loi de la chasse;

ATTENDU QU'il y a lieu de protéger lesdits oiseaux; ATTENDU QU'en vertu du paragraphe « c » de l'article 77 de la Loi de la Conservation de la Faune, le lieutenant-gouverneur en conseil peut déterminer les périodes de l'année pendant lesquelles la chasse à différentes catégories d'animaux est interdite.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche. QUE le règlement suivant soit adopté:

1. *Définition:*

« oiseau domestique » inclut toute espèce non indigène gardée en captivité mais n'inclut pas une espèce indigène gardée en captivité.

Aux fins du présent article, les mots « espèces indigènes » signifient espèce d'oiseaux qui naissent, vivent et se reproduisent à l'état sauvage dans la province.

2. Excepté lorsque permis par le lieutenant-gouverneur en conseil et sous réserve des dispositions de la Loi sur la convention concernant les oiseaux migrateurs et des règlements adoptés en vertu de cette loi, il est interdit de chasser, capturer, tuer tout oiseau, ainsi que d'enlever le nid ou les oeufs d'un oiseau sauf s'il s'agit:

a) d'un oiseau domestique;

b) des espèces suivantes: la corneille américaine (*Corvus brachyrhincos*), l'étourneau sansonnet (*Sturnus vulgaris*), le moineau domestique (*Passer domesticus*), le carouge à épaulettes (*Angelaius phoeniceus*), le mainate rouilleux (*Euphagus carolinus*), le mainate bronzé (*Quiscalus quiscula*), le vacher (*Molothrus ater*), le faisan.

QUE l'arrêté en conseil numéro 908 du 29 mars 1968, concernant certains oiseaux, soit abrogé.

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle du Québec*.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
JULIEN CHOUINARD.

39002-0

**Arrêté en conseil**  
**Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 658

Québec, le 17 février 1971.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le tarif des droits payables à la Régie des Transports par certaines compagnies de transport.

ATTENDU QUE par l'arrêté en conseil numéro 177, du 21 janvier 1970, les compagnies Smith Transport (U.S.) Ltd. et Maislin Transport U.S. Ltd. furent autorisées à enregistrer 600 remorques ou semi-remorques portant uniquement des plaques de la Régie des transports (plaques R.T.) au taux fixe de \$50;

ATTENDU QUE les deux compagnies en question ont demandé de porter le nombre de leur unités à 650, en

WHEREAS Order in Council number 908 of March 29, 1968, concerning certain birds, also did not protect the species mentioned in Section 10 of the Game Act;

WHEREAS it is expedient to protect the said birds; WHEREAS under paragraph "c" of Section 77 of the Wild-life Conservation Act, the Lieutenant-Governor in Council may determine in what periods of the year the hunting of various classes of animals is prohibited.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game.

THAT the following regulation be adopted:

1. *Definition:*

"domestic bird" includes any unindigenous species held in captivity but does not include an indigenous species held in captivity.

For the purposes of this section, the words "indigenous species" signify the species of birds who are born, live and reproduce wild in the Province.

2. Except when allowed by the Lieutenant-Governor in Council and subject to the Migratory Birds Convention Act and the regulations adopted pursuant to such Act, it is forbidden to hunt, capture or kill any bird, and to take the nest or eggs of a bird save in the case of:

a) a domestic bird;

b) the following species: the common crow, (*Corvus brachyrhincos*) the starling (*Sturnus vulgaris*), the house sparrow (*Passer domesticus*), the red-winged blackbird (*Angelaius phoeniceus*), the rusty blackbird (*Euphagus carolinus*), the common grackle (*Quiscalus quiscula*), the brown-headed cowbird (*Molothrus ater*), the pheasant.

THAT Order in Council number 908 of March 29, 1968, concerning certain birds, be abrogated.

THAT publication be made in the *Québec Official Gazette*.

*JULIEN CHOUINARD,*  
*Clerk of the Executive Council.*

39002

**Order in Council**  
**Executive Council Chamber**

Number 658

Québec, February 17, 1971.

Present: The Lieutenant-Governor in council.

CONCERNING the tariff of fees payable to the Transportation Board by certain transport companies.

WHEREAS pursuant to Order in Council number 177 of January 21, 1970, Smith Transport (U.S.) Ltd. and Maislin Transport U.S. Ltd. were authorized to register 600 trailers or semi-trailers bearing Transportation Board markers only (R.T. markers) at the fixed rate of \$50;

WHEREAS both companies in question asked to increase the number of their units to 650, in 1971, in

1971, toujours dans le but d'assurer plus de flexibilité dans l'utilisation de l'équipement;

ATTENDU QUE d'autre part, ce genre de privilège sera aboli en 1972 en adoptant une base différente d'immatriculation.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre des Transports:

QUE les deux compagnies ci-haut mentionnées soient autorisées, pour l'année d'immatriculation 1971, à enregistrer uniquement à la Régie des transports à un taux fixe de \$100 par unité le nombre maximum de 650 remorques ou semi-remorques.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
JULIEN CHOUINARD.  
39040-o

order to assure more flexibility in the use of equipment;

WHEREAS on the other hand, this kind of privilege will be abolished in 1972 by adopting a different registration standard.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Minister of Transport:

THAT the two companies hereabove mentioned be authorized, for the 1971 registration year, to register only at the Transportation Board at a fixed rate of \$100 per unit, the maximum number of 650 trailers or semi-trailers.

JULIEN CHOUINARD,  
*Clerk of the Executive Council.*  
39040

### Avis divers

#### Ville de Québec

##### *Avis de rachat*

Aux détenteurs des obligations payables en monnaie des États-Unis de l'émission désignée « 9% Sinking Fund Debentures due April 1, 1982 » (ci-après appelées « Obligations ») de la Ville de Québec, province de Québec, Canada.

AVIS PUBLIC EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ que la Ville de Québec a l'intention de racheter et rachètera POUR FINS D'AMORTISSEMENT le 1er avril 1971, conformément aux dispositions des obligations, les obligations suivantes telles qu'indiquées de l'émission mentionnée ci-dessus, à 100% de leur montant en principal plus l'intérêt couru à la date de rachat, à savoir:

Les obligations portant le préfixe M:

00016	00021	00046	00048	00063	00090	00091
00275	00351	00376	00381	00415	00651	00670
01130	01261	01268	01277	01396	01506	01520
01643	01657	01666	01675	01721	01730	01745
01904	01995	01997	02000	02118	02165	02181
02389	02397	02401	02415	02499	02514	02520
02715	02760	02763	02765	02794	02851	03147
03271	03285	03400	03496	03516	03524	03533
03743	03918	03919	03926	03945	03987	03991
04579	04584	04587	04590	04597	04621	04630
04812	04815	04887	04890	04895	04937	04961
05288	05316	05390	05415	05475	05621	05630
05821	05835	05840	05871	05877	05912	05927
06390	06397	06501	06514	06521	06543	06552
06693	06831	06837	06842	06860	06887	06941
07045	07051	07053	07067	07245	07281	07288
07561	07567	07583	07585	07587	07714	07719
07876	08105	08109	08127	08198	08465	08470
08746	08761	08790	08814	08821	08827	08835
08916	08921	08930	08932	08940	08945	09007
09183	09186	09188	09195	09201	09218	09225
09470	09540	09625	09647	09650	09751	

Les obligations devant être ainsi rachetées, deviendront échues et payables et seront payées en telles espèces ou monnaie des États-Unis d'Amérique qui,

### Miscellaneous Notices

#### City of Québec

##### *Notice of redemption*

To the holders of debentures payable in America Currency of the issue designated 9% Sinking Fund Debentures due April 1, 1982 (herein called "Debentures") of the City of Québec, Canada.

PUBLIC NOTICE IS HEREBY GIVEN that the City of Québec intends to and will redeem FOR SINKING FUND PURPOSES on April 1, 1971, pursuant to the provisions of the Debentures, the following Debentures as indicated, of the above-mentioned issue, at 100% of principal amount plus accrued interest to the redemption date, namely:

Debentures bearing the prefix M:

00092	00097	00118	00124	00137	00241	00260
00700	00948	01021	01065	01072	01075	01127
01537	01580	01601	01611	01616	01631	01640
01751	01798	01823	01824	01825	01873	01880
02185	02265	02278	02285	02289	02290	02388
02530	02635	02640	02651	02657	02681	02690
03152	03176	03180	03203	03215	03222	03265
03537	03539	03541	03576	03627	03680	03691
04321	04365	04372	04375	04420	04518	04575
04634	04646	04725	04780	04791	04795	04800
04963	04965	05005	05007	05231	05237	05275
05637	05640	05642	05643	05647	05651	05670
05965	05991	05993	05995	05996	06375	06384
06580	06584	06612	06613	06614	06615	06690
06945	06960	06961	06984	06985	06986	07030
07289	07350	07351	07360	07370	07380	07390
07785	07790	07826	07829	07840	07865	07870
08481	08495	08612	08617	08651	08670	08690
08841	08843	08847	08850	08860	08861	08914
09010	09016	09040	09165	09174	09175	09180
09314	09317	09320	09365	09370	09380	09390

Debentures to be so redeemed, will become due and payable and will be paid in such coin or currency of the United States of America as at the time of pay-

au moment du paiement, aura cours légal pour le paiement des dettes publiques et privées dans lesdits États-Unis d'Amérique, au bureau de l'agent payeur, Bank of Montreal Trust Company, Borough of Manhattan, Ville et État de New York, États-Unis d'Amérique ou aux bureaux des agents payeurs suivants: Banque de Montréal (bureau principal) dans la Ville de Québec, Canada; Schroder Trust Company à New York; J. Henry Schroder Wagg & Co. Limited à Londres, Angleterre; Banque de Suez et de l'Union des Mines à Paris, France; Kredietbank N.V. à Bruxelles, Belgique; B. Metzler seel. Sohn & Co. à Francfort, République Fédérale Allemande; Kredietbank S.A. Luxembourgeoise à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg; sur présentation et remise des obligations portant les numéros mentionnés ci-dessus avec tous les coupons échéant après le 1er avril 1971 attachés.

Le et après le 1er avril 1971, l'intérêt sur les obligations devant être ainsi rachetées cessera et les coupons d'intérêt échéant subséquemment à cette date seront nuls.

Daté à Québec, ce 26e jour de février 1971.

*Le trésorier,*

39009-0

BENOIT COUTURE, C.A.

**Saint-François-Xavier-de-Verchères et la municipalité du village de Verchères**

La municipalité de la paroisse de Saint-François-Xavier-de-Verchères et la municipalité du village de Verchères, dûment autorisées par leur conseil respectif, adressent au lieutenant-gouverneur en conseil une requête afin d'obtenir des lettres patentes fusionnant leur territoire respectif en une nouvelle municipalité nommée municipalité de Verchères, aux conditions mentionnées dans la requête conjointe.

Ces conditions sont les suivantes:

1. Le nom de la nouvelle municipalité est « Municipalité de Verchères »;
2. Le territoire de la nouvelle municipalité est celui qui est décrit dans l'annexe aux règlements adoptés par les conseils de la municipalité de la paroisse de Saint-François-Xavier-de-Verchères et de la municipalité du village de Verchères;
3. La nouvelle municipalité est régie par le Code municipal. Elle aura un statut de village;
4. Jusqu'à la première élection générale, le conseil provisoire sera composé de tous les membres des deux conseils existant avant la fusion;
5. Le maire du conseil provisoire de la nouvelle municipalité sera monsieur Jean-Marie Moreau, maire de la paroisse Saint-François-Xavier-de-Verchères;
6. Le maire suppléant du conseil provisoire de la nouvelle municipalité sera monsieur Gilles Laflamme, maire de la municipalité du village de Verchères;
7. La première séance du conseil provisoire sera tenue le deuxième lundi juridique suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes. Elle aura lieu à la salle du comté de Verchères à 8 heures p.m. sans autre convocation;
8. À compter de la première élection générale, le conseil municipal sera composé du maire et de six conseillers;

ment is legal tender for public and private debts in said United States of America, at the office of the Paying Agent, Bank of Montreal Trust Company in the Borough of Manhattan, City and State of New York, United States of America or at any of the offices of the following Paying Agents: Bank of Montreal (Main Office) in the City of Québec, Canada, Schroder Trust Company in New York, J. Henry Schroder Wagg & Co. Limited in London, England, Banque de Suez et de l'Union des Mines in Paris, France, Kredietbank, N.V. in Brussels, Belgium, B. Metzler seel. Sohn & Co. in Frankfurt, Federal Republic of Germany and Kredietbank S.A. Luxembourgeoise in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, upon presentation and surrender of Debentures bearing the above numbers with all coupons maturing after April 1, 1971 attached.

From and after April 1, 1971, interest on the debentures to be so redeemed will cease and interest coupons maturing subsequent to that date will be void.

Dated at Québec, this 23rd day of February, 1971.

*BENOIT COUTURE, C.A.,*

39009-0

*Treasurer.*

**Saint-François-Xavier-de-Verchères and the Municipality of the Village of Verchères**

The municipality of the parish of Saint-François-Xavier-de-Verchères and the municipality of the village of Verchères duly authorized by their respective Council, address a petition to the Lieutenant-Governor-in-Council to obtain letters patent amalgamating their respective territory and creating a new town bearing the name of municipality of Verchères, at the conditions mentioned in the joint petition.

The conditions are the following:

1. The name of the new municipality is "Municipality of Verchères";
2. The territory of the new municipality is the one described in the annex of by-laws adopted by the municipality of the parish of Saint-François-Xavier-de-Verchères and of the municipality of the village of Verchères;
3. The new municipality is governed by the Municipal Code. It will have the Status of a village;
4. Until the first general election, the acting council will be composed of all the members of both Councils existing before the amalgamation;
5. The mayor of the acting council will be Mr. Jean-Marie Moreau, mayor of the parish of Saint-François-Xavier-de-Verchères;
6. The acting mayor of the acting council of the new municipality will be Mr. Gilles Laflamme, mayor of the municipality of the corporation of the village of Verchères;
7. The first meeting of the acting council will be held on the second judicial Monday following the coming into force of the letters patent. It will take place in the county hall of Verchères at 8:00 o'clock p.m. without any other notice;
8. As of the first general election, the municipal council will be composed of one mayor and six councillors;

9. Le secrétaire-trésorier de la nouvelle municipalité sera monsieur Philippe Colette;

10. Les fonctionnaires et les employés des deux municipalités continueront à être à l'emploi de la nouvelle municipalité de Verchères jusqu'à leur démission ou jusqu'à ce qu'il en soit décidé autrement par le conseil;

11. Il peut être pris connaissance du règlement relatif à la fusion ainsi que de la requête conjointe au bureau du secrétaire-trésorier de chacune des municipalités;

12. Les propriétaires peuvent s'opposer à la fusion durant le mois qui suit celui des publications requises par la loi et faire connaître les motifs de leur opposition en s'adressant par écrit à la commission municipale de Québec, Hôtel du Gouvernement, ville de Québec.

*Le secrétaire-trésorier de la paroisse  
St-François-Xavier-de-Verchères,  
THÉRÈSE LAROSE.  
Le secrétaire-trésorier du village  
de Verchères,  
PHILIPPE COLETTE.  
Procureur des requérantes,  
PIERRE VIAU.*

39035-o

#### Corporation des Officiers Municipaux Agréés du Québec

Avis est par les présente donné que le lieutenant-gouverneur en conseil a, par son arrêté en conseil numéro six cent cinquante (650) du 17 février 1971, approuvé le règlement numéro 17 de la Corporation des Officiers Municipaux Agréés du Québec conformément à la demande faite en vertu des dispositions de l'article 10 de la Loi organique de la Corporation.

*Les procureurs de la corporation,  
FLYNN & ASSOCIÉS.*

39043-o

9. The Secretary-Treasurer of the new municipality will be Mr. Philippe Colette;

10. The officers and employees of both municipalities shall remain in office with the new municipality of Verchères until the resignation or until the council shall decide otherwise;

11. Details of the by-laws concerning the amalgamation and the joint petition are available at the Secretary-Treasurer's office of each municipality;

12. The property owners may object to the amalgamation within the month following the month during which the notices required by law were published, and make known the grounds for their objections, in writing, to the municipal commission, parliament building, Québec City.

*THÉRÈSE LAROSE,  
Secretary-Treasurer of the parish of  
St-François-Xavier-de-Verchères.  
PHILIPPE COLETTE,  
Secretary-Treasurer of the  
village of Verchères.  
PIERRE VIAU,  
Attorney for the Petitioners.*

39035-o

#### Corporation of Chartered Municipal Officers of Québec

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council by his Order in Council number six hundred and fifty (650), dated February 17, 1971, approved by-law number 17 of the Corporation of Chartered Municipal Officers of Québec pursuant to the petition made under the provisions of section 10 of the Act incorporating the said Corporation.

*FLYNN & PARTNERS,  
Attorneys for the Corporation.*

39043-o

### Compagnies étrangères Permis

#### Great Ski Manufacturing, Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 18<sup>e</sup> jour de janvier 1971, il a accordé un nouveau permis à la compagnie « Top Ski Manufacturing, Inc. », l'autorisant à exercer des affaires dans la province, sous son nouveau nom de « Great Ski Manufacturing, Inc. », conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères, Statuts refondus 1964, chapitre 282.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie est Me Jacques Gilbert, avocat, 500, Place d'Armes, suite 1063, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est à 500, Place d'Armes, suite 1063, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions,  
financières, compagnies et coopératives.  
J.-ALBERT GAGNON.*

38940-o

65-70

### Extra-Provincial Companies Licenses

#### Great Ski Manufacturing, Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives that on the 18th day of January 1971, he has granted a new licence to "Top Ski Manufacturing, Inc.", authorizing it to carry on business in the Province, under its new name "Great Ski Manufacturing, Inc.", pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes 1964, chapter 282.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Me. Jacques Gilbert, advocate, 500 Place d'Armes, suite 1063, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 500 Place d'Armes, suite 1063, Montreal, judicial district of Montreal.

*J.-ALBERT GAGNON,  
Associate Deputy Minister of Financial  
Institutions, Companies and Cooperatives.*

38940

65-70

**King Resources Company**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « King Resources Company », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est C.T. Corporation System (Canada) Ltd., 55, d'Auteuil, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 55, d'Auteuil, Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
J.-ALBERT GAGNON.

38940

9-71

**L. H. Shingle Company**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « L. H. Shingle Company », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Jean Roger, avocat, 1203, édifice IBM, 5, place Ville Marie, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 1203, édifice IBM, 5, place Ville Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
J.-ALBERT GAGNON.

38940

7-71

**Triple-E Motor Homes Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Triple-E Motor Homes Ltd. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Charles A. Phelan, 3400 Tour de la Bourse, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 3400, Tour de la Bourse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
J.-ALBERT GAGNON.

38940

5-71

**Piccolo Pizza of Alberta Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Piccolo Pizza of Alberta Ltd. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Hamilton Quain de 200, rue Principale, Hull.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 200, rue Principale, Hull, district judiciaire de Hull.

*Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,*  
J.-ALBERT GAGNON.

38940

1-71

**King Resources Company**

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "King Resources Company", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is C.T. Corporation System (Canada), Ltd., 55 d'Auteuil, Québec.

The principal office of the company in the Province is at 55 d'Auteuil, Québec, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,  
*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

38940-o

9-71

**L. H. Shingle Company**

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "L. H. Shingle Company", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Jean Roger, advocate, 1203 IBM Building, 5 Place Ville Marie, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 1203 IBM Building, 5 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,  
*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

38940-o

7-71

**Triple-E Motor Homes Ltd.**

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Triple-E Motor Homes Ltd.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purposes of receiving services in proceedings against the company is Mr. Charles A. Phelan, 3400 Stock Exchange Tower, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 3400 Stock Exchange Tower, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,  
*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

38940-o

5-71

**Piccolo Pizza of Alberta Ltd.**

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Piccolo Pizza of Alberta Ltd.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Hamilton Quain of 200 Main Street, Hull.

The principal office of the company in the Province is at 200 Main Street, Hull, judicial district of Hull.

J.-ALBERT GAGNON,  
*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

38940-o

1-71

**Elaine Powers Figure Salons (Canada), Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Elaine Powers Figure Salons (Canada), Limited » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. P.-André Gervais, bureau 1203, Édifice IBM, 5, place Ville-Marie, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au bureau 1203, Édifice IBM, 5, place Ville-Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,*

J.-ALBERT GAGNON.

38940

102-70

**Elaine Powers Figure Salons (Canada), Limited**

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Elaine Powers Figure Salons (Canada), Limited", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. P.-André Gervais, suite 1203, IBM Building, 5 Place Ville-Marie, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at suite 1203, IBM Building, 5 Place Ville-Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,

*Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.*

38940-o

102-70

**Chartes —  
demandes d'abandon de****Québec Metal Refining Inc.  
Affinerie Québécoise de Métaux inc.**

Avis est donné que la compagnie « Québec Metal Refining Inc.— Affinerie Québécoise de Métaux inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 19 février 1971.

*Les procureurs de la requérante,*  
GAMEROFF, FENSTER, KANDESTIN  
& GELFAND.

38958

**Aubé & Giroux Itée**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Aubé & Giroux Itée », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Asbestos, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, du Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté, ce 19<sup>e</sup> jour de février 1971.

*Le secrétaire,*  
ROSARIO GIROUX.

38959-o

**Eugenio Schwartz & Co. Ltd.**

Avis est, par les présentes, donné que « Eugenio Schwartz & Co. Ltd. », une compagnie constituée d'après la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la cité de Montréal, fera application auprès du ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission de rendre sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 3<sup>e</sup> jour de février 1971.

(Sceau)

*Le secrétaire,*  
MARIA SCHWARTZ.

38964-o

**Charters —  
Applications for Surrender of****Québec Metal Refining Inc.  
Affinerie Québécoise de Métaux inc.**

Notice is hereby given that "Québec Metal Refining Inc.— Affinerie Québécoise de Métaux inc. », a corporation incorporated under the Companies Act will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, of the Province of Québec for leave to surrender its charter.

Montreal, February 19, 1971.

GAMEROFF, FENSTER, KANDESTIN  
& GELFAND.  
*Attorneys for the petitioner.*

38958-o

**Aubé & Giroux Itée**

Notice is hereby given that "Aubé & Giroux Itée", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office at Asbestos, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated, this 19th day of February, 1971.

38959-o

ROSARIO GIROUX,  
*Secretary.*

**Eugenio Schwartz & Co. Ltd.**

Notice is hereby given that "Eugenio Schwartz & Co. Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 3rd day of February, 1971.

38964-o

MARIA SCHWARTZ,  
*Secretary.*

**Canapower Limited**

Avis est donné que la compagnie « Canapower Limited », corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, Québec, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour demander la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies, à compter de la date que fixera le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives.

Daté à Hamilton, Ontario, ce 29e jour de janvier 1971.

38960

*Le président,*  
H. E. G. DUPUY.

**Ciné-Télévision Itée**

Avis est donné que la compagnie « Ciné-Télévision Itée », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Québec, ce 25e jour de janvier 1971.

38961-o *Les procureurs de la compagnie,*  
TURGEON, AUBÉ & ASSOCIÉS, *avocats.*

**A. De Beaumont & Cie Itée**

Avis est donné que la compagnie « A. De Beaumont & Cie Itée », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

38962-o *Les procureurs de la compagnie,*  
BHERER, JUNEAU, BERNIER, CÔTÉ,  
OUELLET & HUOT.

**Lucad Corporation**

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Lucad Corporation », corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans la ville et le district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour demander la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Donné à Montréal, ce 22e jour de février 1971.

38963 *Les procureurs de la compagnie,*  
CHAIT, SALOMON, GELBER, CIACCIA,  
REIS & BRONSTEIN.

**Société de documentation politique ABC Itée**

Prenez avis que la compagnie « Société de Documentation Politique ABC Itée », dûment incorporée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Longueuil, district de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 22 février 1971.

38965-o *Les procureurs de la compagnie,*  
MES DUGUAY & SALOIS.

**Canapower Limited**

Notice is hereby given that "Canapower Limited", a corporation constituted under Part I of the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the terms of the Companies Act as and from a date to be fixed by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

Dated at Hamilton, Ontario, this 29th day of January, 1971.

38960-o

H. E. G. DUPUY,  
*President.*

**Ciné-Télévision Itée**

Notice is given that "Ciné-Télévision Itée", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Dated at Québec, this 25th day of January, 1971.

38961 *TURGEON, AUBÉ & ASSOCIÉS, advocates,*  
*Attorneys for the Company.*

**A. De Beaumont & Cie Itée**

Notice is given that "A. De Beaumont & Cie Itée", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

38962 *BHERER, JUNEAU, BERNIER, CÔTÉ,*  
*OUELLET & HUOT,*  
*Attorneys for the Company.*

**Lucad Corporation**

Notice is hereby given that "Lucad Corporation", a corporation constituted under the Companies Act and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 22nd day of February, 1971.

38963-o *CHAIT, SALOMON, GELBER, CIACCIA,*  
*REIS & BRONSTEIN,*  
*Attorneys for the Applicants.*

**Société de documentation politique ABC Itée**

Notice is hereby given that "Société de Documentation Politique ABC Itée", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in Longueuil, district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, February 22, 1971.

38965-o *MES DUGUAY & SALOIS,*  
*Attorneys for the company.*

**Vannelli Super Market Inc.**

Avis est donné que « Vannelli Super Market Inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives du Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 18 février 1971.

*La secrétaire,*

MARIA L. GARECCI.

38966-o

**Lise Bélanger inc.**

Avis est par les présentes donné que « Lise Bélanger inc. », dont le siège social est à Joliette, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

*Les procureurs de la requérante,*

39013-o

RATELLE & RATELLE.

**H. Lacroix limitée**

Avis est donné que la compagnie « H. Lacroix limitée », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province, la permission d'abandonner sa charte.

Cap-de-la-Madeleine, ce 24 février 1971.

*Le procureur,*

GÉRALD GRÉGOIRE.

39014-o

**Pâtisserie Nourry Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Pâtisserie Nourry Inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province la permission d'abandonner sa charte.

Cap-de-la-Madeleine, ce 24 février 1971.

*Le procureur de la compagnie,*

GÉRALD GRÉGOIRE.

39015-o

**Transatlantic Agencies Limited**

Avis est donné que « Transatlantic Agencies Limited », qui a son bureau principal dans la ville de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 3e jour de décembre 1970.

(Sceau)

39016-o

MRS. EMERIC SALA.

**Vannelli Super Market Inc.**

Notice is hereby given that "Vannelli Super Market Inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its letters patent.

Montreal, February 18, 1971.

MARIA L. GARECCI,

*Secretary.*

38966-o

**Lise Bélanger inc.**

Notice is hereby given that "Lise Bélanger inc.", whose head office is established in Joliette, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

RATELLE & RATELLE,

*Attorneys for the applicant.*

39013

**H. Lacroix limitée**

Notice is given that "H. Lacroix limitée", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Cap-de-la-Madeleine, this February 24, 1970.

GÉRALD GRÉGOIRE,

*Attorney.*

39014-o

**Pâtisserie Nourry Inc.**

Notice is given that "Pâtisserie Nourry Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Cap-de-la-Madeleine, February 24, 1970.

GÉRALD GRÉGOIRE,

*Attorneys for the Company.*

39015-o

**Transatlantic Agencies Limited**

Notice is hereby given that "Transatlantic Agencies Limited", a company incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 3rd day of December, 1970.

(Seal)

39016-o

MRS. EMERIC SALA.

**Divers  
Compagnies****L'Institut Domus Medica inc.  
Domus Medica Institute Inc.**

La compagnie « L'Institut Domus Medica inc. — Domus Medica Institute Inc. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 5.

*Le secrétaire,*

JEAN-PAUL ZIGBY.

39018-o

228-67

**Miscellaneous  
Companies****L'Institut Domus Medica inc.  
Domus Medica Institute Inc.**

Notice is given that "L'Institut Domus Medica inc. — Domus Medica Institute Inc.", has changed the number of its directors from 7 to 5.

JEAN-PAUL ZIGBY,

*Secretary.*

39018

228-67

**Dobois Realities Ltd.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 2, de la compagnie « Domaine du Bois de Montréal (1970) ltée — Domaine du Bois of Montreal (1970) Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 23e jour de décembre 1970, changeant son nom en celui de « Dobois Realities Ltd. ».

*Le directeur du service des compagnies,*

**ROCH RIOUX,**

39019-o 5782-70

**Mercury Electric and Mechanical Contractors Ltd.**

Avis est donné que la compagnie « Mercury Electric and Mechanical Contractors Ltd. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

*Le secrétaire,*

**LEO FISHER,**

39020 707-65

**Wilwaken Inc**

La compagnie « Wilwaken Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

*Le secrétaire,*

**MME VAL WILLIS,**

39021-o 6309-69

**Bibliothèque Centrale de Prêt du Saguenay-Lac-St-Jean**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 11 février 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Bibliothèque Centrale de Prêt du Saguenay-Lac-St-Jean », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le directeur du service des compagnies,*

**ROCH RIOUX,**

38983-o 4433-70

**L'Association des Directeurs de Théâtre inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 11 février 1971, il a approuvé les règlements généraux de « L'Association des Directeurs de Théâtre inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le directeur du service des compagnies,*

**ROCH RIOUX,**

38967-o 3953-64

**L'Association des Zouaves de Québec inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 17 février 1971, il a approuvé les amendements aux règlements généraux numéro 10 de « L'Association des Zouaves de Québec inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le directeur du service des compagnies,*

**ROCH RIOUX,**

38968-o 2027-65

**Dobois Realities Ltd.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 2, of the company "Domaine du Bois de Montréal (1970) ltée — Domaine du Bois of Montreal (1970) Ltd.", incorporated by letters patent dated the 23rd day of December 1970, changing its name into that of "Dobois Realities Ltd.".

**ROCH RIOUX,**

*Director of the Companies Service.*

39019-o 5782-70

**Mercury Electric and Mechanical Contractors Ltd.**

Notice is given that "Mercury Electric and Mechanical Contractors Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

**LEO FISHER,**

*Secretary.*

39020-o 707-65

**Wilwaken Inc.**

Notice is given that "Wilwaken Inc.", has changed the number of its directors from 5 to 3.

**MRS. VAL WILLIS,**

*Secretary.*

39021 6309-69

**Bibliothèque Centrale de Prêt du Saguenay-Lac-St-Jean**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, on February 11, 1971, has approved the general by-laws of "Bibliothèque Centrale de Prêt du Saguenay-Lac-St-Jean", pursuant to section 225 of the Companies Act.

**ROCH RIOUX,**

*Director of the Companies Branch.*

38983 4433-70

**L'Association des Directeurs de Théâtre inc.**

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on February 11, 1971, pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws of "L'Association des Directeurs de Théâtre inc.".

**ROCH RIOUX,**

*Director of the Companies Branch.*

38967 3953-64

**L'Association des Zouaves de Québec inc.**

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on February 17, 1971, pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved the amendments to general by-laws number 10 of "L'Association des Zouaves de Québec inc.".

**ROCH RIOUX,**

*Director of the Companies Branch.*

38968 2027-65

**L'Association Québécoise des Fabricants de  
Tuyau de Béton inc.  
Québec Concrete Pipe Manufacturers  
Association Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 22 janvier 1971, il a approuvé les règlements numéro 1, 2 et 3 de « L'Association Québécoise des Fabricants de Tuyau de Béton inc. — Québec Concrete Pipe Manufacturers Association Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38969-o 5643-70

**Boutique Phase inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 6, de la compagnie « Créations de l'Heure (Saguenay) inc. », constituée par lettres patentes en date du 4<sup>e</sup> jour de septembre 1969, changeant son nom en celui de « Boutique Phase inc. ».

*Le directeur du service des compagnies,*  
ROCH RIOUX.

38970-o 4191-69

**Cinepix Inc.**

La compagnie « Cinepix Inc. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

*Le secrétaire,*  
LEO GREGORY.

38971 12777-62

**Comité des Loisirs de Frontenac  
(St-Jean Vianney)**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 29 janvier 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Comité des Loisirs de Frontenac (St-Jean Vianney) », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,*  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

38972-o 3901-70

**Custom Craft Furniture Inc.**

La compagnie « Custom Craft Furniture Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

*Le secrétaire,*  
SAUL TOLMASKY.

38973 15563-59

**Solo Products Limited**

La compagnie « Solo Products Limited » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses directeurs de 4 à 6.

*Le secrétaire,*  
NAT. L. SOLOMON.

38978 1150-37

**L'Association Québécoise des Fabricants de  
Tuyau de Béton inc.  
Québec Concrete Pipe Manufacturers  
Association Inc.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on January 22, 1971, approved by-laws numbers 1, 2 and 3 of "L'Association Québécoise des Fabricants de Tuyau de Béton inc. — Québec Concrete Pipe Manufacturers Association Inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38969 5643-70

**Boutique Phase inc.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 6, of the company "Créations de l'Heure (Saguenay) inc.", incorporated by letters patent dated the 4th day of September 1969, changing its name into that of "Boutique Phase inc.".

ROCH RIOUX,  
*Director of the Companies Service.*

38970-o 4191-69

**Cinepix Inc.**

Notice is given that "Cinepix Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

LEO GREGORY,  
*Secretary.*

38971-o 12777-62

**Comité des Loisirs de Frontenac  
(St-Jean Vianney)**

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on January 29, 1971, pursuant to Section 225 of the Companies Act, he approved the general by-laws of "Comité des Loisirs de Frontenac (St-Jean Vianney)".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
*Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38972 3901-70

**Custom Craft Furniture Inc.**

Notice is given that "Custom Craft Furniture Inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

SAUL TOLMASKY,  
*Secretary.*

38973-o 15563-59

**Solo Products Limited**

Notice is given that "Solo Products Limited" has changed the number of its directors from 4 to 6.

NAT. L. SOLOMON,  
*Secretary.*

38978-o 1150-37

**Les Dames Auxiliaires du Centre François-Michelle pour Déficiants Mentaux**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 18 février 1971, il a approuvé les règlements numéro 1, 2 et 3 de la corporation « Les Dames Auxiliaires du Centre François-Michelle pour Déficiants Mentaux », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le directeur du service des compagnies,*  
ROCH RIOUX.

38974-o 1775-70

**Pan Arkadian Brotherhood of Canada**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 18 février 1971, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Pan Arkadian Brotherhood of Canada », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le directeur du service des compagnies,*  
ROCH RIOUX.

38975-o 10381-61

**Patsan Inc.**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il y a approuvé le règlement numéro 18, de la compagnie « Progressive Publications Inc.—Publications Progressives inc. », constituée par lettres patentes en date du 29e jour de juillet 1968, changeant son nom en celui de « Patsan Inc. ».

*Le directeur du service des compagnies,*  
ROCH RIOUX.

38976-o 3423-68

**Service des Loisirs Sts-Martyrs-Canadiens de Montréal**

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 11 janvier 1971, il a approuvé les règlements généraux numéro 1 à 41 de la corporation « Service des Loisirs Sts-Martyrs-Canadiens de Montréal », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le directeur du service des compagnies,*  
ROCH RIOUX.

38977-o 14009-59

**Les Dames Auxiliaires du Centre François-Michelle pour Déficiants Mentaux**

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on February 18, 1971, pursuant to section 225 of the Companies Act, he approved by-laws Nos. 1, 2 and 3 of "Les Dames Auxiliaires du Centre François-Michelle pour Déficiants Mentaux".

ROCH RIOUX,  
*Director of the Companies Branch.*

38974 1775-70

**Pan Arkadian Brotherhood of Canada**

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on February 18, 1971, pursuant to section 226 of the Companies Act, he approved the general by-laws of the "Pan Arkadian Brotherhood of Canada".

ROCH RIOUX,  
*Director of the Companies Branch.*

38975 10381-61

**Patsan Inc.**

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number 18, of the company "Progressive Publications Inc.—Publications Progressives inc.", incorporated by letters patent dated the 29th day of July 1968, changing its name into that of "Patsan Inc.".

ROCH RIOUX,  
*Director of the Companies Service.*

38976-o 3423-68

**Service des Loisirs Sts-Martyrs-Canadiens de Montréal**

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on January 11, 1971, he approved general by-laws number 1 to 41 of "Service des Loisirs Sts-Martyrs-Canadiens de Montreal", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,  
*Director of the Companies Branch.*

38977 14009-59

**Sièges sociaux**

**Lafarge Concrete Ltd.  
Lafarge Béton Itée**

La compagnie «Lafarge Concrete Ltd.—Lafarge Béton Itée» donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 750, boulevard Laurentien, ville Saint-Laurent au numéro 620 ouest, boulevard Dorchester, Montréal.

*L'assistant-secrétaire,*  
JACQUES GOURDON.

38989-o 6158-46

**Head Offices**

**Lafarge Concrete Ltd.  
Lafarge Béton Itée**

"Lafarge Concrete Ltd.—Lafarge Béton Itée" gives notice that it changed its head office from 750 Laurentian Boulevard, City of St. Laurent to 620 Dorchester Boulevard West, Montreal.

JACQUES GOURDON,  
*Assistant Secretary.*

38989 6158-46

**Fleuriste Place Bonaventure inc.  
Place Bonaventure Florist Inc.**

La compagnie « Fleuriste Place Bonaventure inc.— Place Bonaventure Florist Inc. » constituée en corporation par lettres patentes, le 1er août 1966, et ayant son siège social en la ville de Montréal, donne avis qu'elle a établi son bureau à 1, place Bonaventure.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 23e jour de septembre 1970.

*Le président,*  
ALASTIR SMITH.  
3030-66

38984

**Fleuriste Place Bonaventure inc.  
Place Bonaventure Florist Inc.**

Notice is hereby given that "Fleuriste Place Bonaventure inc.— Place Bonaventure Florist Inc." incorporated by letters patent on the 1st day of August 1966, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 1 Place Bonaventure.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office at the company.

Dated at Montreal, this 23rd day of September, 1970.

ALASTIR SMITH,  
*President.*  
3030-66

38984-o

**Les Imprimeries Amyot inc.**

La compagnie « Les Imprimeries Amyot inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Montréal au numéro 637, Place Publique, Ste-Dorothée, Laval.

*Le secrétaire,*  
CLAUDETTE SCIOTTI.  
132-68

38985-o

**Les Imprimeries Amyot inc.**

Notice is given that "Les Imprimeries Amyot inc." has changed its head office from Montreal to number 637 Place Publique, Ste-Dorothée, Laval.

CLAUDETTE SCIOTTI,  
*Secretary.*  
132-68

38985

**Inter-Provincial Mortgage Corporation**

Avis est donné que la compagnie « Inter-Provincial Mortgage Corporation », constituée en corporation en vertu des dispositions de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 21e jour de février 1963, et ayant son siège social à Montréal, a transporté son bureau de 1255, carré Phillips, local 303, ville et district de Montréal à 2085, rue Guy, « Penthouse Floor », ville et district de Montréal.

Daté à Montréal, ce 13e jour de janvier 1971.

(Sceau)  
*Le secrétaire-trésorier,*  
GERARD L. SCHNEIDER.  
822-63

38986

**Inter-Provincial Mortgage Corporation**

Notice is hereby given that "Inter-Provincial Mortgage Corporation", incorporated under the provisions of Part I of the Companies Act by letters patent dated from the 21st day of February, 1963, and having its head office in Montreal, has moved its office and principal place of business from 1255 Phillips Square, Suite 303, city and district of Montreal, to 2085 Guy Street, Penthouse Floor, city and district of Montreal.

Dated at Montreal, this 13th day of January, 1971.

(Seal)  
GERARD L. SCHNEIDER,  
*Secretary-Treasurer.*  
822-63

38986-o

**Jontec inc.**

La compagnie « Jontec inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 3899, rue de la Peltrie, Montréal au numéro 304C, rue Saint-Hubert, Jonquière.

*Le secrétaire,*  
ANDRÉ TREMBLAY.  
2276-70

38987-o

**Jontec inc.**

Notice is given that "Jontec inc." has changed its head office from number 3899 de la Peltrie Street to number 304C, Saint-Hubert Street, Jonquière.

ANDRÉ TREMBLAY,  
*Secretary.*  
2276-70

38987

**L'Association des Directeurs de Théâtre inc.**

Avis est donné que la corporation « L'Association des Directeurs de Théâtre inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 septembre 1964 et ayant son siège social dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 1400, rue St-Urbain.

À compter de la date du présent avis, le bureau est considéré par la corporation comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 16 décembre 1970.

(Sceau)  
*Le président,*  
GILLES PELLETIER.  
3953-64

38979-o

**L'Association des Directeurs de Théâtre inc.**

Notice is given that "L'Association des Directeurs de Théâtre inc.", incorporated by letters patent dated September 28, 1964, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 1400, St-Urbain St.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the corporation as being its head office.

Given at Montreal, December 16, 1970.

(Seal)  
GILLES PELLETIER,  
*President.*  
3953-64

38979-o

**Kebecon Construction Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Kebecon Construction Inc. » a transféré son siège social de 240, rue Le Baron, Boucherville à 190, Ile de France, Longueuil.

*Le secrétaire,*  
MOYRA CARON.

38988 1688-70

**Kebecon Construction Inc.**

Notice is given that "Kebecon Construction Inc." has transferred its head office from 240 Le Baron Street, Boucherville to 190 Ile de France, Longueuil.

MOYRA CARON,  
*Secretary.*

38988-o 1688-70

**Lasalle Industrial Development Corporation  
Développement industriel Lasalle**

Avis est donné que la compagnie « Lasalle Industrial Development Corporation — Développement industriel Lasalle », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de Loi des compagnies du Québec en date du 26e jour de novembre, 1970, et ayant son siège social dans la ville de Lasalle, a établi son bureau à 7401, boulevard Newman.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 19e jour de janvier 1971.

(Sceau) *Le secrétaire,*  
CLÉMENT BEAUREGARD.

38980-o 5225-70

**Lasalle Industrial Development Corporation  
Développement industriel Lasalle**

Notice is hereby given that "Lasalle Industrial Development Corporation — Développement industriel Lasalle", incorporated under the provisions of Part I of the Québec Companies Act on the 26th day of November, 1970, and having its head office in the city of Lasalle, has established its office at 7401 Newman Boulevard.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 19th day of January 1971.

(Seal) CLÉMENT BEAUREGARD,  
*Secretary.*

38980-o 5225-70

**LaSalle Caskets Manufacturers Inc.  
Les fabricants de cercueils LaSalle inc.**

Avis est donné que la compagnie « LaSalle Caskets Manufacturers Inc. — Les fabricants de cercueils LaSalle inc. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 23 mars 1970 et ayant son siège social à Verdun, a établi son bureau au numéro 1425, de la rue Leclair.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Cité LaSalle, ce 1er jour de février 1971.

GÉRALD LÉPINE.  
1159-70

38981-o

**LaSalle Caskets Manufacturers Inc.  
Les fabricants de cercueils LaSalle inc.**

Notice is given that "LaSalle Caskets Manufacturers Inc. — Les fabricants de cercueils LaSalle inc.", incorporated by letters patent dated March 23, 1970, and having its head office in Verdun, established its office at 1425 Leclair Street.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at the City of LaSalle, this 1st day of February, 1971.

GÉRALD LÉPINE.  
1159-70

38981

**G. R. Legault & Associés inc.  
G. R. Legault & Associates Inc.**

La compagnie « G. R. Legault & Associés inc. — G. R. Legault & Associates Inc. » donne avis qu'elle a changé son siège social de Montréal au numéro 1400, rue Des Alouettes, St-Bruno-de-Montarville.

*Le secrétaire,*  
JACQUES ROBIDOUX.

38990-o 4489-70

**G. R. Legault & Associés inc.  
G. R. Legault & Associates Inc.**

Notice is given that "G. R. Legault & Associés inc. — G. R. Legault & Associates Inc." has changed its head office from Montreal to number 1400 Des Alouettes Street, St-Bruno-de-Montarville.

JACQUES ROBIDOUX,  
*Secretary.*

38990 4489-70

**Les Services M.E.O. (Montréal) inc.**

La compagnie « Les Services M.E.O. (Montréal) inc. », donne avis qu'elle a changé son siège social de Montréal au numéro 472, 15e Avenue, (Laval des Rapides) Laval.

*Le secrétaire,*  
DOMINIQUE FIORITO.

39026-o 4360-70

**Les Services M.E.O. (Montréal) inc.**

Notice is given that "Les Services M.E.O. (Montréal) inc.", has changed its head office from Montreal to 472, 15th Avenue, (Laval des Rapides), Laval.

DOMINIQUE FIORITO,  
*Secretary.*

39026 4360-70

**Pierre Moreault limitée**

Avis est donné que la compagnie « Pierre Moreault limitée » constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 janvier 1971 et ayant son siège social à Hull, a établi son bureau principal au numéro civique 193, rue Montcalm.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, en date du 12<sup>e</sup> jour de janvier 1971.

*Le président,*  
RAYMOND CREVIER.

38991-o

91-71

**A. H. Nadon, Inc.**

Avis est donné que la compagnie « A. H. Nadon, Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises par le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives en date du deuxième jour de janvier 1970, et ayant son siège social à Buckingham, dans le district de Hull, a établi son bureau au No 104, de la rue MacLaren Est.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Buckingham, ce huitième jour de février 1971.

ANDRÉ H. NADON.  
6225-69

38992-o

**Shaggy Dog Hotel Inc.**

La compagnie « Shaggy Dog Hotel Inc. » donne avis qu'elle a transporté son siège social de Cowansville à Bolton-East.

*Le secrétaire,*  
ALFRED PILGRIM.  
214-64

38993

**A.I.M.S. Inc.**

Avis est donné que la compagnie « A.I.M.S. Inc. », a transporté son siège social de 4, rue Greenview, Dollard-des-Ormeaux à 1130, rue Peel, Montréal.

*Le secrétaire,*  
LOIS M. WHITE.  
4914-70

39022

**H. Nathanson Inc.**

Avis est donné que la compagnie « H. Nathanson Inc. », a transféré son siège social de Montréal au 1, Aldred Crescent, Hampstead.

*Le secrétaire,*  
MARLENE NATHANSON.  
11387-56

39023

**Restaurants Renaissance inc.**

La compagnie « Restaurants Renaissance inc. », donne avis qu'elle a changé son siège social de Montréal à Aéroport International de Montréal, Dorval.

*Le secrétaire,*  
BERNARD DURANTE.  
5054-70

39025-o

5054-70

**Pierre Moreault limitée**

Notice is hereby given that "Pierre Moreault limitée" incorporated by letters patent dated January 11, 1971 and having its head office in Hull, has established its office at civic number 193 Montcalm Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Montreal, this 12th day of January, 1971.

RAYMOND CREVIER,  
*President.*

38991-o

91-71

**A. H. Nadon, Inc.**

Notice is hereby given that "A. H. Nadon, Inc.", company incorporated by letters patent issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, on the second day of January, 1970, and having its head office in Buckingham, district of Hull, has established its office at No. 104 MacLaren Street East.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Buckingham, this eighth day of February, 1971.

ANDRÉ H. NADON.  
6225-69

38992-o

**Shaggy Dog Hotel Inc.**

Notice is given that "Shaggy Dog Hotel Inc." has transferred its head office from Cowansville to Bolton-East.

ALFRED PILGRIM,  
*Secretary.*  
214-64

38993-o

**A.I.M.S. Inc.**

Notice is given that "A.I.M.S. Inc.", has transferred its head office from 4 Greenview Street, Dollard-des-Ormeaux to 1130 Peel Street, Montreal.

LOIS M. WHITE,  
*Secretary.*  
4914-70

39022-o

**H. Nathanson Inc.**

Notice is given that "H. Nathanson Inc.", has transferred its head office from Montreal to 1 Aldred Crescent, Hampstead.

MARLENE NATHANSON,  
*Secretary.*  
11387-56

39023-o

**Restaurants Renaissance inc.**

Notice is given that "Restaurants Renaissance inc.", has changed its head office from Montreal to the Montreal International Airport, at Dorval.

BERNARD DURANTE,  
*Secretary.*  
5054-70

39025

5054-70

**Stalwart Holdings Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Stalwart Holdings Inc. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies en date du 8e jour de janvier 1971, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, a établi son bureau à 355, rue St-Jacques Ouest.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

(Sceau)

*Le secrétaire-trésorier,*  
KATHRYN MORROW.

38994-o 108-71

**Trans-Provincial Mortgage Corp.**

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Trans-Provincial Mortgage Corp. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies par lettres patentes en date du 4 octobre 1968, et ayant son siège social à Montréal, a transporté son bureau et sa principale place d'affaires de 1255, carré Phillips, local 303 à 2085, rue Guy, « Penthouse Floor ».

Daté à Montréal, ce 13e jour de janvier 1971.

(Sceau)

*Le secrétaire-trésorier,*  
MORTON J. LITWACK.

38995 4579-68

**Plomberie P.V.G. Inc.**

Avis est donné que la compagnie « Plomberie P.V.G. Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 26 novembre 1970, et ayant son siège social à Terrebonne a établi son bureau au numéro 674, de la rue Saint-Michel.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 15 février 1971.

*Les procureurs de la compagnie,*  
BRIÈRE, BOIVIN, PAQUETTE & BEULAC.

39024-o 5221-70

**La Société d'Entretien du Québec inc.**

« La Société d'Entretien du Québec inc. », donne avis qu'elle a changé son siège social de Jonquière au numéro 15, rue Maple, Kénogami.

*Le secrétaire,*  
MICHELLE SOUCY.

39027-o 5380-67

**Stalwart Holdings Inc.**

Notice is hereby given that "Stalwart Holdings Inc.", incorporated under the provisions of Part I of the Companies Act on the 8th day of January, 1971, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 355 St. James Street West.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

(Seal)

KATHRYN MORROW,  
*Secretary-Treasurer.*

38994-o 108-71

**Trans-Provincial Mortgage Corp.**

Notice is hereby given that "Trans-Provincial Mortgage Corp.", incorporated under the provisions of Part I of the Companies Act by letters patent dated October 4, 1968, and having its head office in Montreal has moved its office and principal place of business from 1255 Phillips Square, Suite 303, to 2085 Guy Street, Penthouse Floor.

Dated at Montreal, this 13th day of January, 1971.

(Seal)

MORTON J. LITWACK,  
*Secretary-Treasurer.*

38995-o 4579-68

**Plomberie P.V.G. Inc.**

Notice is hereby given that "Plomberie P.V.G. Inc.", duly incorporated by letters patent dated November 26, 1970, and having its head office in Terrebonne has established its office at 674 St. Michel Street.

As from the date of the present notice, the said office is considered by the company as its head office.

Given at Montreal, February 15, 1971.

BRIÈRE, BOIVIN, PAQUETTE & BEULAC,  
*Attorneys for the Company.*

39024-o 5221-70

**La Société d'Entretien du Québec inc.**

Notice is given that "La Société d'Entretien du Québec inc.", has changed its head office from Jonquière to number 15 Maple Street, Kénogami.

MICHELLE SOUCY,  
*Secretary.*

39027 5380-67

**Changement de nom — Loi du  
Demandes**

**Tomi Moskovits**

Avis est donné que M. Tomi Moskovits, résidant à 564, 68e Avenue, cité de Laval, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur afin d'obtenir le changement de son nom en celui de M. Tom Masco.

Montréal, 4 janvier 1971.

*Les procureurs du requérant,*  
MTRES LECHTER & SEGAL.

38947-10-2

**Change of name — Act  
Applications**

**Tomi Moskovits**

Notice is hereby given that Mr. Tomi Moskovits, residing at 564, 68th Avenue, city of Laval, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor to change his name to Mr. Tom Masco.

Montreal, January 4, 1971.

MTRES. LECHTER & SEGAL,  
*Attorneys for petitioner.*

38947-10-2-o

**Johann Thomschitz**

Avis est donné que Johann Thomschitz, résidant à 5007, avenue Van Horne, Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur afin d'obtenir le changement de son nom en celui de M. John Thomas et que Mme Paule Thomschitz puisse changer son nom en celui de Mme Paule Thomas.

Montréal, 16 février 1971.

38948-10-2 *Les procureurs du requérant,*  
LECHTER & SEGAL.

**Apostolos (Paul) Papathanasopoulos**

Avis est donné que Apostolos (Paul) Papathanasopoulos, du 7525 de la rue Jean-Bourdon, de la ville et district de Montréal, Province de Québec, s'adressera au ministre de la justice pour changer son nom de Apostolos (Paul) Papathanasopoulos à Paul Pappas; ledit changement de nom devant profiter à son épouse, Dame Helen Gavaris, et à ses deux enfants mineurs, Frank (Paul) Papathanasopoulos et George-Constantine Papathanasopoulos.

Daté à Montréal, Québec, ce 26<sup>e</sup> jour de février 1971.

39044-10-2-0 *Le procureur du requérant,*  
ALEXANDER BIEGA, C.R.

**Joseph René Louis Émile Edgard Cognard**

Avis est par les présentes donné, que Joseph René Louis Émile Edgard Cognard, professeur, domicilié à 6510 avenue Wilderton, app. 204, Montréal 251, P.Q., présente une requête au ministre de la Justice de la province de Québec afin de changer son nom à Ronald Lawrence Cunard, suivant les dispositions de la Loi du changement de nom, Statuts du Québec, chapitre 77, 1965.

Montréal, le 17 février 1971.

38883-9-2-0 *Le procureur du requérant,*  
STANLEY HALTRECHT.

**Florence Soucisse dit Soucis**

Avis est par les présentes donné que Mademoiselle Florence Soucisse, dit Soucis, commis de bureau résidant au 5074 rue Fabre, Montréal, province de Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret changeant son nom en celui de Florence Soucis.

Montréal, le 12 février 1971.

38902-9-2-0 FLORENCE SOUCISSE.

**Jean-Pierre Noury**

Avis est par la présente donné que Jean-Pierre Noury fils de René Noury et de Georgette Peneault, demeurant et domicilié au 12, 42<sup>e</sup> Avenue à Bois des Filions, district de Terrebonne, a présenté au ministre de la Justice une requête suivant la Loi du changement de nom (chapitre 77 des Statuts de la province de Québec de 1965) aux fins de changer son nom en celui de Jean-Pierre Deslauriers et d'y exercer tous ses droits sous ce nouveau nom.

38903-9-2-0 *Les procureurs du requérant,*  
BÉLAND, TRUDEAU & BASTIEN.

**Johann Thomschitz**

Notice is hereby given by these presents that Mr. Johann Thomschitz, residing at 5007 Van Horne Avenue, Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor to change his name to Mr. John Thomas and Mrs. Paule Thomschitz will change her name to Mrs. Paule Thomas.

Montreal, February 16, 1971.

38948-10-2-0 LECHTER & SEGAL,  
*Attorneys for petitioner.*

**Apostolos (Paul) Papathanasopoulos**

Notice is given that Apostolos (Paul) Papathanasopoulos, of 7525 Jean-Bourdon Street, of the city and district of Montreal, Province of Québec, will apply to the Minister of Justice to change his name from Apostolos (Paul) Papathanasopoulos to Paul Pappas; said change of name is to benefit his wife, Dame Helen Gavaris, and his two minor children, Frank (Paul) Papathanasopoulos and George-Constantine Papathanasopoulos.

Dated at Montreal, Québec, this 26th day of February, 1971.

39044-10-2-0 ALEXANDER BIEGA, Q.C.,  
*Attorney for the Petitioner.*

**Joseph René Louis Émile Edgard Cognard**

Notice is hereby given that Joseph René Louis Émile Edgard Cognard, teacher, residing at 6510 Wilderton Avenue, Apt. 204, Montreal 251, P.Q., is applying to the Minister of Justice of the Province of Québec to change his name to Ronald Lawrence Cunard, in accordance with the Change of Name Act, Québec Statutes chapter 77, 1965.

Montreal, February 17, 1971.

38883-9-2-0 STANLEY HALTRECHT,  
*Attorney for the applicant.*

**Florence Soucisse dit Soucis**

Notice is hereby given that Miss Florence Soucisse, dit Soucis, office clerk, residing at 5074 Fabre Street, Montreal, Province of Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to obtain a decree changing her name to Florence Soucis.

Montreal, February 12, 1971.

38902-9-2-0 FLORENCE SOUCISSE.

**Jean-Pierre Noury**

Take notice that Jean-Pierre Noury son of René Noury and Georgette Peneault, living at 12, 42<sup>e</sup> Avenue, Bois des Filions, district of Terrebonne, made an application to the Minister of Justice under the Change of Name Act (chapter 77, Statutes of the Province of Québec 1965) to have his name changed to Jean-Pierre Deslauriers and claim and possess all his legal rights under this new name.

38903-9-2-0 BÉLAND, TRUDEAU & BASTIEN,  
*Attorneys for the petitioner.*

**Sidney Thomas Kitaika**

Avis est par la présente donné que Sidney Thomas Kitaika, marchand, résidant et domicilié au 4151 avenue Cunard, ville St-Laurent, district de Montréal, demandera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec un décret changeant son nom en celui de Sydney Thomas Ticker, duquel changement bénéficieront aussi son épouse, née Roslyn Seltzer et leurs enfants mineurs, Charles Brian et Ghita Feigie, résidant et étant tous domiciliés à l'adresse ci-haut mentionnée. Montréal, le 24 février 1971.

*Les procureurs du requérant,*  
GREENBLATT, GODINSKY  
& RESIN.

39010-10-2-o

**Sidney Thomas Kitaika**

Notice is hereby given that Sidney Thomas Kitaika, merchant, residing and domiciled at 4151 Cunard Avenue, Ville St. Laurent, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Québec for an order changing his name to Sydney Thomas Ticker, which change will also benefit his wife, born Roslyn Seltzer and their minor children Charles Brian and Ghita Feigie, all residing and domiciled at the address mentioned above. Montreal, February 24, 1971.

GREENBLATT, GODINSKY  
& RESIN,  
*Attorneys for the applicant.*

39010-10-2-o

**Demandes à la Législature**

**Cité de Verdun**

Avis public est par les présentes donné que la cité de Verdun s'adressera à l'Assemblée Nationale de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte sur les matières suivantes:

1. pour abroger l'article 6 du chapitre 55 des lois de 1943;
2. pour abroger les articles 7, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 du chapitre 53 des lois de 1944;
3. pour abroger les articles 4, 5, 6, 7, 8 et 9 du chapitre 73 des lois de 1945;
4. pour abroger l'article 2 du chapitre 53 des lois de 1954-55;
5. pour abroger l'article 6 du chapitre 70 des lois de 1955-56;
6. pour amender pour la cité l'article 473 de la Loi des cités et villes pour autoriser la cité à accorder une subvention de \$200 à tout propriétaire qui démolit son hangar ou autre bâtiment accessoire;
7. pour amender pour la cité l'article 426-1 de la Loi des cités et villes pour autoriser la cité à adopter un règlement de zonage remplaçant le règlement No 128 concernant les bâtiments et les règlements qui l'ont modifié, ledit règlement devant être approuvé par le ministre des Affaires municipales, après une enquête publique tenue par la Commission municipale de Québec;
8. pour amender pour la cité l'article 473 de la Loi des cités et villes pour autoriser le conseil de la cité à accorder par règlement, sujet à l'approbation de la Régie des Rentes du Québec, une pension annuelle n'excédant pas \$600 à tout officier ou employé permanent ayant complété 25 années de service, qui n'est pas éligible au fonds de pension ou qui ne reçoit pas une pension suffisante de la cité;
9. pour remplacer pour la cité l'article 593 de la Loi des cités et villes.

et pour toutes autres fins.  
Montréal, ce 24 février 1971.

*Les procureurs de la cité de Verdun,*  
LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,  
MAILLOUX et BEAUREGARD.

39012-10-4-o

**Applications to Legislature**

**City of Verdun**

Public notice is hereby given that the city of Verdun will apply to the National Assembly of Québec at its present session, for the adoption of an Act amending its charter, for the following purposes:

1. to abrogate article 6 of chapter 55 of the laws of 1943;
2. to abrogate articles 7, 9, 10, 11, 12, 13 and 14 of chapter 53 of the laws of 1944;
3. to abrogate articles 4, 5, 6, 7, 8 and 9 of chapter 73 of the laws of 1945;
4. to abrogate article 2 of chapter 53 of the laws of 1954-55;
5. to abrogate article 6 of chapter 70 of the laws of 1955-56;
6. to amend for the city, article 473 of the Cities and Towns Act to authorize the city to grant a subsidy of \$200 to every owner who is pulling down his shed;
7. to amend for the city, article 426-1 of the Cities and Towns Act to authorize the city to adopt a zoning by-law replacing by-law No. 128 concerning buildings and the by-laws modifying said by-law No. 128, said by-law to be approved by the Minister of Municipal Affairs, after a public enquiry held by the Municipal Commission of Québec;
8. to amend for the city, article 473 of the Cities and Towns Act to authorize the city to grant by by-law to be approved by the Québec Pension Plan, an annual pension not exceeding \$600 to every permanent officer or employee having completed 25 years of services, who is not eligible to the pension fund or does not receive a sufficient pension from the city;
9. to replace for the city, article 593 of the Cities and Towns Act.

and for all other purposes.  
Montreal, February 24, 1971.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER, HÉBERT,  
MAILLOUX & BEAUREGARD,  
*Attorneys for the city of Verdun.*

39012-10-4-o

**Club de Golf de New Glasgow (1966) Inc.**

Avis est donné par les présentes que « Club de Golf de New Glasgow (1966) Inc. » s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir une loi pourvoyant entr'autres:

- A) Modifier le capital actions de la corporation;  
 B) Pourvoir que la nouvelle charte sera régie par les dispositions de la deuxième partie de la Loi des compagnies du Québec;  
 C) Telles autres fins qui sont énumérées dans la loi;  
 Montréal, le 23 février 1971.  
 39011-10-4-o ANDRÉ FORGET et JACQUES GUÉRIN.

**New Glasgow Golf Club (1966) Inc.**

Notice is hereby given that: "New Glasgow Golf Club (1966) Inc." will apply to the National Assembly of Québec, at its next session, to get the adoption of act for the following purposes:

- A) To amend the shareholding stock of the corporation;  
 B) To provide for that the provisions of the second part of the Québec Companies Act will apply to the new charter;  
 C) For all other purposes provided for in the law.  
 Montreal, February 23, 1971.  
 39011-10-4-o ANDRÉ FORGET and JACQUES GUÉRIN.

**Ministère des Terres et Forêts  
Cadastre****Village de Beaulac**

Cadastre officiel du village de Beaulac, municipalité du village de Beaulac, division d'enregistrement de Wolfe.

Avis est par la présente donné que le bloc 11 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.  
 Québec, le 12 février 1971.

39003-o *Le sous-ministre,*  
 FERNAND BOUTIN.

**Canton de Carignan du Rang 11**

Cadastre officiel du canton de Carignan du Rang 11, division d'enregistrement de La Tuque.

Avis est par la présente donné que les lots 12A, 12B et 12C sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.  
 Québec, le 7 octobre 1970.

39003-o *Le sous-ministre,*  
 FERNAND BOUTIN.

**Paroisse de Notre-Dame de Québec (Banlieue)**

Cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame de Québec (Banlieue), municipalité de la ville de Québec, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par les présente donné qu'une partie du lot 35-99 est annulée et que le lot 35-92 est corrigé en vertu de l'article 2174A du Code civil.  
 Québec, le 3 février 1971.

39003-o *Le sous-ministre,*  
 FERNAND BOUTIN.

**Canton Orford**

Cadastre officiel du canton Orford, municipalité de la paroisse de St-Denis de Brompton, division d'enregistrement de Sherbrooke.

**Department of Lands and Forests  
Cadastre****Village of Beaulac**

Official cadastre of village of Beaulac, municipality of village of Beaulac, registration division of Wolfe.

Notice is hereby given that block 11 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.  
 Québec, February 12, 1971.

39003-o FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

**Township of Carignan of Rang 11**

Official cadastre of township of Carignan of Range 11, registration division of La Tuque.

Notice is hereby given that lots 12A, 12B and 12C are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, October 7, 1970.  
 39003-o FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

**Parish of Notre-Dame de Québec (Suburbs)**

Official cadastre of the parish of Notre-Dame de Québec (Suburbs), municipality of the town of Québec, registration division of Québec.

Notice is hereby given that a part of lot 35-99 is cancelled and that lot 35-92 is corrected in virtue of Article 2174A of the Civil Code.  
 Québec, February 3, 1971.

39003-o FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

**Township of Orford**

Official cadastre of township of Orford, municipality of the parish of St-Denis de Brompton, registration division of Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que les lots 725-6, 725-7 and 725-8 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 15 février 1971.

39003-o

*Le sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

**Paroisse de St-Mathieu de Beloeil**

Cadastre officiel de la paroisse de St-Mathieu de Beloeil, municipalité de la ville de Beloeil, division d'enregistrement de Verchères.

Avis est par la présente donné qu'une partie des lots 41-250 et 41-250-2 et des lots 41-251, 41-252, 41-254 et 41-255 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 2 février 1971.

39003-o

*Le sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

**Canton de Stratford**

Cadastre officiel du canton de Stratford, municipalité du canton de Stratford, division d'enregistrement de Wolfe

Avis est par la présente donné que le bloc 1 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 février 1971.

39003-o

*Le sous-ministre,*  
FERNAND BOUTIN.

Notice is hereby given that lots 725-6, 725-7 and 725-8 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, February 15, 1971.

39003-o

FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

**Parish of St-Mathieu de Beloeil**

Official cadastre of the parish of St-Mathieu de Beloeil, municipality of the town of Beloeil, registration division of Verchères.

Notice is hereby given that a part of lots 41-250 and 41-250-2 and that lots 41-251, 41-252, 41-254 and 41-255 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, February 2, 1971.

39003-o

FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

**Township of Stratford**

Official cadastre of township of Stratford, municipality of township of Stratford, registration division of Wolfe.

Notice is hereby given that block 1 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, February 12, 1971.

39003-o

FERNAND BOUTIN,  
*Deputy Minister.*

**Ministère de l'Éducation**

**Department of Education**

**Loretteville, diss. et Saint-Sauveur, Prot.**

**Loretteville, diss. et Saint-Sauveur, Prot.**

Demande est faite de fusionner le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Sauveur (prot.) dans le comté de Saint-Sauveur, et celui actuellement sous la juridiction des syndicats d'écoles pour la municipalité de Loretteville, dans le comté de Chauveau, et de les ériger en une municipalité scolaire distincte pour les protestants seulement, sous le nom de Loretteville-Saint-Sauveur, dans les comtés de Chauveau et Saint-Sauveur.

Application is made to amalgamate the present territory of the school municipality of Saint-Sauveur (Prot.), in the county of Saint-Sauveur, with that now under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Loretteville, in the county of Chauveau, and to erect them into a distinct school municipality, for Protestants only, under the name of Loretteville-Saint-Sauveur, in the counties of Chauveau and Saint-Sauveur.

Québec, le 2 mars 1971.

Québec, March 2, 1971.

*Le ministre de l'Éducation,*  
GUY SAINT-PIERRE.

GUY SAINT-PIERRE,  
*Minister of Education.*

39054-10-2-o

990-03

39054-10-2

990-03

**Montebello, diss.**

**Montebello, diss.**

Demande est faite d'annexer le territoire actuellement sous la juridiction des syndicats d'écoles pour la municipalité scolaire de Montebello, dans le comté de Papineau, à la municipalité scolaire de Buckingham (prot.), dans le comté de Papineau.

Application is made to annex the territory now under the jurisdiction of the school trustees for the school municipality of Montebello, in the county of Papineau, to the school municipality of Buckingham (Prot.), in the county of Papineau.

Québec, le 1er mars 1971.

Québec, March 1, 1971.

*Le ministre de l'Éducation,*  
GUY SAINT-PIERRE.

GUY SAINT-PIERRE,  
*Minister of Education.*

39055-10-2-o

970-01

39055-10-2

970-01

**Murdochville, diss.**

Demande est faite d'ériger en une municipalité scolaire distincte, pour les protestants seulement, le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité scolaire de Murdochville, dans le comté de Gaspé-Ouest.

Québec, le 1er mars 1971.

*Le ministre de l'Éducation,*  
GUY SAINT-PIERRE.

39056-10-2-o

930-01

**Murdochville, diss.**

Application is made to erect into a distinct school municipality, for Protestants only, the territory now under the jurisdiction of the school trustees for the school municipality of Murdochville, in the county of Gaspé West.

Québec, March 1, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,  
*Minister of Education.*

39056-10-2

930-01

**Portneuf, diss.**

Demande est faite d'ériger en une municipalité scolaire distincte pour les protestants seulement, le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité scolaire de Portneuf, dans le comté de Portneuf.

Québec, le 1er mars 1971.

*Le ministre de l'Éducation,*  
GUY SAINT-PIERRE.

39057-10-2-o

990-03-G

**Portneuf, diss.**

Application is made to erect into a distinct school municipality, for Protestants only, the territory now under the jurisdiction of the school trustees for the school municipality of Portneuf, in the county of Portneuf.

Québec, March 1, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,  
*Minister of Education.*

39057-10-2

990-03-G

**Ste-Adèle, diss.**

Demande est faite d'ériger en une municipalité scolaire distincte, pour les protestants seulement, le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité scolaire de Ste-Adèle, dans le comté de Terrebonne.

Québec, le 1er mars 1971.

*Le ministre de l'Éducation,*  
GUY SAINT-PIERRE.

39058-10-2-o

940-01

**Ste-Adèle, diss.**

Application is made to erect into a distinct school municipality, for Protestants only, the territory now under the jurisdiction of the school trustees for the school municipality of Ste-Adèle, in the county of Terrebonne.

Québec, March 1, 1971.

GUY SAINT-PIERRE,  
*Minister of Education.*

39058-10-2

940-01

## Société d'habitation du Québec

Office municipal d'habitation de Victoriaville  
Municipal Housing Bureau of Victoriaville

**Errata**

Dans l'avis d'émission de lettres patentes constituant en corporation l'« Office municipale d'habitation de Victoriaville — Municipal Housing Bureau of Victoriaville », paru à la page 1754 de la *Gazette officielle du Québec* le 13 février 1971 (N° 7, Volume 103), il aurait fallu lire à la 6e ligne à la suite des mots « sans but lucratif » les noms suivants: Paul Bégin, opérateur, Victoriaville; Adrien Lessard, commerçant, Victoriaville; Albert Audet, ingénieur, Victoriaville; J.G. Tourigny, inspecteur en bâtiments, Victoriaville; Lévis Lupien, administrateur, Victoriaville; Robert Provencher, entrepreneur général, Victoriaville; Gaston Dunn, contremaître, Victoriaville; Claude Pinard, avocat, Victoriaville; Rock Gardner, professeur, Victoriaville.

*Le secrétaire,*  
RICHARD VALOIS.

39042-o

## Québec Housing Corporation

Office municipal d'habitation de Victoriaville  
Municipal Housing Bureau of Victoriaville

**Errata**

In the notice of issue of letters patent incorporating the "Office municipal d'habitation de Victoriaville — Municipal Housing Bureau of Victoriaville", published on page 1754 of the *Québec Official Gazette*, February 31 1971, (No. 7, Vol. 103), the following names: Paul Bégin, operator, Victoriaville; Adrien Lessard, merchant, Victoriaville; Albert Audet, engineer, Victoriaville; J.G. Tourigny, building inspector, Victoriaville; Lévis Lupien, director, Victoriaville; Robert Provencher, general contractor, Victoriaville; Gaston Dunn, foreman, Victoriaville; Claude Pinard, lawyer, Victoriaville; Rock Gardner, teacher, Victoriaville; should have appeared in the 6th line after the word "corporation".

RICHARD VALOIS,  
*Secretary.*

39042-o

**Lettres patentes**

**Letters Patent**

**Association Provinciale des Chevaux Miniatures  
Provincial Association of Miniature Horses**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de corriger les lettres patentes de l'« Association Provinciale des Chevaux Miniatures — Provincial Association of Miniature Horses », en date du 5 janvier 1971, en y remplaçant, dans l'adresse du siège social de la compagnie, le nom « Saint-Grégoire », par le nom de « Ville de Bécancour », de manière que telle adresse se lisé: Ville de Bécancour, district judiciaire de Nicolet.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

38-71

**Propane Gas Utilities (1970) Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de corriger les lettres patentes de fusion, en date du 31 décembre 1970, de la compagnie « Propane Gas Utilities (1970) Limited », de manière que le capital de ladite compagnie soit divisé en 150,000 actions ordinaires sans valeur au pair au lieu de 100,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

*Le sous-ministre des institutions financières,  
compagnies et coopératives,  
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

38940-o

5598-70

**Association Provinciale des Chevaux Miniatures  
Provincial Association of Miniature Horses**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, it has pleased the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to correct the letters patent of "Association Provinciale des Chevaux Miniatures — Provincial Association of Miniature Horses", bearing date January 5, 1971, by replacing in the head office address of the company the name "Saint-Grégoire", by the name of "Ville de Bécancour", in order that such address may be read: Town of Bécancour, judicial district of Nicolet.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

38-71

**Propane Gas Utilities (1970) Limited**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, it has pleased the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to correct the letters patent of amalgamation, bearing date December 31, 1970, of the company "Propane Gas Utilities (1970) Limited", in order that the capital of the said company be divided in 150,000 common shares without par value instead of 100,000 common shares without par value.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,  
Deputy Minister of Financial Institutions,  
Companies and Cooperatives.*

38940

5598-70

**Ministère des  
Affaires municipales**

**Department of  
Municipal Affairs**

**Municipalité de La Martre**

**Municipality of La Martre**

*(Errata)*

*(Errata)*

Avis est donné par les soussignés que le lieutenant-gouverneur en conseil a adopté, en date du 27 janvier 1971, un arrêté en conseil ayant pour objet de changer le nom de la municipalité de Christie, comté de Gaspé-Ouest, en celui de: « Municipalité de La Martre ».

Notice is given by the undersigned that the Lieutenant-Governor in Council adopted, on January 27, 1971, an Order in Council in order to change the name of the municipality of Christie, county of Gaspé-West, to that of: "Municipality of La Martre".

Conformément à l'article 48 du Code municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle du Québec*.

In conformity with section 48 of the Municipal Code, this change of name comes into effect from and after the publication of this notice in the *Québec Official Gazette*.

Sainte-Marthe, le 4 février 1971.

Ste-Marthe, February 4, 1971.

*Le maire,  
GRÉGOIRE TASSÉ.  
Le secrétaire-trésorier,  
LOUIS-MARIE VALLÉE.*

*GRÉGOIRE TASSÉ,  
Mayor.  
LOUIS-MARIE VALLÉE,  
Secretary-Treasurer.*

38943-o

38943-o

**Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue**

Avis est donné que, par l'arrêté en conseil No 725 du 24 février 1971 et conformément à l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1964, chapitre 193), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement No 270 du conseil municipal de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de la ville de Baie d'Urfé et annexé à la ville Sainte-Anne-de-Bellevue.

Ce territoire est le suivant:

Certains territoires faisant actuellement partie de la ville de Baie d'Urfé et comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Anne, dans la division d'enregistrement de Montréal, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins ou parties d'iceux, le tout défini comme suit, à savoir:

**Premier territoire:**

Tout le territoire composé de la partie des lots 305, 310 et 311 située au nord de la ligne médiane de la route Transcanadienne (i.e. ligne passant à mi-distance entre les deux chaussées principales) et limité au sud par ladite ligne médiane;

**Deuxième territoire:**

Tout le territoire composé de la partie des lots 318 à 326 inclusivement située au nord-ouest de la ligne médiane de la route Transcanadienne (i.e. ligne passant à mi-distance entre les deux chaussées principales) et limité au sud-est par ladite ligne médiane;

**Troisième territoire:**

Tout le territoire composé de la partie du lot 329 située au nord de la ligne médiane de la route Transcanadienne (i.e. ligne passant à mi-distance entre les deux chaussées principales) et limité au sud par ladite ligne médiane;

lesquels territoires sont détachés de la ville de Baie d'Urfé et annexés à la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue.

*Le sous-ministre des Affaires municipales,*  
38943-0 RICHARD BEAULIEU.

**Ville de Baie d'Urfé**

Avis est donné que, par l'arrêté en conseil No 726 du 24 février 1971 et conformément à l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1964, chapitre 193), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement No 445 du conseil municipal de la ville de Baie d'Urfé et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue et annexé à la ville de Baie d'Urfé.

Ce territoire est le suivant:

Deux territoires faisant actuellement partie de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue et comprenant en

**Town of Sainte-Anne-de-Bellevue**

Notice is given that, by Order in Council No. 725 of February 24, 1971 and in accordance with section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1964, chapter 193), the Lieutenant-Governor in Council was pleased to approve by-law No. 270 of the municipal council of the town of Sainte-Anne-de-Bellevue and to decree that, from and after the date of publication of the present notice, the territory mentioned in the said by-law and described hereunder is detached from the municipality of the town of Baie d'Urfé and annexed to the town of Sainte-Anne-de-Bellevue.

The territory is as follows:

Certain territories which are now part of the town of Baie d'Urfé and comprising, with reference to the official cadastre of the parish of Sainte-Anne, in the Montreal Registration Division, the lots or parts of lots and their subdivisions present and future, as well as the roads or parts thereof, the whole defined as follows, to wit:

**First territory:**

The whole territory consisting of that part of lots 305, 310 and 311 situated north of the median line of the Trans-Canada Highway (i.e., the line which is mid-way between the two main lanes) and bounded on the south by the said median line;

**Second territory:**

The whole territory consisting of that part of lots 318 to 326 inclusive situated north-west of the median line of the Trans-Canada Highway (i.e., the line which is mid-way between the two main lanes) and bounded on the southeast by the said median line;

**Third territory:**

The whole territory consisting of that part of lot 329 situated north of the median line of the Trans-Canada Highway (i.e., the line which is mid-way between the two main lanes) and bounded on the south by the said median line;

the said territories are detached from the town of Baie d'Urfé and annexed to the town of Sainte-Anne-de-Bellevue.

38943 RICHARD BEAULIEU,  
*Deputy Minister of Municipal Affairs.*

**Town of Baie d'Urfé**

Notice is given that on February 24, 1971, by Order in Council No. 726 and in conformity with Section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1964, Chapter 193), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve by-law No. 445 of the Municipal Council of the town of Baie d'Urfé and to decree that, from and after the date of the publication of this notice, the territory mentioned in the said by-law and hereunder described is detached from the municipality of the town of Sainte-Anne-de-Bellevue and annexed to the town of Baie d'Urfé.

This territory is the following:

Two territories now forming part of the town of Sainte-Anne-de-Bellevue and including in reference to

référence au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Anne, dans la division d'enregistrement de Montréal, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins ou parties d'iceux, le tout défini comme suit, à savoir:

*Premier territoire:*

Tout le territoire composé de la partie du lot 63 située au sud-est de la ligne médiane de la route Transcanadienne (i.e. ligne passant à mi-distance entre les deux chaussées principales) et limité au nord-ouest par ladite ligne médiane;

*Deuxième territoire:*

Tout le territoire composé du lot 343, d'une partie des lots 56, 57, 58-1, 58 et 62 et d'une partie de l'ancienne montée Sainte-Marie, situé au sud-est de la ligne médiane de la route Transcanadienne (i.e. ligne passant à mi-distance entre les deux chaussées principales) et limité au nord-ouest par la ligne médiane de ladite route;

lesquels territoires sont détachés de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue et annexés à la ville de Baie d'Urfé.

Le sous-ministre des Affaires municipales,  
38943-0 RICHARD BEAULIEU.

the official cadastre of the parish of Sainte-Anne, in the registration division of Montreal, the lots or parts of lots and their subdivisions, present and future, as well as the roads or parts of these, the whole defined as follows, to wit:

*First territory:*

All the territory composed of the part of lot 63 situated southeast of the median line of the Trans Canadian Route (the line passing at mid-distance between both main lanes) and limited on the northwest by the said median line;

*Second territory:*

All the territory composed of lot 343, a part of lots 56, 57, 58-1, 58 and 62 and a part of former Montée Sainte-Marie, situated southeast of the median line of the Trans Canadian Route (the line passing at mid-distance between both main lanes) and limited on the northwest by the median line of the said route;

such territories are detached from the town of Sainte-Anne-de-Bellevue and annexed to the town of Baie d'Urfé.

38943 RICHARD BEAULIEU,  
Deputy Minister of Municipal Affairs.

**Proclamations**

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L. S.]  
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

**Proclamation**

ATTENDU que le conseil municipal de Stukely-Sud, comté de Shefford, a soumis, pour approbation, son numéro 214, à l'effet de soumettre le territoire de cette municipalité à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Waterloo;

ATTENDU que le conseil municipal de la ville de Waterloo, par son règlement numéro 330, a concouru dans la teneur dudit règlement adopté par le conseil municipal de Stukely-Sud;

ATTENDU que, sous l'autorité de l'article 7 de la Loi des Cours municipales, (Statuts refondus, 1964, chapitre 24), le lieutenant-gouverneur en conseil a donné son approbation à ces règlements.

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 409, en date du 27 janvier 1971, et vu les dispositions des articles 693 à 697 de la Loi des cités et villes, (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), et des

**Proclamations**

Canada,  
Province of  
Québec.  
[L. S.]  
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

**Proclamation**

WHEREAS the municipal council of South Stukely, county of Shefford, submitted for approval its by-law No. 214, for the purpose of submitting the territory of this municipality to the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Waterloo;

WHEREAS the municipal council of the town of Waterloo, by its by-law No. 330, agreed to the terms of the said by-law adopted by the municipal council of South Stukely;

WHEREAS, under section 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, chapter 24), the Lieutenant-Governor in Council gave his approval to these by-laws.

THEREFORE, upon the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing No. 409, dated January 27, 1971, and in view of the provisions of sections 693 to 697 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), and of sections

articles 3 à 7 de la Loi des Cours municipales, (Statuts refondus, 1964, chapitre 24), Nous avons décrété et décrétons qu'à compter de trente et un jours après la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, le territoire de la municipalité de Stukely-Sud sera soumis à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Waterloo.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-septième jour de janvier en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-neuvième année.

Par ordre.

39041-o

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner.

#### Proclamation

ATTENDU QU'EN VERTU de l'article 10 de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1964, chapitre 319), il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, quand il le juge à propos, d'appliquer, par proclamation, les dispositions de la section I de cette loi à toute autre division d'enregistrement de la province;

ATTENDU QU'IL Y A lieu d'appliquer lesdites dispositions législatives à la division d'enregistrement de Yamaska, à Saint-François du Lac, et de décréter l'émission d'une proclamation à cette fin.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 250, en date du 20 janvier 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que les dispositions de la section I de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1964, chapitre 319), s'appliquent à la division d'enregistrement de Yamaska, à Saint-François du Lac, à compter de la date de la publication de la proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*.

3 to 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, chapter 24), We have decreed and do hereby decree that from and after thirty-one days following the publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, the territory of the municipality of the South Stukely will be submitted to the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Waterloo.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-seventh day of January in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the nineteenth year of Our Reign.

By command.

39041

Canada,  
Province of  
Québec.  
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

#### Proclamation

WHEREAS under Section 10 of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1964, chapter 319), the Lieutenant-Governor in Council may, whenever he deems it expedient, extend, by proclamation, the provisions of Division 1 of this Act to any of the other registration divisions of the Province;

WHEREAS it is deemed expedient to apply the said legislative provisions to the registration division of Yamaska, at St-François du Lac, and to decree that a proclamation be issued for such purpose.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 250, dated January 20, 1971, We have decreed and ordered and, hereby, decree and order that the provisions of section 1 of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1964, chapter 319), apply to the registration division of Yamaska, at Saint-François du Lac, from and after the date of the publication of the proclamation in the *Québec Official Gazette*.

GREETING.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingtième jour de janvier en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-neuvième année.

Par ordre.

39041-o LUCIEN DARVEAU,  
Sous-procureur général.

Canada,  
Province de Québec. HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner.

SALUT.

**Proclamation**

ATTENDU qu'en vertu de l'article 10 de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1964, chapitre 319), il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, quand il le juge à propos, d'appliquer, par proclamation, les dispositions de la section I de cette loi à toute autre division d'enregistrement de la province;

ATTENDU qu'il y a lieu d'appliquer, lesdites dispositions législatives à la division d'enregistrement de Napierville, à Napierville, et de décréter l'émission d'une proclamation à cette fin.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 245, en date du 20 janvier 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que les dispositions de la section I de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1964, chapitre 319), s'appliquent à la division d'enregistrement de Napierville, à Napierville, à compter de la date de la publication de la proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take note and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twentieth day of January in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the nineteenth year of Our Reign.

By command.

39041 LUCIEN DARVEAU,  
Deputy Attorney General.

Canada,  
Province of Québec. HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

**Proclamation**

WHEREAS pursuant to Section 10 of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1964, chapter 319), the Lieutenant-Governor in Council may extend by proclamation, whenever he deems it expedient, the provisions of Division I of that Act to any other registration divisions of the Province;

WHEREAS it is deemed expedient to apply the said legislative provisions to the registration division of Napierville, in Napierville, and to order that a proclamation be issued for such purpose.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 245 dated January 20, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that the provisions of Division I of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1964, chapter 319) apply to the registration division of Napierville, in Napierville, as of the date of publication of the proclamation in the *Québec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take note and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingtième jour de janvier en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-neuvième année.

Par ordre.

39041-o  
LUCIEN DARVEAU,  
Sous-procureur général.

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L. S.]  
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

#### Proclamation

ATTENDU qu'en vertu de l'article 10 de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1964, chapitre 319), il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, quand il le juge à propos, d'appliquer, par proclamation, les dispositions de la section I de cette loi à toute autre division d'enregistrement de la province;

ATTENDU qu'il y a lieu d'appliquer lesdites dispositions législatives à la division d'enregistrement de Maskinongé, à Louiseville, et de décréter l'émission d'une proclamation à cette fin.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 243, en date du 20 janvier 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que les dispositions de la section I de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1964, chapitre 319) s'appliquent à la division d'enregistrement de Maskinongé, à Louiseville, à compter de la date de la publication de la proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*.

DE TOUT CE QU'DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twentieth day of January in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the nineteenth year of Our Reign.

By command.

39041  
LUCIEN DARVEAU,  
Deputy Attorney General.

Canada,  
Province of  
Québec.  
[L. S.]  
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

#### Proclamation

WHEREAS under Section 10 of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1964, chapter 319), the Lieutenant-Governor in Council may, whenever he deems it expedient, extend, by proclamation, the provisions of Division I of this Act to any of the other registration divisions of the Province;

WHEREAS it is deemed expedient to apply the said legislative provisions to the registration division of Maskinongé, at Louiseville, and to order that a proclamation be issued for such purpose;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in a decree bearing number 243 dated January 20, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that the provisions of Division I of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1964, chapter 319) apply to the registration division of Maskinongé, at Louiseville, as of the date of publication of the proclamation in the *Québec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take note and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingtième jour de janvier en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-neuvième année.

Par ordre.

39041-o

LUCIEN DARVEAU,  
Sous-procureur général.

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

**Proclamation**

ATTENDU QU'EN vertu de l'article 10 de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1964, chapitre 319), il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, quand il le juge à propos, d'appliquer, par proclamation, les dispositions de la section I de cette loi à toute autre division d'enregistrement de la province;

ATTENDU QU'IL y a lieu d'appliquer lesdites dispositions législatives à la division d'enregistrement de Huntingdon, à Huntingdon, et de décréter l'émission d'une proclamation à cette fin.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 241, en date du 20 janvier 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que les dispositions de la section I de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus, 1964, chapitre 319), s'appliquent à la division d'enregistrement de Huntingdon, à Huntingdon, à compter de la date de publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twentieth day of January in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the nineteenth year of Our Reign.

By command.

39041

LUCIEN DARVEAU,  
Deputy Attorney General.

Canada,  
Province of  
Québec.  
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

**Proclamation**

WHEREAS pursuant to Section 10 of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1964, chapter 319), the Lieutenant-Governor in Council may, whenever he deems it expedient, extend, by proclamation, the provisions of Division I of this Act to any of the other registration divisions of the Province;

WHEREAS it is deemed expedient to apply the said legislative provisions to the registration division of Huntingdon, at Huntingdon, and to decree that a proclamation be issued for such purpose.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 241, dated January 20, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that the provisions of Division I of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1964, chapter 319), apply to the registration division of Huntingdon, at Huntingdon, from and after the date of the publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take note and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twentieth

vingtième jour de janvier en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-neuvième année.

Par ordre.

39041-o

Canada,  
Province de  
Québec.  
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

**Proclamation**

ATTENDU QUE la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'œuvre (chapitre 51 des lois de 1969) sanctionnée le 13 juin 1969 doit, sous l'autorité de son article 102, entrer en vigueur à la date ou aux dates qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer par une ou plusieurs proclamations;

ATTENDU QUE les articles 45 et 47, l'article 48, à l'exception des paragraphes *a*, *b*, *c*, *d* et *f*), ainsi que les articles 51, 52 et 57 de ladite loi ont été décrétés en vigueur par l'arrêté en conseil numéro 2160 du 23 juillet 1969, à compter du 2 août 1969, date de la publication de la proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU QUE les chapitres I, II et III, sauf l'alinéa *f*) de l'article 30, et les chapitres IV, V, VI et VII ainsi que les articles 58, 97, 98, 100 et 101 du chapitre VIII ont été décrétés en vigueur par l'arrêté en conseil numéro 123 du 14 janvier 1970, à compter du 3 février 1970, date de la publication de la proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*;

ATTENDU QU'il y a lieu de rendre applicables certaines autres dispositions de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'œuvre.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 770, en date du 24 février 1971, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes décrétons et ordonnons que les articles 59, 60 et 61 de ladite loi entrent en vigueur à compter de la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

day of January in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the nineteenth year of Our Reign.

By command.

39041

Canada,  
Province of  
Québec.  
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

**Proclamation**

WHEREAS the Manpower Vocational Training and Qualification Act (chapter 51 of the Statutes of 1969) assented to on June 13, 1969 shall, under section 102 thereof, come into force on the date or dates which the Lieutenant-Governor in Council shall be pleased to fix by one or more proclamations;

WHEREAS sections 45 and 47, section 48 with the exception of paragraphs *a*), *b*), *c*), *d*) and *f*), as well as section 51, 52 and 57 of the said Act were decreed to be in force by Order in Council No. 2160 of July 23, 1969 as of August 2, 1969, date of publication of the proclamation in the *Québec Official Gazette*;

WHEREAS chapters I, II and III, with the exception of paragraph *f*) of section 30, and chapters IV, V, VI and VII as well as sections 58, 97, 98, 100 and 101 of chapter VIII were decreed to be in force by Order in Council No. 123 of January 14, 1970 as of February 3, 1970, date of publication of the proclamation in the *Québec Official Gazette*;

WHEREAS it is deemed expedient to make applicable certain other provisions of the Manpower Vocational Training and Qualification Act.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in a decree bearing number 770 dated February 24, 1971, We have decreed and ordered, and do hereby decree and order that sections 59, 60 and 61 of the said Act shall come into force as of the date of publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take note, and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved, the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-quatrième jour de février en l'année mil neuf cent soixante et onze de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingtième année.

Par ordre.

*Le sous-procureur général adjoint,*  
JEAN ALARIE.

39041-o

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-fourth day of February, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy-one and in the twentieth year of Our Reign.

By command.

39041 *JEAN ALARIE,*  
*Assistant Deputy Attorney General.*

## Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre

## Department of Labour and Manpower

### Avis

#### *Modifications aux règlements sur la formation et la qualification professionnelles de la Main-d'oeuvre*

L'honorable Jean Cournoyer, ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (S.Q. 1969, chap. 51), que les règlements sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre devenus les arrêtés en conseil numéros 4793 et 4794 du 30 décembre 1970 sont modifiés suivant le texte ci-dessous approuvé par l'arrêté en conseil numéro du mars 1971.

*Le sous-ministre,*  
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,  
Québec, le 6 mars 1971.

#### *Modifications au règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction devenu l'arrêté numéro 4793 du 30 décembre 1970.*

1. Les mots « direction générale » sont remplacés par les mots « direction générale de la main-d'oeuvre » partout où on les rencontre.

2. Les mots « y compris l'installation d'appareils préfabriqués rattachés à cette canalisation » sont ajoutés à l'annexe « A » de la version française du règlement, après le mot « poussières » à la fin du paragraphe a) de l'item 3 intitulé « Tôlerie ».

3. Les mots « in connection thereto » sont ajoutés à l'annexe « A » de la version anglaise du règlement, après les mots « as well as setting up prefabricated apparatus » à la fin du paragraphe a) de l'item 3 intitulé « Sheet-metal work ».

4. À l'annexe « B » du règlement, le mot « examens » est intercalé comme sous-titre entre les mots « révision annuelle » et « examens de qualification ».

5. À l'annexe « C » dans la version anglaise du règlement, après les mots « Glazing » et « Tiling » respectivement, le chiffre « 2 » dans la colonne intitulée « number of periods » est dans chaque cas remplacé par le chiffre « 3 ».

### Notice

#### *Amendments to the regulations concerning the vocational training and qualification of manpower*

Pursuant to the provisions of the Manpower Vocational Training and Qualification Act (S.R. 1969, chapter 41) the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the regulations concerning the vocational training and qualification of manpower which became Order in Council number 4793 and 4794 on December 30, 1970 are modified as specified in the following text approved by Order in Council number of March , 1971.

ROBERT SAUVÉ,  
*Deputy Minister.*

Department of Labour and Manpower,  
Québec, March 6, 1971.

#### *Amendments to the regulation which became Order in Council number 4793 of December 30, 1970 respecting manpower vocational training and qualification in the construction industry.*

1. In the French version, the words "direction générale" are replaced by the words "direction générale de la main-d'oeuvre" wherever they appear in the text.

2. In the French version of Appendix "A" of the regulation, the words "y compris l'installation d'appareils préfabriqués rattachés à cette canalisation" are added after the word "poussières" at the end of subparagraph (a) of item 3 entitled "Tôlerie".

3. In the English version of Appendix "A" of the regulation, the words "in connection thereto" are added after the words "as well as setting up prefabricated apparatus" at the end of sub-paragraph (a) of item 3 entitled "Sheet-metal work".

4. In Appendix "B" of the regulation, the word "examinations" is inserted as sub-title between the words "Annual revision" and "Qualification examination".

5. In the English version of Appendix "C" of the regulation, after both words "Glazing" and "Tiling", the figure "2" which appears in the column entitled "number of periods" is replaced by "3" in each case.

*Modifications au règlement sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre dans les champs de spécialisation suivants: électricité, réfrigération, mécanique des systèmes de tuyauterie, mécanique d'appareils transporteurs, opération de machines électriques, devenu l'arrêté numéro 4974 du 30 décembre 1970.*

1. Les mots « direction générale » sont remplacés par les mots « direction générale de la main-d'oeuvre » partout où on les rencontre.

2. À l'annexe « B » du règlement, le mot « examens » est intercalé comme sous-titre entre les mots « révision annuelle » et « examens de qualification ».

3. L'annexe « C » du règlement est remplacée par la suivante:

*Annexe « C » — Appendix « C »*  
*Conditions d'apprentissage — Conditions of Apprenticeship*

	Périodes Periods	Rapport — Ratio Apprent./Trav. qual. Appr./Skilled workmen	
		Jusqu'au Until 31/12/71	Après After 31/12/71
1. Électricité — Electricity . . . . .	4	1:1	1:2
2. Mécanique d'appareils transporteurs — Mechanics of transporting devices . . . . .	4	1:1	1:1
3. Mécanique de système de tuyauterie — Mechanics of piping systems . . . . .	4	1:1	1:2
4. Opération de machines électriques — Operation of electrical machinery . . . . .	1	1:1	1:1
5. Réfrigération — Refrigeration . . . . .	4	1:1	1:2
38942-o			38942-o

### Régie de l'assurance-maladie du Québec

Liste par région des noms et adresses d'affaires des professionnels de la santé, qui entendent exercer leur profession en dehors des cadres du régime en qualité de professionnels désengagés ou de professionnels non-participants ou qui ont cessé d'exercer leur activité en cette qualité, ainsi que la date à laquelle prend effet leur désengagement ou leur non-participation ou la cessation de celle-ci, publiée conformément à l'article 7.01 des règlements concernant la Loi de l'assurance-maladie, adoptés par arrêté en conseil No 27, en date du 6 janvier 1971.

*Professionnels désengagés*  
*Professionals withdrawn*

Médecins spécialistes  
Medical Specialists

*Région de Montréal — Montreal Region*

Bibaud, B., 65 rue Nicholson, Valleyfield, P.Q.  
Brault, Jules, 418 est Sherbrooke, Montréal 132, P.Q.  
Duchesne, Laurent, 75 ouest boul. Dorchester, Montréal 128, P.Q.  
Garneau, Noël, 6160 de Bellefeuille, Montréal 451, P.Q.  
Hawthorne, Allan B., 316 Grosvenor Ave., Westmount 215, P.Q.  
Javicoli, Antonello, 5325 Est, Jean Talon, Suite 214, Montréal, P.Q.  
Lecker, Sidney, 5110 Grand Blvd., Montréal 29, P.Q.  
Mailoux, Luc, 525 Cherrier, Montréal, P.Q.  
Paulin, Roger, 2115 rue Drummond, Suite 22, Montréal, P.Q.  
Rouleau, Georges A., 75 Blvd Dorchester Ouest, Montréal, P.Q.

### Québec Health Insurance Board

List compiled on a regional basis, of the names and business addresses of professionals who intend practising their profession outside the scope of the plan as professionals withdrawn or as non-participating professionals or who have ceased to practice in this capacity, as well as the date on which their withdrawal or non-participation becomes effective or ceases to become effective, published according to section 7.01 of the regulations respecting the Health Insurance Act adopted by order in council No. 27, dated January 6, 1971.

*Date effective du désengagement*  
*Effective date of withdrawal*

8- 3-71  
29- 3-71  
29- 1-71  
29- 1-71  
3- 2-71  
14- 4-71  
10- 3-71  
29- 1-71  
15- 2-71  
29- 1-71

Chirurgiens-dentistes  
Dental Surgeons

Région de Montréal — Montreal Region

Poch, Lewis N., 1 Westmount Square, Westmount 216, P.Q. 2- 2-71

Région des Cantons de l'Est — Eastern Townships Region

Ma rcoux, Jean, 448 Ouest, King, Sherbrooke, P.Q. 11- 3-71

Médecins omnipraticiens  
General Practitioners

Région de Montréal — Montreal Region

Ayre, Burton W., 1481 Regent Road, Montréal 304, P.Q. 1- 3-61

Professionnels non-participants  
Non-participating professionals

Date effective de non-participation  
Effective date of non-participation

Médecins spécialistes  
Medical Specialists

Région de Montréal — Montreal Region

Addleman, William, 1390 Sherbrooke St. W., Montréal, P.Q. 1- 1-71  
 Almudevar, Manuel, 612 St. John's Road, Suite 114, Pointe-Claire 720, P.Q. 1-12-70  
 Aronovitch, Michael, 4119 Sherbrooke St. W., Montreal 215, P.Q. 1-12-70  
 Auger, René, Suite 770, 3550 Côte-des-Neiges, Montréal 109, P.Q. 1-12-70  
 (Ré-engagé à compter du 5 mars 1971.)  
 Barker, Charles S., 1538 Sherbrooke St. W., Montréal, P.Q. 1-12-70  
 Black, Donald Kenneth, Lakeshore General Hospital, Pointe-Claire, P.Q. 1-12-70  
 Brabender, Joachim, 1390 Sherbrooke St. W., Montréal 109, P.Q. 1-12-70  
 Brow, George Raymond, 1374 Sherbrooke St. W., Suite 7, Montréal 109, P.Q. 1-12-70  
 Butler, Albert A., 1538 Sherbrooke St. W., Suite 320, Montréal 109, P.Q. 1-12-70  
 Cantero, A., 1396 Ste-Catherine Ouest, Montréal, P.Q. 1-12-70  
 Caplan, Ronald, 1390 Sherbrooke St. W., Suite 2, Montréal, P.Q. 1-12-70  
 Copping, Gordon A., 4485 Sherbrooke St. W., Montréal 215, P.Q. 1-12-70  
 Cordeau, Claire, 1392 Jean-Talon Est, Montréal, P.Q. 1-12-70  
 Crawford, Edwin Minter, 43 Waverley Road, Pointe-Claire 720, P.Q. 11- 1-71  
 David, Paul P., 5000 Bélanger, Montréal, P.Q. 1-12-70  
 Dawson, Howard L., 14 Bellevue Ave., Westmount 217, P.Q. 1-12-70  
 Dumais, Gaston, 12245 Grenet, Suite 112, Montréal 390, P.Q. 27- 3-71  
 Eakin, W. W., No 704, 1538 Sherbrooke St. W., Montréal 109, P.Q. 15- 1-71  
 Fullerton, C. W., 1414 Drummond St., Montréal 107, P.Q. 1-12-70  
 Delinas, André, 565 Javelin, Dorval, P.Q. 1-12-70  
 Genest, Armand, 30, est. boul. St-Joseph, Suite 818, Montréal, P.Q. 29- 1-71  
 Giannotti, Roberto, 1140 Jean-Talon E., Montréal, P.Q. 1-12-70  
 Gold, Michael, M.A., 5785 Côte-des-Neiges, App. 105, Montréal, P.Q. 1-12-70  
 Gratton, Laurent, 574 avenue Roslyn, Westmount 217, P.Q. 26-12-70  
 Grondin, Roméo, 2684 ave des Soissons, Montréal 251, P.Q. 1-12-70  
 Guilbert, Paul W., 270 Henri-Bourassa Ouest, Montréal 357, P.Q. 1-12-70  
 Johnston, Kenneth B., P.O. Box 40, Como, V. Soulanges, P.Q. 31-12-70  
 Korenberg, Morton, 1538 Sherbrooke W., Montréal 109, P.Q. 1-12-70  
 Larivière, Paul, 3484 avenue Laval, Montréal, P.Q. 1-12-70  
 Legendre, J.-H. 445 boul. St-Joseph Ouest, App. 74, Montréal, P.Q. 1-12-70  
 Léger, Jacques, C.P. 217, Pointe-Claire 700, P.Q. 1-12-70  
 Levine, Robert-M. 6000 Côte-des-Neiges Rd., Suite 100, Montréal, P.Q. 10- 2-71  
 MacDonald, Allison D., Suite 110, 3550 Côte-des-Neiges Rd., Montréal 109, P.Q. 1-12-70  
 Maguire, J. Gordon, 1610 Pine Avenue West, Montréal 109, P.Q. 13- 2-71  
 Manseau, J.-Arthur, 960 boul. St-Joseph Est, Montréal 176, P.Q. 1-12-70  
 Mason, Edward Halton, 3465 Côte-des-Neiges Rd., Suite 81, Montréal, P.Q. 7- 1-70  
 Melhado, Gerald Carlton, 900 Sherbrooke St. W., Montréal 110, P.Q. 1- 1-71  
 Montgomery, Lorne C., 1414 Drummond St., Montréal, P.Q. 1-12-70  
 Morin, Paul, 680 St-Denis, St-Hyacinthe, P.Q. 1-12-70  
 Morgentaler, Henry, 2990 Beaugrand, Montréal 429, P.Q. 5- 1-70  
 Nadler, Norman J., 5845 Côte-des-Neiges Rd., Suite 280, Montréal 249, P.Q. 1-12-70  
 Nerman, Yale, 4333 Côte Ste. Catherine Rd., Montréal, P.Q. 3- 1-70

Médecins spécialistes  
Medical Specialists

*Région de Montréal — Montreal Region*

Pearson, J. R. George, 5715 ave. Darlington, App. 1, Montréal 251, P.Q.	1-12-70
Petrie, J. Gordon, Suite 433, No 1 Westmount Square, Montréal, P.Q.	1-12-70
Raginsky, Bernard B., 376 Redfern Avenue, Suite 2, Montréal 215, P.Q.	1-12-70
Redmond, Lila, 1538 Sherbrooke St. W., Montréal 109, P.Q.	1-12-70
Robert, Paul, 3489 Ave. Atwater, Apt. 6, Montréal 109, P.Q.	3- 2-71
Roman, Ted Nicholas, 687 Pine Avenue West, Montréal 112, P.Q.	1-12-70
Schneiderman, Gerald, 6000 Côte-des-Neiges Road, Suite 395, Montréal, P.Q.	1-12-70
Schwarz, Herbert T., 6940 Feilding Ave., Montréal, P.Q.	1-12-70
Scott, W. Clifford M., 1260 McGregor Avenue, Montréal 109, P.Q.	1-12-70
Segal, Perry M., 6000 Côte-des-Neiges Rd., Suite 395, Montréal, P.Q.	1-12-70
Segall, Harold N., 5845 Côte-des-Neiges, Suite 390, Montréal 249, P.Q.	1-12-70
Smith, Clifton Conway, Suite 1020, 1538 Sherbrooke St. W., Montréal, P.Q.	1-12-70
Smith, Frederick McIver, 3550 Côte-des-Neiges Rd., Suite 640, Montréal 109, P.Q.	1-12-70
Tremble, G. Edward, 1374 Sherbrooke St. W., Montréal, P.Q.	1-12-70
Tucker, Elrie Clifford, 687 Pine Avenue, Montréal 112, P.Q.	1-12-70

*Région de Québec — Québec Region*

Lapointe, Donat, 570 est, Grande-Allée, Québec 4, P.Q.	13- 1-71
Larue, L., 964, Casot, Québec 6, P.Q.	26-12-70
Parrot, Paul, 1328, avenue des Pins, Sillery, P.Q.	1-12-70
Sylvestre, J. Ernest, 410, chemin St-Louis, Québec, P.Q.	1-12-70

*Autres régions — Other Regions*

Dennery, Jean-Maurice, 400 Stewart St., Suite 510, Ottawa, Ont.	7- 1-71
Divic, Josif, 30 Bond St., Toronto 205, Ont.	1- 1-71

Médecins omnipraticiens  
General Practitioners

*Région de Montréal — Montreal Region*

Braunstein, M. M., Medical Arts Bldg., 1538 Sherbrooke St. W., Suite 307, Montréal, P.Q.	11-12-70
Éthier, Jacques P., 428 est, boul. St-Joseph, Montréal 176, P.Q.	11-12-70
Finkelstein, M. N., 360 Pine Ave. West, Montréal 130, P.Q.	11-12-70
Joannette, Jean-Paul, 4930 Mayfair, Montréal, P.Q.	11-12-70
Laing, W. A. Richard, 1414 Drummond St. Suite 711, Montréal, P.Q.	31- 3-71
Leclaire, Yves, 4780 Côte-des-Neiges, Montréal 247, P.Q.	11-12-70
Mayman, Abe, 5845 Côte-des-Neiges, Suite 690, Montréal, P.Q.	17-12-70
Ostiguy, Jean-Paul, 450 est, Sherbrooke, Suite 108, Montréal 132, P.Q.	11-12-70
Vines, Norman M., 1452 Bishop St., Suite 3, Montréal, P.Q.	11-12-70
Willoughby, Henry Wells, Royal Victoria Hospital, 687 Pine West, Montréal, P.Q.	11-12-70
Wuidart, Yves Henri, 617 Bloomfield, Montréal 154, P.Q.	11-12-70
Younge, Brian R., 1745 Cedar Avenue, Montréal 109, P.Q.	11-12-70

*Région de Québec — Québec Region*

Massicote-Delage, Jacqueline, 895 Dessane, Québec 6, P.Q.	11-12-70
Rinfret, Charles C., 885 est, rue St-Joseph, Québec, P.Q.	13-12-70

*Région des Cantons de l'Est — Eastern Townships Region*

Grainger, T. Roger, C.J.M. Clinic, Asbestos, P.Q.	11-12-70
Jacques, Elphège, 190 est, rue Principale, Farnham, P.Q.	11-12-70

Chirurgiens-dentistes  
Dental Surgeons

*Région de Montréal — Montreal Region*

Beaulieu, J. Édouard, St-Rémy, Cté Napierville, P.Q.	11- 3-71
Blum, Stanley S., 5757 Decelles, Suite 203, Montréal 251, P.Q.	11- 2-71

Chirurgiens-dentistes  
Dental Surgeons

*Région de Montréal — Montreal Region*

Bourke, Edward T., 1538 Sherbrooke St. West, Suite 516, Montréal 109, P.Q.	9- 3-71
Boyles, William Howard, 1414 Drummond St., Montréal 107, P.Q.	2- 3-71
Burns, Frank Leonard, 1414 Drummond St., Montréal 107, P.Q.	13- 2-71
Bushell, Winston C., 1538 Sherbrooke West, Suite 1006, Montréal 109, P.Q.	10- 2-71
Casey, C.A., 4695 Sherbrooke St. West, Montréal 215, P.Q.	11- 3-71
Chamard, John McLean, 1509 Sherbrooke West, Montréal, P.Q.	14- 2-71
Colle, Albert J., 5253 Decarie Blvd., Suite 218, Montréal 29, P.Q.	3- 2-71
Coulombe, Roger, 4660 St-Joseph Blvd, Lachine, P.Q.	25- 2-71
Elo, J.-Thomas, 1414 Drummond St., Suite 909, Montréal 107, P.Q.	16- 2-71
Henry, Donald W., 227 Kenaston Ave., Montréal 305, P.Q.	31- 1-71
Hydman, Alex. William, 509 Birks Bldg., 620 Cathcart St., Montréal, P.Q.	28- 2-71
Kent, Léonard E., 4695 Sherbrooke St. W., Montréal 215, P.Q.	11- 3-71
Kutzman, Ernest A., 1538 Sherbrooke St. West, Room 410, Montréal, P.Q.	1- 2-71
Lafortune, Jean-Paul, 5704, Laurendeau, Montréal, P.Q.	13- 2-71
Lawlor, Robert, 3333 Chemin Reine Marie, Montréal, P.Q.	18- 2-71
Lefebvre, Pierre I., 2225 Blvd. Lapinière, Brossard, P.Q.	2- 2-71
Muroff, Frederick I., 1414 Drummond, Suite 1104, Montréal, P.Q.	10- 3-71
Myles, Thomas A., 1538 Sherbrooke St. W., Suite 412, Montréal, P.Q.	1- 2-71
Pearson, Hyman H., 500 Birks Bldg., Suite 500, Montréal, P.Q.	6- 2-71
Rogers, Mervyn Allen, 4300 Blvd De Maisonneuve W., Apt. 702, Montréal 215, P.Q.	6- 2-71
Rudick, Gerald S., 4950 Queen Mary Rd., Suite 400, Montréal 248, P.Q.	30- 1-71
Seltzer, Irving, 5757 Decelles Ave., Suite 107, Montréal 251, P.Q.	2- 2-71
Shevell, Malvyn, 6000 Côte-des-Neiges Rd., Suite 200, Montréal, P.Q.	2- 2-71
Stockwell, William G., 1538 Sherbrooke St. West, Suite 805, Montréal 109, P.Q.	11- 3-71
Sykora, Oskar, Faculty of Dentistry, McGill University, Montréal, P.Q.	31- 1-71
Tenenbaum, Marcel Paul, 5757 Decelles Avenue, Suite 406, Montréal 251, P.Q.	31- 1-71
(Ré-engagé depuis le 17 février 1971)	
Van Vliet, Jonathan E., 1538 Sherbrooke St. W., Suite 805, Montréal 109, P.Q.	8- 3-71
Vinet, Ephrem, 426 Est Blvd. St-Joseph, Montréal, P.Q.	8- 2-71

*Région de Québec — Québec Region*

Boucher, Marc, 1000, chemin Ste-Foy, Québec, P.Q.	31- 1-71
---	----------

*Région des Cantons de l'Est — Eastern Townships Region*

Dugal, Paul L., 459-A, Lindsay, Drummondville, P.Q.	8- 2-71
Laforce, Jacques, 31 King ouest, Sherbrooke, P.Q.	4- 2-71
Leblanc, Jean-Yves, Bedford, P.Q.	6- 2-71
Olivier, Valmore, 410, Vimy Nord, Sherbrooke, P.Q.	7- 2-71
Proulx, Jacques, 214 blvd St-Joseph, Hull, P.Q.	17- 2-71

Optométristes  
Optometrists

*Région des Cantons de l'Est — Eastern Townships Region*

Breton, Antonio, 1530 rue des Cascades, St-Hyacinthe, P.Q.	30-12-70
--	----------

39059-o

**Soumissions — Demandes de**

**Tenders — Requests for**

Ville de Dollard-des-Ormeaux  
Comté de Robert Baldwin

Town of Dollard-des-Ormeaux  
County of Robert Baldwin

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par la soussignée Mme Lillian L. Lamarche, greffier, jusqu'à

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mrs. Lillian L. Lamarche, Town Clerk, up to 5:00 o'clock p.m., at the Town Hall,

5 heures de l'après-midi, Hôtel de Ville, 4139, Boulevard des Sources, Dollard-des-Ormeaux, comté de Robert Baldwin, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Poste de Police, 10, rue Sunnydale, Dollard-des-Ormeaux, comté de Robert Baldwin, P.Q., lundi, le 22 mars 1971, pour l'achat de \$1,444,000 d'obligations de la ville de Dollard-des-Ormeaux, comté de Robert Baldwin, datées du 1er avril 1971 et remboursables par série du 1er avril 1972 au 1er avril 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1971.

Tableau d'amortissement — \$1,444,000 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1972	\$ 36,000
1er avril 1973	37,000
1er avril 1974	39,000
1er avril 1975	41,000
1er avril 1976	42,000
1er avril 1977	44,000
1er avril 1978	46,000
1er avril 1979	49,000
1er avril 1980	53,000
1er avril 1981	58,000
1er avril 1982	39,000
1er avril 1983	41,000
1er avril 1984	45,000
1er avril 1985	48,000
1er avril 1986	52,000
1er avril 1987	56,000
1er avril 1988	59,000
1er avril 1989	63,000
1er avril 1990	68,000
1er avril 1991	528,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1<sup>o</sup> Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2<sup>o</sup> Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3<sup>o</sup> Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4<sup>o</sup> Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$65,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er avril 2001 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

4139 des Sources Boulevard, Dollard-des-Ormeaux, county of Robert Baldwin, P.Q., and afterwards, up to 8:00 o'clock p.m., at the Police Station, 10 Sunnydale Street, Dollard-des-Ormeaux, county of Robert Baldwin, P.Q., on Monday, March 22, 1971 for the purchase of an issue of \$1,444,000 of bonds for the town of Dollard-des-Ormeaux, county of Robert Baldwin, such bonds will be dated April 1, 1971 and redeemable serially from April 1, 1972 to April 1, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication purposes only, interest will be calculated as from April 1, 1971.

Table of redemption — \$1,444,000 — 20 years

Year	Capital
April 1, 1972	\$ 36,000
April 1, 1973	37,000
April 1, 1974	39,000
April 1, 1975	41,000
April 1, 1976	42,000
April 1, 1977	44,000
April 1, 1978	46,000
April 1, 1979	49,000
April 1, 1980	53,000
April 1, 1981	58,000
April 1, 1982	39,000
April 1, 1983	41,000
April 1, 1984	45,000
April 1, 1985	48,000
April 1, 1986	52,000
April 1, 1987	56,000
April 1, 1988	59,000
April 1, 1989	63,000
April 1, 1990	68,000
April 1, 1991	528,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten year for one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the latter terms and conditions, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$65,000, and if greater than the latter amount, said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the April 1, 2001 maturity of the renewable part hereinafter mentioned.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er avril 1991 au montant de \$528,000 comprend un solde de \$454,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	Capital
1er avril 1992.....	\$ 31,000
1er avril 1993.....	33,000
1er avril 1994.....	36,000
1er avril 1995.....	39,000
1er avril 1996.....	42,000
1er avril 1997.....	45,000
1er avril 1998.....	50,000
1er avril 1999.....	54,000
1er avril 2000.....	59,000
1er avril 2001.....	65,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé payable au pair à Dollard-des-Ormeaux.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$528,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 33 — \$113,500 — renouvellement d'emprunt; 38 — \$216,000 — renouvellement d'emprunt; 39 — \$53,500 — renouvellement d'emprunt; 190 — \$16,500 — aqueduc et égouts; 216 (284) — \$17,500 — aqueduc et égouts; 326 — \$28,000 — aqueduc, égouts et voirie; 337 — \$10,000 — aqueduc, égouts, voirie; 340 — \$12,000 — aqueduc, égouts, etc.; 349 (414) — \$10,000 — aqueduc, égouts, voirie; 367 — \$107,000 — services récréatifs et communautaires; 374 — \$140,000 — aqueduc, égouts, voirie; 381 — \$50,000 — électricité; 384 — \$14,000 — voirie; 385 — \$37,400 — aqueduc, égouts, voirie; 386 — \$15,000 — aqueduc et égouts; 392 — \$160,000 — aqueduc et égouts; 393 (411) — \$82,000 — voirie; 394 — \$21,000 — voirie et électricité; 395 — \$4,500 — acquisition de lots; 396 — \$180,000 — aqueduc, égouts et voirie; 400 — \$36,000 — voirie; 406 — \$100,100 — électricité; 433 — \$20,000 — frais de refinancement.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The April 1, 1991 maturity in the amount of \$528,000 includes a balance of \$454,000 renewable for an additional 10-year period and maturing as follows:

Year	Capital
April 1, 1992.....	\$ 31,000
April 1, 1993.....	33,000
April 1, 1994.....	36,000
April 1, 1995.....	39,000
April 1, 1996.....	42,000
April 1, 1997.....	45,000
April 1, 1998.....	50,000
April 1, 1999.....	54,000
April 1, 2000.....	59,000
April 1, 2001.....	65,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any by certified cheque payable at par at Dollard-des-Ormeaux.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued in part as 20-year fixed-term bonds for an amount higher than \$528,000, and only this surplus will be redeemable by anticipation, at par, April 1st of each year, for the annual amount required to amortize the issue pursuant to the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 33 — \$113,500 — loan renewal; 38 — \$216,000 — loan renewal; 39 — \$53,500 — loan renewal; 190 — aqueduct and sewers; 216 (284) — \$17,500 — aqueduct and sewers; 326 — \$28,000 — aqueduct, sewers and roads; 337 — \$10,000 — aqueduct, sewers, roads; 340 — \$12,000 — aqueduct, sewers, etc.; 349 (414) — \$10,000 — aqueduct, sewers, roads; 367 — \$107,000 — recreational and communal services; 374 — \$140,000 — aqueduct, sewers, roads; 381 — \$50,000 — electricity; 384 — \$14,000 — roads; 385 — \$37,400 — aqueduct, sewers, roads; 386 — \$15,000 — aqueduct and sewers; 392 — \$160,000 — aqueduct and sewers; 393 (411) — \$82,000 — roads; 394 — \$21,000 — roads and electricity; 395 — \$4,500 — purchase of lots of land — 396 — \$180,000 — aqueduct, sewers and roads; 400 — \$36,000 — roads; 406 — \$100,100 — electricity, 433 — \$20,000 — refinancing costs.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 22 mars 1971, à 8 heures du soir, Poste de Police, 10, rue Sunnydale, Dollard-des-Ormeaux, comté de Robert Baldwin, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Dollard-des-Ormeaux (Comté de Robert Baldwin), ce 25 février 1971.

*Le greffier,*

MME LILLIAN L. LAMARCHE.

Hôtel de Ville, 4139, Boulevard des Sources,

Dollard-des-Ormeaux, (Robert Baldwin), P.Q.

Téléphone: 684-1010, code 514.

39004-0

**Lac Saint-Charles**  
Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Normand Beaulieu, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7 heures 30 du soir, Bureau de la corporation, 17, Delage Est, Lac St-Charles, comté de Québec, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Centre des Loisirs, rue Delage Ouest, Lac St-Charles, comté de Québec, P.Q., jeudi, le 25 mars 1971, pour l'achat de \$500,000 d'obligations du Lac St-Charles, comté de Québec, datées du 1er avril 1971 et remboursables par série du 1er avril 1972 au 1er avril 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1971.

*Tableau d'amortissement — \$500,000 — 20 ans*

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er avril 1972	\$ 1,000
1er avril 1973	1,000
1er avril 1974	1,000
1er avril 1975	2,000
1er avril 1976	2,000
1er avril 1977	2,000
1er avril 1978	2,000
1er avril 1979	2,000
1er avril 1980	3,000
1er avril 1981	3,000
1er avril 1982	3,000
1er avril 1983	4,000
1er avril 1984	4,000
1er avril 1985	4,000
1er avril 1986	5,000
1er avril 1987	5,000
1er avril 1988	6,000
1er avril 1989	6,000
1er avril 1990	7,000
1er avril 1991	437,000

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, March 22, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at the Police Station, 10 Sunnydale Street, Dollard-des-Ormeaux, county of Robert Baldwin, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Dollard-des-Ormeaux (County of Robert Baldwin), February 25, 1971.

MRS. LILLIAN L. LAMARCHE,

*Town Clerk.*

Town Hall, 4139 des Sources Boulevard,

Dollard-des-Ormeaux, (Robert Baldwin), P.Q.

Telephone: 684-1010, code 514.

39004

**Lake St. Charles**  
County of Québec

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received up to 7:30 p.m., Thursday, March 25, 1971 by the undersigned Normand Beaulieu, Secretary-Treasurer, at the Office of the corporation, 17 Delage east, Lake St-Charles, county of Québec, P.Q., and up to 8:00 p.m., Centre des Loisirs, Delage street west, Lake St-Charles, county of Québec, P.Q., on the same day for the purchase of \$500,000 of bonds for Lake St-Charles, county of Québec, dated April 1, 1971 and redeemable serially from April 1, 1972 to April 1, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The interest rate may be the same for the whole issue; but if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1971.

*Table of redemption — \$500,000 — 20 years*

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
April 1, 1972	\$ 1,000
April 1, 1973	1,000
April 1, 1974	1,000
April 1, 1975	2,000
April 1, 1976	2,000
April 1, 1977	2,000
April 1, 1978	2,000
April 1, 1979	2,000
April 1, 1980	3,000
April 1, 1981	3,000
April 1, 1982	3,000
April 1, 1983	4,000
April 1, 1984	4,000
April 1, 1985	4,000
April 1, 1986	5,000
April 1, 1987	5,000
April 1, 1988	6,000
April 1, 1989	6,000
April 1, 1990	7,000
April 1, 1991	437,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

- 1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.
- 2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.
- 3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.
- 4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$45,000, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er avril 2011 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er avril 1991 au montant de \$437,000 comprend un solde de \$430,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er avril 1992.....	\$ 8,000
1er avril 1993.....	9,000
1er avril 1994.....	10,000
1er avril 1995.....	10,000
1er avril 1996.....	11,000
1er avril 1997.....	12,000
1er avril 1998.....	14,000
1er avril 1999.....	15,000
1er avril 2000.....	16,000
1er avril 2001.....	18,000
1er avril 2002.....	20,000
1er avril 2003.....	21,000
1er avril 2004.....	24,000
1er avril 2005.....	26,000
1er avril 2006.....	28,000
1er avril 2007.....	31,000
1er avril 2008.....	34,000
1er avril 2009.....	37,000
1er avril 2010.....	41,000
1er avril 2011.....	45,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Charlesbourg.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$437,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er avril de chaque année pour le montant

Moreover, only the following terms and conditions shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried over to the tenth year.
2. One-to 15-year serial bonds with the balance carried over to the fifteenth year.
3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.
4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried over to the tenth year for one part and as 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, for the latter terms and conditions, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$45,000 and, if greater than the latter amount, the said part must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of maturities excluding the maturity of April 1, 2011 of the renewable part hereafter mentioned.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity date of April 1, 1991 in the amount of \$437,000 includes a balance of \$430,000 renewable for an additional period of 20 years, and maturing as follows:

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
April 1, 1992.....	\$ 8,000
April 1, 1993.....	9,000
April 1, 1994.....	10,000
April 1, 1995.....	10,000
April 1, 1996.....	11,000
April 1, 1997.....	12,000
April 1, 1998.....	14,000
April 1, 1999.....	15,000
April 1, 2000.....	16,000
April 1, 2001.....	18,000
April 1, 2002.....	20,000
April 1, 2003.....	21,000
April 1, 2004.....	24,000
April 1, 2005.....	26,000
April 1, 2006.....	28,000
April 1, 2007.....	31,000
April 1, 2008.....	34,000
April 1, 2009.....	37,000
April 1, 2010.....	41,000
April 1, 2011.....	45,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Charlesbourg.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$437,000 and only this surplus will be redeemable by anticipation, at par on April 1 of each year for the amount required to amortize the

annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu du règlement no 56 — \$500,000 — aqueduc et égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 25 mars 1971, à 8 heures du soir, Centre des Loisirs, rue Delage Ouest, Lac St-Charles, comté de Québec, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lac St-Charles (Comté de Québec), ce 24 février 1971.

*Le secrétaire-trésorier,*  
NORMAND BEAULIEU.

Bureau de la corporation, 17, Delage Est,  
Lac St-Charles (Québec), P.Q.

Téléphone: 849-3483, code 418.

39005-0

**Ville de L'Ancienne-Lorette**  
Comté de Chauveau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roland Bernard, greffier, Hôtel de ville, 1575, rue Turmel, Ancienne-Lorette, comté de Chauveau, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 23 mars 1971, pour l'achat de \$778,500 d'obligations de la ville de L'Ancienne-Lorette, comté de Chauveau, datées du 1er avril 1971 et remboursables par série du 1er avril 1972 au 1er avril 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1971.

Tableau d'amortissement — \$778,500 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1972	\$ 7,500
1er avril 1973	7,000
1er avril 1974	8,000
1er avril 1975	8,000
1er avril 1976	9,000
1er avril 1977	9,000
1er avril 1978	10,000
1er avril 1979	11,000
1er avril 1980	12,000
1er avril 1981	14,000
1er avril 1982	8,000
1er avril 1983	8,000

issue in accordance with the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: No. 56 — \$500,000 — aqueduct and sewers.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council which will be held on Thursday, March 25, 1971, at 8:00 p.m., Centre des Loisirs, Delage Street West, Lake St-Charles, county of Québec, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lake St-Charles (County of Québec), February 24, 1971.

*NORMAND BEAULIEU,*  
*Secretary-Treasurer.*

Office of the corporation, 17 Delage east,  
Lake St-Charles (Québec), P.Q.

Telephone: 849-3483, code 418.

39005

**Town of L'Ancienne-Lorette**  
County of Chauveau

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Roland Bernard, clerk, Town Hall, 1575 Turmel Street, Ancienne-Lorette, county of Chauveau, P.Q., until 8:00 p.m., on Tuesday, March 23, 1971, for the purchase of an issue of \$778,500 of bonds for the town of L'Ancienne-Lorette, county of Chauveau, dated April 1, 1971 and redeemable serially from April 1, 1972 to April 1, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1971.

Table of redemption — \$778,500 — 20 years

Year	Capital
April 1, 1972	\$ 7,500
April 1, 1973	7,000
April 1, 1974	8,000
April 1, 1975	8,000
April 1, 1976	9,000
April 1, 1977	9,000
April 1, 1978	10,000
April 1, 1979	11,000
April 1, 1980	12,000
April 1, 1981	14,000
April 1, 1982	8,000
April 1, 1983	8,000

1er avril 1984.....	\$ 10,000
1er avril 1985.....	10,000
1er avril 1986.....	11,000
1er avril 1987.....	10,000
1er avril 1988.....	11,000
1er avril 1989.....	12,000
1er avril 1990.....	13,000
1er avril 1991.....	590,000

April 1, 1984.....	\$ 10,000
April 1, 1985.....	10,000
April 1, 1986.....	11,000
April 1, 1987.....	10,000
April 1, 1988.....	11,000
April 1, 1989.....	12,000
April 1, 1990.....	13,000
April 1, 1991.....	590,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

- 1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.
- 2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.
- 3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.
- 4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$60,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er avril 2011 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er avril 1991 au montant de \$590,000 comprend un solde de \$576,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er avril 1992.....	\$10,000
1er avril 1993.....	12,000
1er avril 1994.....	13,000
1er avril 1995.....	14,000
1er avril 1996.....	15,000
1er avril 1997.....	17,000
1er avril 1998.....	18,000
1er avril 1999.....	20,000
1er avril 2000.....	21,000
1er avril 2001.....	24,000
1er avril 2002.....	26,000
1er avril 2003.....	29,000
1er avril 2004.....	32,000
1er avril 2005.....	35,000
1er avril 2006.....	38,000
1er avril 2007.....	42,000
1er avril 2008.....	46,000
1er avril 2009.....	50,000
1er avril 2010.....	54,000
1er avril 2011.....	60,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Québec.

Moreover, on the following terms and conditions shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried over to the tenth year.
2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried over to the fifteenth year.
3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.
4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried over 10-year for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, for the latter terms and conditions, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$60,000, and if greater than the latter amount, the surplus must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of maturities in this notice, and starting with the last years of maturities excluding the maturity of April 1, 2011 of the renewable part hereafter indicated.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The April 1, 1991 maturity in the amount of \$590,000 includes a balance of \$576,000 renewable for an additional period of 20 years, and maturing as follows:

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
April 1, 1992.....	\$10,000
April 1, 1993.....	12,000
April 1, 1994.....	13,000
April 1, 1995.....	14,000
April 1, 1996.....	15,000
April 1, 1997.....	17,000
April 1, 1998.....	18,000
April 1, 1999.....	20,000
April 1, 2000.....	21,000
April 1, 2001.....	24,000
April 1, 2002.....	26,000
April 1, 2003.....	29,000
April 1, 2004.....	32,000
April 1, 2005.....	35,000
April 1, 2006.....	38,000
April 1, 2007.....	42,000
April 1, 2008.....	46,000
April 1, 2009.....	50,000
April 1, 2010.....	54,000
April 1, 2011.....	60,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$590,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: V-56 — \$25,000 — fonds de roulement; V-68 — \$28,000 — aqueduc, égouts; V-69 — \$33,900 — voirie; V-70 — \$6,300 — voirie; V-75 — \$1,400 — voirie; V-76 — \$144,400 — aqueduc, égouts; V-77 — \$97,500 — aqueduc, égouts; V-79 — \$20,700 — aqueduc, égouts; V-80 — \$4,000 — aqueduc, égouts; V-85 — \$15,000 — aqueduc, égouts; V-86 — \$80,000 — aqueduc, égouts; V-88 — \$297,300 — aqueduc, égouts; V-103 — \$25,000 — achat d'un camion avec équipement.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 23 mars 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 1575, rue Turmel, Ancienne-Lorette, comté de Chauveau, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ancienne-Lorette (Comté de Chauveau), ce 25 février 1971.

*Le greffier,*  
ROLAND BERNARD.

Hôtel de ville, 1575, rue Turmel,  
Ancienne-Lorette (Comté de Chauveau), P.Q.  
Téléphone: 872-9811, code 418. 39006-0

**Ville de Saint-Bruno-de-Montarville**  
Comté de Verchères

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roland Coulombe, greffier, Hôtel de ville, 1585, rue Montarville, St-Bruno-de-Montarville, comté de Verchères, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 23 mars 1971, pour l'achat de \$660,000 d'obligations de la ville de St-Bruno-de-Montarville, comté de Verchères, datées du 1er avril 1971 et remboursables en séries du 1er avril 1972 au 1er avril 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$590,000, and only this surplus will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year for the amount required to amortize the issue in accordance with the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: V-56 — \$25,000 — working capital; V-68 — \$28,000 — aqueduct, sewers; V-69 — \$33,900 — roads; V-70 — \$6,300 — roads; V-75 — \$1,400 — roads; V-76 — \$144,400 — aqueduct, sewers; V-77 — \$97,500 — aqueduct, sewers; V-79 — \$20,700 — aqueduct, sewers; V-80 — \$4,000 — aqueduct, sewers; V-85 — \$15,000 — aqueduct, sewers; V-86 — \$80,000 — aqueduct, sewers; V-88 — \$297,300 — aqueduct, sewers; V-103 — \$25,000 — purchase of a truck with equipment.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, March 23, 1971, at 8:00 p.m., at the Town Hall, 1575 Turmel Street, Ancienne-Lorette, county of Chauveau, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ancienne-Lorette (County of Chauveau), February 25, 1971.

ROLAND BERNARD,  
Clerk.

Town Hall, 1575 Turmel Street,  
Ancienne-Lorette (County of Chauveau), P.Q.  
Telephone: 872-9811, code 418. 39006

**Town of Saint-Bruno-de-Montarville**  
County of Verchères

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Roland Coulombe, Town Clerk, at the Town Hall, 1585 Montarville Street, St-Bruno-de-Montarville, county of Verchères, P.Q., up to 8:00 o'clock p.m., Tuesday, March 23, 1971, for the purchase of an issue of \$660,000 of bonds for the town of Saint-Bruno-de-Montarville, county of Verchères, such bonds will be dated April 1, 1971 and redeemable serially from April 1, 1972 to April 1, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1971.

For adjudication only, interest will be calculated as from April 1, 1971.

*Tableau d'amortissement — \$660,000 — 20 ans*

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er avril 1972.....	\$13,000
1er avril 1973.....	13,000
1er avril 1974.....	15,000
1er avril 1975.....	17,000
1er avril 1976.....	18,000
1er avril 1977.....	19,000
1er avril 1978.....	22,000
1er avril 1979.....	23,000
1er avril 1980.....	26,000
1er avril 1981.....	28,000
1er avril 1982.....	30,000
1er avril 1983.....	33,000
1er avril 1984.....	36,000
1er avril 1985.....	40,000
1er avril 1986.....	43,000
1er avril 1987.....	48,000
1er avril 1988.....	52,000
1er avril 1989.....	56,000
1er avril 1990.....	61,000
1er avril 1991.....	67,000

*Table of redemption — \$660,000 — 20 years*

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
April 1, 1972.....	\$13,000
April 1, 1973.....	13,000
April 1, 1974.....	15,000
April 1, 1975.....	17,000
April 1, 1976.....	18,000
April 1, 1977.....	19,000
April 1, 1978.....	22,000
April 1, 1979.....	23,000
April 1, 1980.....	26,000
April 1, 1981.....	28,000
April 1, 1982.....	30,000
April 1, 1983.....	33,000
April 1, 1984.....	36,000
April 1, 1985.....	40,000
April 1, 1986.....	43,000
April 1, 1987.....	48,000
April 1, 1988.....	52,000
April 1, 1989.....	56,000
April 1, 1990.....	61,000
April 1, 1991.....	67,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$67,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er avril 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Bruno.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$67,000, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten year for one part and the other part as 20-year fixed-term bonds.

However, in the case of the latter terms and conditions, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$67,000, and if greater than the latter amount, said surplus must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, excluding the April 1, 1991 maturity.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Saint-Bruno.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$67,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year for the annual amount required

pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 600 — \$130,000 — voirie, aqueduc, égouts, électricité; 629 — \$152,200 — voirie, aqueduc, égouts, électricité; 631 — \$44,600 — voirie, aqueduc, égouts, électricité; 633 — \$47,000 — voirie, aqueduc, égouts, électricité; — 641 — \$91,300 — voirie, égouts, aqueduc, électricité; 642 — \$95,900 — voirie, aqueduc, égouts, électricité; 645 — \$8,400 — électricité; 660 — \$74,800 — voirie, aqueduc, égouts, électricité; 673 — \$15,800 — voirie, aqueduc, égouts, électricité.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 23 mars 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 1585, rue Montarville, St-Bruno-de-Montarville, comté de Verchères, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Bruno-de-Montarville, (Comté de Verchères), ce 24 février 1971.

*Le greffier,*  
ROLAND COULOMBE.

Hôtel de ville, 1585, rue Montarville,  
St-Bruno-de-Montarville,  
(Comté de Verchères), P.Q.  
Téléphone: 653-2443, code 514.

39007-0

**Ville de La Providence**  
Comté de Saint-Hyacinthe

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Dominique Dupont, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 370, rue St-Charles, La Providence, comté de St-Hyacinthe, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 22 mars 1971, pour l'achat de \$161,000 d'obligations de la ville de La Providence, comté de St-Hyacinthe, datées du 1er avril 1971 et remboursables en série du 1er avril 1972 au 1er avril 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1971.

Tableau d'amortissement — \$161,000 — 20 ans	
Année	Capital
1er avril 1972.....	\$ 4,500
1er avril 1973.....	4,500

to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 600 — \$130,000 — roads, aqueduct, sewers, electricity; 629 — \$152,200 — roads, aqueduct, sewers, electricity; 631 — \$44,600 — roads, aqueduct, sewers, electricity; 633 — \$47,000 — roads, aqueduct, sewers, electricity; 641 — \$91,300 — roads, sewers, aqueduct, electricity; 642 — \$95,900 — roads, aqueduct, sewers, electricity; 645 — \$8,400 — electricity; 660 — \$74,800 — roads, aqueduct, sewers, electricity; 673 — \$15,800 — roads, aqueduct, sewers, electricity.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, March 23, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 1585 Montarville Street, Saint-Bruno-de-Montarville, county of Verchères, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Bruno-de-Montarville (County of Verchères), February 24, 1971.

ROLAND COULOMBE,  
Town Clerk.

Town Hall, 1585 Montarville Street,  
St-Bruno-de-Montarville,  
(County of Verchères), P.Q.

Téléphone: 653-2443, code 514.

39007

**Town of La Providence**  
County of Saint-Hyacinthe

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Dominique Dupont, Secretary-Treasurer, Town Hall, at 370 St-Charles Street, La Providence, county of St-Hyacinthe, P.Q., until 8:00 p.m., on Monday, March 22, 1971, for the purchase of an issue of \$161,000 of bonds for the town of La Providence, county of St-Hyacinthe, dated April 1, 1971 and redeemable serially from April 1, 1972 to April 1, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; but, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1971.

Table of redemption — \$161,000 — 20 Years	
Year	Capital
April 1, 1972.....	\$ 4,500
April 1, 1973.....	4,500

1er avril 1974.....	5,500	April 1, 1974.....	5,500
1er avril 1975.....	5,500	April 1, 1975.....	5,500
1er avril 1976.....	6,500	April 1, 1976.....	6,500
1er avril 1977.....	6,500	April 1, 1977.....	6,500
1er avril 1978.....	7,500	April 1, 1978.....	7,500
1er avril 1979.....	8,500	April 1, 1979.....	8,500
1er avril 1980.....	9,000	April 1, 1980.....	9,000
1er avril 1981.....	10,000	April 1, 1981.....	10,000
1er avril 1982.....	6,000	April 1, 1982.....	6,000
1er avril 1983.....	6,500	April 1, 1983.....	6,500
1er avril 1984.....	7,000	April 1, 1984.....	7,000
1er avril 1985.....	8,000	April 1, 1985.....	8,000
1er avril 1986.....	8,500	April 1, 1986.....	8,500
1er avril 1987.....	9,500	April 1, 1987.....	9,500
1er avril 1988.....	10,500	April 1, 1988.....	10,500
1er avril 1989.....	11,000	April 1, 1989.....	11,000
1er avril 1990.....	12,500	April 1, 1990.....	12,500
1er avril 1991.....	13,500	April 1, 1991.....	13,500

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$13,500, et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er avril 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Hyacinthe.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$13,500, et seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Moreover, only the following terms and conditions shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried over to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried over to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried over 10-year for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, for the latter terms and conditions, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$13,500, and if greater than the latter amount, the surplus must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the table of maturities appearing in this notice, and starting with the last years of maturities excluding the maturity of April 1, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Hyacinthe.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$13,500, and only this surplus will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue in accordance with the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 505 — \$130,000 — aqueduc, égouts, etc.; 503 — \$31,000 — achat d'équipement de voirie.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 22 mars 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 370, rue St-Charles, La Providence, comté de St-Hyacinthe, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

La Providence (Comté de St-Hyacinthe), ce 2 mars 1971.

*Le secrétaire-trésorier,*  
DOMINIQUE DUPONT.

Hôtel de ville, 370, rue St-Charles,  
La Providence (St-Hyacinthe), P.Q.  
Téléphone: 773-0341, code 514.

39053-0

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 505 — \$130,000 — aqueduct, sewers, etc.; 503 — \$31,000 — purchase of road equipment.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, March 22, 1971, at 8:00 p.m., at the Town Hall, 370 St-Charles Street, La Providence, county of St-Hyacinthe, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

La Providence (County of St-Hyacinthe), March 2, 1971.

DOMINIQUE DUPONT,  
*Secretary-Treasurer.*

Town Hall, 370 St-Charles Street,  
La Providence (St-Hyacinthe), P.Q.  
Telephone: 773-0341, code 514.

39053

### Paroisse de Saint-Anne-de-Sorel

Comté de Richelieu

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Peter S. White, secrétaire-trésorier, jusqu'à 4.30 heures de l'après-midi, bureau du secrétaire-trésorier, 748, Chenal-du-Moine, Ste-Anne-de-Sorel, comté de Richelieu, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, salle du conseil, Ste-Anne-de-Sorel, comté de Richelieu, P.Q., mercredi, le 24 mars 1971, pour l'achat de \$98,000 d'obligations de la paroisse de Ste-Anne-de-Sorel, comté de Richelieu, datées du 1er avril 1971 et remboursables par série du 1er avril 1972 au 1er avril 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tel que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1971.

Tableau d'amortissement — \$98,000 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1972.....	\$ 1,000
1er avril 1973.....	1,000
1er avril 1974.....	1,000
1er avril 1975.....	1,000
1er avril 1976.....	1,000
1er avril 1977.....	1,000
1er avril 1978.....	1,000
1er avril 1979.....	1,000
1er avril 1980.....	1,000
1er avril 1981.....	1,000
1er avril 1982.....	1,500
1er avril 1983.....	1,500
1er avril 1984.....	1,500
1er avril 1985.....	1,500
1er avril 1986.....	1,500
1er avril 1987.....	1,500
1er avril 1988.....	2,000

### Parish of Sainte-Anne-de-Sorel

County of Richelieu

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Peter S. White, Secretary-Treasurer, up to 4:30 o'clock p.m., at the Office of the Secretary-Treasurer, 748 Chenal-du-Moine, Ste-Anne-de-Sorel, county of Richelieu, P.Q., and afterwards up to 8:00 p.m., at the Council Hall, Ste-Anne-de-Sorel, county of Richelieu, P.Q., Wednesday, March 24, 1971, for the purchase of an issue of \$98,000 of bonds for the parish of Ste-Anne-de-Sorel, county of Richelieu, P.Q., such bonds will be date April 1, 1971 and redeemable serially from April 1, 1972 to April 1, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on April 1st, and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the tables of redemption in the present notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1971.

Table of redemption — \$98,000 — 20 years

Year	Capital
April 1, 1972.....	\$ 1,000
April 1, 1973.....	1,000
April 1, 1974.....	1,000
April 1, 1975.....	1,000
April 1, 1976.....	1,000
April 1, 1977.....	1,000
April 1, 1978.....	1,000
April 1, 1979.....	1,000
April 1, 1980.....	1,000
April 1, 1981.....	1,000
April 1, 1982.....	1,500
April 1, 1983.....	1,500
April 1, 1984.....	1,500
April 1, 1985.....	1,500
April 1, 1986.....	1,500
April 1, 1987.....	1,500
April 1, 1988.....	2,000

1er avril 1989.....	\$ 2,000
1er avril 1990.....	2,000
1er avril 1991.....	73,000

April 1, 1989.....	\$ 2,000
April 1, 1990.....	2,000
April 1, 1991.....	73,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$6,500 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er avril 2011 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er avril 1991 au montant de \$73,000 comprend un solde de \$70,500 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	Capital
1er avril 1992.....	\$1,500
1er avril 1993.....	1,500
1er avril 1994.....	1,500
1er avril 1995.....	2,000
1er avril 1996.....	2,000
1er avril 1997.....	2,500
1er avril 1998.....	2,500
1er avril 1999.....	3,000
1er avril 2000.....	3,000
1er avril 2001.....	3,500
1er avril 2002.....	3,500
1er avril 2003.....	3,500
1er avril 2004.....	4,000
1er avril 2005.....	4,000
1er avril 2006.....	4,500
1er avril 2007.....	4,500
1er avril 2008.....	5,000
1er avril 2009.....	6,000
1er avril 2010.....	6,000
1er avril 2011.....	6,500

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten year for one part and as 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$6,500 and if higher than the latter amount, the said surplus must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of maturities, excluding the maturity of April 1, 2011 of the renewable part hereinafter mentioned.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The April 1, 1991 maturity, in the amount of \$73,000 includes a balance of \$70,500 renewable for an additional 20-year period and maturing as follows:

Year	Capital
April 1, 1992.....	\$1,500
April 1, 1993.....	1,500
April 1, 1994.....	1,500
April 1, 1995.....	2,000
April 1, 1996.....	2,000
April 1, 1997.....	2,500
April 1, 1998.....	2,500
April 1, 1999.....	3,000
April 1, 2000.....	3,000
April 1, 2001.....	3,500
April 1, 2002.....	3,500
April 1, 2003.....	3,500
April 1, 2004.....	4,000
April 1, 2005.....	4,000
April 1, 2006.....	4,500
April 1, 2007.....	4,500
April 1, 2008.....	5,000
April 1, 2009.....	6,000
April 1, 2010.....	6,000
April 1, 2011.....	6,500

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sorel.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sorel.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$73,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 118 — \$77,000 — égouts; 140 — \$11,000 — aqueduc, protection contre incendie; 142 — \$10,000 — travaux de rue.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mercredi, le 24 mars 1971, à 8 heures du soir, Salle du conseil, Sainte-Anne-de-Sorel, comté de Richelieu, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sainte-Anne-de-Sorel (Comté de Richelieu), ce 2 mars 1971.

*Le secrétaire-trésorier,*  
PETER S. WHITE.

Bureau du secrétaire-trésorier,  
748, Chenal-du-Moine,  
Ste-Anne-de-Sorel, (Comté de Richelieu), P.Q.  
Téléphone: 742-1616, code 514. 39060-0

#### Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Vaudreuil Comté de Vaudreuil-Soulanges

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gilles Larivée, secrétaire-trésorier, Bureau de la commission scolaire, 8, boulevard Cité des Jeunes, Ville de Vaudreuil, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, mercredi, le 24 mars 1971, pour l'achat de \$798,000 d'obligations pour les commissaires d'écoles pour la municipalité de Vaudreuil, comté de Vaudreuil-Soulanges, datées du 1er avril 1971 et remboursables par série du 1er avril 1972 au 1er avril 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1971.

Tableau d'amortissement — \$798,000 — 20 ans	
Année	Capital
1er avril 1972	x\$61,000
1er avril 1973	x 65,500
1er avril 1974	x 71,000

The said will not be redeemable by anticipation except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$73,000 and only the said surplus will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 118 — \$77,000 — sewers; 140 — \$11,000 — aqueduct, fire protection; 142 — \$10,000 — street works.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, March 24, 1971, at 8:00 o'clock p.m., at the Council Hall, Sainte-Anne-de-Sorel, county of Richelieu, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Sainte-Anne-de-Sorel (County of Richelieu), March 2, 1971.

PETER S. WHITE,  
*Secretary-Treasurer.*

Office of the Secretary-Treasurer,  
748 Chenal-du-Moine,  
Ste-Anne-de-Sorel, (County of Richelieu), P.Q.  
Telephone: 742-1616, code 514. 39060

#### The School Commissioners for the Municipality of Vaudreuil County of Vaudreuil-Soulanges

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Gilles Larivée, Secretary-Treasurer, at the Office of the School Commission, 8 Cité des Jeunes Boulevard, in the Town of Vaudreuil, P.Q., until 8:30 p.m., on Wednesday, March 24, 1971, for the purchase of an issue of \$798,000 of bonds for the School Commissioners for the municipality of Vaudreuil, county of Vaudreuil-Soulanges, dated April 1, 1971 and redeemable serially from April 1, 1972 to April 1, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1971.

Table of redemption — \$798,000 — 20 years	
Year	Capital
April 1, 1972	x\$61,000
April 1, 1973	x 65,500
April 1, 1974	x 71,000

1er avril 1975.....	x\$77,500	April 1, 1975.....	x\$77,500
1er avril 1976.....	x 83,500	April 1, 1976.....	x 83,500
1er avril 1977.....	x 91,000	April 1, 1977.....	x 91,000
1er avril 1978.....	36,000	April 1, 1978.....	36,000
1er avril 1979.....	40,000	April 1, 1979.....	40,000
1er avril 1980.....	43,000	April 1, 1980.....	43,000
1er avril 1981.....	45,000	April 1, 1981.....	45,000
1er avril 1982.....	12,000	April 1, 1982.....	12,000
1er avril 1983.....	13,000	April 1, 1983.....	13,000
1er avril 1984.....	14,000	April 1, 1984.....	14,000
1er avril 1985.....	15,500	April 1, 1985.....	15,500
1er avril 1986.....	17,000	April 1, 1986.....	17,000
1er avril 1987.....	18,500	April 1, 1987.....	18,500
1er avril 1988.....	20,500	April 1, 1988.....	20,500
1er avril 1989.....	22,500	April 1, 1989.....	22,500
1er avril 1990.....	24,500	April 1, 1990.....	24,500
1er avril 1991.....	27,000	April 1, 1991.....	27,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'une subvention de \$372,000, accordée par le gouvernement provincial et payable en 6 versements de \$62,000 de 1972 à 1977 inclusivement, seront appliqués au service de cet emprunt. Les versements effectués à même cette subvention seront déposés durant les années précitées entre les mains du ministre des Finances en vue de compléter les sommes nécessaires pour acquitter en totalité le service de la dette sur cette émission conformément aux dispositions du Bill 64.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Vaudreuil se prévalant de l'article 1 de la Loi modifiant la Loi des subventions aux commissions scolaires (17 Eliz. II, Bill 64, sanctionné le 5 juillet 1968), demanderont au ministre de l'Éducation d'effectuer à même les subventions à être versées par lui annuellement à ladite corporation scolaire (y compris celles indiquées ci-haut), le dépôt en fidéicommis, entre les mains du ministre des Finances, des sommes suffisantes pour acquitter en totalité le principal et les intérêts de la présente émission d'obligations et de tout renouvellement d'icelle si requis.

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à \$27,000 et si supérieur à ce dernier montant, cet excédent ne devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er avril 1991.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut

The letters "x" indicate the years during which annual instalments of a \$372,000 grant, issued by the Provincial Government and payable in 6 instalments of \$62,000 each, from 1972 to 1977 inclusively, will be applied to the service of this loan. Payments made from the said grant shall be deposited during the aforementioned years in the hands of the Minister of Finance, to complete the sums necessary to pay in full the service of the debt on the said issue, pursuant to the provisions of Bill 64.

The school commissioners for the municipality of Vaudreuil, availing themselves of Section 1 of the Act to amend the School Boards Grants Act (17 Eliz. II, Bill 64, assented to on July 5, 1968) will apply to the Minister of Education for him to effect, from the grants to be paid annually by him to the said school corporation (the above-mentioned included), the deposit in trust in the hands of the Minister of Finance, of sufficient sums to cover in full this bond issue, principal and interest, and any renewal thereof if necessary.

Moreover, only the following terms and conditions shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried over to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried over to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried over 10-year for one part and 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, for the latter terms and conditions, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than \$27,000, and if greater than the latter amount, the surplus must comprise only one or several complete annual amortizations, taking into account the table of maturities appearing in this notice, and starting with the last years of maturities excluding the maturity of April 1, 1991.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the

et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Dorion.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$27,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des résolutions suivantes: 11 janvier 1961 — \$252,000 — renouvellement d'emprunt; 1er septembre 1970 — \$533,000 — construction d'une école élémentaire à Saint-Lazare; 5 janvier 1971 — \$13,000 — frais de refinancement.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue, mercredi, le 24 mars 1971, à 8.30 heures du soir, Bureau de la commission scolaire 8, boulevard Cité des Jeunes, ville de Vaudreuil, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Vaudreuil (Comté de Vaudreuil-Soulanges), ce 25 février 1971.

*Le secrétaire-trésorier,*  
GILLES LARIVÉE,

Bureau de la commission scolaire,  
8, boulevard Cité des Jeunes,  
Ville de Vaudreuil, P.Q.,  
Tél.: 234-3391, 453-7881, code 514. 39008-o

**Ville de Mercier**  
Comté de Châteauguay  
*Avis de correction*

Veillez prendre note que dans l'avis de demande de soumissions pour l'achat de \$128,000 d'obligations de la ville de Mercier, comté de Châteauguay, qui a paru dans la *Gazette officielle* du 20 février 1971, à la page 1922, que dans le tableau d'amortissement apparaissant dans ledit avis, l'échéance du 15 mars 1981 au montant de \$4,500 aurait dû se lire 15 mars 1980 et que l'échéance du 15 mars 1982 au montant de \$5,500 aurait dû se lire 15 mars 1981.

Tous les autres détails contenus dans l'avis de demande de soumissions indiqué ci-haut demeurent inchangés.

Mercier, ce 23 février 1971.

*Le secrétaire-trésorier,*  
RAYMOND BERGEVIN.

Hôtel de ville, 14, rue Vervais,  
Mercier, (Châteauguay), P.Q. 38926-o-x

terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Dorion.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than \$27,000, and only this surplus will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue in accordance with the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: January 11, 1961 — \$252,000 — renewal of a loan; September 1, 1970 — \$533,000 — construction of an elementary school at Saint-Lazare; January 5, 1971 — \$13,000 — refinancing costs.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, March 24, 1971, at 8:30 p.m., at the Office of the School Commission, 8 Cité des Jeunes Boulevard, Town of Vaudreuil, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Vaudreuil (County of Vaudreuil-Soulanges), February 25, 1971.

GILLES LARIVÉE,  
*Secretary-Treasurer.*

Office of the School Commission,  
8 Cité des Jeunes Boulevard,  
Town of Vaudreuil, P.Q.  
Tel.: 234-3391, 453-7881, code 514. 39008

**Town of Mercier**  
County of Châteauguay  
*Notice of correction*

Kindly note that in the notice of call for tenders for the purchase of \$128,000 of bonds of the town of Mercier, county of Châteauguay, published in the *Québec Official Gazette* of February 20, 1971, on page 1922, in the table of redemption shown in the notice, the March 15, 1981 maturities in the amount of \$4,500 shall be read March 15, 1980 and these March 15, 1982 maturities in the amount of \$5,500 shall be read March 15, 1981.

All the other details contained in the above mentioned notice of call for tenders remain unchanged.

Mercier, February 23, 1971.

RAYMOND BERGEVIN,  
*Secretary-Treasurer.*

Town Hall, 14 Vervais Street,  
Mercier, (Châteauguay), P.Q. 38926-o-x

**Ventes d'effets non réclamés**

**Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada**

*Réclamations marchandises*

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de septembre 1970, et non réclamés aux bureaux de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada, à divers endroits de la Région du Saint-Laurent des Chemins de Fer Nationaux du Canada seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Allan Harvey & Company, encanteurs, 2276 est, rue Ontario, Montréal, à midi, le mercredi 10 mars 1971, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Québec, le 28 janvier 1971.

*Le directeur,*

W.W.R. BRADFORD.

38509-6-5-o

**Compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique**

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le premier jour de novembre 1970, et non réclamés aux bureaux de la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, seront vendus aux enchères par Fraser Brothers (Canada) Limited, 4950 de la Savane, Montréal, à dix heures de l'avant-midi, lundi, le vingt-neuvième (29e) jour de mars 1971, conformément à la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 1er février 1971.

*Le superviseur,*

G. P. WATSON.

38669-7-6-o

**Sales of Unclaimed Baggage**

**Canadian National Railway Company**

*Merchandise Claims Department*

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of September 1970, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian National Railway Company, at different points in the St-Lawrence Region of the Canadian National Railway Company, will be sold at public auction to the highest bidder by Allan Harvey & Company, Auctioneers, 2276 Ontario Street East, Montreal, at 11:30 a.m., Wednesday, March 10, 1971, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Québec, January 28, 1971.

W.W.R. BRADFORD,

*Manager.*

38509-6-5-o

**Canadian Pacific Railway Company**

Notice is hereby given that all baggage received prior to the first day of November 1970, and still remaining unclaimed in the offices of Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Fraser Brothers (Canada) Limited, auctioneers, at 4950 de la Savane, Montreal, at ten o'clock in the forenoon, on Monday, the twenty-ninth (29th) day of March 1971, under the authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, February 1, 1971.

G. P. WATSON,

*Supervisor.*

38669-7-6-o

**Ventes par licitation**

Canada — Province de Québec  
Cour Supérieure — District de Terrebonne

No 63,519. { FERNAND HAMELIN, résidant et domicilié au 1040 rue Montcalm, à Duvernay, district de Montréal, demandeur, vs RICHARD CLOUTIER, résidant et domicilié au 237, rue Dumouchel, à Ste-Adèle en Bas, district de Terrebonne, défendeur.

*Avis de vente par licitation*

Suivant jugement rendu le 21 janvier 1971 par l'Honorable François Auclair, Juge de la Cour Supérieure, ordonnant la vente par licitation de l'immeuble ci-après désigné et situé à Ste-Adèle.

« Un immeuble portant le numéro 61 de la subdivision officielle du lot originaire numéro 10 « B » dans le rang II (X-« B »-61, RG XI) aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Abercrombie, division d'enregistrement de Terrebonne.

**Sales of Licitation**

Canada — Province of Québec  
Superior Court — District of Terrebonne

No. 63,519. { FERNAND HAMELIN, residing at 1040 Montcalm Street, at Duvernay, district of Montreal, plaintiff, vs RICHARD CLOUTIER, residing at 237 Dumouchel Street, at Ste-Adèle-en-bas, district of Terrebonne, defendant.

*Notice of sale by licitation*

Following judgment passed on January 21, 1971 by the Honourable François Auclair, Judge of the Superior Court, ordering the sale by licitation of the immovable property described below and situated at Ste-Adèle.

“An immovable property bearing No. 61 of the official subdivision on the original lot No. 10 “B” in Range II (X-“B”- 61, RG XI) on the official plan and reference book of the township of Abercrombie, registration division of Terrebonne.

Avec toute construction dessus érigée et notamment une bâtisse connue sous le nom de « Motel Impérial Enregistré ».

Ainsi que les meubles ci-après désignés :

1° 13 appareils de télévision avec écran de 21 pouces de marque Admiral, portant les numéros de série S-8444, S-8445, S-8446, S-8847, S-8513, S-8443, S-8515, S-1095, S-85B, S-8512, S-8516, S-8517, S-8514;

2° 22 matelas 54 x 80 pouces de marque Atlas Bedding Ltd., Montréal;

3° 22 sommiers de 54 x 80 pouces de marque Atlas Bedding Ltd., Montréal;

4° 17 têtes de lit en contre-plaqué imitation noyer foncé, 24 x 54 pouces;

5° 5 têtes de lit en contre-plaqué de dimensions irrégulières;

6° 13 tables de chevet en contre-plaqué noyer foncé 30 x 18 pouces;

7° 13 bureaux en contre-plaqué noyer foncé 36 x 18 pouces avec pattes support;

8° 7 bureaux en contre-plaqué noyer foncé 31 x 18 pouces par 40 pouces comprenant 3 tiroirs chacun;

9° 13 fauteuils avec appuie-bras, en bois, recouverts de tissu couleur brune;

10° 13 lampes sur pied de métal doré, avec moulure de bois 60 pouces de haut avec abat-jour en tissu jaune et bleu;

11° 13 lampes de table sur pieds de métal doré avec moulure de bois, 24 pouces de haut avec abat-jour en tissu jaune et bleu;

12° 13 miroirs muraux 30 x 48 pouces encadrés en bois;

13° 10 tables en bois naturel 24 x 34 pouces, sur pied de métal couleur argent et noir;

14° 4 tables en bois naturel 30 x 30 pouces sur pied de métal couleur argent et noir;

15° 22 chaises en bois rouge avec dossier et siège en tissu rouge;

16° 16 fauteuils en bois brun avec dossier et siège en cuir noir;

17° 8 chaises de bar en métal noir avec dossier et siège en cuir rouge;

18° 1 frigidaire de bar de marque Universel, 8 pieds de long par 2½ pieds de large par 40 pouces de haut en contre-plaqué de couleur brune, avec 4 portes de 24 x 36 pouces;

19° 1 caisse enregistreuse de marque National Cash portant le numéro de série FR-768462 R.R.;

20° 1 évier de bar de marque Universel, 8 pieds par 2 pieds, 4 x 30 pouces de haut en aluminium;

21° 1 poêle de marque South Bend, 6 ronds, 2 fourneaux, 5 pieds par 4 pieds, numéro de série 323-66-138-69;

22° 1 réchaud en métal de marque Modern Kitchen 20 x 34 pouces portant le numéro de série 20-598;

23° 1 rôtisserie en métal 20 x 24 pouces de marque Cecil Ware, numéro 2, série E-17-29;

24° 1 trancheur électrique en métal de marque Cloke machine 24 x 30 pouces série 130-251;

25° 1 malaxeur en métal de marque Philips;

26° 1 poêle à café en métal de marque Silex 12 x 18 pouces portant le numéro de série FE-84-108;

With all the buildings thereon erected and in particular a building known under the name of "Motel Impérial Enregistré".

As well as the furniture hereafter described :

1. 13 television sets by Admiral with a screen measuring 21 inches, bearing serial numbers S-8444, S-8445, S-8446, S-8847, S-8513, S-8443, S-8515, S-1095, S-85B, S-8512, S-8516, S-8517, S-8514;

2. 22 mattresses measuring 54 x 80 inches by Atlas Bedding Ltd., Montreal;

3. 22 box-mattresses measuring 54 x 80 inches, by Atlas Bedding Ltd., Montreal;

4. 17 headboards in plywood imitation dark walnut, measuring 24 x 54 inches;

5. 5 headboards in plywood of irregular dimensions;

6. 13 bedside tables in dark walnut plywood measuring 30 x 18 inches;

7. 13 chests of drawers in dark walnut plywood measuring 36 by 18 inches with leg supports;

8. 7 chests of drawers in dark walnut plywood measuring 31 x 18 x 40 inches containing 3 drawers each;

9. 13 armchairs made of wood and upholstered in a brown material;

10. 13 floor lamps made of gilded metal, with wooden ornamentation, 60 inches high with a lamp-shade in a blue and yellow material;

11. 13 table lamps in a gilded metal with supporting stand, 24 inches high with a lamp-shade in a blue and yellow material;

12. 13 wall mirrors 30 by 48 inches with wooden frames;

13. 10 tables in natural wood 24 x 34 inches, with supporting stand in a black and silver metal;

14. 4 tables in natural wood 30 x 30 inches with metal legs colour black and silver;

15. 22 chairs in red wood upholstered in a red material;

16. 16 armchairs in a brown wood upholstered in black leather;

17. 8 bar stools in black metal upholstered in red leather;

18. 1 frigidaire for a bar by Universel, 8 feet long by 2½ feet wide by 40 inches high in brown plywood, with four doors measuring 24 by 36 inches;

19. 1 cash register by National Cash bearing serial number FR-768462 R.R.;

20. 1 bar sink by Universel, 8 feet by 2 feet, 4 x 30 inches high in aluminium;

21. 1 stove by South Bend, 6 elements, 2 ovens, 5 feet by 4 feet, serial number 323-66-138-69;

22. 1 metal hot-plate by Modern Kitchen, measuring 20 x 34 inches bearing serial number 20-598;

23. 1 metal roasting-oven 20 x 24 inches by Cecil Ware, number 2, series E-17-29;

24. 1 electric slicing machine in metal by Clock machine, 24 x 30 inches, series 130-251;

25. 1 metal mixing-machine by Philips;

26. 1 metal stove for making coffee by Silex, 12 x 18 inches bearing serial number FE-84-108;

27° 1 frigidaire en métal de marque Kelvinator, 4 pieds par 6 pieds de haut, série HK-1401;

28° 1 évier de métal sur pattes à deux bassins 30 x 60 pouces par 20 pouces;

29° 1 lessiveuse de marque Inglis no de série 2-888;

30° 1 sècheuse de marque General Electric no de série 52301-121817;

31° 1 enseigne électrique de marque Bohémier Neon Inc., en métal brun et vert mesurant 7 pieds de haut par 3 pieds de large par 1 pied d'épaisseur indiquant Motel Imperial sur base ronde de fer, 25 pieds de haut.

Pour être vendu au Bureau d'Enregistrement du comté de Terrebonne, situé Chambre 106, Palais de Justice, 400 rue Laviolette, Saint-Jérôme, MERCREDI le SEPTIÈME jour d'AVRIL 1971 à DEUX heures de l'après-midi.

Condition: comptant.

Bureau du Shérif,  
Saint-Jérôme,  
le 25 février 1971.

*Le shérif intérimaire,*  
GABRIELLE FOURNELLE.  
39052-0

27. 1 metal frigidaire by Kelvinator, 4 feet by 6 feet high, series HK-1401;

28. 1 metal sink on supporting legs with two basins measuring 30 x 60 inches by 20 inches;

29. 1 washing-machine by Inglis serial number 2-888;

30. 1 dryer by General Electric serial number 52301-121817;

31. 1 electric sign by Bohémier Néon Inc., in a green and brown metal measuring 7 feet high by 3 feet wide by 1 feet thick indicating Motel Imperial on a round iron base, 25 feet high.

To be sold at the registry office of the county of Terrebonne, situated at room 106, Court House, 400 Laviolette Street, St. Jérôme, WEDNESDAY, the SEVENTH day of APRIL, 1971, at TWO p.m.

Conditions: Cash

Sheriff's Office,  
St. Jérôme,  
February 25, 1971.

GABRIELLE FOURNELLE,  
*Sheriff ad interim.*  
39052

Canada — Province de Québec

Cour Supérieure — District de Terrebonne

No 62 674. { GEORGE DIEKMEYER, de la ville de Châteauguay, district de Beauharnois, et résidant au 249, rue Dubé, demanderesse, contre T. L. ASHBY, de la ville de Guelph, province d'Ontario, et y résidant au 97, rue Guelph, défendeur.

*Avis de vente par licitation suivant l'article 808 C.P.C.*

Suivant jugement rendu le 17 novembre 1970 par l'honorable René Duranleau, Juge de la Cour Supérieure, ordonnant la vente par licitation de l'immeuble ci-après désigné, situé dans la paroisse de St-Agricole, municipalité de Val des Lacs:

« Le lot primitif numéro quatre (4) dans le douzième rang du canton Archambault, dans le comté de Terrebonne, aux plan et livre de renvoi officiels dudit canton Archambault.

Avec toutes les bâtisses et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, situé chambre 106, Palais de Justice, 400, rue Laviolette, Saint-Jérôme, MARDI, le SIXIÈME jour d'AVRIL 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Bureau du Shérif,  
Saint-Jérôme, le 23 février 1971.

*Le shérif intérimaire,*  
GABRIELLE FOURNELLE.  
39038-0

Canada — Province of Québec

Superior Court — District of Terrebonne

No. 62 674. { GEORGE DIEKMEYER, of the City of Châteauguay, district of Beauharnois, and therein residing at 249 Dubé Street, plaintiff, versus T. L. ASHBY, of the City of Guelph, Province of Ontario, and therein residing at 97 Guelph Street, defendant.

*Sale by Licitation under Article 808 C.P.C.*

Pursuant to a judgment rendered on November 17, 1970 by the Honourable René Duranleau, Judge for the Superior Court, ordering the sale by licitation of the immovable hereafter designated, situated in the parish of St-Agricole, municipality of Val des Lacs:

"Original lot number four (4) in the twelfth range of the township of Archambault, in the county of Terrebonne, on the official plan and book of reference of the said township of Archambault.

With all buildings and dependencies."

To be sold at the Registry Office of the county of Terrebonne, situated at suite 106, Court House, 400 Laviolette Street, Saint-Jérôme, TUESDAY, the SIXTH day of APRIL, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: cash.

Sheriff's Office,  
Saint-Jérôme, February 23, 1971.

GABRIELLE FOURNELLE,  
*Acting Sheriff.*  
39038

## Ventes par Shérifs

## Sheriffs' Sales

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

## MONTMAGNY

## MONTMAGNY

*Fieri Facias de Terris**Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure — District de Montmagny

Superior Court — District of Montmagny

No 11-779. { DAME JEANNETTE SIMONEAU-  
COUILLARD, ménagère, domici-  
liée au 218, Avenue Collin, en la cité  
de Montmagny, district de Montmagny, veuve non  
remariée de Jean-Baptiste Couillard, de son vivant,  
rentier, du même lieu, demanderesse, vs GEORGES  
THÉBERGE, industriel, domicilié à St-Vallier, comté  
de Bellechasse, district de Montmagny, défendeur.

No. 11-779. { DAME JEANNETTE SIMONEAU-  
COUILLARD, housewife domi-  
ciled at 218 Collin Avenue, in the city of  
Montmagny, district of Montmagny, unmarried  
widow of Jean-Baptiste Couillard, in his living annuit-  
ant, of the same place, plaintiff, vs GEORGES THÉ-  
BERGE, industrialist, domiciled in Saint-Vallier,  
county of Bellechasse, district of Montmagny, de-  
fendant.

« Un terrain connu et désigné comme faisant partie du lot trente-sept (P. 37) aux plan et livre et renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de St-Vallier, comté de Bellechasse, mesurant cent cinquante pieds (150') de largeur sur une profondeur de cent quarante-sept pieds (147'), à la mesure anglaise, borné vers le nord au chemin public, vers l'est et vers le sud à d'autres parties du lot 37 appartenant à Julien Blouin et vers l'ouest à la terre de Jean-Yves Corriveau. Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

« A lot of land known and designated as forming part of lot thirty-seven (P. 37) on official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Saint-Vallier, county of Bellechasse, measuring one hundred and fifty feet (150') in width by a depth of one hundred and forty-seven feet (147'), English measure; bounded towards north by the Public Road, towards east and towards south by other parts of lot 37 belonging to Julien Blouin and towards west by the farm of Jean-Yves Corriveau. With the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. »

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de St-Raphaël, comté de Bellechasse, LUNDI, le DIX-NEUVIÈME jour d'AVRIL 1971, à TROIS heures de l'après-midi.

To be sold at the office of the registration division of Saint-Raphaël, county of Bellechasse, on MONDAY, the NINETEENTH day of APRIL, 1971, at THREE o'clock in the afternoon.

Bureau du Shérif, Le shérif,  
Montmagny, 26 février 1971. JEAN-PAUL TREMBLAY.  
39028-0

Sheriff's Office, JEAN-PAUL TREMBLAY,  
Montmagny, February 26, 1971. Sheriff.  
39028

## MONTRÉAL

## MONTREAL

*Fieri Facias de Terris**Fieri Facias de Terris*

Cour Provinciale — District de Montréal

Provincial Court — District of Montreal

No 14,133. { ROGER AUBIN, domicilié à Rose-  
mère, district de Terrebonne, de-  
mandeur, vs ANTONIO CLERMONT,  
domicilié à 1330, rue Antonio, Chomedey, ville de  
Laval, district de Montréal, et GASTON CLER-  
MONT, domicilié à 1330, rue Antonio, Chomedey,  
ville de Laval, district de Montréal, défendeurs.

No. 14,133. { ROGER AUBIN, domiciled in Rose-  
mère, district of Terrebonne, plain-  
tiff, vs ANTONIO CLERMONT, domi-  
ciled at 1330 Antonio Street, Chomedey, town of Laval,  
district of Montreal, and GASTON CLERMONT,  
domiciled at 1330 Antonio Street, Chomedey, town of  
Laval, district of Montreal, defendants.

1° « Un emplacement situé en la ville de Laval, quartier Chomedey, connu et désigné comme étant les lots vingt et vingt et un de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent vingt-deux (122-20 et 21) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin.

1. « An emplacement situated in the town of Laval, Chomedey Ward, known and designated as being lots twenty and twenty-one of the official subdivision of original lot number one hundred and twenty-two (122-20 and 21) on official plan and book of reference for the parish of St. Martin.

Avec toutes les constructions dessus érigées et portant les numéros civiques 1369 et 1373, rue Antonio, Chomedey, ville de Laval.

Sauf à distraire dudit immeuble une partie desdits lots 20 et 21, décrite aux termes d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement de Laval, sous le numéro 210252. »

2° « Un emplacement situé en la ville de Laval, ayant front sur la rue Antonio, connu et désigné comme étant le lot numéro soixante-dix-neuf de la subdivision officielle du lot numéro cent vingt-deux (122-79) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin.

Avec toutes les constructions dessus érigées et portant le numéro civique 1330, rue Antonio, Chomedey, ville de Laval. »

Pour être vendu séparément au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155, boulevard Je Me Souviens, à Laval, le HUITIÈME jour d'AVRIL 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,

Cour Supérieure,  
Montréal, 25 février 1971.

Le shérif adjoint,

PAUL ST-MARTIN,  
39045-0

*Fieri Facias de Terris*

Cour Provinciale — District de Montréal

No 312-478. { VILLE DE LAVAL, corporation légalement constituée, faisant affaires à Laval, district de Montréal, demanderesse, vs LUC CONSTRUCTION INC., corps politique et incorporé, ayant un bureau d'affaires au No 3033, rue Gisèle, Fabreville, Laval, district de Montréal, défenderesse.

« Un lot de forme triangulaire borné en front vers le nord-est par une rue (lot No 229-22), d'un côté vers le sud-est par le lot No 229-2 et de l'autre côté vers le nord-ouest par le lot No 229-23-1. Mesurant treize pieds et neuf dixièmes (13.9') en front dans sa ligne nord-est, soixante et onze pieds et quatre dixièmes (71.4') dans sa ligne sud-ouest et soixante-dix pieds (70') dans sa ligne nord-ouest.

Contenant en superficie quatre cent quatre-vingt-six pieds carrés, mesure anglaise (486') situé à Fabreville, ville de Laval, district de Montréal. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155, boulevard Je Me Souviens, à Laval, le SEPTIÈME jour d'AVRIL 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,

Cour Supérieure,  
Montréal, 25 février 1971.

Le shérif adjoint,

PAUL ST-MARTIN,  
39047-0

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal

No 794-238. { LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires à Montréal, district judiciaire de Montréal, demanderesse, vs MICHEL CONSTRUCTION INC., corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires

With all the buildings thereon erected and bearing civic numbers 1369 and 1373 Antonio Street, Chomedey, town of Laval.

Save and to withdraw from said immovable, one part of said lots 20 and 21, described by the terms of a deed registered at the Registry Office of Laval, under number 210252."

2. "An emplacement situated in the town of Laval, fronting on Antonio Street, known and designated as being lot number seventy-nine of the official subdivision of lot number one hundred and twenty-two (122-79) on official plan and book of reference for the parish of St. Martin.

With all the buildings thereon erected and bearing civic number 1330 Antonio Street, Chomedey, town of Laval."

To be sold separately at the Registry Office for the county of Laval, 155 Je Me Souviens Boulevard, in Laval, the EIGHTH day of APRIL, 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,

Superior Court,  
Montreal, February 25, 1971.

PAUL ST-MARTIN,

Assistant Sheriff.  
39045

*Fieri Facias de Terris*

Provincial Court — District of Montreal

No. 312-478. { CITY OF LAVAL, a corporation legally incorporated, carrying on business at Laval, district of Montreal, plaintiff, vs LUC CONSTRUCTION INC., body politic and corporate, having a place of business at 3033 Gisèle Street, Fabreville, Laval, district of Montreal, defendant.

"A lot of a triangular form bounded in front on the northeast by a street (Lot No. 229-22), on one side on the southeast by lot No. 229-2 and on the other side on the northwest by lot No. 229-23-1. Measuring thirteen feet and nine-tenths (13.9') in front on its northeast line, seventy-one feet and four-tenths (71.4') on its southwest line and seventy feet (70') on its northwest line.

Containing in area four hundred and eighty-six square feet, English measure (486') situated at Fabreville, city of Laval, district of Montreal."

To be sold at the Registry Office of the county of Laval, at 155 Je Me Souviens Boulevard, at Laval, on the SEVENTH day of APRIL, 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office,

Superior Court,  
Montreal, February 25, 1971.

PAUL ST-MARTIN,

Assistant Sheriff.  
39047

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court — District of Montreal

No. 794-238. { MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVINGS BANK, corporation legally incorporated having its principal place of business at Montreal, judicial district of Montreal, plaintiff, vs MICHEL CONSTRUCTION INC., corporation legally incorporated having its main place of business at number 5656

au numéro 5656 boulevard l'Assomption à Montréal, district de Montréal, défenderesse, et DAME GISELE LACHAINE-TURCOTTE, épouse contractuellement séparée de biens de feu Roland Turcotte, résidant et domiciliée au numéro 3800 rue Ruskin, à Montréal, district de Montréal, et LE RÉGISTRATEUR DE MONTRÉAL, des cité et district de Montréal, mis en cause.

« Un certain emplacement ayant front sur la 14<sup>ième</sup> Avenue, en la cité de St-Michel, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet, comme étant composé :

1<sup>o</sup> De la partie sud-est du lot numéro cent quinze, de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent cinquante-cinq (Ptie s.e. 355-115); bornée au nord-est par le lot numéro 355-103 (14<sup>ième</sup> Avenue), au sud-est par la partie nord-ouest du lot numéro 355-114, au sud-ouest par le lot numéro 355-105 (ruelle), et au nord-ouest par la partie nord-ouest dudit lot numéro 355-115; mesurant vingt-deux pieds et six pouces (22'6") de largeur (front sur la 14<sup>ième</sup> Avenue), par soixante-neuf pieds (69') de profondeur, et contenant en superficie mille cinq cent cinquante-deux pieds et cinq dixièmes de pied carrés, le tout mesure anglaise.

2<sup>o</sup> De ladite partie nord-ouest du lot numéro cent quatorze, de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent cinquante-cinq (Ptie n.o. 355-114); bornée au nord-est par ledit lot numéro 355-103 (14<sup>ième</sup> Avenue), au sud-est par la partie sud-est dudit lot numéro 355-114, au sud-ouest par ledit lot 355-105 (ruelle); et au nord-ouest par ladite partie sud-est du lot numéro 355-115; mesurant cinq pieds (5') de largeur (front sur la 14<sup>ième</sup> Avenue), par soixante-neuf pieds (69') de profondeur, et contenant en superficie trois cent quarante-cinq pieds carrés (345') le tout mesure anglaise.

Avec bâtisse dessus érigée dont les murs sud-est et nord-ouest sont mitoyens avec les propriétés adjacentes et autres bâtisses, portant les numéros civiques 8392, 8392A et 8394 de la 14<sup>ième</sup> Avenue, en la cité de St-Michel.

Avec et sujet à une servitude perpétuelle et réciproque de droit de vue présentement créée par le débiteur par destination du père de famille, comme propriétaire de l'emplacement présentement hypothéqué et de l'emplacement qui lui est adjacent au nord-ouest, en faveur et contre l'emplacement présentement hypothéqué et de l'emplacement qui lui est adjacent au nord-ouest et qui est composé d'une partie de 355-114 et du lot 355-115 du même cadastre, pour légaliser certaines ouvertures, galeries et/ou autres projections placées dans la bâtisse érigée sur chacun desdits emplacements et situées à une distance moindre que le veut la loi de la ligne de division desdits emplacements de sorte que lesdites ouvertures, galeries et/ou autres projections puissent demeurer à perpétuité dans leur état actuel avec droit pour le débiteur et ses successeurs de remplacer et réparer lesdites ouvertures, galeries et/ou autres projections quand besoin sera.

Tel que le tout se trouve présentement avec tous les droits, circonstances et dépendances s'y rattachant,

l'Assomption Boulevard at Montreal, district of Montreal, defendant, and DAME GISELE LACHAINE-TURCOTTE, wife separate as to property by contract from Roland Turcotte, deceased, residing at number 3800 Ruskin Street, at Montreal, district of Montreal, and THE MONTREAL REGISTRAR, of the city and district of Montreal, mis en cause.

"A certain site fronting on 14th Avenue, in the city of St-Michel, known and designated on the official plan and reference book of Sault au Récollet parish, made up as follows:

1. The southeast part of lot number one hundred and fifteen, of the official subdivision of the original lot number three hundred and fifty-five (Part s.e. 355-15): bounded in the northeast by lot number 355-103 (14th Avenue), in the southeast by the northwestern part of lot number 355-114, in the southwest by lot number 355-105 (lane), and in the northwest by the northwestern part of the said lot number 355-115: measuring twenty-two feet and six inches (22'6") wide (fronting on 14th Avenue), by sixty-nine feet (69') deep, and comprising an area of one thousand five hundred and fifty-two feet and five-tenths square feet, the whole English measure.

2. Of the said northwestern part of lot number one hundred and fourteen, of the official subdivision of the original lot number three hundred and fifty-five (Part n.w. 355-114); bounded in the northeast by the said lot number 355-103 (14th Avenue), in the southeast by the southeastern part of the said lot number 355-114, in the southwest by the said lot 355-105 (lane); and in the northwest by the said southeastern part of lot number 355-115; measuring five feet (5') wide (fronting on 14th Avenue), by sixty-nine feet (69') deep, and comprising an area of three hundred and forty-five square feet (345') the whole English measure.

With buildings thereon constructed of which the southeastern and northwestern walls are party walls with the adjacent properties and other buildings, bearing civic numbers 8392, 8392A and 8394 of the 14th Avenue, in the city of St. Michel.

With and subject to a perpetual and reciprocal right of view just created by the debtor for the father of the family, as owner of the site which has just been mortgaged and of the adjacent site to the northwest, and which is made up of part of 355-114 and of lot 355-115 on the same cadastre, to legalize certain openings, galleries and/or other projections in the building erected on each of the said sites, and situated at a shorter distance than that prescribed by the law from the division line of the said sites in such a way that the said openings, galleries and/or other projections may remain in perpetuity in their present state with the right for the debtor and his successors to replace and repair the said openings, galleries and/or other projections when the need arises.

As the whole subsists at present with all the rights, circumstances and dependencies attached, as well as

ainsi que toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit emplacement. »

Pour être vendu « à la folle enchère » en conformité d'un jugement rendu par l'hon. Juge Kenneth Mackay en date du 22 janvier 1971, au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le VINGT-CINQUIÈME jour de MARS 1971 à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,  
Cour Supérieure,  
Montréal, 25 février 1971.

*Le shérif adjoint,*  
PAUL ST-MARTIN.  
39049-0

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal

No. 796-665. { LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA  
CITÉ ET DU DISTRICT DE  
MONTRÉAL, corporation légalement  
constituée ayant sa principale place d'affaires à Montréal, district judiciaire de Montréal, demanderesse, vs GASTON SAVIGNAC LTÉE, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires au numéro 3702 rue Bellevue à Shawinigan, district de St-Maurice, défenderesse, et DAME LILIANE ÉTHIER-MORIN, épouse contractuellement séparée de biens de Roger Morin, domiciliée au numéro 43 rue Richelieu à Chambly, district judiciaire de Montréal, mis en cause.

« Un emplacement ayant front à la rue Curé-Legault, cité de LaSalle, connu et composé comme étant le lot trois cent quatre-vingt-quinze de la subdivision officielle du lot originaire neuf cent soixante et onze (971-395) au cadastre officiel de la paroisse de Lachine.

Avec toutes dépendances et circonstances et bâtiesse y érigée portant les numéros civiques 8880 et 8882 de ladite rue Curé-Legault, dont le mur nord-est est mitoyen.

Sujet aux servitudes de vue établies aux termes des actes reçus.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble et sans exception ni réserve.

Sujet ledit emplacement à une servitude de passage pour fins industrielles en faveur de la Compagnie de Téléphone Bell du Canada et de la Commission Hydro-Électrique de Québec aux termes d'un acte enregistré sous le numéro 1949647. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le SEPTIÈME jour d'AVRIL 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,  
Cour Supérieure,  
Montréal, 25 février 1971.

*Le shérif adjoint*  
PAUL ST-MARTIN.  
39050-0

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal

No 799-309. { LA SOCIÉTÉ DES ARTISANS, une  
corporation légalement constituée,  
ayant son siège social en les ville et  
district de Montréal, demanderesse, vs ABACA INC.,  
une corporation légalement constituée, ayant son siège

all the active and passive servitudes, apparent or unapparent attached to the said site." »

To be resold "for False Bidding" in conformity with the judgment rendered by Mr. Justice Kenneth Mackay, dated the 22nd day of January 1971, at the Prothonotary's Office, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, the TWENTY-FIFTH day of MARCH 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

Superior Court,  
Sheriff's Office,  
Montreal, February 25, 1971.

PAUL ST-MARTIN,  
Assistant Sheriff.  
39049

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court — District of Montreal

No. 796-665. { THE MONTREAL CITY AND DIS-  
TRICT SAVINGS BANK, a cor-  
poration legally incorporated having its  
principal place of business in Montreal, judicial district  
of Montreal, plaintiff, vs GASTON SAVIGNAC LTÉE,  
a corporation legally incorporated having its principal  
place of business at 3702 Bellevue Street, in Shawinigan,  
district of St-Maurice, defendant, and MRS. LILIANE  
ÉTHIER-MORIN, wife contractually separate as to  
property of Roger Morin, domiciled at 43 Richelieu  
Street, in Chambly, judicial district of Montreal,  
mis en cause.

«An emplacement fronting on Curé-Legault Street, city of LaSalle, known and composed of lot three hundred and ninety-five of the official subdivision of original lot nine hundred and seventy-one (971-395) of the official cadastre of the parish of Lachine.

With all dependencies and circumstances and a building erected thereon bearing civic numbers 8880 and 8882 of the said Curé-Legault Street, the northeast wall of which is a party wall.

Subject to the servitudes of view established on the terms of the deeds received.

As the whole is now, with all servitudes, active and passive, apparent or occult attached to the said immovable and without exception nor reservation.

The said emplacement is subject to a servitude of passage for industrial purposes in favor of the Bell Telephone Company of Canada and the Québec Hydro-Electric Commission according to the terms of a deed registered under number 1949647." »

To be sold at the Prothonotary's Office, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, on the SEVENTH day of APRIL, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,  
Superior Court,  
Montreal, February 25, 1971.

PAUL ST-MARTIN,  
Assistant Sheriff.  
39050

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court — District of Montreal

No. 799-309. { LA SOCIÉTÉ DES ARTISANS, a  
corporation legally constituted,  
having its head office in the city and  
district of Montreal, plaintiff, vs ABACA INC., a  
corporation legally constituted, having its head office

social à Chambly, district de Montréal, et PLACE CHAMBLY LTÉE, une corporation légalement constituée, ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, défenderesses.

« Ce certain emplacement situé en ladite cité de Chambly composé du lot de resubdivision numéro un du lot de subdivision numéro cent trente-quatre du lot originaire numéro cent quinze (115-134-I) aux plan et livre de renvoi officiels du village de Chambly Bassin, et le lot de subdivision numéro cent trente-six dudit lot originaire (115-136) audit plan officiel, avec la bâtisse dessus érigée et portant le numéro civique 1221 Grand Boulevard, en la cité de Chambly.

Ensemble avec le droit de passage à pied et en voitures, en commun avec tous les autres y ayant droit dans, sur et par-dessus une lisière de terrain adjacente au côté nord-ouest dudit emplacement, ladite lisière de terrain mesurant sept pieds et soixante-douze centièmes (7.72') de largeur sur sa ligne de côté nord-est, sept pieds et quatre-vingt-cinq centièmes (7.85') sur sa ligne de côté sud-ouest, sur une profondeur de soixante-deux pieds et un dixième (62.1') et étant bornée d'un côté au sud-est par l'emplacement ci-dessus décrit à une extrémité au nord-est par une partie du lot de subdivision numéro cent trente-quatre dudit lot originaire (115-134), d'un côté au nord-ouest partiellement par une autre partie dudit numéro 115-134 et partiellement par une partie non-subdivisée dudit lot originaire numéro cent quinze (Ptie 115) et à l'autre extrémité au sud-ouest par une autre partie non-subdivisée dudit lot numéro cent quinze (Ptie 115) (formant partie du droit de passage ci-après décrit au paragraphe suivant).

Et ensemble avec le droit de passage ou chemin en commun avec tous les autres y ayant droit, à pied et en voitures, dans, sur et par-dessus une lisière de terrain sur la façade dudit emplacement et comprenant deux parties dudit lot originaire numéro cent quinze (Pties 115) et ayant la forme de la lettre L, et ayant pour but de permettre d'accéder au Grand Boulevard et d'en sortir.

Une partie dudit lot numéro cent quinze (115) formant partie dudit droit de passage mesure cent cinquante pieds (150') sur chacune de ses lignes nord-est et sud-ouest sur vingt-six pieds et neuf dixièmes sur chacune de ses lignes nord-ouest et sud-est, et elle est bornée d'un côté au nord-est par la ligne limite sud-ouest dudit lot numéro 115-136 et la projection d'icelle en ligne droite dans une direction sud-est et nord-ouest; à une extrémité au sud-est par une partie de la ligne de côté nord-ouest du lot 117-66 audit cadastre, de l'autre côté au sud-ouest par la ligne de côté nord-est du lot numéro 115-133 audit cadastre et la projection d'icelle en ligne droite, dans une direction nord-ouest, et à l'autre extrémité au nord-ouest par une autre partie dudit lot numéro 115.

L'autre partie dudit lot numéro 115 formant partie dudit droit de passage mesure deux cent six pieds (206') sur chacune de ses lignes des côtés nord-ouest et sud-est et vingt pieds (20') sur chacune de ses lignes des côtés nord-est et sud-ouest et elle est bornée à une

at Chambly, district of Montreal, and PLACE CHAMBLY LTÉE, a corporation legally constituted, having its head office at Montreal, district of Montreal, defendants.

"That certain emplacement situated in the said city of Chambly, composed of resubdivision lot number one of subdivision lot number one hundred and thirty-four of original lot number one hundred and fifteen (115-134-I) on the official plan and book of reference of the village of Chambly Bassin, and subdivision lot number one hundred and thirty-six of said original lot (115-136) on said official plan, with the building thereon erected and bearing civic number 1221 Grand Boulevard, in the city of Chambly.

Together with the right of passage on foot and with vehicles in common with all others having rights therein, in, over and upon a strip of land adjacent to the northwest side of said emplacement measuring said strip of land seven feet, and seventy-two hundredths of a foot (7.72') in width in its northeast side line, seven feet and eighty-five hundredths of a foot (7.85') in its southwest side line, by a depth of sixty-two feet and one tenth of a foot (62.1') and being bounded on one side to the southeast by the emplacement hereinabove described at one end to the northeast by part of subdivision lot number one hundred and thirty-four of said original lot (115-134) on one side to the northwest partly by another part of said lot number 115-134 and partly by an unsubdivided part of said original lot number one hundred and fifteen (Pt. 115) and at the other end to the southwest by another unsubdivided part of said lot number one hundred and fifteen (Pt. 115) (being part of the right-of-way hereinafter described in the following paragraph).

And together with the right of way or passage in common with all others having rights therein on foot and with vehicles, in, over and upon a strip of land fronting said emplacement and comprising two parts of said original lot number one hundred and fifteen (Pt. 115) and being L-shaped, and intended to permit access to and from Grand Boulevard.

One part of said lot number one hundred and fifteen (115) forming part of said right-of-way measures one hundred and fifty feet (150') in each of its northeast and southwest lines by twenty-six feet and ninth parts of a foot in each of its northwest and southeast lines, and is bounded on one side to the northeast by the southwest boundary line of said lot number 115-136 and the projection thereof in a straight line in a southeasterly and north westerly direction; at one end to the southeast by part of the northwest side line of lot 117-66 of said cadastre, on the other side to the southwest by the northeast side line of lot number 115-133 of the said cadastre and the projection thereof in a straight line in a northwesterly direction, and at the other end to the northwest by another part of said lot number 115.

The other part of said lot number 115 forming part of said right-of-way measures two hundred and six feet (206') in each of its northwest and southeast side line, and twenty feet (20') in each of its northeast and southwest side lines and it is bounded at one end to the north-

extrémité au nord-est par cette portion dudit droit de passage décrite au paragraphe immédiatement précédent, d'un côté au sud-est par autre partie dudit lot numéro 115 appartenant au gouvernement du Canada (bureau des postes) à l'autre extrémité au sud-ouest par le Grand Boulevard et de l'autre côté au nord-ouest, partiellement par le lot numéro 115-135 dudit cadastre et partiellement par une autre partie dudit lot numéro cent quinze (Ptie 115).

Et également ensemble avec un droit de chemin ou de passage, en commun avec tous les autres y ayant droit, à pied et en voitures dans, par-dessus et sur une pièce triangulaire de terrain formant le coin est du lot de subdivision numéro cent trente-trois dudit lot originaire numéro cent quinze (115-E. coin 133) audit plan officiel, ladite pièce de terrain mesurant vingt-cinq pieds (25') sur sa ligne sud-est, soixante pieds (60') sur sa ligne nord-est et soixante-cinq pieds (65') sur sa ligne sud-ouest; et étant bornée au nord-est par la portion dudit droit de passage décrite au paragraphe qui précède le paragraphe immédiatement précédent, d'un côté au sud-est par ledit lot numéro 117-66 et de l'autre côté au sud-ouest par le résidu dudit lot numéro 115-133 (bureau des postes).

Toutes les dimensions ci-dessus sont de mesure anglaise et plus ou moins.»

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Longueuil, 201 Place Charles Lemoyne, Longueuil, le HUITIÈME jour d'AVRIL 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,  
Cour Supérieure,  
Montréal, 25 février 1971.

Le shérif adjoint,  
PAUL ST-MARTIN.  
39051

east by that portion of said right-of-way described in the immediately preceding paragraph, on one side to the southeast by another part of said lot number 115 belonging to the Government of Canada (Post Office) at the other end to the southwest by Grand Boulevard, and on the other side to the northwest partly by lot number 115-135 of said cadastre and partly by another part of said lot number one hundred and fifteen (P. 115).

And also together with a right-of-way or passage in common with all others having rights therein on foot and with vehicles in, over and upon a triangular piece of land forming the easterly corner of subdivision lot number one hundred and thirty-three of said original lot number one hundred and fifteen (115-E. cor. 133) on said official plan, measuring said piece of land twenty-five feet (25') in its southeast line, sixty-feet (60') in its northeast line, and sixty-five feet (65') in its southwest line, and being bounded to the northeast by the portion of said right-of-way described in the paragraph preceding the immediately preceding paragraph, on one side to the southeast by said lot number 117-66 and the other side to the southwest by the remainder of said lot number 115-133 (Post Office).

All the above measurements are english measure and more or less”.

To be sold at the registry office of Longueuil, 201 Charles Lemoyne Place, Longueuil, the EIGHTH day of APRIL, 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,  
Superior Court,  
Montreal, February 25, 1971.

PAUL ST-MARTIN,  
Assistant Sheriff.  
39051-o

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal

No 793 852. { GORDON W. LIGHTSTONE, administrateur, de la ville de Laval, district de Montréal, y résidant et domicilié à Bellérive Acres, édifice 3, appartement 1107, demandeur, contre JOHN PERT, agent immobilier, résidant et domicilié au 582, rue Vachon, dans la ville de LaSalle, district de Montréal, défendeur.

« Un certain emplacement donnant sur l'avenue Vachon, dans la ville de LaSalle, connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent vingt-deux de la subdivision du lot original numéro neuf cent quatre-vingt-treize (993-322) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, mesurant 55 pieds de largeur sur 79.45 pieds de profondeur, mesures anglaises et plus ou moins, avec la bâtisse y érigée portant le numéro 582, avenue Vachon.

Sous réserve d'une servitude en faveur de la compagnie de Téléphone Bell du Canada, telle qu'établie en vertu des clauses d'un acte enregistré au bureau d'enregistrement de Montréal, sous le numéro 1301964.

Telle que ladite propriété existe présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte.»

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, dans la ville de Mont-

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court — District of Montreal

No. 793 852. { GORDON W. LIGHTSTONE, executive, of the city of Laval, district of Montreal, residing and domiciled therein at Bellerive Acres, Building 3, Apartment 1107, plaintiff, versus JOHN PERT, realtor, residing and domiciled at 582 Vachon Street, in the city of LaSalle, district of Montreal, defendant.

“That certain emplacement fronting on Vachon Avenue, in the city of LaSalle, known and designated as lot number three hundred and twenty-two of the subdivision of original lot number nine hundred and ninety-three (993-322) on the official plan and book of reference of the parish of Lachine, measuring 55 feet in width by 79.45 feet in depth, English measure and more or less, with the building thereon erected bearing civic number 582 Vachon Avenue.

Subject to a servitude in favour of the Bell Telephone Company of Canada as established under the terms of a deed registered at the Montreal Registry Office under number 1301964.

As the said property now subsists, together with all its rights, members and appartenances without exception or reserve of any kind.

To be sold at the the Prothonotary's Office, Room #129, in the Old Court House, in the city of Montreal,

réal, le HUITIÈME jour d'AVRIL 1971, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif,  
Cour Supérieure,  
Montréal, le 25 février 1971.

*Le shérif adjoint,*  
PAUL ST-MARTIN.  
39048

the EIGHTH day of APRIL 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office,  
Superior Court,  
Montreal, February 25, 1971.

PAUL ST-MARTIN,  
*Assistant Sheriff.*  
39048-o

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal

No 800-436. { RENAUD GAUDET, professeur, résidant au no 5345, rue Marquis, Saint-Léonard, district de Montréal, demandeur, contre ABRAHAM STERNTHAL, gentilhomme, résidant au no 5685, rue Edgemore, à Montréal, district de Montréal, défendeur.

*Premièrement*

« Un emplacement donnant sur la rue Poupart, dans la ville de Montréal, mesurant soixante-cinq pieds et cinq dixièmes de pied de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-deux pieds, mesures anglaises, plus ou moins, et comprenant:

(a) les lots de terre connus et désignés sous les numéros quarante et un et quarante-deux de la subdivision officielle du lot original numéro mille trois cent soixante-trois (1363-41 et 42), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, mesurant chacun trente pieds de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-deux pieds;

(b) la partie sud-est du lot de terre connu désigné sous le numéro quarante de la subdivision officielle dudit lot original numéro mille trois cent soixante-trois (1363-p. s.-e.-40), mesurant, ladite partie, cinq pieds et cinq dixièmes de pied de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-deux pieds, et bornée comme suit: en avant, au sud-ouest, par ladite rue Poupart; à l'arrière, au nord-est, par une ruelle connue et désignée sous le numéro 1363-58; d'un côté, au sud-est, par ledit lot numéro 1363-41; et de l'autre côté, au nord-ouest, par le résidu ou la partie nord-ouest dudit lot numéro 1363-40, le tout du même cadastre.

Avec les bâtisses dessus construites et portant les numéros 1667 au 1683 inclusivement de ladite rue Poupart, et dont le mur nord-ouest est mitoyen sur une longueur de trente-deux pieds et six pouces.

*Deuxièmement*

Un emplacement donnant sur la rue Poupart, dans la ville de Montréal, mesurant quatre-vingt-quatre pieds et cinq dixièmes de pied de largeur, sur une profondeur de quatre-vingt-deux pieds, mesures anglaises, plus ou moins, et comprenant:

(a) les lots de terre connus et désignés sous les numéros trente-huit et trente-neuf de la subdivision officielle du lot original numéro mille trois cent soixante-trois (1363-38 et 39), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, mesurant, chacun desdits lots, trente pieds de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-deux pieds;

(b) la partie nord-ouest du lot de terre connu et désigné sous le numéro quarante de la subdivision officielle du lot original numéro mille trois cent soixante-trois (1363-p. n.-o.-40), mesurant, ladite partie, vingt-

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court — District of Montreal

No. 800-436. { RENAUD GAUDET, teacher, residing at No. 5345 Marquis St., St-Léonard, district of Montreal, plaintiff, vs ABRAHAM STERNTHAL, gentleman, residing at No. 5685 Edgemore St., at Montreal, district of Montreal, defendant.

*Firstly*

“An emplacement fronting on Poupart Street, in the city of Montreal, measuring sixty-five feet and five-tenths of a foot in width by a depth of eighty-two feet, English measure, more or less, and composed:

(a) Of the lots of land known and designated under the numbers forty-one and forty-two of the official subdivision of the original lot number one thousand three hundred and sixty-three (1363-41 and 42), on the official plan and in the book of reference of St. Mary's Ward, measuring each of said lots thirty feet in width by a depth of eighty-two feet;

(b) Of the southeast part of the lot of land known and designated under the number forty of the official subdivision of said original lot number one thousand three hundred and sixty-three (1363-pt. s.-e.-40), measuring said part five feet and five-tenths of a foot in width by a depth of eighty-two feet, and bounded as follows; in front, to the southwest, by said Poupart Street; in rear, to the northeast, by a lane known and designated under number 1363-58; on one side, to the southeast, by the said lot number 1363-41; and on the other side, to the northwest, by the residue or northwest part of the said lot number 1363-40, all of the same cadastre.

With the buildings thereon erected and bearing the civic numbers 1667 to 1683 inclusive of the said Poupart Street, where of the northwest wall is mitoyen by a length of thirty-two feet and six inches.

*Secondly*

An emplacement fronting on Poupart Street, in the city of Montreal, measuring eighty-four feet and five-tenths of a foot in width by a depth of eighty-two feet, English measure, more or less, and composed:

(a) Of the lots of land known and designated under the numbers thirty-eight and thirty-nine of the official subdivision of the original lot number one thousand three hundred and sixty-three (1363-38 and 39), on the official plan and the book of reference of St. Mary's Ward, measuring, each of said lots thirty feet in width by a depth of eighty-two feet;

(b) Of the northwest part of the lot of land known and designated under the number forty of the official subdivision of the original lot number one thousand three hundred and sixty-three (1363-pt. n.-w.-40),

quatre pieds et cinq dixièmes de pied de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-deux pieds, et borné comme suit: en avant, au sud-ouest, par ladite rue Poupart; à l'arrière, au nord-est, par une ruelle portant le numéro 1363-58; d'un côté, au sud-est, par le résidu ou la partie sud-est dudit lot numéro 1363-40; et de l'autre côté, au nord-ouest, par ledit lot numéro 1363-39, le tout du même cadastre.

Avec les bâtisses y érigées, portant les numéros 1685 à 1707 inclusivement de ladite rue Poupart, et dont les murs latéraux sont mitoyens sur une longueur de trente-deux pieds et six pouces.

*Troisièmement*

Un emplacement donnant sur la rue Poupart, dans la ville de Montréal, mesurant soixante-deux pieds et cinq dixièmes de pied de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-deux pieds, mesures anglaises, plus ou moins, et comprenant:

(a) les lots de terre connus et désignés sous les numéros trente-six et trente-sept de la subdivision officielle du lot original mille trois cent soixante-trois (1363-36 et 37) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, mesurant, ledit lot no 1363-36, trente et un pieds de largeur en front, trente et un pieds et cinq dixièmes de pied de largeur à l'arrière, sur une profondeur de quatre-vingt-deux pieds, et ledit lot no 1363-37, trente pieds de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-deux pieds;

(b) le lot de terre connu et désigné sous le numéro un de la redivision de lot numéro quarante-quatre du lot original numéro mille trois cent soixante-deux (1362-44-1), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, mesurant un pied et cinq dixièmes de pied de largeur sur une profondeur de soixante-douze pieds et cinq dixièmes de pied.

Avec les bâtisses y érigées et portant les numéros 1709 à 1725 inclusivement de ladite rue Poupart, et dont le mur sud-est est mitoyen sur une longueur de trente-deux pieds et six pouces.

Telles que lesdites propriétés existent présentement, avec tous leurs droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve et avec et sous réserve de toutes les servitudes, actives et passives, apparentes ou non apparentes, qui s'y rattachent. »

Pour être vendus séparément au bureau du proto-notaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, dans la ville de Montréal, le SEPTIÈME jour d'AVRIL 1971, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif,

Cour supérieure,

Montréal, 25 février 1971.

Le shérif adjoint,

PAUL ST-MARTIN.

39046

measuring said part twenty-four feet and five-tenths of a foot in width by a depth of eighty-two feet, and bounded as follows; in front, to the southwest, by said Poupart Street; in rear, to the northeast, by a lane bearing number 1363-58; on one side, to the southeast, by the residue or southeast part of said lot number 1363-40; and on the other side, to the northwest, by said lot number 1363-39, all of the same cadastre.

With the buildings thereon erected and bearing the civic number 1685 to 1707 inclusive of said Poupart Street, whereof the lateral walls are mitoyen by a length of thirty-two feet and six inches.

*Thirdly*

An emplacement fronting on Poupart Street, in the city of Montreal, measuring sixty-two feet and five-tenths of a foot in width by a depth of eighty-two feet, English measure, more or less, and composed:

(a) Of the lots of land known and designated under the numbers thirty-six and thirty-seven of the official subdivision of the original lot number one thousand three hundred and sixty-three (1363-36 and 37), on the official plan and in the book of reference of St. Mary's Ward, measuring said lot number 1363-36 thirty-one feet in width in front, thirty-one feet and five-tenths of a foot in width in rear, by a depth of eighty-two feet, and said lot number 1363-37, thirty feet in width by a depth of eighty-two feet;

(b) Of the lot of land known and designated under the number one of the resubdivision of the lot number forty-four of the original lot number one thousand three hundred and sixty-two (1362-44-1), on the official plan and in the book of reference of St. Mary's Ward, measuring one foot and five-tenths of a foot in width by a depth of seventy-two feet and five-tenths of a foot.

With the buildings thereon erected and bearing the civic number 1709 to 1725 inclusive of said Poupart Street, whereof the southeast wall is mitoyen by a length of thirty-two feet and six-inches.

As the said properties now subsist, with all their rights, members and appurtenances, without exception or reserve, and with and subject to all servitudes, active and passive, apparent or unapparent, attached thereto.

To be sold separately at the Prothonotary's Office, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, the SEVENTH day of APRIL 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office,

Superior Court,

Montreal, February 25th, 1971.

PAUL ST-MARTIN,

Assistant-Sheriff.

39046-0

PONTIAC

Canada — Province of Québec  
Cour Supérieure — District of Pontiac

No 7216. { BELMONT ELECTRICAL SUPPLIES LTD., compagnie ayant son siège social et sa principale place

PONTIAC

Canada — Province of Québec  
Superior Court — District of Pontiac

No. 7216. { BELMONT ELECTRICAL SUPPLIES LTD., a corporation having its head office and principal place of

d'affaires dans la ville de Pembroke, province d'Ontario, demanderesse, *vs* ARTHUR MARCOTTE, du village de Chapeau, district de Pontiac, défendeur.

« Village de Chapeau, lot 154-C, aux plan et livre de renvoi officiels dudit village de Chapeau, membres et appartenances s'y rattachant;

Village de Chapeau, lot 155, moins cette partie décrite comme étant la partie est vendue par Arthur Marcotte à Bella Ranger-Fitzpatrick par acte passé le 23<sup>e</sup> jour de mars 1968 et enregistré le même jour sous le numéro 81829. »

Pour être vendu au bureau du registraire du comté de Pontiac, à Campbell's Bay, Québec, MARDI, le SIXIÈME jour d'AVRIL 1971, à DIX heures du matin.

*Le shérif adjoint,*

Bureau du Shérif, Mme GEORGETTE SPENCE,  
Campbell's Bay, Québec, le 25 février 1971. 39092

business in the town of Pembroke, Province of Ontario, plaintiff, *vs* ARTHUR MARCOTTE, of the village of Chapeau, district of Pontiac, defendant.

«Village of Chapeau, lot 154-C, according to the official plan and book of reference for the said village of Chapeau, together with members and appurtenances thereto belonging;

Village of Chapeau, lot 155, less that part being described as the east part sold by Arthur Marcotte to Bella Ranger-Fitzpatrick by deed executed on the 23rd of March 1968 and registered on the same date under number 81829.»

To be sold at the registrar's office for the county of Pontiac, in Campbell's Bay, P.Q., on TUESDAY, the SIXTH day of APRIL, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

Mrs. GEORGETTE SPENCE,

Sheriff's Office, Assistant Sheriff,  
Campbell's Bay, P.Q., February 25, 1971. 39092-o

## QUÉBEC

### *Fieri Facias de Terris*

Québec, à savoir: { R. TANGUAY AUTOMOBILI-Cour Supérieure, LES LTÉE, corporation No 3364. } légalement constituée ayant un bureau d'affaires au 89, route Kennedy, Lévis, district de Québec, *vs* JEAN-PAUL ROBERGE, résidant à 252, Royale, St-Pierre, Ile d'Orléans, district de Québec.

« Un emplacement situé en la paroisse de St-Pierre, Ile d'Orléans, connu et désigné comme étant une partie du lot vingt-cinq (25 Ptie) du cadastre officiel pour la paroisse St-Pierre, Ile d'Orléans, comté de Montmorency, borné au nord par le chemin public, à l'est par la propriété de monsieur Joseph Pichette ou représentants, au sud à l'ouest par d'autres parties du même lot 25, propriété de monsieur Alexandre Roberge; cet emplacement mesurant cent vingt-cinq pieds (125') en front le long du chemin public par une profondeur de deux cents pieds du côté est, c'est-à-dire jusqu'au fossé se trouvant au bout de cette profondeur, le long de la propriété de monsieur Joseph Pichette et deux cent cinquante pieds (250') du côté ouest c'est-à-dire le long de la partie de ce même lot restant la propriété du vendeur, moins une partie vendue par la suite par M. Jean-Paul Roberge au ministère de la Voirie en date du 6 février 1970, et enregistré le 16 février 1970, sous le numéro 19,304, mesurant mille cent vingt-cinq pieds carrés plus ou moins en superficie, mesure anglaise, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de l'Ile d'Orléans, à 1286, avenue Royale, St-Laurent, Ile d'Orléans, comté de Montmorency, le SEPTIÈME jour d'AVRIL 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

*Le shérif adjoint,*

Bureau du Shérif, RAYMOND HAINS,  
Québec, le 2 mars 1971. 39037-o

## QUÉBEC

### *Fieri Facias De Terris*

Québec, to wit: { R. TANGUAY AUTOMOBILES Superior Court, LES LTÉE, a corporation legal- No 3364. } ly incorporated having a place of business at 89 Kennedy Route, Lévis, district of Québec, *vs* JEAN-PAUL ROBERGE, residing at 252 Royale, St-Pierre, Island of Orléans, district of Québec.

«An emplacement situated in the parish of St-Pierre, Island of Orléans, known and designated as forming a part of lot twenty-five (P. 25) of the official cadastre for the parish of St-Pierre, Island of Orléans, county of Montmorency, bounded on the north by the public road, on the east by the property of Mr. Joseph Pichette or representatives, on the south and west by other parts of the same lot 25, property of Mr. Alexandre Roberge; this emplacement measuring one hundred and twenty-five feet (125') in front along the public road by a depth of two hundred feet on the east side, that is to say, to the ditch existing at the end of this depth, along the property of Mr. Joseph Pichette and two hundred and fifty feet (250') on the west side, that is to say, along the part of this same lot remaining the property of the vendor, less a part later sold by Mr. Jean-Paul Roberge to the Department of Roads on February 6, 1970, and registered on February 16, 1970, under number 19,304, measuring one thousand one hundred and twenty-five square feet, more or less in area, English measure, with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies.»

To be sold at the Registry Office of the Island of Orléans, at 1286 Royale Avenue, St-Laurent, Island of Orléans, county of Montmorency, on the SEVENTH day of APRIL, 1971, at TEN o'clock in the morning.

RAYMOND HAINS,

Sheriff's Office, Assistant Sheriff,  
Québec, March 2, 1971. 39037

*Fieri Facias de Terris*

Québec, à savoir: { **LES HUILES DE QUÉBEC**  
 Cour Provinciale, { **LTÉE.**, corporation légale-  
 No 62-125. { ment constituée, ayant sa place  
 d'affaires à 252 de Villiers, Québec,  
 district de Québec, *vs* **ROGER CHOUINARD**, résidant  
 à 125 rue Verret, Loretteville, district de Québec.  
 « Le lot numéro 612-3-1 de la paroisse de St-Ambroise  
 de la Jeune-Lorette, district de Québec. »  
 Pour être vendu au bureau d'enregistrement de  
 Québec, 10 avenue Chauveau, Québec, le **SIXIÈME**  
 jour d'**AVRIL** 1971, à **DIX** heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint,*  
 Québec, le 2 mars 1971. **RAYMOND HAINS.**  
 39034-o

*Fieri Facias de Terris*

Québec, to wit: { **LES HUILES DE QUÉBEC**  
 Provincial Court, { **LTÉE.**, corporation legally  
 No. 62-125. { incorporated having its place of  
 business at 252 de Villiers, Québec,  
 district of Québec, *vs* **ROGER CHOUINARD**, residing  
 at 125 Verret Street, Loretteville, district of Québec.  
 "Lot number 612-3-1 in the parish of Saint-Ambroise  
 de la Jeune-Lorette, district of Québec."  
 To be sold at the Québec Registry Office, 10 Chau-  
 veau Avenue, Québec, on the **SIXTH** day of **APRIL**,  
 1971, at **TEN** o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, **RAYMOND HAINS,**  
 Québec, March 2, 1971. *Assistant Sheriff.*  
 39034

**ROUYN-NORANDA**

*De Terris*

District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, { **PETER E. FIRLOTTE**, rentier  
 No 10,000. { de Noranda, district de Rouyn-  
 Noranda, *vs* **DELPHINO PICCO**,  
 photographe de Rouyn, district de Rouyn-Noranda, et  
**CLEMENTE RIZZO**, mineur de Elliot Lake, province  
 d'Ontario.

« Lots numéros trois cent quarante-six et trois cent  
 quarante-sept (346-347) du plan officiel et livre de  
 renvoi pour la cité de Noranda, avec bâtisses ci-dessus  
 construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendus au bureau du Shérif, Palais de  
 Justice, à Rouyn, P.Q. le **VINGTIÈME** jour d'**AVRIL**  
 1971, à **TROIS** heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif,*  
 Rouyn, Qué., le 25 février 1971. **J.-J.-R. DESMEULES.**  
 39030-o

**ROUYN-NORANDA**

*De Terris*

District of Rouyn-Noranda

Superior Court, { **PETER E. FIRLOTTE**, retired of  
 No. 10,000. { Noranda, district of Rouyn-  
 Noranda, *vs* **DELPHINO PICCO**,  
 photographer of Rouyn, district of Rouyn-Noranda  
 and **CLEMENTE RIZZO**, miner of Elliot Lake,  
 Province of Ontario.

« Lots number three hundred and forty-six and three  
 hundred and forty-seven (346-347) on the official plan  
 and book of reference for the town of Noranda, with  
 the buildings thereon erected, circumstances and  
 dependencies. »

To be sold at the Sheriff's Office, at the Court House,  
 Rouyn, Qué., on the **TWENTIETH** day of **APRIL**  
 1971, at **THREE** o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, **J.-J.-R. DESMEULES,**  
 Rouyn, Qué., February 25, 1971. *Sheriff.*  
 39030-o

**SAINT-FRANÇOIS**

*Fieri Facias de Terris*

Sherbrooke — District de St-François

Cour Supérieure, { **VINCENT BARRÉ**, comptable,  
 No 35,281. { des cité et district de Mont-  
 réal, demandeur, *vs* **ALFRED**  
**DION**, domicilié à Compton, district de St-François,  
 défendeur.

« Une propriété de ferme, située partie au canton de  
 Compton et partie au village de Compton, connue et  
 désignée comme suit:

1. Toute la partie du lot onze-B (11-B) dans le cin-  
 quième rang, du cadastre du canton de Compton, se  
 trouvant situé à l'ouest de la rivière Coaticook, laquelle  
 partie est bornée comme suit: au nord par le cadastre  
 du village de Compton, à l'est par la rivière Coaticook,  
 et le lot onze-C (11-C) du même rang, au sud par le  
 lot onze-C et le lot onze-A (11-C et 11-A) du même

**SAINT-FRANÇOIS**

*Fieri Facias de Terris*

Sherbrooke — District of St-François

Superior Court, { **VINCENT BARRÉ**, accountant  
 No. 35,281. { of the City and district of  
 Montreal, plaintiff; *vs* **ALFRED**  
**DION**, domiciled at Compton, district of St-François,  
 defendant.

« A farm situated in part in the township of Compton  
 and in part in the Village of Compton, known and  
 designated as follows:

1. The entire part of lot eleven-B (11-B) in the  
 fifth range of the cadastre of the township of the  
 township of Compton, situated west of Coaticook  
 River, this part of which is bounded as follows: on  
 the north by the cadastre of the Village of Compton,  
 on the east by Coaticook River, and lot eleven-C  
 (11-C) of the same range, on the south by lot eleven-C

cinquième rang et à l'ouest par le lot onze-H (11-H) rang quatre, cette dite partie contenant environ cent quarante-deux acres en superficie;

2. Le lot numéro douze-D (12-D) dans le quatrième rang, de la contenance de dix acres en superficie du cadastre du canton de Compton;

3. Le lot numéro douze-G (12-G) dans le même quatrième rang, de la contenance de deux rods en superficie du cadastre du canton de Compton;

4. Le lot numéro treize-C (13-C) dans le quatrième rang de la contenance de sept acres en superficie du cadastre du canton de Compton. Sauf et excepté de ce dernier lot, la partie vendue par Alfred Dion et Paul Dion à Edmond Roy, par acte devant M<sup>E</sup> G. A. Normandin, notaire le 14 novembre sous le numéro 67798 du bureau d'enregistrement de Sherbrooke et décrit comme suit: Étant la partie située à la pointe ouest dudit lot treize-C (ptie 13-C) du quatrième rang, bornée au sud par la partie nord-ouest du lot douze-C du rang quatre, à l'est par une ligne qui serait la prolongation vers le nord de la ligne ouest du lot douze-D (12-D) du quatrième rang et sur son troisième côté par le chemin public;

5. Le lot numéro cent trente-sept (137) du cadastre du village de Compton, de la contenance de dix-sept acres en superficie;

6. Toute la partie ouest du lot cent trente-neuf (ptie O. 139) du cadastre du village de Compton, laquelle partie se trouve à l'ouest de la rivière Coaticook et est bornée comme suit: à l'est par la rivière Coaticook, au sud par la ligne sud dudit lot cent trente-neuf (139), à l'ouest et au nord par la ligne ouest et nord dudit lot cent trente-neuf (139); de la contenance de cent quarante-huit acres en superficie;

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu en bloc au bureau d'enregistrement, à Sherbrooke, MARDI, le SIXIÈME jour d'AVRIL 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,

Palais de Justice,

Sherbrooke, le 24 février 1971.

*Le shérif,*

DONAT JACQUES.

39031-0

and lot eleven-A (11-C and 11-A) of the same fifth range and on the west by lot eleven-H (11-H) range four, this said part containing about one hundred and forty-two acres in area;

2. Lot number twelve-D (12-D) in the fourth range containing ten acres in area on the cadastre of the township of Compton;

3. Lot number twelve-G (12-G) in the same fourth range, containing two rods in area on the cadastre of the township of Compton;

4. Lot number thirteen-C (13-C) in the fourth range, containing seven acres in area on the cadastre of the township of Compton. Save and except from this latter lot, the part sold by Alfred Dion and Paul Dion to Edmond Roy, by a deed before M<sup>E</sup> G. A. Normandin, notary, on November 14, under number 67798 of the Sherbrooke Registry Office and described as follows: The part situated at the west point of said lot thirteen-C (P. 13-C) of the fourth range, bounded on the south by the northwest part of lot twelve-C of range four, on the east by a line which is said to be the prolongation to the north of the west line of lot twelve-D (12-D) of the fourth range and on its third side by the public road;

5. Lot number one hundred and thirty-seven (137) of the cadastre of the Village of Compton, containing seventeen acres in area;

6. The entire west part of lot one hundred and thirty-nine (P. W. 139) of the cadastre of the Village of Compton, the part of which is west of Coaticook River and is bounded as follows: on the east by Coaticook River, on the south by the south line of said lot one hundred and thirty-nine (139) on the west and north by the west and north line of said lot one hundred and thirty-nine (139); containing one hundred and forty-eight acres in area;

The whole with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies".

To be sold "en bloc" at the Sherbrooke Registry Office, on TUESDAY, the SIXTH day of APRIL, 1971, at TEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office,

Court House,

Sherbrooke, February 24, 1971.

DONAT JACQUES,

*Sheriff.*

39031

## TROIS-RIVIÈRES

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Canada — Province of Québec

Cour Supérieure — District de Trois-Rivières

No 32,528. { LA BANQUE DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée, ayant son siège social en les cité et district de Montréal, et une place d'affaires en les cité et district de Trois-Rivières, demanderesse, vs FRANÇOIS BOISVERT, financier, résidant autrefois au No 1266, rue Mont-Royal, Outremont, résidant maintenant au 45 Kelvin, Outremont, district de Montréal, LOUIS FOTEAS, gérant, résidant au 2095, boul. des Forges, cité et district de Trois-Rivières,

## TROIS-RIVIÈRES

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Canada — Province of Québec

Superior Court — District of Trois-Rivières

No. 32,528. { THE BANK OF MONTREAL, a corporation legally incorporated, having its head office in the city and district of Montreal, and a place of business in the city and district of Trois-Rivières, plaintiff, vs FRANÇOIS BOISVERT, financier, formerly residing at No. 1266 Mont-Royal Street, Outremont, now residing at 45 Kelvin Outremont, district of Montreal, LOUIS FOTEAS, manager, residing at 2095 des Forges Boulevard, city and district of Trois-Rivières, CLAUDE

CLAUDE SIMARD, industriel, résidant au 1760, des Chenaux, cité et district de Trois-Rivières, défendeurs conjoints et solidaires,

Claude Simard, subrogé aux droits de la Banque de Montréal, a fait saisir les immeubles suivants, appartenant au défendeur, François Boisvert.

Un emplacement situé en la cité des Trois-Rivières, au coin des rues Ste-Julie, Père Frédéric et Nérée Duplessis, composé:

A) des lots 1473 et 1474 des plans et livre de renvoi officiels de la cité de Trois-Rivières;

B) d'une partie du lot 1475 (p. 1475) desdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant en front au sud-ouest, 50.6 pieds, en arrière au nord-est 50.08 pieds par une profondeur de 97.6 pieds, mesure anglaise et plus ou moins, bornée en front au sud-ouest par la rue Nérée Duplessis, en arrière au nord-est par une partie du lot 1575, du côté nord-ouest par le lot No 1476 et de l'autre côté au sud-est par le lot 1474 ci-dessus décrit:

C) d'une partie du lot 1492 desdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant 50.08 pieds de largeur par une profondeur de 90.7 pieds, mesure anglaise et plus ou moins, bornée en front au nord-est par la rue Ste-Julie (P. 1492), en arrière au sud-ouest par le lot 1473, d'un côté au nord-ouest par la partie du lot 1491 ci-après décrite et de l'autre côté au sud-est par la rue Père Frédéric;

D) d'une partie du lot 1491 desdits plan et livre de renvoi officiels mesurant 50.08 pieds de largeur par une profondeur de 90.7 pieds mesure anglaise et plus ou moins, bornée en front au nord-est par la rue Ste-Julie (P. 1491), en arrière au sud-ouest par le lot 1474, d'un côté au nord-ouest par une partie du lot 1490 et partie par le lot 1491 ci-après décrite et au sud-est par la partie du lot 1492 ci-dessus décrite.

À distraire toutefois de cet emplacement un morceau de terrain faisant partie du lot No 1491 desdits plan et livre de renvoi officiel, contenant 2.35 pieds du côté nord-ouest, 2 pieds dans une ligne sud-ouest, par une profondeur de 14 pieds, mesure anglaise et plus ou moins, étant situé à 28 pieds du coin nord-ouest de la partie du lot 1491 ci-dessus décrite, bornée au nord-est, sud-est et sud-ouest par une partie du lot 1491 et au nord-ouest par une partie du lot 1490.

Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau du Shérif, au Palais de Justice, 250, rue Laviolette, en la cité de Trois-Rivières, MERCREDI, le QUATORZIÈME jour du mois d'AVRIL, 1971, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,  
Trois-Rivières, le 24 février 1971.

*Le shérif adjoint,*  
FERNANDE TURGEON.  
39032-o

SIMARD, industrialist, residing at 1760 des Chenaux, city and district of Trois-Rivières, defendants, jointly and severally.

Claude Simard, subrogated in the rights of the Bank of Montreal, has caused to be seized the following immoveables, belonging to the defendant François Boisvert.

An emplacement situated in the city of Trois-Rivières, at the corner of Ste-Julie, Père Frédéric and Nérée Duplessis Streets, and composed:

A) of lots 1473 and 1474 on official plan and book of reference for the city of Trois-Rivières;

B) of a part of lot 1475 (P. 1475) on said official plan and book of reference, measuring in front on the southwest, 50.6 feet, in rear on the northeast 50.08 feet by a depth of 97.6 feet, English measure and more or less; bounded in front on the southwest by Nérée Duplessis Street, in rear on the northeast by part of lot 1575, on the northwest side by lot No. 1476 and on the other side on the southeast by lot 1474 hereinabove described:

C) of a part of the lot 1492 on said official plan and book of reference, measuring 50.08 feet in width by a depth of 90.7 feet, English measure and more or less; bounded in front on the northeast by Ste-Julie Street, (P. 1492), in rear on the southwest by lot 1473, on one side on the northwest by the part of lot 1491 hereinafter described and on the other side on the southeast by Père Frédéric Street;

D) of a part of lot 1491 of said official plan and book of reference, measuring 50.08 feet in width by a depth of 90.7 feet, English measure and more or less; bounded in front on the northeast by Ste-Julie Street, (P. 1491), in rear on the southwest by lot 1474, on one side on the northwest partly by a part of lot 1490 and partly by lot 1491 hereinafter described and on the southeast by part of lot 1492 hereinabove described.

Nevertheless to withdraw from this emplacement a piece of land forming part of lot 1491 of said official plan and book of reference, containing 2.35 feet on the northwest side, 2 feet in a southwest line, by a depth of 14 feet, English measure and more or less, being situated at 28 feet from the northwest corner of the part of lot 1491 hereinabove described; bounded on the northeast, southeast and southwest by a part of lot 1491 and on the northwest by a part of lot 1490.

With the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House, 250 Laviolette Street, in the city of Trois-Rivières, WEDNESDAY, the FOURTEENTH day of the month of APRIL, 1971, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,  
Trois-Rivières, February 24, 1971.

FERNANDE TURGEON,  
*Assistant Sheriff.*  
39032

## Ventes pour taxes

## Sales for taxes

## Municipalité du comté d'Abitibi

## Municipality of the county of Abitibi

## Errata

## Errata

(Vente des lots pour taxes)  
Commission scolaire de Clericy

(Sale of lots for taxes)  
School Commission of Clericy

Dufresnoy 54 8 Ruben Bourgeois \$290.17  
et non tel que décrit antérieurement.

Dufresnoy 54 8 Ruben Bourgeois \$290.17  
and not as formerly described.

39033-10-2-o *Le secrétaire-trésorier,*  
J.-P. GARIÉPY.

39033-10-2 J.-P. GARIÉPY,  
*Secretary-Treasurer.*

Corporation municipale du comté  
de DorchesterMunicipal Corporation of the County  
of Dorchester

Avis public est pour les présentes donné par Henri-Paul Bouffard, secrétaire-trésorier de la corporation municipale du comté de Dorchester, que les immeubles ci-dessous décrits seront vendus à l'enchère publique, pour taxes municipales ou scolaires dues et les frais encourus, JEUDI, le TREIZIÈME jour de MAI 1971, en la salle du conseil de comté, à Ste-Hénédine, à DIX heures de l'avant-midi, à moins que lesdites taxes et les frais aient été payés avant le jour ci-dessus indiqué.

Public notice is hereby given by Henri-Paul Bouffard, Secretary-Treasurer of the Municipal Corporation of the county of Dorchester, that the immovables hereunder described will be sold by public auction, for municipal or school taxes due and the costs incurred, on THURSDAY, the THIRTEENTH day of MAY, 1971, at the county seat, at Ste-Hénédine, at TEN o'clock in the forenoon, unless the said taxes and costs are paid before the date hereabove indicated.

La corporation du comté de Dorchester est autorisée à faire une énumération abrégée des numéros cadastraux d'immeubles à être vendus par ladite corporation pour non-paiement de taxes d'ici le 31 mai 1971, à condition que ladite énumération abrégée ne s'applique qu'aux numéros cadastraux d'immeubles qui sont consécutifs et qui appartiennent au même propriétaire, le tout conformément aux dispositions du dernier paragraphe de l'article 730 du Code municipal.

The Corporation of the county of Dorchester is authorized to make an abbreviated enumeration of the cadastral numbers of the immovables to be sold by the said corporation for non-payment of taxes before May 31, 1971, on the condition that the said abbreviated enumeration apply only to the same owner, the whole in conformity with the provisions of the last paragraph of Section 730 of the Municipal Code.

## Municipalité de Sainte-Aurélie — Municipality of Sainte-Aurélie

Nom Proprietor	Lot	Rang Range	Canton Township	Superficie Area	Taxes munic. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
Henri Duchesne.....	P. 72-73..	IX.....	Metgermette- Nord	3.18 mes. irr.	\$ 6.00	\$ 30.71	\$ 3.50	\$ 40.21

## Municipalité de Saint-Anselme — Municipality of Saint-Anselme

Lorenzo Blais.....	P. 480....	St-Paul...		7.83	\$ 1.60	\$ 8.30	\$ 1.09	\$ 10.99
Raphaël Côté.....	P. 203....				449.54	141.37	84.35	675.26

## Municipalité de Saint-Odilon de Cranbourne — Municipality of Saint-Odilon de Cranbourne

Jean-Claude Poulin.....	250.....	V.....	Cranbourne...		\$140.46		\$ 6.50	\$ 146.96
Valère Boily.....	P. 225....	V.....			137.27		6.75	144.02
	P. 258....	V.....						
	392....	VI.....						
Georgius Baillargeon.....	431, 432..	VIII.....	Cranbourne...			\$488.80		488.80
	433							

Municipalité de Saint-Nazaire — Municipality of Saint-Nazaire

Nom Propriétaire	Lot	Rang Range	Canton Township	Superficie Area	Taxes muni. Munic. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
Odilon Fillion	P. 200, 201, 202, 203, 204, 217, 218, 219.	III, III, III, IV, IV	Buckland		\$195.23	\$742.18	\$ 70.36	\$1,007.77

Municipalité de Saint-Prospère — Municipality of Saint-Prospère

Oliva Paquet, bâtisses seulement, terrain à la municipalité - building only, land to the municipality.	23-A, 23-B		Watford		\$ 53.50	\$ 35.20	\$ 4.00	\$ 92.70
--	------------	--	---------	--	----------	----------	---------	----------

Municipalité de Sainte-Rose — Municipality of Sainte-Rose

Raoul Gagnon	P. 61-62	I	Watford	74	\$ 29.40	\$ 89.25	\$ 7.49	\$ 126.14
Raoul Gagnon	60	I	Watford	66	9.80	29.75	0.28	39.83

Donné à Ste-Hénédine, ce 25e jour de février 1971.

38951-10-2-o

Le secrétaire-trésorier,  
HENRI-PAUL BOUFFARD.

Given at Ste-Hénédine, this 25th day of February, 1971.

38951-10-2

HENRI-PAUL BOUFFARD,  
Secretary-Treasurer.

Ville de Sainte-Thérèse-Ouest

Avis public est par le présent donné par le soussigné, M. Rosaire G. Brisson, secrétaire-trésorier de la ville de Sainte-Thérèse-Ouest, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère à l'Édifice Municipal de la ville de Sainte-Thérèse-Ouest situé au 901 boulevard Ste-Thérèse-Ouest, le MERCREDI, TRENTE ET UNIÈME jour du mois de MARS 1971 à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts plus les frais subséquemment encourus à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payés avant la vente.

La Commission municipale de Québec, par décision en date du 7 décembre 1970, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles sous l'autorité de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1964, chapitre 193, article 550).

Town of Sainte-Thérèse-Ouest

Public notice is hereby given by the undersigned, Mr. Rosaire G. Brisson, Secretary-Treasurer of the town of Sainte-Thérèse-Ouest, that the immovable properties hereunder described will be sold by public auction in the Municipal Building situated at 901 Boulevard Ste Thérèse Ouest, on WEDNESDAY, the THIRTY-FIRST day of MARCH 1971, at TEN o'clock in the morning to satisfy the payment of the municipal and school taxes with interest, plus the cost which have been or may be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before sale.

The Québec Municipal Commission by a decision dated December 7 1970, has authorized an abridged enumeration of the cadastral lots numbers under the authority of the Cities and Towns Act (SRQ 1964, chapter 193, article 550).

Fiches Roll	Noms des propriétaires Name of owners	Lots et cadastre Lots and cadastre
-------------	---------------------------------------	------------------------------------

1-53  
1-157

André Massy  
Saxony Holding Corporation

79-30-20.  
79-36P.

Un certain emplacement ayant 365 pieds de largeur par 150 pieds de profondeur; de là, s'élargissant à 465 pieds par une profondeur de 476 pieds avec une superficie totale de 252,840 pieds carrés; borné au nord-est par la Montée Sanche; au sud-est par les lots 79-36P et 79-36-104; au sud-ouest par une partie du lot 82 et au nord-ouest, par les lots 79-36-87 à 79-36-96, plus une partie du lot 79-36.

A certain emplacement measuring 365 feet width by 150 feet of depth; thereon, widening to 465 feet by a depth of 476 feet with a total area of 252,840 square feet; bounded to the northeast by the Montée Sanche; to the southeast by the lots 79-36P and 79-36-104; to the southwest, by a part of lot 82 and to the northwest, by lots 79-36-87 to 79-36-96, plus a part of lot 79-36.

Fiches	Noms des propriétaires	Lots et cadastre
Roll	Name of owners	Lots and cadastre
1-307	Marc Blain	82P.
<p>Un certain emplacement ayant 50 pieds de largeur par 160 pieds de profondeur avec une superficie de 8,000 pieds carrés; borné au nord-est par la 4<sup>e</sup> Avenue; au sud-est par une partie du lot 82 à Jules d'Acoust; au sud-ouest par le lot 84 et au nord-ouest, par une partie du lot 82 à L. A. Legault avec bâtisse y érigée portant le numéro 16, 4<sup>e</sup> Avenue.</p>		
<p>A certain emplacement measuring 50 feet width by 160 feet of depth with a total area of 8,000 square feet; bounded to the northeast by 4th Avenue; to the southeast, by a part of lot 82 belonging to Jules d'Acoust; to the southwest, by lot 84 and to the northwest by a part of lot 82 belonging to L. A. Legault with building thereon erected and bearing civic number 16, 4th Avenue.</p>		
1-317	Mme-Mrs. Mariette Tremblay	82P.
<p>Un certain emplacement ayant 50 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur avec une superficie totale de 5,000 pieds carrés; borné au nord par une partie du lot 82 appartenant à Dame Thérèse Tremblay Gratton; au sud par une partie du lot 82 appartenant à Dame Fernande Valiquet Bankley; à l'est, par une partie du lot 82 appartenant à Emilien Blais et al. et à l'ouest, par la 4<sup>e</sup> Avenue avec bâtisse y érigée portant le numéro 15, 4<sup>e</sup> Avenue.</p>		
<p>A certain emplacement measuring 50 feet width by 100 feet of depth with a total area of 5,000 square feet; bounded to the north by a part of lot 82 belonging to Mrs. Thérèse Tremblay Gratton; to the south by a part of lot 82 belonging to Mrs. Fernande Valiquet Bankley; to the east by a part of lot 82 belonging to Mr. Emilien Blais et al. and to the west by the 4th Avenue. With building thereon erected and bearing civic number 15, 4th Avenue.</p>		
1-323	Guy Deveault	82P.
<p>Un certain emplacement ayant 85 pieds de largeur par 100 pieds de profondeur avec une superficie totale de 8,500 pieds carrés et borné comme suit: au nord-est, par les lots 82-70 et P. 82; au sud-est, par le lot 82-86; au sud-ouest, par la 5<sup>e</sup> Avenue et au nord-ouest, par le lot 82-34 avec bâtisses y érigées portant les numéros 75 et 85, 5<sup>e</sup> Avenue.</p>		
<p>A certain emplacement measuring 85 feet width by 100 feet of depth with a total area of 8,500 square feet and bounded to the northeast by lots 82-70 and P. 82; to the southeast by lot 82-86; to the southwest by the 5th Avenue and to the northwest by lot 82-34. With building thereon erected and bearing civic numbers 75 and 85, 5th Avenue.</p>		
1-335	Roger Langlois	82P.
<p>Un certain emplacement ayant 47 pieds de largeur par 85 pieds de profondeur avec une superficie totale de 3,995 pieds carrés et borné comme suit: au nord-est, par la 3<sup>e</sup> Avenue; au sud-est, par la 3<sup>e</sup> Avenue; au nord-ouest, par la rue Marie Rose et sud-ouest, par une partie du lot 82 appartenant à Emilien Blais et al.</p>		
<p>A certain emplacement measuring 47 feet width by 85 feet of depth with a total area of 3,995 square feet and bounded to the northeast by the 3th Avenue; to the southeast by the 3th Avenue; to the northwest by Marie Rose Street and to the southwest by a part of lot 82 belonging to Mr. Emilien Blais et al.</p>		
2-A-164	Gaston Poirier	943-P. 344, 943-345, 943-P. 346, 943-347.
3-64	Ernest Sirois	101-34.
3-65	Ernest Sirois	101-35.
3-209	Sport Togs Ltd.	102P.
<p>Un certain emplacement à figure trapèze ayant une superficie totale de 1.22 arpents (ou 44,923 pieds carrés), mesurant au nord-ouest, 98.04 pieds; au sud-est, 95 pieds; au nord-est, 487 pieds et au sud-ouest, 458.75 pieds et borné comme suit: au sud-est, par le lot 102-227-2; au nord-est, par le lot 102-8; au nord-ouest, par le lot 102-299 et au sud-ouest, par les lots 108-89 à 108-94 et 108-133.</p>		
<p>A certain emplacement with a trapezoidal figure with a total area of 1.22 arpents (or 44,923 square feet), measuring to the northwest, 98.04 feet; to the southeast, 95 feet; to the northeast, 487 feet and to the southwest, 458.75 feet and bounded to the southeast by lot 102-227-2; to the northeast by lot 102-8; to the northwest, by lot 102-299 and to the southwest by lots 108-89 to 108-94 and 108-133.</p>		
<p>Un certain emplacement à figure irrégulière ayant une superficie totale de 6.484 arpents et mesurant au sud-est, 443 pieds et au sud-ouest, 125 pieds et 382 pieds et borné comme suit: au sud-ouest, par les lots 102-8, 102-268, 102-271; au nord-est, par une partie du lot 101; au sud-est, par une partie du lot 102 et par le lot 102-227-2 et au nord-ouest, par les lots 102-266, 102-284 à 102-286 inclusivement.</p>		
<p>A certain emplacement with an irregular figure with a total area of 6.484 arpents and measuring to the southeast, 443 feet and to the southwest, 125 feet and 382 feet and bounded to the southwest by lots 102-8, 102-268, 102-271; to the northeast by a part of lot 101; to the southeast by lot 102-227-2 and to the northwest, by lots 102-266, 102-284 to 102-286 inclusively.</p>		
3-396	Entreprises Dubord Inc.	102-275.
3-397	Entreprises Dubord Inc.	102-276.
3-403	Entreprises Dubord Inc.	102-282.
3-404	Entreprises Dubord Inc.	102-283.
3-406	Entreprises Dubord Inc.	102-285.
3-407	Sport Togs Ltée.	102-286.
3-409	Entreprises Dubord Inc.	102-288.
3-410	Entreprises Dubord Inc.	102-289.
3-411	Entreprises Dubord Inc.	102-290.
3-412	Entreprises Dubord Inc.	102-291.

Fiches	Noms des propriétaires	Lots et cadastre
Roll	Name of owners	Lots and cadastre

3-413	Entreprises Dubord Inc.	102-292.
3-414	Entreprises Dubord Inc.	102-293.
3-415	Entreprises Dubord Inc.	102-294.
3-416	Entreprises Dubord Inc.	102-295.
3-417	Entreprises Dubord Inc.	102-296.
3-418	Entreprises Dubord Inc.	102-297.
3-419	Entreprises Dubord Inc.	102-298.
3-420	Sport Togs Ltée.	102-299.
3-467-2	Sport Togs Ltée.	102-349.
3-467-3	Sport Togs Ltée.	102-350.
3-467-4	Sport Togs Ltée.	102-351.
3-467-5	Sport Togs Ltée.	103-352.
3-467-6	Sport Togs Ltée.	103-353.
3-467-7	Sport Togs Ltée.	102-354.
3-467-8	Sport Togs Ltée.	102-355.
3-467-9	Sport Togs Ltée.	102-356.
3-467-10	Sport Togs Ltée.	102-357.
3-467-11	Sport Togs Ltée.	102-358.
3-467-12	Sport Togs Ltée.	102-359.
5-182	Henry Scholten	157-192.
5-183	Henry Scholten	157-193.
5-220	Mme-Mrs. Pearl Levy	157-230.
5-221	Mme-Mrs. Pearl Levy	157-231.
5-222	Mme-Mrs. Pearl Levy	157-232.
5-223	Mme-Mrs. Pearl Levy	157-233.
5-326	Investment R.B. Ltée.	P. 158.

Un certain emplacement ayant 282 pieds de largeur en front; 324.02 pieds en arrière; 584 pieds de profondeur dans une ligne et 451.99 pieds de profondeur dans une autre ligne avec une superficie totale de 154,196 pieds carrés (ou 4.19 arpents) et borné comme suit: au nord-est par le lot 184; au sud-ouest, par le lot 157; au sud-est, par le lot 158-127 et au nord-ouest, par le lot 158-126.

A certain emplacement measuring 282 feet width in front; 324.02 feet in back; 584 feet of depth on one side and 451.99 feet on the other side with a total area of 154,196 square feet (or 4.19 arpents) and bounded to the northeast by lot 184; to the southwest by lot 157; to the southeast by lot 158-127 and to the northwest by lot 158-126.

5-570	Ste Thérèse West Land	158-260.
5-571	Ste Thérèse West Land	158-261.
5-868	Mme-Mrs. Madeleine Thérien	162-106.
5-869	Mme-Mrs. Madeleine Thérien	162-107 et-and 188-6.
5-952	Entreprises Bella Inc.	187P. et-and 189P.

Lot P187: un certain emplacement ayant une superficie totale de 27.57 arpents et borné comme suit: au nord, par le chemin de la Côte Sud; à l'est, par une partie du lot 189; au sud, par le Canadien Pacifique Railway et à l'ouest, par le lot 186.

Lot P187: a certain emplacement with a total area of 27.57 arpents and bounded to the north by the Côte Sud Road; to the east, by a part of lot 189; to the south, by the Canadian Pacific Railway and to the west, by lot 186.

Lot P189: un certain emplacement ayant une superficie totale de 18,167 arpents et borné comme suit: au nord, par le chemin de la Côte Sud; à l'est, par le boul. Ste Thérèse Ouest; au sud, par le Canadien Pacifique Railway et à l'ouest, par une partie du lot 187.

Lot P189: a certain emplacement with a total area of 18,167 arpents and bounded to the north by the Côte Sud Road; to the east, by the Blvd. Ste Thérèse Ouest; to the south, by the Canadian Pacific Railway and to the west, by a part of lot 187.

5-990	Entreprises Montjoie Ltée.	187-38.
5-991	Crédit Immobilier Inc.	187-39.
5-992	Entreprises Montjoie Ltée.	187-40.
5-993	Crédit Immobilier Inc.	187-41.
5-994	Entreprises Montjoie Ltée.	187-42.
5-995	Crédit Immobilier Inc.	187-43.
5-997	Entreprises Montjoie Ltée.	187-45.
5-1000	Entreprises Montjoie Ltée.	187-48.
5-1002	Entreprises Montjoie Ltée.	187-50.
5-1003	Entreprises Montjoie Ltée.	187-51.
5-1010	Entreprises Montjoie Ltée.	187-58.
5-1015	Crédit Immobilier Inc.	187-63.
5-1016	Crédit Immobilier Inc.	187-64.
5-1017	Crédit Immobilier Inc.	187-65.
5-1080	Entreprises Bella Inc.	189P.

Un certain emplacement ayant une superficie totale de 8,999 arpents et borné comme suit: au nord-ouest, par le lot 189-23 (rue); au sud-ouest, par une partie du lot 188 et le lot 189-32; au sud-est, par une partie du lot 99 et le lot 98-64 et au nord-est, par le lot 189-29 (Boul. Ste Thérèse Ouest).

A certain emplacement with a total area of 8,999 arpents and bounded to the northwest, by lot 189-28 (street); to the southwest, by a part of lot 188 and the lot 189-32; to the southeast, by a part of lot 99 and lot 98-64 and to the northeast, by lot 189-29 (Bvd. Ste Thérèse Ouest).

Fiches	Noms des propriétaires	Lots et cadastre
Roll	Name of owners	Lots and cadastre
5-1081	Entreprises Bella Inc . . . . .	189P.
	Un certain emplacement ayant une superficie totale de 8.0 arpents et borné comme suit: au sud-est, par le lot 189-3 et la Côte Sud (front); au nord-est, par le lot 189-31 (Boul. Ste Thérèse Ouest); au nord-ouest, par une partie du lot 582 près de la Rivière aux Chiens et au sud-ouest, par une partie du lot 187, et les lots 189-4 et 189-3.	A certain emplacement with a total area of 8.0 arpents and bounded to the southeast, by lot 189-3 and the Côte Sud (front); to the northeast, by lot 189-31 (Blvd. Ste Thérèse Ouest); to the northwest, by a part of lot 582 near the Rivière aux Chiens and to the southwest by a part of lot 187 and lots 189-4 and 189-3.
6-7	Real Jacob . . . . .	108P.
	Un certain emplacement ayant 50 pieds de largeur par 60 pieds de profondeur avec une superficie totale de 3,000 pieds carrés et borné comme suit: au nord-ouest, par une partie du lot 108 appartenant à C. E. Turcotte ou représentant; au sud-est, par une partie du lot 108 appartenant à Mme Flore Brisson Bolduc ou représentant; au nord-est, par une partie du lot 108 appartenant à Mme Flore Brisson Bolduc ou représentant et au sud-ouest, par la rue Principale.	A certain emplacement measuring 50 feet width by 60 feet of depth with a total area of 3,000 square feet and bounded to the northwest, by a part of lot 108 belong to C. E. Turcotte or representative; to the southeast, by a part of lot 108 belonging to Mrs. Flore Brisson Bolduc or representative; to the northeast, by a part of lot 108 belonging to Mrs. Flore Brisson Bolduc or representative and to the southwest, by the Principale Street.
6-206	Donald Walker . . . . .	117-28.
6-207	Donald Walker . . . . .	117-29.
6-230	Donald Walker . . . . .	117-52.
6-341	Armand De Grandpré . . . . .	123-26.
6-342	Armand De Grandpré . . . . .	123-27.
6-451	Nova Masse . . . . .	124-28 et-and 123-133.
6-452	Nova Masse . . . . .	124-29 et-and 123-134.
6-502	Juliette Gagnon Lessard . . . . .	123-73.
6-513	Jean-Paul Imbaault . . . . .	124-84.
9-64	Charles Einser . . . . .	166-52.
9-65	Charles Einser . . . . .	166-53.
9-66	Charles Einser . . . . .	166-54.
9-71	Paul E. Vander Borchs . . . . .	166-59.
9-72	Paul E. Vander Borchs . . . . .	166-60.
9-73	Paul E. Vander Borchs . . . . .	166-61.
9-74	Paul E. Vander Borchs . . . . .	166-62.
9-364	Michael Samuel . . . . .	175-128.
9-365	Michael Samuel . . . . .	175-129.
9-366	Michael Samuel . . . . .	175-130.
9-367	Michael Samuel . . . . .	175-131.
9-368	Michael Samuel . . . . .	175-132.
9-369	Michael Samuel . . . . .	175-133.
9-370	Michael Samuel . . . . .	175-134.
9-376	Shapiro Isadore . . . . .	175-140.
9-377	Shapiro Isadore . . . . .	175-141.
9-555	Donald Massad . . . . .	175-322.
9-556	Donald Massad . . . . .	175-323.
9-557	Donald Massad . . . . .	175-324.
9-558	Donald Massad . . . . .	175-325.
9-559	Donald Massad . . . . .	175-326.
9-560	Donald Massad . . . . .	175-327.
9-561	Donald Massad . . . . .	175-328.
9-562	Donald Massad . . . . .	175-329.
9-597	Michael Samuel . . . . .	175-364.
9-598	Michael Samuel . . . . .	175-365.
9-599	Michael Samuel . . . . .	175-366.
9-600	Michael Samuel . . . . .	175-367.
9-601	Michael Samuel . . . . .	175-368.
9-602	Michael Samuel . . . . .	175-369.
9-603	Michael Samuel . . . . .	175-370.
9-604	Michael Samuel . . . . .	175-371.
9-611	Donald Massad . . . . .	175-378.
9-612	Donald Massad . . . . .	175-379.

Les immeubles ci-haut mentionnés font partie du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, division d'enregistrement de Terrebonne et situés dans la ville de Sainte-Thérèse-Ouest.

Ladite vente sera en outre faite avec tous les droits de subrogation, toutes les servitudes actives ou passives apparentes ou occultes attachées auxdits immeubles.

Donné en la ville de Sainte-Thérèse-Ouest, ce vingt-deuxième jour du mois de février 1971.

38952-10-2-o

Le secrétaire-trésorier,  
ROSAIRE G. BRISSON.

The above mentioned immovables are from the official cadastre of the parish of Ste-Thérèse de Blainville, Terrebonne registration division, and situated in the town of Sainte-Thérèse Ouest.

The said sale will be made with all subrogation rights, and all active and passive servitudes, apparent or occult, attached to the said immovables.

Given at the town of Sainte-Thérèse Ouest, this twenty-second day of February 1971.

38952-10-2-o

ROSAIRE BRISSON,  
Secretary-Treasurer.

Ville de La Prairie

Town of La Prairie

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la ville de La Prairie, que les immeubles ci-après désignés seront vendus à l'enchère publique, à l'Hôtel de Ville de la ville de La Prairie, 600, boulevard Ste-Élisabeth, dans la ville de La Prairie, MARDI, le TRENTIÈME jour du mois de MARS 1971, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, avec les intérêts et les frais, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépenses ne soient payés avant la vente.

La Commission municipale de Québec, par décision en date du 19 novembre 1970, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des cités et villes, article 550 (S.R.Q. 1964, chapitre 193).

Public notice is hereby given by the undersigned, Town Clerk of the town of La Prairie, that the immoveables hereinafter described will be sold by public auction, in the Town Hall of the town of La Prairie, 600, St. Elizabeth Boulevard, in the town of La Prairies, on TUESDAY, the THIRTIETH day of the month of MARCH 1971, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, with interests and costs, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

The Québec Municipal Commission, by a decision dated November 19, 1970, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables under the authority of article 550 of the Cities and Towns Act (S.R.Q. 1964, chapter 193).

Paroisse de Laprairie-de-la-Madeleine — Parish of Laprairie-of-the-Magdeleine

Rôle	Noms des propriétaires	Cadastre	Subdivision
Roll	Names of proprietors		
64-177	Gianfranco Baruzzo A. Piccoli	492	213.
18-558	Brosseau, Louis	459	
64-80	Busits Francisco Opits	492	85.
64-81	Busits Francisco Opits	492	86.
64-64	Paolo Carlo Capra	492	69.
64-77	Antonio Francesc Cattarino	492	82.
23-5	Coopérative d'Habitation du comté de-of county of Laprairie	673	1019.
24-12	Coopérative d'Habitation du comté de-of county of Laprairie	673	1195.
10-501	Coopérative d'Habitation du comté de-of county of Laprairie	673	1143.
64-65	DaFonseca Torres Antonio	492	70.
64-76	DaFonseca Torres Antonio	492	81.
64-70	Manuel De Abren Pereira	492	75.
64-75	De Freitas Antonio	492	80.
23-511	Desmarais Jules	673	622.
64-63	De Sousa Agosthino Nunez	492	68.
64-46	Di Palma Guido	539	61.
64-73	Gastaldo Mlle-Miss Guilia	492	78.
44-31-1	Georges Gibeault	673	794.
44-31-1	Georges Gibeault	673	793.
67-2	Gérald Girard	540	11.
21-501	Marcel Guérin et-and Lionel Tremblay	673	254.
21-501	Marcel Guérin et-and Lionel Tremblay	673	255.
66-37	Ramiro Vieiravalente Vieira	539	P-52.
66-36	Valente Manuel Vieira	539	P-51.
66-39	Diaz Jose Joad	539	54.
66-38	Diaz Jose Joad	539	P-53.
66-35	Peto Matusiva	539	P-50.
32-500	St-Louis Products Limited	673	184, 186, 188, 190, 192, 194, 196, 198.
23-10	Longtin, Gérard	673	737.
58-505	Hamelin, Jean-Yves	673	449.
64-78	Ibarria Santiago	492	83.
41-15	Lamarche, Victor	673	1032.
41-16	Lamarche, Victor	673	1031.
41-17	Lamarche, Victor	673	1030.
4-26	Lefebvre, Maurice	555	142.
4-523	Lefebvre, Maurice	555	203.
64-169	Lesage, Henri	492	205.
64-170	Lesage, Henri	492	206.
64-184	Maccan, Andretta Antonio	492	220.
64-29	Masse, Antoine	492	34.
64-30	Masse, Antoine	492	33.
66-42	Milheiro Oliveira Casimiro	539	57.
66-45	Montoni Renato	539	60.
66-51	Nunez Juan Del Castillo	539	66.

## Paroisse de Laprairie-de-la-Madeleine (suite) — Parish of Laprairie-of-the-Magdeleine (continued)

Rôle	Noms des propriétaires	Cadastre	Subdivision
Roll	Names of proprietors		
46-16	Perron, Gilles	673	136.
64-178	Piccoli Aurelio	492	214.
64-155	Salomon, Alfred	492	191.
64-156	Salomon, Alfred	492	192.
64-157	Salomon, Alfred	492	193.
19-4	Senécal, Lucien	304	264.
19-4	Senécal, Lucien	304	265.
19-4	Senécal, Lucien	304	266.
19-4	Senécal, Lucien	304	267.
60-13	Senécal, Lucien	549	8.
5-500	Senécal, Lucien	549	2-12.
64-79	Trucillo Emilio & Sofia de Trucillo	492	84.
44-541	Guérin, Marcel	P. 673 et-and 673	264.
<p>Un immeuble connu et désigné comme étant le lot entier numéro 673-264 et une partie du lot 673 tous du cadastre de la paroisse de Laprairie-de-la-Magdeleine. Partie du lot P-673. Borné au nord-ouest par le boul. Ste-Elisabeth, au nord-est par la rue Lanctôt, au sud-ouest par une autre partie du lot 673, au sud-est par le lot 673-264, mesurant dans sa ligne nord-ouest environ quatre-vingt-quatre pieds (84'), dans sa ligne nord-est environ dix-neuf pieds (19'), dans sa ligne sud-ouest environ neuf pieds (9'), dans sa ligne sud-est quatre-vingt-trois pieds (83').</p>			
23-12	Longtin, Gérard	673	734.
23-12	Longtin, Gérard	P. 673	767.
<p>Un immeuble connu et désigné comme étant le lot entier numéro 673-734 et une partie du lot 673-767 tous du cadastre de la paroisse de Laprairie-de-la-Magdeleine. Partie du lot 673-767. Borné au nord par le lot 673-734, au sud par le résidu dudit lot 673-767, à l'ouest par le lot 673-799, étant la rue Rouillier, à l'est par une autre partie dudit lot 673-767, mesurant dans ses lignes est et ouest, trente-deux pieds (32') dans ses lignes sud et nord, soixante-quinze pieds (75').</p>			
33-504	Longtin, Alcide	673	393.
33-504	Longtin, Alcide	P. 673	395.
<p>Un immeuble connu et désigné comme étant le lot entier numéro 673-393 et une partie du lot 673-395 tous du cadastre de la paroisse de Laprairie-de-la-Magdeleine. Partie du lot 673-395. Borné au nord-est par une partie du lot 673-396, au sud-ouest par la rue Longtin, au sud-est par le lot 673-393, au nord-ouest par une autre partie dudit lot 673-393, mesurant dans ses lignes sud, ouest et nord-est, vingt et un pieds (21'), dans ses lignes nord-ouest et sud-est, quarante-sept pieds et trois dixièmes (47.3').</p>			
27-12	Marion, Laurier	P. 469	
<p>Un immeuble connu et désigné comme étant une partie du lot 469 du cadastre de la paroisse de Laprairie-de-la-Magdeleine. Partie du lot 469. Borné au nord-ouest par une partie du lot 469, au sud-est par le chemin public (La Bataille Nord), au nord-est par une partie du lot 469, au sud-ouest par une partie du lot 470, mesurant dans sa ligne nord-ouest, soixante-cinq pieds et huit dixièmes (65.8') dans sa ligne nord-est soixante dix-neuf pieds et cinquante-huit centièmes, (79.58') dans sa ligne sud-est cent un pieds et un dixième (101.1') dans sa ligne sud-ouest quatre-vingt-dix-neuf pieds et un dixième (99.1').</p>			
19-1	Senécal, Lucien	304	248-7.
19-1	Senécal, Lucien	P. 304	248-8.
<p>Un emplacement vague connu et désigné comme étant le lot entier numéro 304-248-7 et une partie du lot 304-248-8 tous du cadastre de la paroisse de Laprairie-de-la-Magdeleine. Partie du lot 304-248-8. Borné au sud-est par la Fournier, au nord-ouest par une partie du lot 304, au nord-est par le résidu dudit lot 304-248-8, au sud-ouest par le lot 304-248-7, mesurant dans ses lignes sud-est et nord-ouest, quarante pieds (40'), dans ses lignes nord-est et sud-ouest, cent un</p>			
<p>An immoveable known and designated as being the whole lot number 673-264 and a part of lot 673, both of the cadastre of the parish of Laprairie-de-la-Magdeleine. Part of lot P-673. Bounded towards the northwest by St. Elizabeth Boulevard, towards the northeast by Lanctôt Street, towards the southwest by another part of lot 673, towards the southeast by lot 673-264, measuring on its northwest line eighty-four feet (84') more or less, on its northeast line nineteen (19') feet more or less, on its southwest line nine (9') feet more or less, on its southeast line eighty-three (83') feet.</p>			
<p>An immoveable known and designated as being the whole lot number 673-734 and a part of lot 673-767, both of the cadastre of the parish of Laprairie-de-la-Magdeleine. Part of lot 673-767. Bounded towards the north by lot 673-734, towards the south by the remainder of said lot 673-767, towards the west by lot 673-799, being Rouillier Street, towards the east by another part of said lot 673-767, measuring on its east and west lines thirty-two (32') feet, on its south and north lines seventy-five (75') feet.</p>			
<p>An immoveable known and designated as being the whole lot number 673-393 and a part of lot 673-395, both on the cadastre of the parish of Laprairie-de-la-Magdeleine. Part of lot 673-395. Bounded towards the northeast by a part of lot 673-396, towards the southwest by Longtin Street, towards the southeast by lot 673-393, towards the northwest by another part of said lot 673-393, measuring on its southwest and northeast lines twenty-one (21') feet, on its northwest and southeast lines forty-seven feet and three tenths (47.3').</p>			
<p>An immoveable known and designated as being part of lot 469 on the cadastre of the parish of Laprairie-de-la-Magdeleine. Part of lot 469. Bounded towards the northwest by part of lot 469, towards the southeast by the public road (La Bataille Nord), towards the northeast by a part of lot 469, towards the southwest by a part of lot 470, measuring on its northeast line seventy-nine feet and fifty-eight hundredths (79.58'), on its southeast line one hundred and one feet and one tenth (101.1') on its southwest line ninety-nine feet and one tenth (99.1').</p>			
<p>A vague emplacement known and designated as being the whole lot number 304-248-7 and a part of lot 304-248-8, both on the cadastre of the parish of Laprairie-de-la-Magdeleine. Part of lot 304-248-8. Bounded towards the southeast by Fournier Street, towards the northwest by a part of lot 304, towards the northeast by the remainder of said lot 304-248-8, towards the southwest by lot 304-248-7, measuring on its southeast and northwest lines forty feet (40'), on its northeast</p>			

Paroisse de Laprairie-de-la-Madeleine (suite) — Parish of Laprairie-fo-the-Magdeleine (continued)

Rôle	Noms des propriétaires	Cadastre	Subdivision
Roll	Names of proprietors		

pieds et neuf dixièmes (101.9').

19-504	Senécal, Lucien	P. 304	258.
19-504	Senécal, Lucien	304	259.
19-504	Senécal, Lucien	304	260.

Un emplacement vague connu et désigné comme étant les lots entiers numéros 304-259 et 304-260 et une partie du lot 304-258 tous du cadastre de la paroisse de Laprairie-de-la-Magdeleine. Partie du lot 304-258. Borné au nord-ouest par la rue Fournier, au sud-est par le lot 304-255, au sud-ouest par le résidu dudit lot 304-258, au nord-est par le lot 304-259, mesurant dans ses lignes nord-ouest et sud-est, quinze pieds et trois dixièmes (15.3') dans ses lignes sud-ouest et nord-est cent pieds (100').

and southwest lines one hundred and one feet and nine tenths (101.9').

A vague emplacement known and designated as being the whole lots numbers 304-259 and 304-260 and a part of lot 304-258, all on the cadastre of the parish of Laprairie-de-la-Magdeleine. Part of lot 304-258. Bounded towards the northwest by Fournier Street, towards the southeast by lot 304-255, towards the southwest by the remainder of said lot 304-258, towards the northeast by lot 304-259, measuring on its northwest and southeast lines fifteen feet and three tenths (15.3'), on its southwest and northeast lines one hundred feet (100').

59-2	Senécal, Lucien	P. 549	2-10.
59-2	Senécal, Lucien	P. 549	2-11.

Un emplacement vague connu et désigné comme étant une partie du lot 549-2-10 et 549-2-11, tous du cadastre de la paroisse de Laprairie-de-la-Magdeleine. Partie du lot 549-2-10. Borné au nord par la route provinciale, à l'ouest par la rue Cloutier, au sud par une partie du lot 549-2-12, à l'est par une partie du lot 549-2-11, mesurant dans sa ligne nord cinquante et un pieds et huit dixièmes (51.8') dans sa ligne ouest, trente-cinq pieds et trois dixièmes (35.3') dans sa ligne sud, cinquante pieds (50.0'), dans sa ligne est, quarante-quatre pieds et huit dixièmes (44.8'). Partie du lot 549-2-11. Borné au nord par la route provinciale, à l'ouest par une partie du lot 549-2-10, au sud par une partie du lot 549-2-12, à l'est par une partie du lot 549-3, mesurant dans sa ligne nord, cinquante pieds et sept dixièmes (50.7'), dans sa ligne ouest, cinquante-cinq pieds et deux dixièmes (55.2'), dans sa ligne sud, cinquante pieds (50.0') dans sa ligne est, soixante-dix pieds et cinq dixièmes (70.5').

A vague emplacement known and designated as being part of lot 549-2-10 and 549-2-11, both on the cadastre of the parish of Laprairie-de-la-Magdeleine. Part of lot 549-2-10. Bounded towards the north by the provincial highway, towards the west by Cloutier Street, towards the south by a part of lot 549-2-12, towards the east by a part of lot 549-2-11, measuring on its north line fifty-one feet and eight tenths (51.8'), in its west line thirty-five feet and three tenths (35.3'), in its south line fifty feet (50.0'), in its east line forty-four feet and eight tenths (44.8').

Part of lot 549-2-11, Bounded towards the north by the provincial highway, towards the west by part of lot 549-2-10, towards the south by part of lot 549-2-12, towards the east by part of lot 549-3, measuring in its north line fifty feet and seven tenths (50.7'), in its west line fifty-five feet and two tenths (55.2'), in its south line fifty feet (50.0'), in its east line seventy feet and five tenths (70.5').

44-547	Senopo Corporation Limited	P. 673	822.
44-547	Senopo Corporation Limited	673	823.
44-547	Senopo Corporation Limited	673	824.
44-547	Senopo Corporation Limited	673	825.
44-547	Senopo Corporation Limited	673	826.

Un immeuble connu et désigné comme étant les lots entiers numéros 673-823 à 673-826 inclusivement et une partie du lot 673-822 tous du cadastre de la paroisse de Laprairie-de-la-Magdeleine. Partie du lot 673-822. Borné au nord-ouest par le boul. Ste-Elisabeth, au sud-est par le droit de passage du C.N., au nord-est par les lots 673-823, 673-824, 673-825, 673-826, au sud-ouest par le résidu dudit lot 673-822, mesurant dans sa ligne nord-ouest, vingt pieds (20.0') dans sa ligne nord-est, trois cent huit pieds et quatre dixièmes (308.4'), dans sa ligne sud-ouest, trois cent deux pieds et deux dixièmes (302.2').

An immoveable known and designated as being the whole lots numbers 673-823 to 673-826 inclusively and a part of lot 673-822, all on the cadastre of the parish of Laprairie-de-la-Magdeleine. Part of lot 673-822. Bounded towards the northwest by St. Elizabeth Boulevard, towards the southeast by the right of way of the C.N., towards the northeast by lots 673-823, 673-824, 673-825, 673-826, towards the southwest by the remainder of said lot 673-822, measuring in its northwest line twenty feet (20'), in its northeast line three hundred and eight feet and four tenths (308.4'), in its southwest line three hundred and two feet and two tenths (302.2').

17-507	The Salessa Corporation Limited	P. 377	
--------	---------------------------------	--------	--

Un lopin de terre connu et désigné comme étant une partie du lot 377 tous du cadastre de la paroisse de Laprairie-de-la-Magdeleine. Partie du lot 377. Borné à l'ouest par le chemin public (rang Fontarabie), à l'est par une partie du lot 419, par les lots 420, 421, 422, 423, 424 et une partie du lot 425, au nord par les lots 378 et 379, au sud par le lot 376, mesurant dans sa ligne ouest, quatre cent soixante et onze pieds (471') dans sa ligne ouest, quatre cent soixante-quinze pieds (475') dans sa ligne sud, cinq mille six cent quatorze pieds (5,614') dans sa ligne nord, cinq mille six cent huit pieds (5,008') formant une superficie de soixante et onze arpents carrés et quatre-vingt-seize centièmes (71.96').

A parcel of land known and designated as being part of lot 377 on the cadastre of the parish of Laprairie-de-la-Magdeleine. Part of lot 377. Bounded towards the west by the public road (Range Fontarabie), towards the east by part of lot 419, by lots 420, 421, 422, 423, 424 and part of lot 425, towards the north by lots 378 and 379, towards the south by lot 376, measuring in its west line four hundred and seventy-one feet (471'), in its west line four hundred and seventy-five feet (475'), in its south line, five thousand six hundred and fourteen feet (5614'), in its north line five thousand and eight feet (5008'), forming a superficies of seventy-one square arpents and ninety-six hundredths (71.96').

19-505	Fernand Brosseau	P. 304	
--------	------------------	--------	--

Deux parcelles de terrain vague et désigné comme étant des parties du lot 304 du cadastre de la paroisse de Laprairie-de-la-

Two vague parcels of land known and designated as being parts of lot 304 on the cadastre of the parish of Laprairie-de-la-

Magdeleine. Première parcelle de forme triangulaire, partie du lot 304. Borné à l'ouest par la rue Fournier, au sud-ouest par le lot 304-260, au nord-ouest par une partie du lot 304, mesurant dans sa ligne sud-ouest soixante-trois pieds et quatre dixièmes (63.4'), dans sa ligne ouest vingt-cinq pieds et deux dixièmes (25.2'), formant une superficie de sept cent quatre-vingt-dix-huit pieds carrés et quatre-vingt-quatre centièmes (798.84 pi. car.).

Deuxième parcelle de forme triangulaire. Borné à l'ouest par la rue Notre-Dame, au sud-ouest par le lot 304-252, au nord-est par une partie du lot 304, mesurant dans sa ligne sud-ouest, vingt-neuf pieds et sept dixièmes (29.7'), dans sa ligne ouest, onze pieds et huit dixièmes (11.8'), formant une superficie de trois cent cinquante pieds carrés et six centièmes (350.46 pi. car.).

Magdeleine. First parcel of triangular shape. Part of lot 304 Bounded towards the west by Fournier Street, towards the southwest by lot 304-260, towards the northeast by part of lot 304, measuring in its southwest line sixty-three feet and four tenths (63.4'), in its west line twenty-five feet and two tenths (25.2'), forming a superficies of seven hundred and ninety-eight square feet and eighty-four hundredths (798.84 sq. ft.).

Second parcel of triangular shape. Bounded towards the west by Notre-Dame Street, towards the southwest by lot 304-252, towards the northeast by part of lot 304, measuring in its southwest line twenty-nine feet and seven tenths (29.7'), in its west line eleven feet and eight tenths (11.8'), forming a superficies of three hundred and fifty square feet and forty-six hundredths (350.46 sq. ft.).

Paroisse de Laprairie-de-la-Madeleine (suite) — Parish of Laprairie-of-the-Magdeleine (continued)

Rôle Roll	Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre	Subdivision
60-18	Miron, Adrien.....	P. 555.....	
<p>Un terrain vague connu et désigné comme étant une partie du lot 555 tous du cadastre de la paroisse de Laprairie-de-la-Magdeleine. Partie du lot 555. Borné au nord-ouest par le fleuve St-Laurent, au sud-est par l'ancienne route No 3, au nord-est par le lot 554-2, au sud-ouest par le lot 555-320, mesurant dans sa ligne sud-est, cent pieds (100'), dans sa ligne nord-est, quarante-trois pieds et trois dixièmes (43.3'), dans sa ligne sud-ouest, quarante-quatre pieds et six dixièmes (44.6').</p>			
60-518	Miron, Adrien.....	P. 555.....	
60-518	Miron, Adrien.....	P. 555.....	243.

Un terrain vague connu et désigné comme étant une partie du lot 555 et une partie de la rue non ouverte portant le numéro 555-243, du cadastre de la paroisse de Laprairie-de-la-Magdeleine. Partie du lot 555 et 555-243 rue. Décrit comme suit: Partant d'un point A, de la ligne A-B en direction sud, mesure quatre cent quatre-vingt-douze pieds et quatre dixièmes (492.4'), de là la ligne B-C, en direction nord-ouest, mesure neuf cent cinquante-trois pieds et sept dixièmes (953.7'), delà la ligne C-D-N, formant un angle de soixante-dix-neuf degrés et cinquante-sept minutes (79°57') en direction sud-est, mesure deux cent soixante-cinq pieds et cinq dixièmes (265.5'), delà la ligne N-O, en direction nord-ouest, mesure cent neuf pieds et huit dixièmes (109.8'), delà la ligne O-F, en direction est, mesure quarante-six pieds et quatre-vingt-sept centièmes (46.87') pour la première section et quatre-vingt-dix-neuf pieds et trois dixièmes pour l'autre partie, delà la ligne F-G, en direction sud-est, mesure trente-quatre pieds et neuf dixièmes (34.9') delà la ligne G-H, en direction nord-est, mesure quarante-neuf pieds (49'), delà la ligne H-K, en direction est, mesure dix-neuf pieds et sept dixièmes (19.7'), delà la ligne K-L, en direction sud-est, mesure cent deux pieds et quatre-vingt-treize centièmes (102.93'), delà la ligne L-M, formant un angle de cent soixante-dix-huit degrés et quarante-sept minutes (178°47'), mesure cent dix-neuf pieds et quarante et un centième (119.41'), delà la ligne M-A, en direction sud-est, mesure quatre cent quatre-vingt-dix-neuf pieds et six dixièmes (499.6'), la description ci-haut inclus la partie de la rue 555-243 le tout ayant une superficie totale de trois cent quatre-vingt-dix-neuf mille cent quatre-vingt et un pieds carrés et deux dixièmes (399,181.2 pi. car.). La partie de rue portant le numéro 555-243 est située à l'est de la partie du lot 555 plus haut décrite et mesure dans sa ligne est quatre cent quatre-vingt-dix-neuf pieds et six dixièmes (499.6'), dans sa ligne ouest cinq cent onze pieds et cinq dixièmes (511.5'), dans sa ligne nord-ouest, vingt-cinq pieds et vingt-huit centièmes, formant une superficie de douze mille six cent soixante-neuf pieds carrés et sept dixièmes (12,669.7 pi. car.)

A vague parcel of land known and designated as being part of lot 555 on the cadastre of the parish of Laprairie-de-la-Magdeleine. Part of lot 555. Bounded towards the northwest by the St. Lawrence River, towards the southeast by former road No. 3, towards the northeast by lot 554-2, towards the southwest by the lot 555-320, measuring in its southeast line one hundred feet (100'), in its northeast line forty-three feet and three tenths (43.3'), in its southwest line forty-four feet and six tenths (44.6').

A vague parcel of land known and designated as being part of lot 555 and a part of the non-opened street bearing the number 555-243 on the cadastre of the Parish of Laprairie-de-la-Magdeleine. Part of lot 555 and street 555-243. Described as follows: Starting from point A of line A-B, line A-B going south measures four hundred and ninety-two feet and four tenths (492.4'), thence line B-C going northwest measures nine hundred and fifty-three feet and seven tenths (953.7'), thence line C-D-N forming an angle of seventy-nine degrees and fifty-seven minutes (79°57') going southeast measures two hundred and sixty-five feet and five tenths (265.5'), thence line N-O going northwest measures one hundred and nine feet and eight tenths (109.8'), thence line O-F going east measures forty-six feet and eighty-seven hundredths (46.87') for the first section and ninety-nine feet and three tenths (99.3') for the other section, thence line G-F going northeast measures forty-nine feet (49'), thence line H-K going east measures nineteen feet and seven tenths (19.7'), thence line K-L going southeast measures one hundred and two feet and ninety-three hundredths (102.93'), thence line L-M, forming an angle of one hundred and seventy-eight degrees and forty-seven minutes (178°47') measures one hundred and nineteen feet and forty-one hundredths (119.41') thence line M-A going southeast measures four hundred and ninety-nine feet and six tenths (499.6'). The above description includes the part of street 555-243, the whole forming a superficies of three hundred and ninety-nine thousand one hundred and eighty-one square feet and two tenths (399,181.2 sq. ft.) The part of the street bearing the number 555-243 is situated towards the east of part of lot 555 above described and measures in its east line four hundred and ninety-nine feet and six tenths (499.6'), in its west line five hundred and eleven feet and five tenths (511.5'), in its northwest line twenty-five feet and twenty-eight hundredths (25.28'), forming a superficies of twelve thousand six hundred and sixty-nine square feet and seven tenths (12,669.7 sq. ft.).

Paroisse de Laprairie-de-la-Madeleine (suite) — Parish of Laprairie-of-the-Magdeleine (continued)

Rôle Roll	Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre	Subdivision
17-4	Ellisbert Rosenthal Irving	P. 346	
<p>Un lopin de terre connu et désigné comme étant une partie du lot 346 tous du cadastre de la paroisse de Laprairie-de-la-Magdeleine. Partie du lot 346. Borné à l'est par une partie du lot 344, à l'ouest par une partie du lot 347, au sud par le lot 670, formant une superficie de huit arpents carrés et vingt-quatre centièmes (8.24 arp. car.).</p>		<p>A parcel of land known and designated as being part of lot 346 on the cadastre of the parish of Laprairie-de-la-Magdeleine. Part of lot 346. Bounded towards the east by part of lot 344, towards the west by part of lot 347, towards the south by lot 670, forming a superficies of eight square arpents and twenty-four hundredths (8.24 sq. arp.).</p>	
46-2	St-Louis Products Limited	P. 673	183.
46-2	St-Louis Products Limited	673	184 à-to 197-incl.
<p>Un terrain vague connu et désigné comme étant les lots entiers numéros 673-184 à 673-197 inclusivement et une partie du lot 673-183 tous du cadastre de la paroisse de Laprairie-de-la-Magdeleine. Partie du lot 673-183. Borné au sud-est par le lot 673-182 rue Notre-Dame et le résidu dudit lot 673-183, au sud-ouest par le lot 673-184, au nord-ouest par le lot 673-185, au nord-est par la rue St-Henri, mesurant dans sa ligne nord-est trente et un pieds et cinq dixièmes (31.5'), et trente-cinq pieds (35'), dans sa ligne nord-ouest cent trente-cinq pieds (135'), dans sa ligne sud-est cent dix pieds (110') et vingt-cinq pieds (25'), dans sa ligne sud-ouest soixante-six pieds et cinq dixièmes (66.5').</p>		<p>A vague piece of land known and designated as being the whole lots numbers 673-184 to 673-197 inclusively and a part of lot 673-183, all on the cadastre of the parish of Laprairie-de-la-Magdeleine. Part of lot 673-183. Bounded towards the southeast by lot 673-182 Notre-Dame Street and the remainder of said lot 673-183, towards the southwest by lot 673-184, towards the northwest by lot 673-185, towards the northeast by St-Henri Street, measuring in its northeast line thirty-one feet and five tenths (31.5') and thirty-five feet (35') and in its northwest line one hundred and thirty-five feet (135'), in its southeast line one hundred and ten feet (110'), and twenty-five feet (25'), in its southwest line sixty-six feet and five tenths (66.5').</p>	

Village incorporé de La Prairie — Village incorporated of La Prairie

43-504	Brisson, Sébastien	256	1.
46-512	H & R Construction	302	3.
46-513	H & R Construction	302	4.
46-514	H & R Construction	302	5.
46-515	H & R Construction	302	6.
46-516	H & R Construction	302	7.
35-503	H & R Construction	296 et-and 302	1.
55-7	H & R Construction	296	2.
55-8	H & R Construction	296	3.
46-511	H & R Construction	302	2.
55-15	Lefebvre, Maurice	293	2.
42-513	Lefebvre, Maurice	293	3.
56-506	St-Louis Products Limited	179	
<p>Un bâtiment connu et désigné comme portant le numéro civique 455 rue St-Philippe, à La Prairie, érigé sur une partie du lot 179.</p>		<p>An immovable known and designated bearing civic number 455 St. Philippe Street at La Prairie erected on lot part 179.</p>	
54-10	Lamarche, Victor	P. 86	
<p>Un immeuble connu et désigné comme étant une partie du lot 86 du cadastre officiel du Village Incorporé de La Prairie. Partie du lot 86. Borné au sud-est par la rue Ste-Marie, au nord par le résidu du lot 86, au sud par le lot 87, ayant une superficie de deux mille quatre cent trente et un pieds carrés (2,431 pi. car.), mesures anglaises.</p>		<p>An immovable known and designated as being part of lot 86 on the official cadastre of the Village Incorporé de La Prairie. Part of lot 86. Bounded towards the southeast by Ste-Marie Street, towards the north by the remainder of lot 86, towards the south by lot 87, forming a superficies of two thousand four hundred and thirty-one square feet (2,431 sq. ft.), English measure.</p>	
45-14	Brisson, Sébastien	P. 247	5.
<p>Un immeuble connu et désigné comme étant une partie du lot 247-5 du cadastre officiel du Village Incorporé de La Prairie. Partie du lot 247-5. Borné au nord-est par la rue St-Georges, au sud-ouest par le lot 256-3, au sud-est par la rue Notre-Dame, au nord-ouest par le résidu dudit lot 247-5, mesurant dans sa ligne nord-est, quarante-six pieds et soixante-sept centièmes (46.67'), dans sa ligne sud-ouest, quarante-dix pieds et huit centièmes (46.08'), dans ses lignes sud-est et nord-ouest, quatre-vingt-dix-sept pieds (97').</p>		<p>An immovable known and designated as being part of lot 247-5 on the official cadastre of the Village Incorporé de La Prairie. Part of lot 247-5. Bounded towards the northeast by St-Georges Street, towards the southwest by lot 256-3, towards the southeast by Notre-Dame Street towards the northwest by the remainder of said lot 247-5, measuring in its northeast line forty-six feet and sixty-seven hundredths (46.67'), in its southwest line forty-six feet and eight hundredths (46.08'), in its southeast and northwest lines ninety-seven feet (97').</p>	

Prenez avis de plus, que dans le cas où les immeubles ci-haut mentionnés contiennent des bâtisses ou dépendances dessus construites, la vente de ces immeubles pour taxes aura lieu avec l'ensemble des bâtisses et dépendances dessus construites.

Donné à La Prairie, ce vingt-sixième jour de février 1971.

39017-10-2-o

Le greffier,  
LÉOPOLD PELADEAU.

Notice is also given that, in the case the immovables mentioned in the hereinabove statement have buildings thereon erected, the sale of these immovables for non payment of taxes shall include the buildings thereon erected.

Given at La Prairie, this twenty-sixth day of February 1971.

39017-10-2-o

LÉOPOLD PELADEAU,  
Town Clerk.

## INDEX No 10

### ARRÊTÉS EN CONSEIL

315 — Sécurité dans les édifices publics, concernant la modification des règlements généraux . . . . .	2167
315 — Safety in Public Buildings, concerning the amendment of the general regulations . . . . .	2167
548 — Parc national Forillon, concernant la constitution en réserve de chasse du territoire impliqué dans le projet . . . . .	2197
548 — Forillon National Park, concerning the establishment of the territory implicated in the plan for the game reserve . . . . .	2197
549 — Oiseaux, concernant l'interdiction de chasser certaines espèces . . . . .	2208
549 — Birds, concerning the prohibition to hunt certain species . . . . .	2208
549 — Interdiction de chasser certains oiseaux . . . . .	2208
549 — Prohibition to hunt certain birds . . . . .	2208
601 — Parent, l'honorable Oswald, (Ministre d'État aux Affaires intergouvernementales) . . . . .	2207
601 — Parent, the Honourable Oswald, (Minister without Portfolio in the Department of Intergovernmental Affairs) . . . . .	2207
602 — Véhicules-automobiles, (Règlementation relative aux poids maxima des véhicules-automobiles circulant sur les chemins publics du Québec) . . . . .	2207
602 — Motor vehicles, (Regulations respecting the maximum weight of motor vehicles operating on the Québec public highways) . . . . .	2207
606 — Serments et affirmations solennelles . . . . .	2206
606 — Oaths and solemn affirmations . . . . .	2206
657 — Immatriculation à prix réduit d'autobus, propriété de Colonial Coach Lines Limited et de Eastern Greyhound Lines Limited . . . . .	2203
657 — Registration at reduced rates of the buses of the Colonial Coach Lines Limited and Eastern Greyhound Lines Limited . . . . .	2203
658 — Tarif des droits payables à la Régie des Transports pour certaines compagnies de transport . . . . .	2209
658 — Tariff of fees payable to the Transportation Board by certain transport companies . . . . .	2209
682 — Hôtellerie, (Modifications aux règlements) . . . . .	2202
682 — Hotel Trade, (Amendments to the regulations) . . . . .	2202
683 — Hôtellerie, (Droits payables lors de la délivrance d'un permis) . . . . .	2206
683 — Hotel Trade, (Duties payable on the issue of a permit) . . . . .	2206
772 — Commission des accidents du travail de Québec, concernant l'adoption du règlement No 44, relatif aux industries de la cédule II qui, sur requête, peuvent être transférées à la cédule I . . . . .	2204
772 — Québec Workmen's Compensation Commission, concerning the adoption of Regulation No. 44, respecting those industries of schedule II which, upon request, may be transferred to schedule I . . . . .	2204

### ORDERS IN COUNCIL

### AVIS DIVERS

Corporation des officiels municipaux agréés du Québec (Règl. No 17) . . . . .	2212
Corporation of chartered Municipal Officers of Québec (By-law No. 17) . . . . .	2212
Holy Name of Jesus, par. (Ch. limites) . . . . .	2149
Notre-Dame-de-Beaupré, par. (Annexion) . . . . .	2151
LaSalle, cité-city (Rachat partiel d'obligations—Partial Redemption of Bonds) . . . . .	2149
Québec, ville-city (Rachat d'obligations—Redemption of bonds) . . . . .	2210
St-Aloysius, par. (Ch. limites) . . . . .	2151
Ste-Anne-de-Beaupré, par. (Annexion) . . . . .	2151
St-Féréol, par. (Annexion) . . . . .	2151
St-François-Xavier-de-Verchères, par. (Requête—Petition) . . . . .	2211
Verchères, village (Requête—Petition) . . . . .	2211

### MISCELLANEOUS NOTICES

**CHANGEMENT DE NOM — Loi du**

*Demandes:*

Cognard, Joseph René Louis Émile Edgard.....	
Kitaika, Sidney Thomas.....	
Moskovits, Tomi.....	
Noury Jean-Pierre.....	
Papathanasopoulos, Apostolos (Paul).....	
Soucisse dit Soucis, Florence.....	
Thomschitz, Johann.....	

**CAISSES D'ÉPARGNE  
ET DE CRÉDIT**

**SAVINGS AND  
CREDIT UNIONS**

Caisse d'économie des enseignants d'Yamaska (Formation).....	2153
Caisse d'entraide économique de Granby (Nom-Name ch.).....	2153
Caisse d'entraide économique de Richelieu (Nom-Name ch.).....	2153
Caisse populaire de Notre-Dame du Foyer (L') (Nom-Name ch.).....	2154
Caisse populaire Marie Reine des Coeurs de Montréal (La) (Mod. terr.).....	2154

**COMPAGNIES  
ÉTRANGÈRES**

**EXTRA-PROVINCIAL  
COMPANIES**

*Permis:*

*Licenses:*

Great Ski Manufacturing, Inc.....	2212
King Resources Company.....	2213
L. H. Shingle Company.....	2213
Piccolo Pizza of Alberta Ltd.....	2213
Powers (Elaine) Figure Salons (Canada), Li- mited.....	2214
Triple-E Motor Homes Ltd.....	2213

**COMPAGNIES —  
LOI DES**

**COMPANIES  
ACT**

**Demandes d'abandon  
de charte**

**Applications for  
Surrender of Charter**

Affinerie québécoise de métaux inc.....	2214
Aubé & Giroux ltée.....	2214
Bélangier (Lise) inc.....	2216
Canapower Limited.....	2215
Ciné-Télévision ltée.....	2215
De Beaumont (A.) & Cie ltée.....	2215
Lacroix (H.) ltée.....	2216
Lucad Corporation.....	2215
Pâtisserie Nourry inc.....	2216
Québec Metal Refining Inc.....	2214
Schwartz (Eugenio) & Co. Ltd.....	2214
Société de documentation politique ABC ltée	2215
Transatlantic Agencies Limited.....	2216
Vannelli Super Market Inc.....	2216

**Dissoutes**

**Dissolved**

Armitage Tire Ltd.....	2139
Armitage Tire ltée.....	2139
Association St-François inc.....	2139
Audet & Bergeron ltée.....	2140
BMMS Inc.....	2140

**CHANGE OF NAME ACT**

*Applications:*

B.T.R. Cosmétiques inc.....	2140
Baruch Building Corp.....	2140
Beacon Hill Mall Ltd.....	2140
Belvedere Investment Company.....	2140
Boulangerie Butchy Boy ltée.....	2141
Butchy Boy Bakery Ltd.....	2141
Candiac Construction Ltd.....	2141
Centre Médico-Chirurgical de Saint-Jean inc.	2141
Chuck's Snack Bar Inc.....	2141
Club Autos-Neige St-Germain inc.....	2141
Coat Front Contractors Ltd.....	2141
Davro Industries Ltd.....	2142
Distributeurs Métropolitains inc.....	2142
Duchaine (A.R.) & Cie ltée.....	2142
Faillie Automobile inc.....	2142
Industries Davro ltée (Les).....	2142
Lake Blue Realty (Québec) Ltd.....	2142
Lavoie (Berthe) Productions inc.....	2143
Marl Incorporated.....	2143
Matte (Raymond) limitée.....	2143
S.T.W. Developments (Québec) Limited.....	2143
St. Martin Shopping Centre Limited.....	2143
Styval Realty Corp.....	2143
Towers (Guy) Buildings Ltd.....	2144
Trans-Nation Realities Inc.....	2144
Vézina (J. P.) incorporée.....	2144

**Divers**

**Miscellaneous**

Association des directeurs de théâtre inc. (L') (Règl.-By-laws).....	2217
Association des zouaves de Québec inc. (L') (Règl.-By-laws).....	2217
Association québécoise des fabricants de toyau de béton inc. (L') (Règl.).....	2218
Bibliothèque centrale de prêt du Saguenay- Lac-St-Jean (Règl.-By-laws).....	2217
Boutique Phase inc. (Non-Name ch.).....	2218
Cinepix Inc. (Dir.).....	2218
Comité des loisirs de Frontenac (St-Jean-Vian- ney) (Règl.-By-laws).....	2218
Custom Craft Furniture Inc. (Dir.).....	2218
Dames auxiliaires du centre François-Michelle pour déficients mentaux (Les) (Règl.-By- laws).....	2219
Dobois Realities Ltd. (Non-Names ch.).....	2217
Domus Medica Institute Inc. (Dir.).....	2216
Institut Domus Medica inc. (L') (Dir.).....	2216
Mercury Electric and Mechanical Contractors Ltd. (Dir.).....	2217
Pan Arkadian Brotherhood of Canada (Règl.- By-laws).....	2219



<b>Sièges sociaux</b>	<b>Head Offices</b>
A.I.M.S. Inc.	2222
Association des directeurs de théâtre inc. (L <sup>r</sup> )	2220
Développement industriel Lasalle	2221
Fabricants de cercueils LaSalle inc. (Les)	2221
Fleuriste place Bonaventure inc.	2220
Imprimeries Amyot inc. (Les)	2220
Inter-Provincial Mortgage Corporation	2220
Jontec inc.	2220
Kebecon Construction Inc.	2221
Lafarge Concrete Ltd.	2219
Lafarge béton ltée.	2219
LaSalle Caskets Manufacturers Inc.	2221
Lasalle Industriel Development Corporation	2221
Legault (G.R.) & Associates Inc.	2221
Legault (G.R.) & associés inc.	2221
Moreault (Pierre) limitée.	2222
Nadon (A.H.) inc.	2222
Nathanson (H.) Inc.	2222
Place Bonaventure Florist Inc.	2220
Plomberie P.V.G. Inc.	2223
Restaurants Renaissance inc.	2222
Services M.E.O. (Montréal) inc. (Les)	2221
Shaggy Dog Motel Inc.	2222
Société d'entretien du Québec inc. (La)	2223
Stalwart Holdings Inc.	2223
Trans-Provincial Mortgage Corp.	2223

St-Émile (Dem.-Appl.)	2152
St-Gabriel-de-Gaspé (Dem.-Appl.)	2153
St-Sauveur (Prot.) (Dem.-Appl.)	2227
Val-Monts (Dem.-Appl.)	2152

<b>Institutions financières compagnies et coopératives</b>	<b>Financial Institutions Companies and Cooperatives</b>
--	--

<b>Assurance</b>	<b>Insurance</b>
United Shoe Machinery Company Mutual Relief Association of Canada (Annul.)	2144

<b>Terres et forêts</b>	<b>Lands and Forests</b>
-------------------------	--------------------------

<b>Cadastre:</b>	<b>Cadastre:</b>
Beaulac, village	2226
Carignan (Rang-Range 11), canton-township	2226
Notre-Dame de Québec (Banlieue-Suburbs), par.	2226
Orford, canton-township	2226
St-Mathieu de Beloeil, par.	2227
Stratford, canton-township	2227

<b>Travail</b>	<b>Labour</b>
----------------	---------------

<b>Industrie ou métiers de:</b>	<b>Industry or Trades of:</b>
Formation et qualification professionnelle de la main d'oeuvre (Mod. règlements)	2237
Vocational training and qualification of manpower (Amend. Regulations)	2237

**DEMANDES À LA LÉGISLATURE**                      **APPLICATIONS TO LEGISLATURE**

Club de golf Glasgow (1966) inc.	2226
Commission d'écoles pour la municipalité scolaire de Ville d'Anjou	2148
Congregation Avath Scholom Nusoch Haori	2148
Corporation municipale de St-Donat (La)	2148
Giffard, cité-city	2147
Montréal, ville-city	2147
Municipal Corporation of St-Donat (The)	2148
New Glasgow Golf Club (1966) Inc.	2226
School Commissioners for the municipality of Ville d'Anjou	2148
Verdun, cité-city	2225

**MINISTÈRES**                                      **DEPARTMENTS**

<b>Affaires municipales</b>	<b>Municipal Affairs</b>
Baie d'Urfé, ville-town (Annex.)	2230
La Martre (Errata)	2229
Ste-Anne-de-Bellevue, ville-town (Annex.)	2230

**Éducation**                                      **Education**

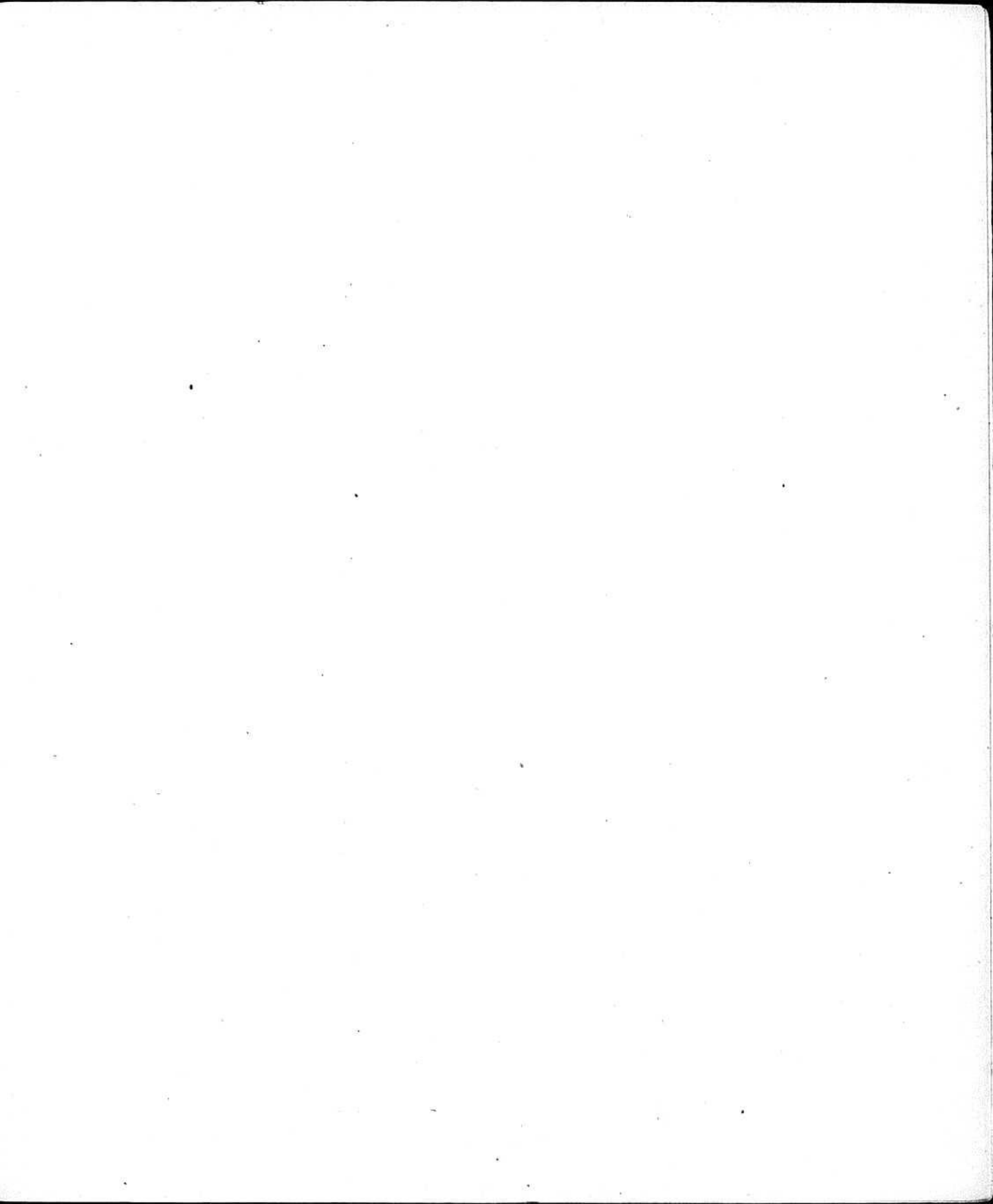
<b>Municipalité scolaire de:</b>	<b>School Municipality of:</b>
Barachois (Dem.-Appl.)	2152
Les-Deux-Rives (Dem.-Appl.)	2152
Loretteville, diss. (Prot) (Dem.-Appl.)	2227
Montevello, diss. (Dem.-Appl.)	2227
Murdochville, diss. (Dem.-Appl.)	2228
Portneuf, diss. (Dem.-Appl.)	2228
Roberval (Dem.-Appl.)	2151
Ste-Adèle, diss. (Dem.-Appl.)	2228

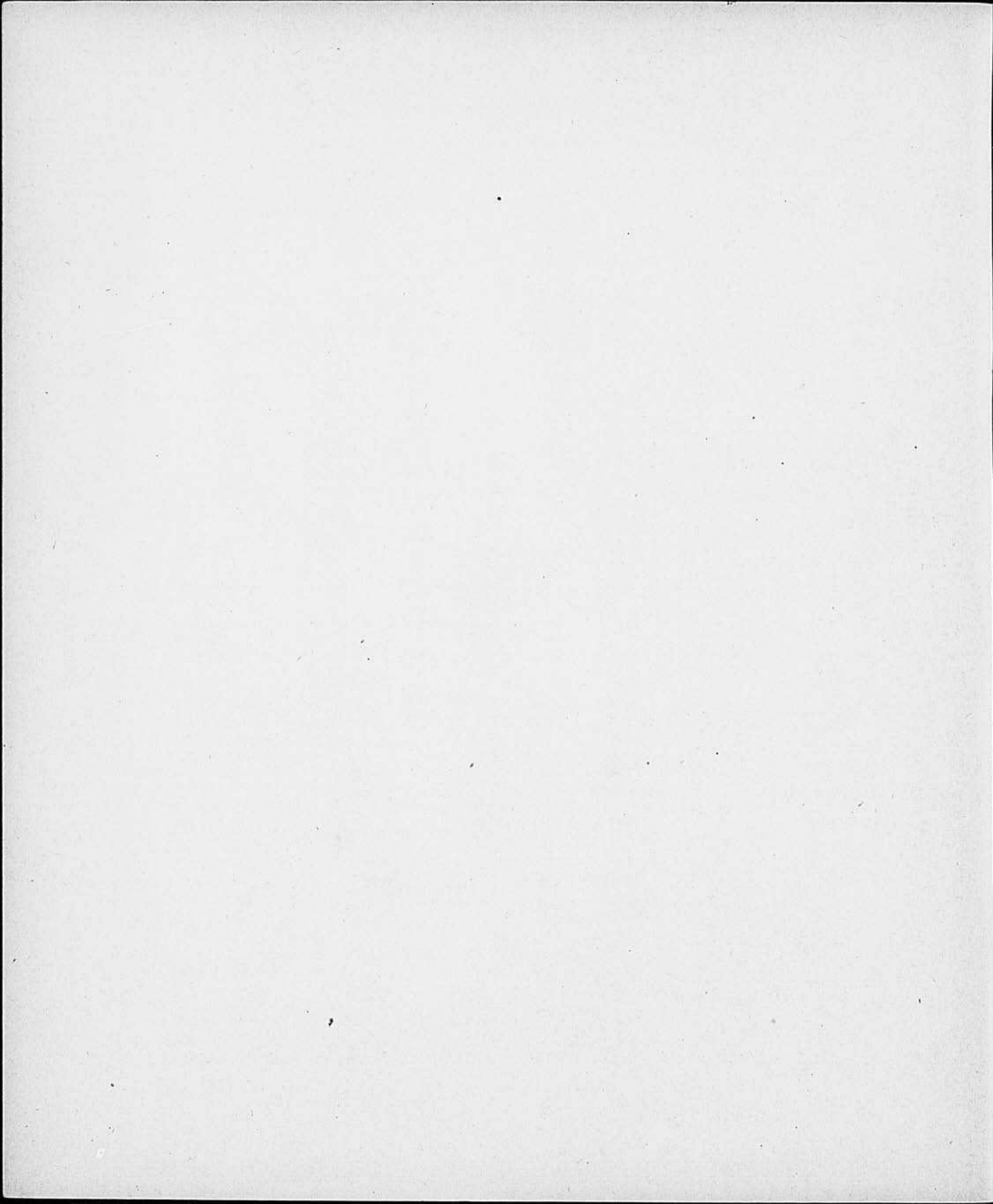
**PROCLAMATIONS**                              **PROCLAMATIONS**

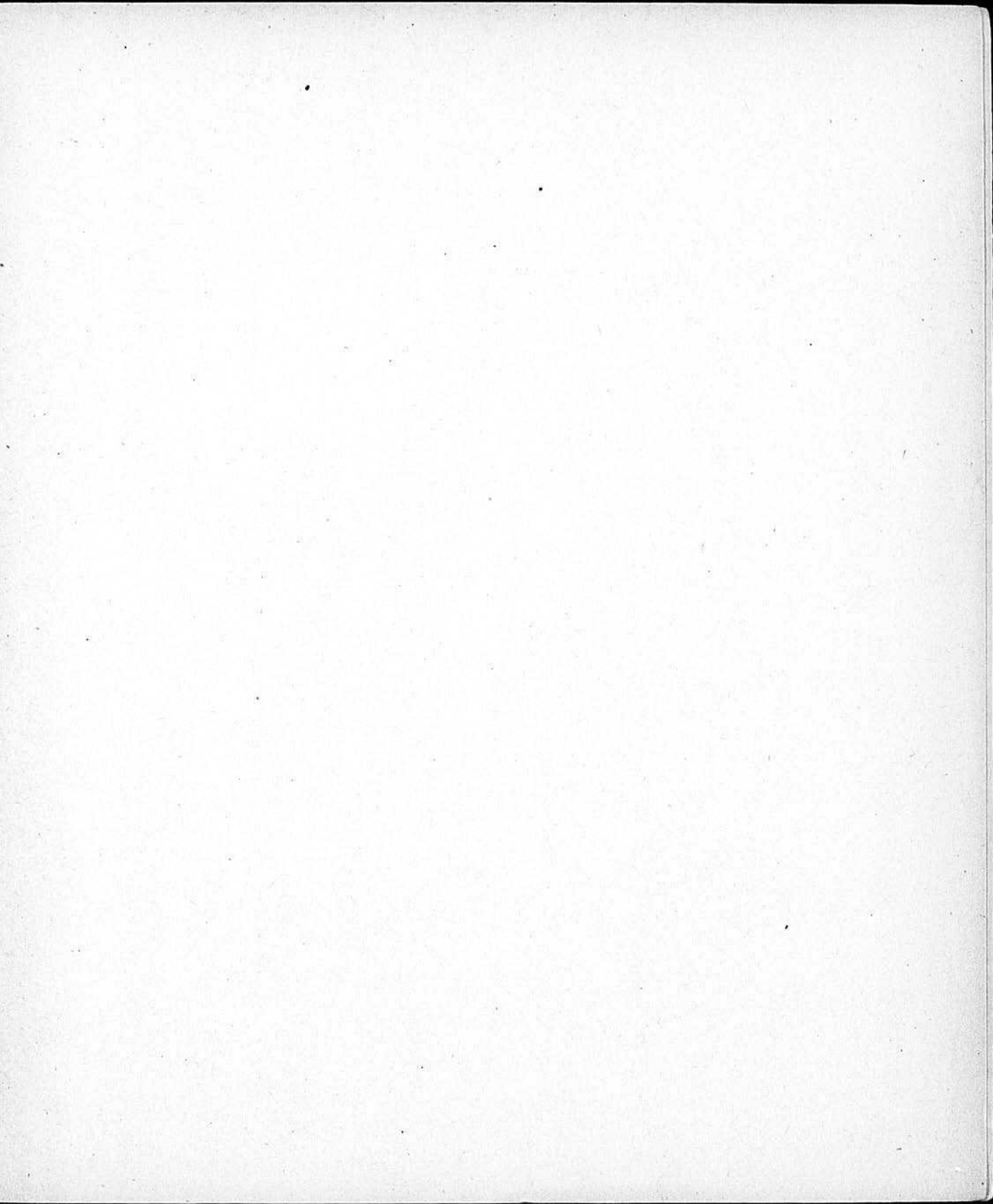
Bureau de la division d'enregistrement de Huntingdon, à Huntingdon	2235
Bureau de la division d'enregistrement de Maskinongé, à Louiseville	2234
Bureau de la division d'enregistrement de Napierville, à Napierville	2233
Bureau de la division d'enregistrement de Yamaska, à St-François du Lac	2232
Extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Waterloo à la municipalité de Stukely-Sud, comté de Shefford	2231
Extension of the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Waterloo to the municipality of South Stukely, county of Shefford	2231
Formation et qualification professionnelle de la main d'oeuvre (Chapitre 51, 1969), entrée en vigueur de certaines dispositions de la loi Manpower Vocational Training and Qualification Act (Chapter 51, 1969) coming into force of certain provisions of the Act	2236
Office of the registration division of Huntingdon, at Huntingdon	2235
Office of the registration division of Maskinongé, at Louiseville	2234
Office of the registration division of Napierville, at Napierville	2233
Office of the registration division of Yamaska, at St-François du Lac	2232

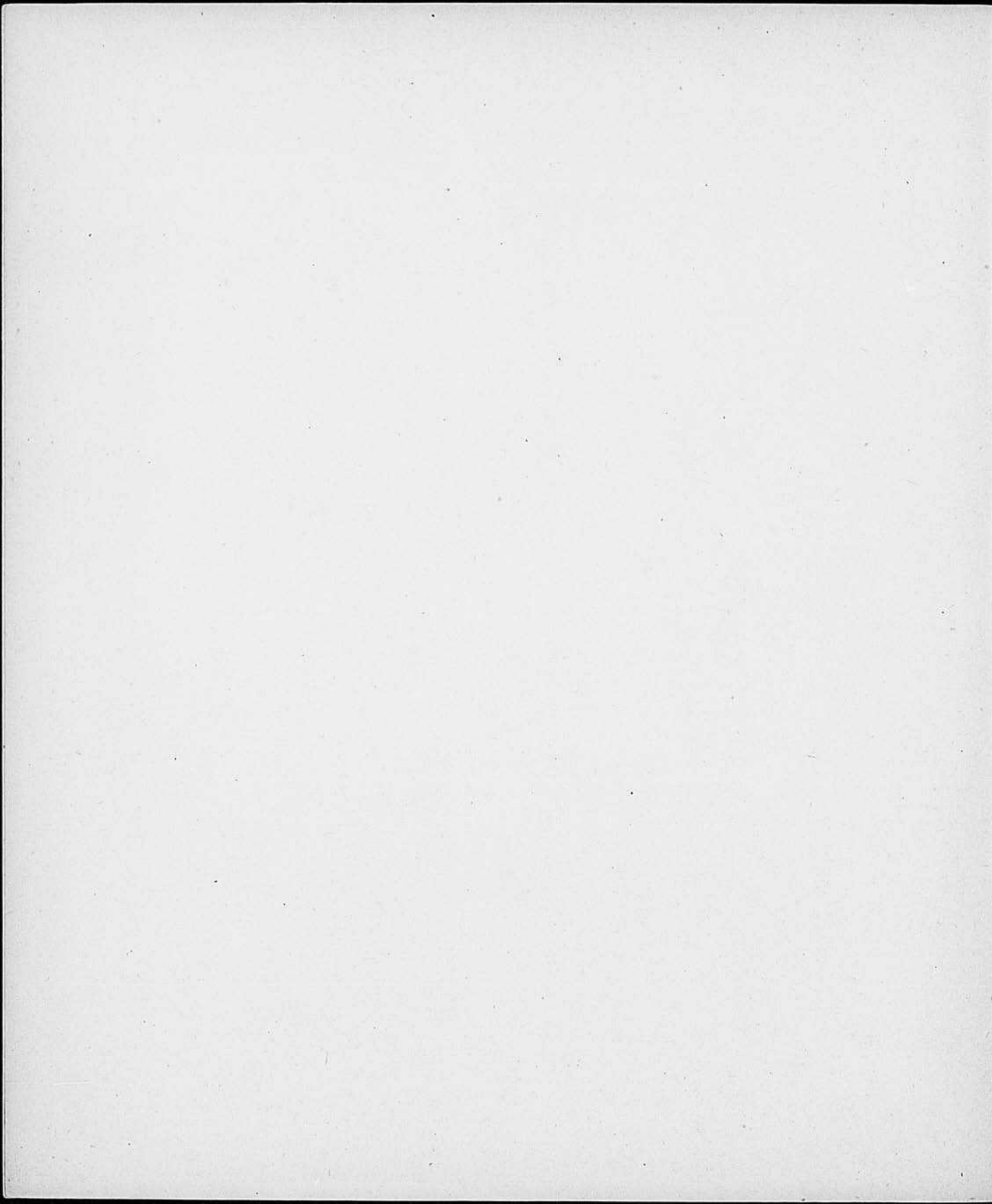
<b>Régie de l'assurance-maladie du Québec</b>	<b>Québec Health Board Insurance</b>	Compagnie du chemin de fer canadien Pacifique.....	2257
Professionnels désengagés ou non-participants	2238	Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada.....	2257
Withdrawn or non-participating professionals	2238		
<b>Régie des marchés agricoles du Québec</b>	<b>Québec Agricultural Marketing Board</b>	<b>Licitation</b>	<b>Licitation</b>
Milk Producers-Suppliers to the Crémierie Révélation Inc. ( <i>Amend. to the Joint Plan</i> )	2159	Diekmeyer vs Ashby.....	2259
Milk Producers-Suppliers to the Québec Carnation Company ( <i>Amend. to the Joint Plan</i> ).....	2162	Hamelin vs Cloutier.....	2257
Milk Producers-Suppliers to the J. J. Joubert Ltd. (Nicolet) ( <i>Amend. to the Joint Plan</i> ) ..	2155		
Office des producteurs de lait nature, Montréal ( <i>Liquidation</i> ).....	2166	<b>Par Shérifs</b>	<b>By Sheriffs</b>
Producteurs-fournisseurs de lait à la Crémierie Révélation inc. ( <i>Mod. Plan conjoint</i> ).....	2159	<b>Montmagny</b>	<b>Montmagny</b>
Producteurs-fournisseurs de lait du Québec à la cie Carnation ( <i>Mod. Plan conjoint</i> ).....	2162	Simoneau-Couillard vs Théberge.....	2260
Producteurs-fournisseurs de lait J. J. Joubert ltée (Nicolet) ( <i>Mod. Plan conjoint</i> ).....	2155		
Raw Milk Producers-Suppliers Board, Montréal ( <i>Liquidation</i> ).....	2166	<b>Montréal</b>	<b>Montreal</b>
		Aubin vs Clermont <i>et al.</i> .....	2260
<b>Société d'habitation du Québec</b>	<b>Québec Housing Corporation</b>	Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal (La) vs Michel Construction Inc..	2261
Municipal Housing Bureau of Victoriaville ( <i>Errata</i> ).....	2228	Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal (La) vs Savignac (Gaston) ltée...	2263
Office municipal d'habitation de Victoriaville ( <i>Errata</i> ).....	2228	Gaudet vs Sternthal.....	2266
		Laval, ville-city vs Luc Construction Inc. ....	2261
<b>SOUMISSIONS — demandes de</b>	<b>TENDERS — Requests for</b>	Lightstone vs Pert.....	2261
Dollard-des-Ormeaux, ville-town.....	2241	Montreal city and district savings bank (The) vs Michel Construction Inc.....	2261
Lac St-Charles, munic.....	2244	Montreal city and district savings bank (The) vs Savignac (Gaston) ltée.....	2263
L'Ancienne-Lorette, ville-town.....	2246	Société des artisans vs Abaca Inc. <i>et al.</i> .....	2263
Mercier, ville-town ( <i>correction</i> ).....	2256		
La Providence, ville-town.....	2250	<b>Pontiac</b>	<b>Pontiac</b>
Ste-Anne-de-Sorel, par.....	2252	Belmont Electrical Supplies Ltd. vs Marcotte	2267
St-Bruno-de-Montarville, ville-town.....	2248		
Vaudreuil, c.s.-s.c.....	2254	<b>Québec</b>	<b>Québec</b>
		Huiles de Québec ltée (Les) vs Chouinard.....	2269
<b>SYNDICATS PROFESSIONNELS</b>	<b>PROFESSIONAL SYNDICATES</b>	Tanguay (R.) automobiles ltée vs Roberge....	2268
Association des employés de salaison fleur de Lys ltée (L') ( <i>Const.-Inc.</i> ).....	2154		
Syndicat professionnel des producteurs d'oeufs des Cantons de l'Est ( <i>Const.-Inc.</i> ).....	2154	<b>Rouyn-Noranda</b>	<b>Rouyn-Noranda</b>
		Firlotte vs Picco.....	2269
<b>VENTES Effets non réclamés</b>	<b>SALES Unclaimed Baggage</b>		
Canadian National Railway Company.....	2257	<b>Saint-François</b>	<b>Saint-François</b>
Canadian Pacific Railway Company.....	2257	Barré vs Dion.....	2269
		<b>Trois-Rivières</b>	<b>Three Rivers</b>
		Banque de Montréal vs Boisvert <i>et al.</i> .....	2270
		Bank of Montreal vs Boisvert <i>et al.</i> .....	2270
		<b>Taxes</b>	<b>Taxes</b>
		Abitibi, comté-county ( <i>correction</i> ).....	2272
		Dorchester, comté-county.....	2272
		La Prairie, ville-town.....	2277
		Rigaud, ville-town.....	2144
		Saguenay, comté-county.....	2144
		Ste-Thérèse-Ouest, ville-town.....	2273

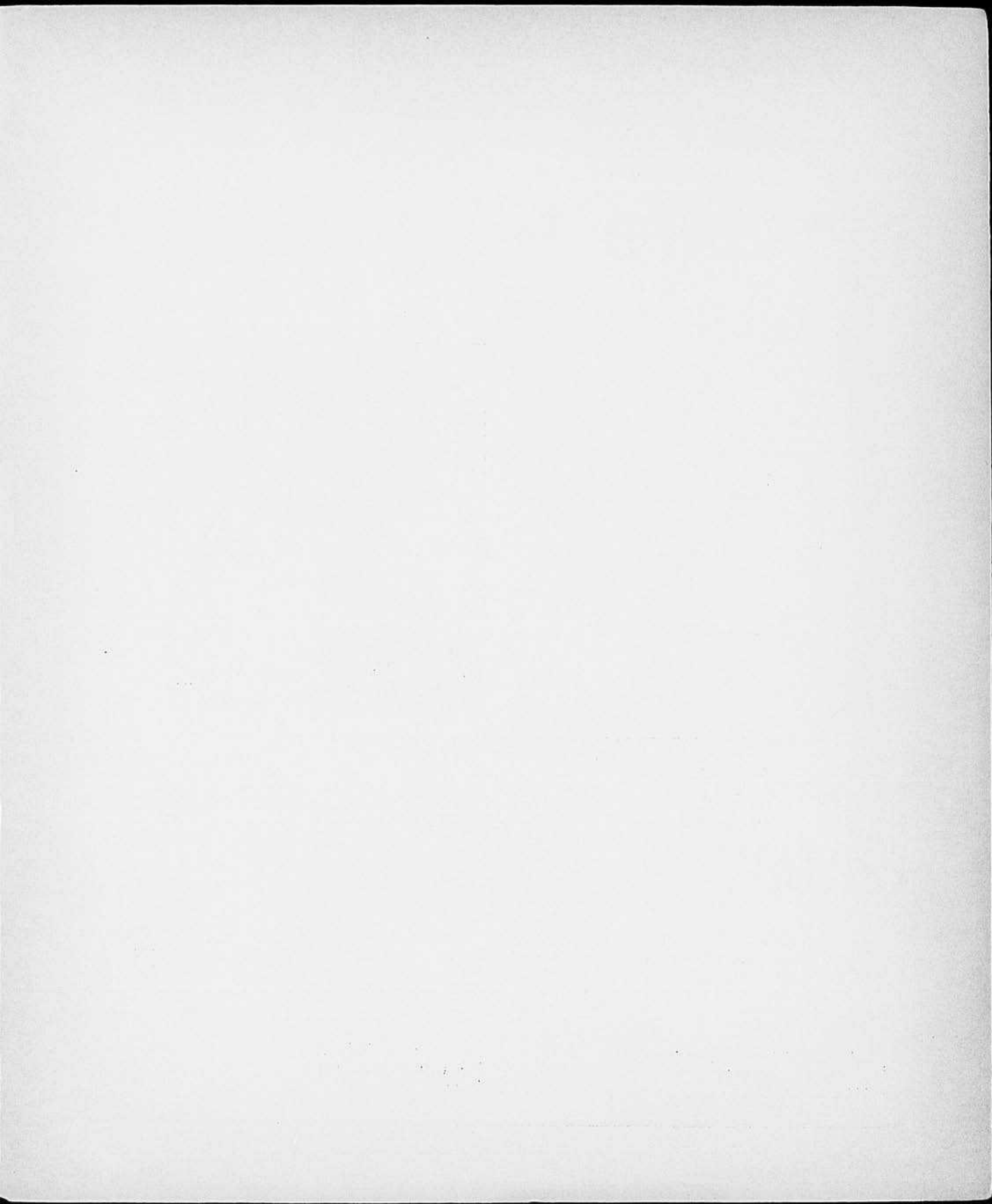






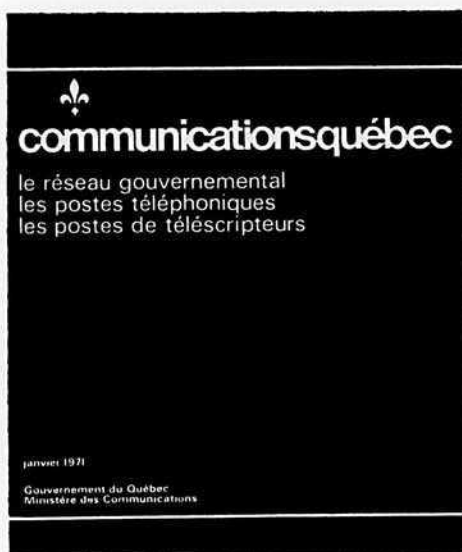






**gouvernement du québec**

# **annuaire téléphonique**



**\$1.00**

---

**MAINTENANT  
EN VENTE**

Toute commande est payable d'avance. Les versements se font par mandat-poste ou chèque à l'ordre du ministre des Finances du Québec, adressés à :

L'Éditeur officiel du Québec,  
Hôtel du gouvernement,  
Québec.

**NOW  
ON SALE**

Prepayment is required with each order. Money orders or cheques should be made payable to the Minister of Finance, Québec, and sent to :

The Québec Official Publisher,  
Parliament Buildings,  
Québec.

---